

www.e-rara.ch

Mémoires pour servir à l'histoire de France, sous le règne de Napoléon

Napoleon

Paris, 1830

ETH-Bibliothek Zürich

Shelf Mark: Rar 25315

Persistent Link: <https://doi.org/10.3931/e-rara-66176>

Tome deuxième.

www.e-rara.ch

Die Plattform e-rara.ch macht die in Schweizer Bibliotheken vorhandenen Drucke online verfügbar. Das Spektrum reicht von Büchern über Karten bis zu illustrierten Materialien – von den Anfängen des Buchdrucks bis ins 20. Jahrhundert.

e-rara.ch provides online access to rare books available in Swiss libraries. The holdings extend from books and maps to illustrated material – from the beginnings of printing to the 20th century.

e-rara.ch met en ligne des reproductions numériques d'imprimés conservés dans les bibliothèques de Suisse. L'éventail va des livres aux documents iconographiques en passant par les cartes – des débuts de l'imprimerie jusqu'au 20e siècle.

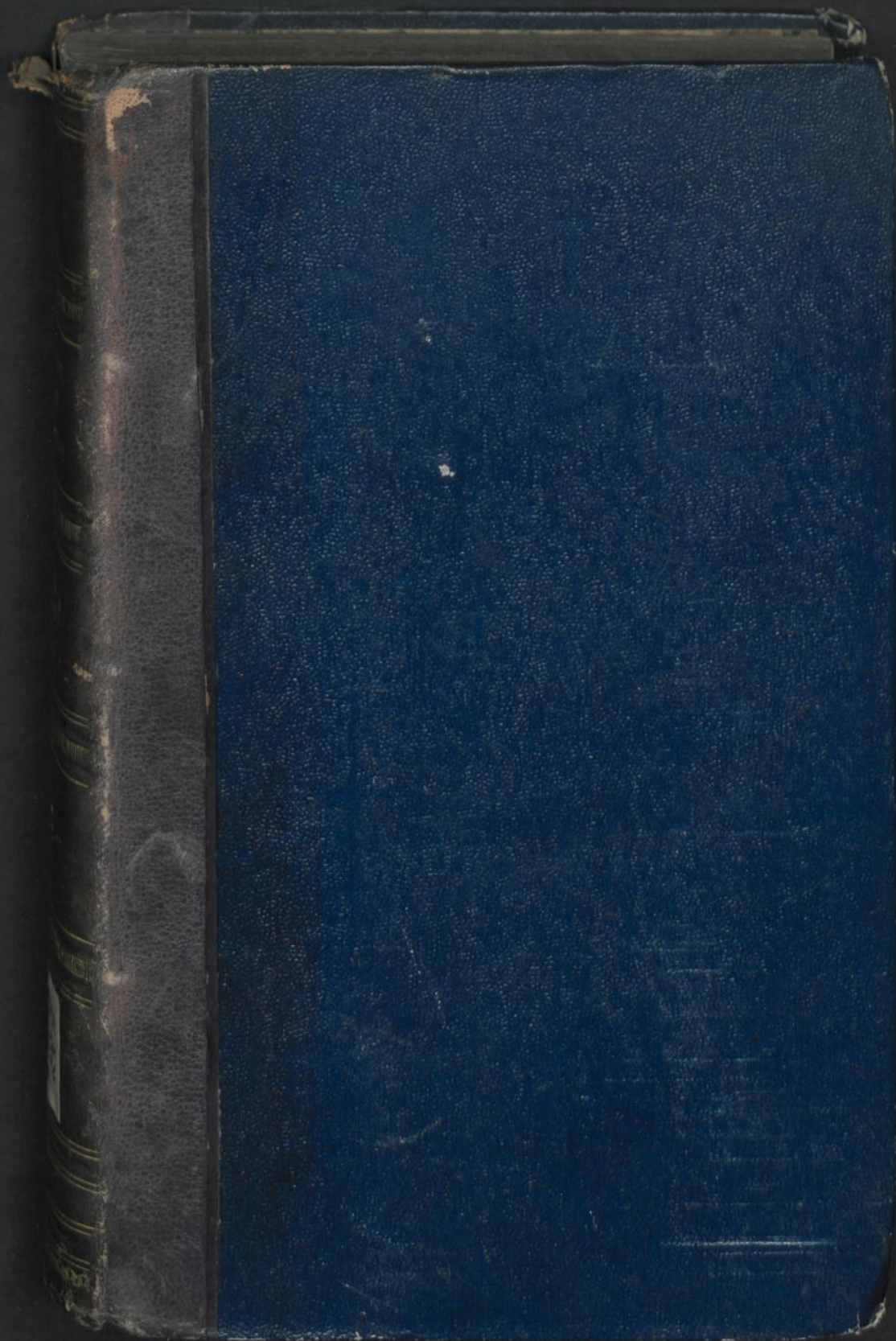
e-rara.ch mette a disposizione in rete le edizioni antiche conservate nelle biblioteche svizzere. La collezione comprende libri, carte geografiche e materiale illustrato che risalgono agli inizi della tipografia fino ad arrivare al XX secolo.


Nutzungsbedingungen Dieses Digitalisat kann kostenfrei heruntergeladen werden. Die Lizenzierungsart und die Nutzungsbedingungen sind individuell zu jedem Dokument in den Titelinformationen angegeben. Für weitere Informationen siehe auch [Link]

Terms of Use This digital copy can be downloaded free of charge. The type of licensing and the terms of use are indicated in the title information for each document individually. For further information please refer to the terms of use on [Link]

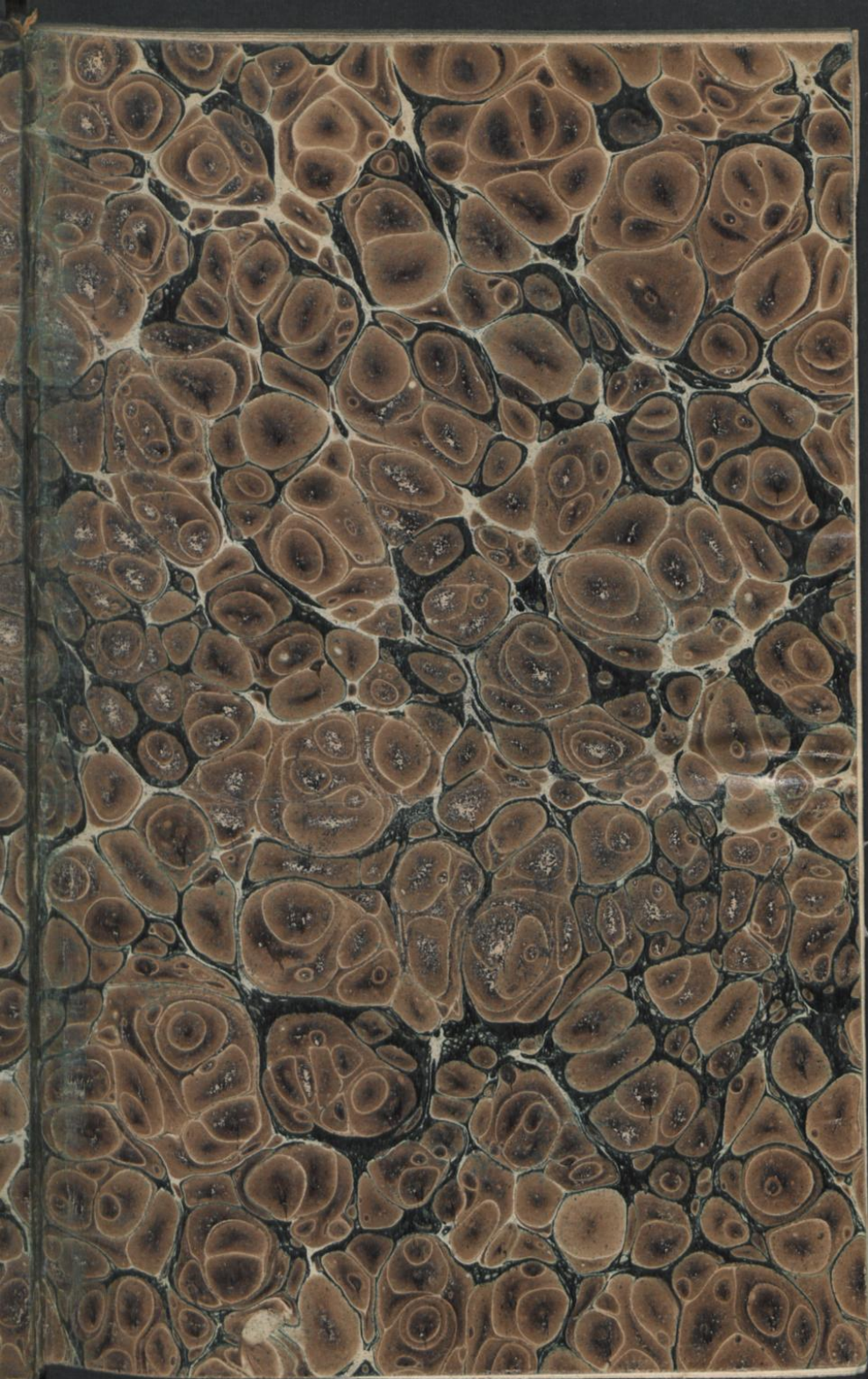
Conditions d'utilisation Ce document numérique peut être téléchargé gratuitement. Son statut juridique et ses conditions d'utilisation sont précisés dans sa notice détaillée. Pour de plus amples informations, voir [Link]

Condizioni di utilizzo Questo documento può essere scaricato gratuitamente. Il tipo di licenza e le condizioni di utilizzo sono indicate nella notizia bibliografica del singolo documento. Per ulteriori informazioni vedi anche [Link]



The image shows the front cover of an antique book. The cover is decorated with a traditional marbled paper pattern, specifically a 'stone' or 'shell' pattern, featuring irregular, rounded shapes in shades of brown, tan, and cream, separated by dark, almost black, veins. The spine of the book, visible on the left, is bound in a dark, textured material, likely black leather or cloth. In the bottom-left corner, there is a small, rectangular, tan-colored paper label with black text.

LEGAT
DR. MAX DOERNER
ORSELINA

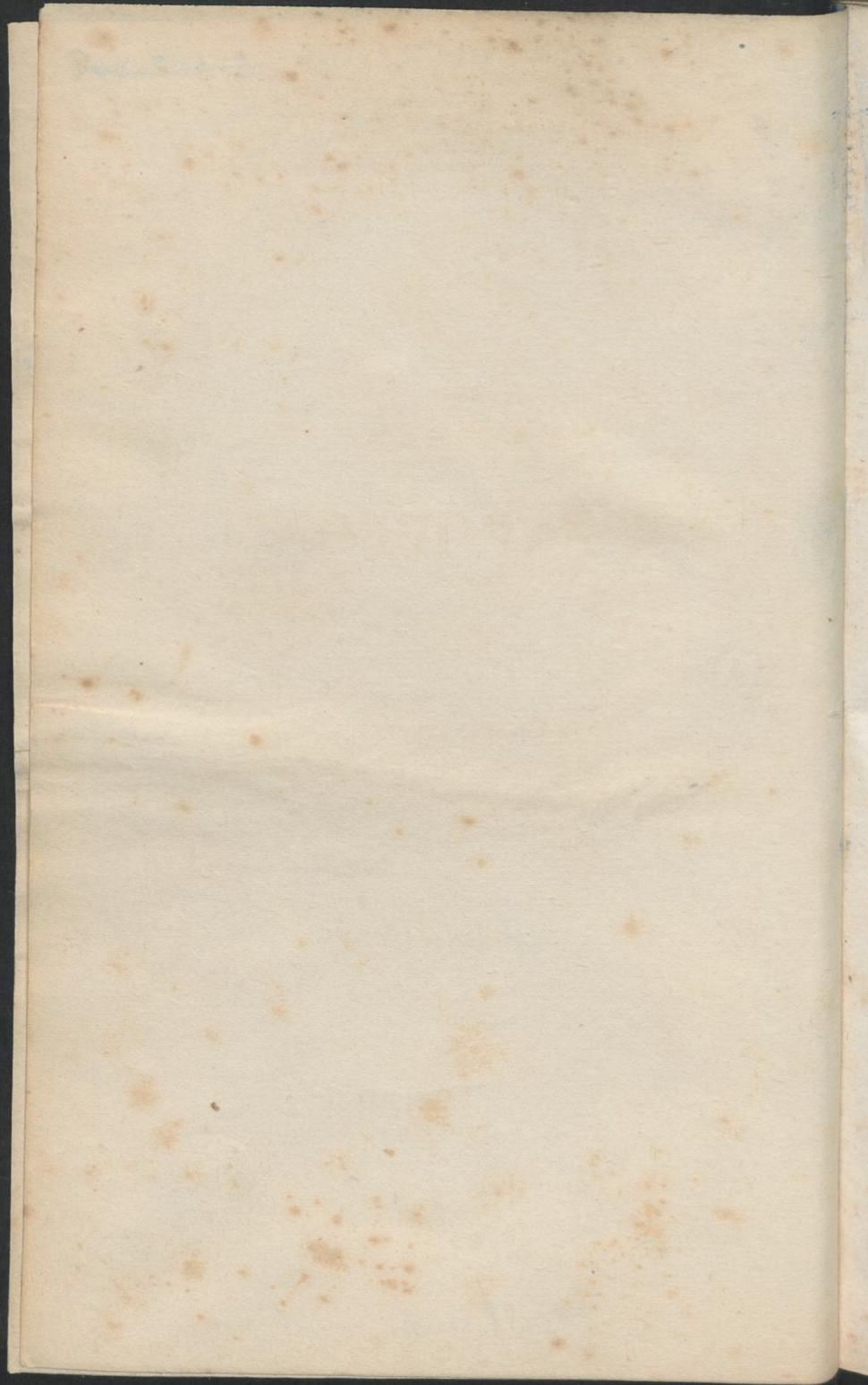


~~Doe 312:2~~ Raf 25315:2

line 92500

MÉMOIRES
DE NAPOLEON.

TOME II



MÉMOIRES
DE NAPOLEÓN.

TOME II.

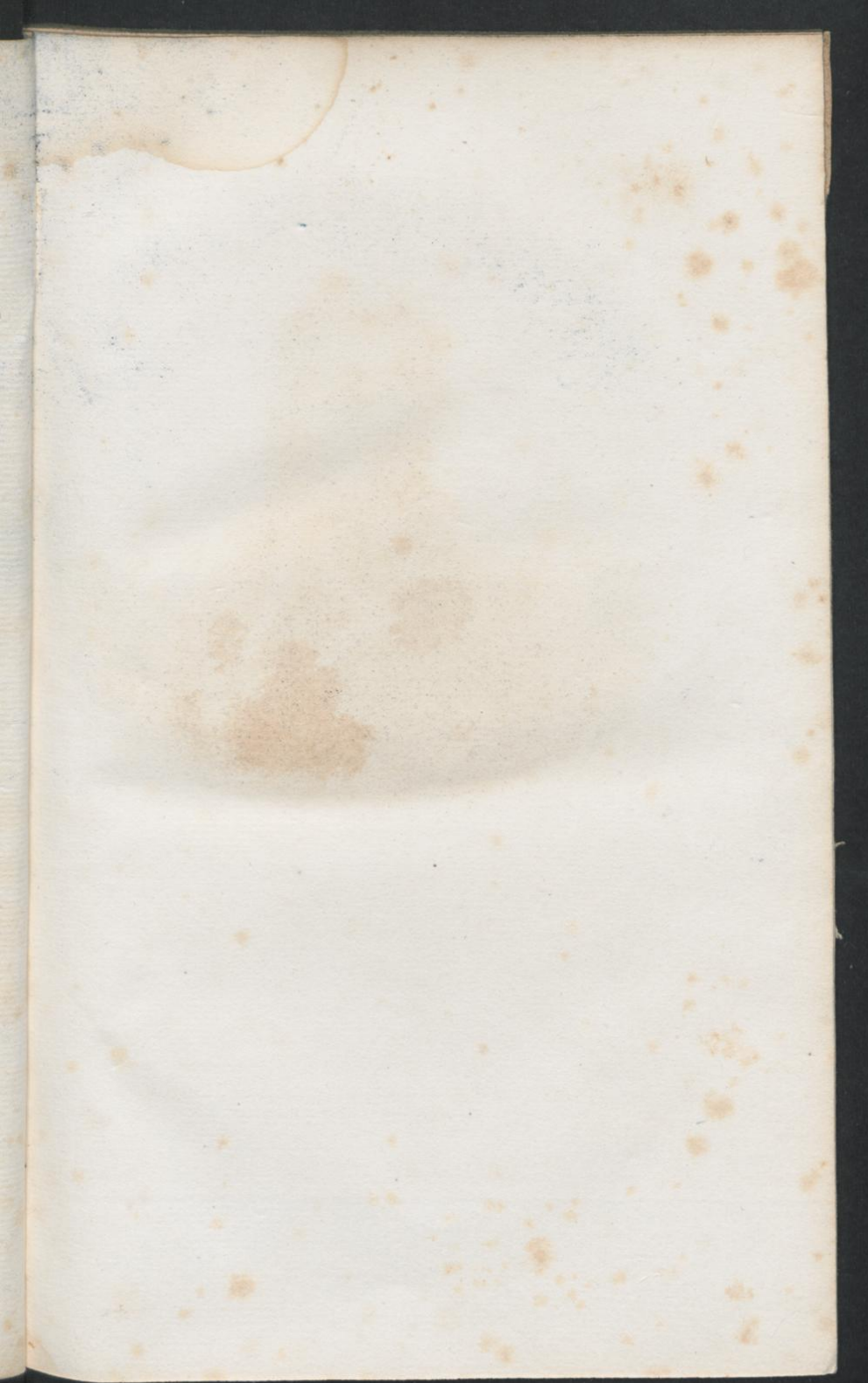
PARIS, IMPRIMERIE DE GAUTHIER VILLARS, 1823.

LES NOIRS

DE NAPOLEON

TOME II

PARIS, IMPRIMERIE DE GAULTIER-LAGUIONIE,
RUE DE GRENELLE-SAINTE-HONORE, N° 55.





AUGEREAU .

MÉMOIRES

POUR SERVIR

A L'HISTOIRE DE FRANCE,

SOUS LE RÈGNE

DE NAPOLEON,

ÉCRITS A STE-HÉLÈNE SOUS SA DICTÉE,

PAR LES GÉNÉRAUX QUI ONT PARTAGÉ SA CAPTIVITÉ.

DEUXIÈME ÉDITION.

DISPOSÉE DANS UN NOUVEL ORDRE,

ET AUGMENTÉE DE CHAPITRES INÉDITS, ETC., ETC.

TOME DEUXIÈME.

PARIS,

BOSSANGE PÈRE, LIBRAIRE,

RUE DE RICHELIEU, N. 60;

DUFOUR ET C^{IE}, LIBRAIRES,

AUX DU FAON, N. 1.

—
1830.

MEMOIRES

DE NAPOLEON

A L'HISTOIRE DE FRANCE

DE NAPOLEON

Doc 312:2



Kat.

PARIS

BOSSANGE FRÈRE, LIBRAIRE

DUMOUR ET C^o LIBRAIRES

1810

MÉMOIRES DE NAPOLEON.

CHAPITRE PREMIER.

BATAILLE D'ARCOLE.

Le maréchal Alvinzi arrive en Italie à la tête d'une troisième armée. — Bon état de l'armée française; l'opinion de tous les peuples d'Italie appelle ses succès. — Bataille de la Brenta (5 novembre); Vaubois évacue le Tyrol en désordre. — Bataille de Caldiero (12 novembre). — Murmures et sentiments divers qui agitent les soldats français. — Marche de nuit de l'armée sur Ronco; l'armée y passe l'Adige sur un pont de bateaux (14 novembre); elle rentre triomphante dans Vérone, par la porte de Venise, sur la rive droite (18 novembre).

§ 1^{er}.

Tous les courriers qui portaient à Vienne les nouvelles des succès du prince Charles, étaient suivis par des courriers de Wurmser, qui ne rendaient compte que de ses désastres. La cour passa tout le mois de septembre dans ces alternatives de joie et de tristesse. La satisfaction qu'elle éprouvait de ses triomphes ne com-

pensait pas la consternation qu'elle avait de ses défaites. L'Allemagne était sauvée, mais l'Italie était perdue; l'armée qui gardait cette frontière avait disparu. Son nombreux état-major, son vieux maréchal et quelques débris, n'avaient trouvé de salut qu'en s'enfermant dans Mantoue, qui, réduite aux abois, manquant de tout, en proie aux fièvres de l'automne, allait être contrainte d'ouvrir ses portes au vainqueur. Le conseil aulique sentit le besoin de faire des efforts extraordinaires; il rassembla deux armées, la première dans le Frioul, l'autre dans le Tyrol, les mit sous les ordres du maréchal Alvinzi, et lui ordonna de marcher pour sauver Mantoue et délivrer Wurmser.

§ II.

Le contre-coup des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin devait se faire sentir promptement en Italie. Si ces deux armées ne se maintenaient pas sur la rive droite du Rhin, il était urgent qu'elles fissent de puissants détachements pour renforcer l'armée d'Italie. Le directoire promettait beaucoup, mais tenait peu; il envoya cependant douze bataillons, tirés de l'armée de la Vendée, qui arrivèrent à Milan dans le courant de septembre et d'oc-

tobre; on avait eu soin de les faire marcher en douze colonnes. On accrédita l'opinion que chacune de ces colonnes était d'un régiment, et au grand complet, ce qui eût été un renfort très considérable. Il est vrai que le soldat français n'avait pas besoin d'être rassuré; il était plein de confiance dans son chef et dans sa propre supériorité; il était bien payé, bien habillé, bien nourri; l'artillerie était belle et nombreuse; la cavalerie bien montée. Les peuples d'Italie s'étaient associés aux intérêts de l'armée; leur liberté, leur indépendance y étaient attachées; ils étaient aussi convaincus de la supériorité du soldat français sur les soldats allemands, que de celle du général, vainqueur de Beaulieu et de Wurmser, sur le maréchal Alvinzi. Depuis le mois de juillet dernier, l'opinion était bien changée. Alors, à l'annonce de l'arrivée de Wurmser, toute l'Italie s'était attendue à son triomphe: aujourd'hui, personne ne mettait en doute celui de l'armée française. L'esprit public des peuples transpadans, de Bologne, Modène et Reggio était tel, qu'ils pouvaient se suffire à eux-mêmes pour repousser l'armée du pape, si elle avançait sur leur territoire, comme elle en faisait la menace.

§ III.

Au commencement d'octobre, le maréchal Alvinzi était encore avec son armée devant l'Isonzo; mais à la fin de ce mois, il porta son quartier-général à Conegliano, derrière la Piave; Masséna, placé à Bassano, observait ses mouvements. Davidowich avait réuni dans le Tyrol un corps d'armée de 18,000 hommes, y compris les milices tyroliennes. Le général de division Vaubois couvrait Trente, occupant le Lavis avec un corps de 12,000 hommes. La division Augereau, la réserve de cavalerie, et le grand quartier-général français, étaient à Vérone. Le projet d'Alvinzi était d'opérer dans Vérone sa jonction avec Davidowich, et de là marcher sur Mantoue. Il jeta, le premier novembre, deux ponts sur la Piave, et se dirigea en trois colonnes sur la Brenta. Masséna, menaçant de l'attaquer, l'obligea de déployer toute son armée, et lorsqu'il eut reconnu qu'elle était de plus de 40,000 hommes, il leva son camp de Bassano, repassa la Brenta, et s'approcha de Vicence. Napoléon l'y joignit avec la division Augereau et sa réserve, et le 6, à la pointe du jour, il marcha pour donner bataille à Alvinzi, qui avait suivi le mouvement de

Masséna. Il avait porté son quartier-général à Fonte-Niva, son avant-garde, sous le général Liptay, sur la rive droite de la Brenta, à Carmignano, en avant de sa gauche, que commandait le général Provera, Sa droite, sous les ordres de Quasdanowich était en position entre Bassano et Vicence. Le général Metrouski commandait un corps d'observation dans les gorges de la Brenta, et le général Hohenzollern commandait sa réserve. Masséna attaqua à la petite pointe du jour, et, après un combat de plusieurs heures, rejeta l'avant-garde, Quasdanowich, Liptay et la division Provera, sur la rive gauche de la Brenta, tuant beaucoup de monde, et faisant des prisonniers. Napoléon se porta, à la tête de la division Augereau, contre Quasdanowich, le chassa de Lenove, et le rejeta sur Bassano. Il était quatre heures après midi; il attachait la plus grande importance à passer le pont, et à s'emparer ce jour même de la ville; mais, Hohenzollern étant arrivé, il ordonna à sa brigade de réserve d'avancer pour seconder l'attaque du pont; un bataillon de 900 Croates, qui avait été coupé, s'était jeté dans un village, sur le grand chemin; aussitôt que la tête de la réserve parut pour traverser le village, elle fut accueillie par un feu très vif; il fallut faire avancer des obusiers. Le village fut pris: les

Croates passés par les armes; mais on éprouva un retard de deux heures, et lorsqu'on arriva au pont, la nuit était close; il fallut remettre au lendemain à forcer ce passage.

Vaubois avait reçu l'ordre d'attaquer les positions de l'ennemi, sur la rive droite du Lavis. Le premier novembre, il attaqua les positions de Saint-Michel et Segonzano. L'ennemi était en force, il se défendit avec la plus grande intrépidité. Le succès de Vaubois ne fut pas complet, et la tentative qu'il fit le lendemain ne fut pas plus heureuse; enfin attaqué à son tour, il fut forcé dans sa position du Lavis, et obligé d'abandonner Trente. S'étant rallié, il prit position à Calliano; mais Laudon, manœuvrant par la rive droite de l'Adige, avec ses Tyroliens, l'avait débordé, s'était emparé de Nomi et de Torbole. Son dessein paraissait être de se porter sur Montebaldo et Rivoli. Vaubois n'avait plus personne sur la rive droite, et ne pouvait plus rien opposer à cette manœuvre, qui, si elle eût été exécutée par l'ennemi, eût compromis le salut de son corps et celui de toute l'armée. Ces nouvelles arrivèrent au quartier-général français, à deux heures du matin. Il n'y avait plus à hésiter, il fallait courir en toute hâte sur Vérone, si vivement menacée; abandonner le premier projet, et toute idée de di-

version. Le projet primitif du général en chef avait été, après avoir jeté Alvinzi au-delà de la Piave, de remonter les gorges de la Brenta, de couper Davidowich. Le colonel Vignoles, de l'état-major, officier de confiance, fut envoyé pour réunir à Vérone toutes les troupes qu'il pourrait trouver, et les porter sur la Corona et Rivoli. Il y trouva un bataillon du 40^e, qui venait d'y arriver de la Vendée, il imposa aux premiers tirailleurs ennemis qui abordèrent sur la Corona. Le lendemain, Joubert arriva dans cette position importante avec la quatrième légère, tirée du blocus de Mantoue; il n'y eut dès-lors plus rien à craindre. Dans ce temps, Vaubois jeta des ponts sur l'Adige, repassa sur la rive droite, et vint occuper, en force, la position de la Corona et de Rivoli.

L'armée française de la Brenta fila toute la journée du 7 au travers de la ville de Vicence, qui, témoin de la victoire qu'elle avait obtenue, ne put s'expliquer ce mouvement de retraite. Alvinzi, de son côté, avait commencé sa retraite à trois heures du matin, pour passer la Piave; mais il ne tarda pas à être instruit, par sa cavalerie légère, du mouvement rétrograde de l'armée française; il revint sur la Brenta, et le lendemain passa cette rivière pour suivre le mouvement de son ennemi. Napoléon se porta

à la division Vaubois, la fit réunir sur le plateau de Rivoli, et lui dit : « Soldats, je ne suis
« pas content de vous; vous n'avez montré ni
« discipline, ni constance, ni bravoure; aucune
« position n'a pu vous rallier; vous vous êtes
« abandonnés à une terreur panique. Vous
« vous êtes laissé chasser de positions où une
« poignée de braves devait arrêter une armée.
« Soldats de la 39^e et de la 85^e, vous n'êtes pas
« des soldats français. Général chef d'état-major, faites écrire sur les drapeaux : *Ils ne sont
« plus de l'armée d'Italie!* » Cette harangue, prononcée d'un ton sévère, arracha des larmes à ces vieux soldats : les lois de la discipline ne purent étouffer les accents de leur douleur ; plusieurs grenadiers qui avaient des armes d'honneurs'écrièrent : « Général, on nous a calomniés ;
« mettez-nous à l'avant-garde, et vous verrez si
« la 39^e et la 85^e sont de l'armée d'Italie. » Ayant ainsi produit l'effet qu'il voulait, il leur adressa quelques paroles de consolation. Ces deux régiments, quelques jours après, se couvrirent de gloire.

§ IV.

En dépit des revers qu'il venait d'essuyer sur la Brenta, les opérations d'Alvinzi se trouvaient

couronnées du plus brillant succès. Il était maître de tout le Tyrol et de tout le pays entre la Brenta et l'Adige. Mais le plus difficile lui restait encore à faire ; c'était de passer l'Adige de vive force devant l'armée française, d'opérer sa jonction avec Davidowich, en passant sur le corps des braves postés en avant de Vérone. La chaussée de Vérone à Vicence longe l'Adige pendant trois lieues, jusqu'à Villa-Nova, où elle tourne perpendiculairement à gauche, se dirigeant droit sur Vicence. A Villa-Nova, la petite rivière de l'Alpon la coupe et se jette, après avoir traversé Arcole, dans l'Adige, près Albaredo ; sur la gauche de Villa-Nova se trouvent des hauteurs, connues sous le nom de position de Caldiero ; en les occupant, on couvre Vérone et on est en mesure de tomber sur les derrières de l'ennemi qui manœuvre sur le bas Adige. Une fois la défense de Montebaldo assurée, et les troupes de Vaubois ayant repris contenance, Napoléon résolut d'occuper Caldiero, comme donnant plus de chances à la défensive et plus d'énergie à son attitude. Le 11, à deux heures après-midi, l'armée passa les ponts de Vérone ; la brigade Verdier, en tête, culbuta l'avant-garde ennemie, fit plusieurs centaines de prisonniers, et prit position, à la nuit, au pied de Caldiero. Le feu des bivouacs, le rapport des affidés, celui des pri-

sonniers, ne laissèrent aucun doute sur les intentions d'Alvinzi; il recevrait la bataille et s'était établi solidement sur ces belles positions, appuyant sa gauche aux marais d'Arcole, et sa droite au mont Olivetto et au village de Colognola. Cette position est bonne dans les deux sens. Il s'était couvert par quelques redoutes et de formidables batteries. A la pointe du jour on reconnut la ligne de bataille de l'ennemi : sa gauche était inexpugnable; sa droite parut mal appuyée. Pour profiter de cette faute, Masséna reçut ordre de marcher avec sa division, pour occuper un mamelon qui débordait la droite de l'ennemi et qu'il avait négligé d'occuper. Le général de brigade Launay gravit la hauteur avec intrépidité à la tête d'un corps de tirailleurs; mais s'étant trop avancé, il ne put être soutenu à temps par la division, qui, après avoir gravi la hauteur, se trouva arrêtée par un ravin. Il fut repoussé et fait prisonnier. L'ennemi éclairé sur sa faute rectifia de suite sa position; il ne fut plus possible de l'attaquer avec espérance de succès. Cependant le feu était engagé sur toute la ligne, et se soutint toute la journée. La pluie tombait par torrents; les terres étaient tellement trempées, que l'artillerie française ne pouvait faire aucun mouvement, tandis que celle des Autrichiens étant en position et avantageusement

placée, produisait tout son effet. L'ennemi fit plusieurs tentatives pour attaquer à son tour, mais fut vivement repoussé. Les deux armées bivouaquèrent sur leurs positions respectives. La pluie continua toute la nuit avec une telle force, que dans la matinée du lendemain le général en chef jugea convenable de rentrer dans son camp en avant de Vérone. Les pertes, dans cette affaire, furent égales; l'ennemi s'attribua, avec raison, la victoire; ses avant-postes s'approchèrent de St.-Michel, et la situation des Français devint vraiment critique.

§ V.

Vaubois avait fait des pertes considérables; il n'avait plus que 8,000 hommes. Les deux autres divisions, après s'être vaillamment battues sur la Brenta, et avoir manqué leur opération sur Caldiero, n'avaient plus que 13,000 hommes sous les armes. Le sentiment des forces de l'ennemi était dans toutes les têtes. Les soldats de Vaubois, pour justifier leur retraite, disaient s'être battus un contre trois. L'ennemi avait perdu aussi sans doute, mais il était plus nombreux, mais il avait gagné beaucoup de pays. Il avait compté à son aise le petit nombre de Français; aussi ne doutait-il plus de la délivrance de Man-

toue, ni de la conquête de l'Italie. Dans son délire, il réunit et fit fabriquer avec ostentation une grande quantité d'échelles, menaçant d'enlever Vérone d'assaut. La garnison de Mantoue s'était réveillée; elle faisait de fréquentes sorties, harcelait sans cesse les assiégeants, qui n'étaient que 8 à 9,000 pour contenir une garnison de 25,000, dont 10 à 12,000, il est vrai, étaient malades. Les Français n'étaient plus en position de prendre l'offensive nulle part; ils étaient contenus d'un côté par la position de Caldiero, de l'autre par les gorges du Tyrol. Mais quand même les positions de l'ennemi eussent permis d'entreprendre contre lui, sa supériorité numérique était trop connue; il fallait lui laisser prendre l'initiative, et attendre patiemment ce qu'il voudrait entreprendre. La saison était extrêmement mauvaise, tous les mouvements se faisaient dans la boue. L'affaire de Caldiero, celle du Tyrol, avaient sensiblement baissé le moral du soldat français; il avait bien encore le sentiment de sa supériorité à nombre égal, mais il ne croyait pas pouvoir résister à un nombre si supérieur. Un grand nombre de braves avaient été blessés deux ou trois fois à différentes batailles, depuis l'entrée en Italie. La mauvaise humeur s'en mêlait : « Nous ne pouvons pas seuls, disaient-ils, remplir la tâche de tous.

« L'armée d'Alvinzi, qui se trouve ici, est celle
« devant laquelle les armées du Rhin et de Sam-
« bre-et-Meuse se sont retirées, et elles sont oisi-
« ves dans ce moment; pourquoi est-ce à nous à
« remplir leur tâche? Si nous sommes battus,
« nous regagnerons les Alpes en fuyards et sans
« honneur; si, au contraire, nous sommes vain-
« queurs, à quoi aboutira cette nouvelle victoire?
« On nous opposera une autre armée semblable
« à celle d'Alvinzi, comme Alvinzi lui-même a
« succédé à Wurmser, comme Wurmser a suc-
« cédé à Beaulieu, et dans cette lutte inégale il
« faudra bien que nous finissions par être écri-
« sés. » Napoléon faisait répondre: « Nous n'a-
« vons plus qu'un effort à faire, et l'Italie est à
« nous. L'ennemi est sans doute plus nombreux,
« mais la moitié de ses troupes est composée
« de recrues; battu, Mantoue succombe, nous
« demeurons maîtres de tout, nos travaux finis-
« sent; car non-seulement l'Italie, mais encore
« la paix générale est dans Mantoue. Vous vou-
« lez aller sur les Alpes, vous n'en êtes plus ca-
« pables; des bivouacs arides et glacés de ses
« stériles rochers, vous avez bien pu conquérir
« les plaines délicieuses de la Lombardie; mais
« des bivouacs riants et fleuris de l'Italie, vous
« n'êtes plus capables de retourner dans les
« neiges. Des secours nous sont arrivés, d'autres

« sont en route ; que ceux qui ne veulent plus se
« battre ne cherchent pas de vains prétextes, car,
« battez Alvinzi, et je vous répons de votre
« avenir. » Ces paroles, répétées par tout ce qu'il
y avait de cœurs généreux, relevaient les ames,
et faisaient passer successivement à des senti-
ments opposés. Ainsi, tantôt l'armée, dans son
découragement, eût voulu se retirer, tantôt,
remplie d'enthousiasme, elle parlait d'aller en
avant. « Est-ce aux soldats d'Italie de souffrir
« patiemment les insultes et les provocations de
« ces esclaves ! » Lorsque l'on apprit à Brescia,
Bergame, Milan, Crémone, Lodi, Pavie, Bologne,
que l'armée avait essuyé un échec, les blessés,
les malades sortirent des hôpitaux, encore mal
guéris, pour reprendre leur place dans les rangs ;
les blessures d'un grand nombre de ces braves
étaient encore sanglantes. Ce spectacle touchant
remplissait l'ame des plus vives émotions.

§ VI.

Enfin, le 14 novembre, à la nuit tombante,
le camp de Vérone prit les armes ; trois colon-
nes se mirent en marche dans le plus grand si-
lence, traversèrent la ville, passèrent l'Adige
sur les trois ponts, et se formèrent sur la rive

droite. L'heure du départ, la direction, qui est celle de la retraite, le silence que garde l'ordre du jour, contre l'habitude constante d'annoncer qu'on va se battre, la situation des affaires, tout, enfin, indique qu'on se retire. Ce premier pas de retraite entraîne nécessairement la levée du siège de Mantoue, et présage la perte de l'Italie. Ceux des habitants qui plaçaient dans les victoires des Français l'espoir de leurs nouvelles destinées, suivent, inquiets et le cœur serré, les mouvemens de cette armée qui emporte toutes leurs espérances. Cependant l'armée, au lieu de suivre la route de Peschiera, prend tout à coup à gauche, longe d'Adige, et arrive avant le jour à Ronco; Andréossy achevait d'y jeter un pont. Aux premiers rayons du soleil, elle se voit avec étonnement, par un simple à gauche, sur l'autre rive. Alors les officiers et les soldats qui, du temps qu'ils poursuivaient Wurmser, avaient traversé ces lieux, commencèrent à deviner l'intention de leur général : il veut tourner Caldiero, qu'il n'a pu enlever de front; avec 13,000 hommes, ne pouvant lutter en plaine contre 40,000, il porte son champ de bataille sur des chaussées entourées de vastes marais, où le nombre ne pourra rien, mais où le courage des têtes de colonnes décidera de tout. L'espérance de la victoire ranime alors tous les cœurs,

et chacun promet de se surpasser pour secourir un plan si beau et si hardi. Kilmaine était resté dans Vérone avec 1,500 hommes de toutes armes, les portes fermées, les communications sévèrement interdites; l'ennemi ignorait parfaitement ce mouvement. Le pont de Ronco fut jeté sur la droite de l'Alpon, à peu près à un quart de lieue de son embouchure; ce qui a été un objet de critique pour les militaires mal instruits. En effet, si le pont eût été placé sur la rive gauche vis-à-vis Albaredo, 1^o l'armée se fût trouvée déboucher par une vaste plaine, et c'est ce que son général voulait éviter; 2^o Alvinzi, qui occupait les hauteurs de Caldiero, eût, en garnissant la rive droite de l'Alpon, couvert la marche de la colonne qu'il aurait dirigée sur Vérone; il eût forcé cette ville faiblement gardée, et eût opéré sa jonction avec l'armée du Tyrol; la division de Rivoli, prise entre deux feux, eût été obligée de se retirer sur Peschiera, l'armée tout entière en eût été étrangement compromise; au lieu qu'en jetant le pont sur la droite de l'Alpon, on obtenait l'avantage inappréciable 1^o d'attirer l'ennemi sur trois chaussées, traversant un vaste marais; 2^o de se trouver en communication avec Vérone, par la digue qui remonte l'Adige et passe aux villages de Porcil et de Gambione, où Alvinzi avait son

quartier-général, sans que l'ennemi eût aucune position à prendre, ni pût couvrir d'aucun obstacle naturel le mouvement des troupes qu'il aurait fait marcher pour attaquer Vérone. Cette attaque n'était plus possible, puisque toute l'armée française l'eût prise en queue, pendant que les murailles de la ville en auraient arrêté la tête. Trois chaussées partent du pont de Ronco : la première, celle de gauche, se dirige sur Vérone en remontant l'Adige, passe aux villages de Bionde, de Porcil, où elle débouche en plaine; la deuxième, celle du centre, conduit à Villa-Nova, et traverse le village d'Arcole, en passant l'Alpon sur un petit pont de pierre; la troisième, celle de droite, descend l'Adige et conduit à Albaredo. Il y a trois mille six cents toises de Ronco à Porcil, deux mille de Porcil à Caldiero, trois lieues de Caldiero à Vérone. Il y a deux mille deux cents toises de Ronco à Arcole, trois mille du pont d'Arcole à Villa-Nova, cent de Ronco à l'embouchure de l'Alpon, cinq cents de là à Albaredo.

§ VII.

Trois colonnes s'engagèrent sur ces trois chaussées : celle de gauche remonta l'Adige jusqu'à l'extrémité des marais, au village de Porcil,

d'où elle apercevait les clochers de Vérone ; il était dès-lors impossible à l'ennemi de marcher sur cette ville. La colonne du centre se porta sur Arcole, où les tirailleurs français parvinrent jusqu'au pont sans être aperçus : deux bataillons de Croates, avec deux pièces de canon, y bivouaquaient pour garder les derrières de l'armée, et surveiller les partis que la garnison de Legnago aurait pu jeter dans la campagne, cette place n'étant qu'à trois lieues sur la droite. Le pays entre Arcole et l'Adige n'était point gardé ; Alvinzi s'était contenté d'ordonner des patrouilles de hussards, qui, trois fois par jour, parcouraient les digues des marais sur les bords de l'Adige. La route de Ronco à Arcole rencontre l'Alpon à douze cents toises ; de là elle remonte pendant dix mille toises la rive droite de ce petit ruisseau, jusqu'au pont de pierre qui tourne perpendiculairement à droite et entre dans le village d'Arcole. Les Croates étaient bivouaqués, la droite appuyée au village et la gauche vers l'embouchure, ayant devant leur front la digue dont ils n'étaient séparés que par le ruisseau ; tirant devant eux, ils prirent en flanc la colonne dont la tête était sur Arcole ; elle se replia en toute hâte jusqu'au point où la chaussée cesse de prêter le flanc à la rive gauche. Augereau, indigné de ce mouvement

rétrograde de son avant-garde, s'élança sur le pont à la tête de deux bataillons de grenadiers, mais accueilli par une vive fusillade de flanc, il fut ramené sur sa division. Alvinzi, instruit de cette attaque, ne la comprit pas d'abord; cependant, à la pointe du jour, il put observer des clochers voisins le mouvement des Français. Les reconnaissances de ses hussards furent reçues à coups de fusil sur toutes les digues, et poursuivies par la cavalerie : il lui fut dès-lors évident que les Français avaient passé l'Adige et se trouvaient sur ses derrières. Il lui parut insensé d'imaginer qu'on pût jeter ainsi tout une armée dans des marais impraticables; il pensa que c'était des troupes légères qui s'étaient portées de ce côté pour l'inquiéter et pour masquer une attaque réelle qui déboucherait par la chaussée de Vérone. Cependant ses reconnaissances lui ayant rapporté que tout était tranquille sur Vérone, il jugea important de chasser des marais ces troupes légères; il dirigea une division sur la ligne d'Arcole, sous Metrouski, et une sur la digue de gauche, sous Provera. Vers neuf heures du matin, elles attaquèrent vivement; Masséna, qui était chargé de la digue gauche, ayant laissé engager l'ennemi, courut sur lui au pas de charge, l'enfonça, lui causa beaucoup de perte, et fit un grand nom-

bre de prisonniers. La même chose arriva sur la digue d'Arcole : aussitôt que l'ennemi eut dépassé le coude de la chaussée, il fut attaqué au pas de charge, mis en déroute par Augereau, laissant des prisonniers et du canon au pouvoir du vainqueur ; les marais furent couverts de cadavres. Il devenait de la plus haute importance de s'emparer d'Arcole, puisque de là, en débouchant sur les derrières de l'ennemi, on se fût emparé du pont de Villa-Nova sur l'Alpon, qui était sa seule retraite, et qu'on y eût été établi avant qu'il pût être formé ; mais Arcole résista à plusieurs attaques. Napoléon voulut essayer un dernier effort de sa personne ; il saisit un drapeau, s'élança sur le pont et l'y place ; la colonne qu'il commandait l'avait à moitié franchi, lorsque le feu de flanc et l'arrivée d'une division ennemie firent manquer l'attaque ; les grenadiers de la tête, abandonnés par la queue, hésitèrent ; mais entraînés par la fuite, ils ne voulurent pas se dessaisir de leur général ; ils le prirent par les bras, les habits, et l'entraînèrent avec eux au milieu des morts, des mourants et de la fumée ; il fut précipité dans un marais, il y enfonça jusqu'à la moitié du corps, il était au milieu des ennemis : les grenadiers s'aperçurent que leur général était en danger, un cri se fit entendre : « *Soldats, en*

« *avant pour sauver le général.* » Ces braves revinrent aussitôt au pas de course sur l'ennemi, le repoussèrent jusqu'au-delà du pont, et Napoléon fut sauvé. Cette journée fut celle du dévouement militaire. Lannes était accouru de Milan; blessé à Governolo, il était encore souffrant, il se plaça entre l'ennemi et Napoléon, le couvrit de son corps, et reçut trois blessures, ne voulant jamais le quitter. Muiron, aide-de-camp du général en chef, fut tué couvrant de son corps son général. Mort héroïque et touchante! Belliard, Vignoles, furent blessés en ramenant les troupes en avant. Le brave général Robert fut tué; c'était un soldat solide au feu. Le général Guieux passa l'Adige à Albarredo, sur le bac, avec une brigade. Arcole fut pris à revers; mais pendant ce temps, Alvinzi, instruit du véritable état des choses, avait conçu tout le danger de sa position; il avait abandonné Caldiero en toute hâte, défait ses batteries, et fait repasser le pont à tous ses parcs et ses réserves. Les Français, du haut du clocher de Ronco, virent avec douleur cette proie leur échapper, et ce fut à la vue des mouvements précipités de l'ennemi, qu'on put juger toute l'étendue et les conséquences du dessein de Napoléon. Chacun vit quels pouvaient être les résultats d'une combinaison si profonde et si

hardie. L'armée ennemie, par sa retraite précipitée, échappait à sa destruction ; ce ne fut que vers les quatre heures que le général Guieux put marcher sur Arcole par la rive gauche de l'Alpon : le village fut enlevé sans coup férir ; mais alors il était sans intérêt ; il était six heures trop tard : l'ennemi avait pris sa position naturelle ; Arcole n'était plus qu'un poste intermédiaire entre le front des deux armées, tandis que le matin il était sur les derrières de l'ennemi. Toutefois de grands résultats avaient couronné cette journée ; Caldiero était évacué, Vérone ne courait plus de dangers, deux divisions d'Alvinzi avaient été défaites avec des pertes considérables ; de nombreuses colonnes de prisonniers et grand nombre de trophées défilèrent au travers du camp, et remplirent d'enthousiasme les soldats et les officiers ; chacun reprit la confiance et le sentiment de la victoire.

§ VIII.

Cependant Davidowich avec le corps du Tyrol avait attaqué la Corona et s'en était emparé ; il occupait Rivoli. Vaubois occupait les hauteurs de Bussolino ; Kilmaine, débarrassé de toute crainte sur la rive gauche par l'évacuation de Caldiero, avait dirigé son attention sur l'en-

ceinte de Vérone et la rive droite ; mais si Davidowich marchait sur Vaubois , et le forçait à se jeter sur Mantoue , il faisait lever le blocus de cette ville et coupait la retraite au quartier-général et à l'armée qui était à Ronco. Il y a treize lieues de Rivoli à Mantoue , il y en a dix de Ronco à cette ville , par de très-mauvais chemins ; il fallait donc être , à la pointe du jour , en mesure de soutenir Vaubois , de protéger le blocus de Mantoue , les communications de l'armée , et de battre Davidowich ; il s'était avancé dans la journée. Pour la réussite de ce projet , il était nécessaire de calculer les heures. Le général en chef , dans l'incertitude de ce qui se serait passé dans la journée , crut devoir supposer que tout avait été mal du côté de Vaubois ; qu'il avait été forcé et qu'il avait pris position entre Roverbella et Castel-Novo. Il fit évacuer Arcole , qui avait coûté tant de sang , replia l'armée sur la rive droite de l'Adige , ne laissant sur la rive gauche qu'une brigade et quelques pièces de canon , et ordonna dans cette position que le soldat fit la soupe. Si l'ennemi avait marché sur Rivoli , il fallait lever le pont de l'Adige , disparaître devant Alvinzi , arriver à temps pour secourir Vaubois. Il laissa à Arcole des bivouacs allumés et entretenus par des piquets de grand'garde , pour qu'Alvinzi

ne s'aperçût de rien. A quatre heures du matin, l'armée prit les armes; mais dans le même moment un officier de Vaubois apprit qu'il était encore, à six heures du soir, en position à Busolino, et que Davidowich n'avait pas bougé. Ce général avait commandé un des corps de Wurmsér; il se ressouvenait de la leçon, et n'avait garde de se compromettre. Cependant, vers les trois heures du matin, Alvinzi, instruit de la marche rétrograde des Français, fit occuper Arcole et Porcil, et dirigea au jour deux colonnes sur les deux digues: la fusillade s'engagea à deux cents toises du pont de Ronco; les Français le repassèrent au pas de charge, tombèrent sur l'ennemi, le rompirent et le poursuivirent jusqu'aux débouchés des marais, qu'il remplit de ses morts: des drapeaux, du canon et des prisonniers, furent les trophées de cette journée, où deux nouvelles divisions autrichiennes furent défaites. Sur le soir, le général en chef, par les mêmes motifs et les mêmes combinaisons que la veille, fit les mêmes mouvements, concentrant toutes ses troupes sur la rive droite de l'Adige, ne laissant qu'une avant-garde sur la rive gauche.

§ IX.

Alvinzi, induit en erreur par un espion qui assurait que les Français étaient en marche sur Mantoue et n'avaient laissé qu'une avant-garde sur Ronco, déboucha de son camp avant l'aurore. A cinq heures du matin le quartier-général français sut que Davidowich n'avait point fait de mouvement, que Vaubois était dans ses mêmes positions; l'armée repassa le pont, les têtes de colonnes des deux armées se rencontrèrent à moitié des digues; le combat fut opiniâtre, indécis pendant un moment, la 75^e fut rompue; les balles arrivaient sur le pont: le général en chef plaça la 32^e en embuscade, ventre à terre dans un petit bois de saules, le long de la digue, près la tête du pont; elle se releva à propos, fit une décharge, marcha à la baïonnette, et culbuta dans les marais une colonne serrée, épaisse dans toute sa longueur; c'étaient 3,000 Croates, ils y périrent tous. Masséna sur la gauche éprouvait des vicissitudes; mais il marcha à la tête de ses troupes, son chapeau au bout de son épée en signe de drapeau, et fit un horrible carnage de la division qui lui était opposée. Après midi le général en chef jugea qu'enfin le moment de finir était venu, car

si Vaubois avait été battu ce même jour par Davidowich, il serait obligé de se porter la nuit prochaine à son secours et à celui de Mantoue. Dès lors Alvinzi se porterait sur Vérone, il recueillerait l'honneur et les résultats de la victoire; tant d'avantages remportés dans trois journées seraient perdus; au lieu que s'il le repoussait au-delà de Villa-Nova, il pourrait marcher au secours de Vaubois par Vérone. Il fit compter soigneusement le nombre de prisonniers, récapitula les pertes de l'ennemi, il acquit la preuve qu'il s'était affaibli dans ces trois jours de plus de 25,000 hommes, qu'ainsi désormais ses forces en bataille ne seraient pas supérieures de beaucoup plus d'un tiers aux Français. Il ordonna de sortir des marais et d'aller attaquer l'ennemi en plaine. Les circonstances de ces trois journées avaient tellement changé le moral des deux armées, que la victoire était assurée. L'armée passa le pont jeté à l'embouchure de l'Alpon; Elliot, aide-de-camp du général en chef, avait été chargé d'en construire un second, il y fut tué. A deux heures après midi l'armée française était en bataille, sa gauche à Arcole et sa droite dans la direction de Porto-Legnago; elle avait en face l'ennemi dont la droite appuyait à l'Alpon et la gauche à des marais; il était à cheval sur la

route de Vicence. L'adjutant-général Lorset était parti de Legnago avec 6 à 700 hommes, quatre pièces de canon et 200 chevaux, pour tourner les marais auxquels l'ennemi appuyait sa gauche. Vers trois heures, au moment où ce détachement se portait en avant, que la canonnade était vive sur toute la ligne, et que les tirailleurs étaient aux mains, le chef d'escadron Hercule eut ordre de se diriger avec vingt-cinq guides et quatre trompettes au travers des roseaux, et de charger sur l'extrémité de la gauche de l'ennemi, lorsque la garnison de Legnago commencerait à canonner par derrière. Cet officier exécuta ce mouvement avec intelligence et contribua beaucoup au succès de la journée : la ligne fut rompue, l'ennemi se mit en retraite; son général avait échelonné 6 à 7,000 hommes sur ses derrières, pour assurer ses parcs et sa retraite; il n'avait pas sur le champ de bataille plus de monde que les Français; il fut mené battant toute la soirée et perdit beaucoup de prisonniers : l'armée passa la nuit dans sa position. Malgré trois jours de victoire, ce fut un problème parmi les généraux et officiers supérieurs, de savoir ce qu'ordonnerait le général pour le lendemain; ils pensaient que content d'avoir éloigné l'ennemi, il ne s'engagerait pas dans les plaines du Vicentin.

et qu'il regagnerait Vérone par la rive gauche de l'Adige, pour de là marcher sur Davidowich et occuper Caldiero, ce qui avait été le premier but de sa manœuvre. Mais l'ennemi avait tant souffert, ces trois jours, dans son personnel et dans son moral, qu'il n'était plus à redouter dans la plaine : au jour, on reconnut qu'il avait fait sa retraite sur Vicence; l'armée le poursuivit, mais arrivée à Villa-Nova, la cavalerie seule continua sa poursuite : l'infanterie s'arrêta pour attendre les rapports de la contenance que ferait son arrière-garde. Le général en chef entra dans le couvent de Saint-Boniface; l'église avait servi d'ambulance, 4 à 500 blessés y avaient été entassés, la plus grande partie étaient morts; il en sortait une odeur cadavéreuse : il reculait d'horreur, lorsqu'il s'entendit nommer par son nom. Deux malheureux soldats étaient depuis trois jours au milieu des morts, sans avoir mangé, sans avoir été pansés; ils désespéraient d'eux-mêmes, mais furent rappelés à la vie par la vue de leur général; tous les secours leur furent prodigués. Ayant reçu les rapports que l'ennemi, dans la plus grande déroute, ne tenait nulle part, et que son arrière-garde avait déjà dépassé Montebello, il se porta par un à gauche sur Vérone, pour attaquer l'armée du Tyrol. Les éclaireurs arrêterent un officier d'es-

tat-major, que Davidowich envoyait à Alvinzi; il venait des montagnes et se croyait au milieu des siens. D'après ses dépêches, on apprit que depuis trois jours les ennemis ne s'étaient point communiqués, que Davidowich ignorait tout ce qui se passait. Alvinzi perdit dans les trois journées d'Arcole 18,000 hommes, dont 6,000 prisonniers, quatre drapeaux, dix-huit pièces de canon.

§ X.

L'armée française rentra triomphante dans Vérone par la porte de Venise, trois jours après en être sortie mystérieusement par la porte de Milan. On se peindrait difficilement l'étonnement et l'enthousiasme des habitants; les ennemis même les plus déclarés ne purent comprimer leur admiration, et joignirent leurs hommages à ceux des patriotes; mais l'armée ne s'arrêta pas, elle passa l'Adige, se porta sur Davidowich, qui le 17 avait attaqué Bussolino et avait jeté Vaubois sur Castel-Novo. Masséna se porta sur Castel-Novo, y joignit Vaubois, attaqua Rivoli. Augereau se porta sur la rive gauche de l'Adige, sur Dolce, prit 1,500 hommes, deux équipages de pont, neuf canons et beaucoup de bagage; cependant de si grands résultats n'é-

taient pas obtenus sans perte. L'armée avait plus que jamais besoin de repos, il n'était pas convenable qu'elle se portât dans le Tyrol et qu'elle s'étendît jusqu'à Trente. Il était à croire que Mantoue ouvrirait ses portes avant que le général autrichien pût se former une nouvelle armée : la garnison de cette place était réduite à la demi-ration, elle avait grand nombre de déserteurs ; les hôpitaux étaient encombrés ; tout annonçait une prompte reddition : la mortalité y était très grande, les maladies moissonnaient chaque jour plus de monde qu'il n'en eût fallu pour gagner une grande bataille.

CHAPITRE II.

NÉGOCIATIONS PENDANT 1796.

Avec la république de Gênes. — Avec le roi de Sardaigne. — Avec le duc de Parme. — Avec le duc de Modène. — Avec la cour de Rome. — Avec le grand-duc de Toscane. — Avec le roi de Naples. — Avec l'empereur d'Allemagne. — Congrès lombard. — République cispadane.

§ 1^{er}.

La minorité de l'aristocratie qui gouvernait la république de Gênes, la majorité du tiers-état, le peuple tout entier de la rivièrre du Ponent, étaient favorables aux idées françaises. La ville de Gênes était la seule ville de cet état eût de la consistance; elle était défendue par une double enceinte bastionnée, une nombreuse artillerie, 6,000 hommes de troupes de ligne et 6 milles gardes nationaux. Au premier signal du sénat, 30,000 hommes des corporations inférieures, telles que celles des charbonniers et des

portefaix, les paysans des vallées de la Polcevera, du Beragno et de la Fontana-Bona, étaient prêts à se porter à la défense du prince. Il fallait une armée de 40,000 hommes, un équipage de siège, et deux mois de travaux, pour s'emparer de cette capitale. En 1794, 1795 et au commencement de 1796, l'armée austro-sarde la couvrait au nord et communiquait avec elle par la Bocchetta; l'armée française la couvrait à l'ouest et communiquait avec elle par la Corniche de Savone. Placée ainsi entre les deux armées belligérantes, Gênes était en mesure d'être également secourue par l'une ou par l'autre, elle tenait la balance entre elles; celle pour laquelle elle se serait déclarée aurait acquis un grand avantage; elle était donc, dans cette circonstance, d'un grand poids dans les affaires d'Italie. Le sénat sentait toute la délicatesse et la force que lui donnait cette position; il s'en prévalut pour se maintenir neutre, et se refuser constamment aux offres et aux menaces de la coalition. Son commerce s'étendit, il fit refluer dans la république d'immenses richesses. Mais son port avait été violé par l'escadre anglaise; la catastrophe de la frégate la Modeste avait ému vivement tous les cœurs français: la convention avait dissimulé, mais en attendant le moment favorable pour exiger une réparation éclatante. Plusieurs des

familles nobles, les plus attachées à la France, avaient été bannies; c'était une nouvelle insulte que le gouvernement français avait à redresser. Après la bataille de Loano, dans l'hiver de 1796, le directoire jugea le moment d'autant plus favorable, que la pénurie où était son armée d'Italie lui faisait attacher une grande importance à un secours extraordinaire de cinq à six millions. Ces négociations étaient entamées lorsque Napoléon arriva au commandement de l'armée; il désapprouva cette mesquine politique qui ne pouvait être couronnée d'aucun succès et qui avait nécessairement pour résultat d'aggraver et d'indisposer le peuple important de cette capitale. « Il faut, disait-il, escalader les rem-
« parts, s'y établir par un coup de main vigou-
« reux, détruire l'aristocratie, ou respecter son
« indépendance et surtout lui laisser son ar-
« gent. » Peu de jours après, les armées en-
nemies ayant été rejetées au-delà du Pô, et le roi de Sardaigne ayant posé les armes, la république de Gènes fut à la merci de la France. Le directoire eût voulu y établir la démocratie; mais déjà les armées françaises étaient trop en avant. La présence et peut-être le séjour pendant plusieurs semaines d'un corps de 15,000 Français sous les murs de Gènes, eût été nécessaire pour assurer le succès d'une pareille révolution.

Déjà tout retentissait de la marche de Wurmsers, qui alors traversait l'Allemagne et entrait dans le Tyrol. Depuis lors, la défaite de Wurmsers, les manœuvres dans le Tyrol et par les gorges de la Brenta, les mouvements d'Alvinzi pour débloquer Wurmsers dans Mantoue, rendirent successivement nécessaire la concentration de l'armée sur l'Adige; d'ailleurs l'armée n'avait rien à redouter des Génois; les dominateurs étaient divisés entre eux, et le peuple nous était favorable.

Girola, ministre de l'empereur, profitant de l'éloignement de l'armée et favorisé secrètement par les familles feudataires, avait allumé une insurrection dans les fiefs impériaux, et formé des bandes de déserteurs piémontais, de vagabonds sans emploi par le licenciement des troupes légères piémontaises, et de prisonniers autrichiens mal gardés par les Français, qui s'échappaient en route. Ces bandes infestaient tout l'Apennin et les derrières de l'armée. Il devint urgent, dans le courant de juin, de mettre fin à cet état de choses; un détachement de 1,200 hommes et la présence du général en chef à Tortone, suffirent pour faire tout rentrer dans l'ordre; il donna alors des instructions au ministre français à Gènes, Faypoult, pour entamer des négociations, afin d'accroître notre influence dans le

gouvernement, autant que cela se pourrait faire sans rendre nécessaire la présence d'une armée.

Il exigea 1^o l'expulsion du ministre autrichien Girola; 2^o l'expulsion des familles feudataires, conformément à un des statuts de la république; 3^o enfin le rappel des familles bannies.

Ces négociations traînèrent en longueur. Sur ces entrefaites, cinq bâtimens de commerce français furent enlevés sous le feu des batteries génoises, sans que celles-ci les protégeassent; le sénat, alarmé des menaces des agents français, envoya à Paris le sénateur Vincente Spinola, fort agréable à la France, qui, après quelques négociations, signa, le 6 octobre 1796, une convention avec le ministre des relations extérieures Charles Lacroix. Tous les griefs de la France contre Gênes furent mis en oubli, le sénat paya quatre millions de contributions et rappela les bannis; il eût été possible et on eût dû profiter de cette circonstance pour lier cette république par une alliance offensive et défensive, accroître son territoire des fiefs impériaux et de Massa di Carara, et en exiger un contingent de 4,200 hommes d'infanterie, 400 de cavalerie et 200 d'artillerie. Mais l'utilité de ce système d'alliance avec des oligarques répugna aux démocrates de Pa-

ris. Toutefois, par cette convention, la tranquillité fut rétablie et dura jusqu'à la convention de Montebello, en 1797, et pendant que l'armée française fut en Allemagne, il ne s'éleva aucun sujet de plainte sur la conduite des peuples de Gènes.

§ II.

L'armistice de Cherasco avait isolé l'armée autrichienne, et permis à l'armée française de la jeter hors de l'Italie, d'investir Mantoue et d'occuper la ligne de l'Adige. La paix conclue à Paris, au mois de mai suivant, mit au pouvoir de la France toutes les places fortes du Piémont, hormis Turin. Le roi de Sardaigne se trouva ainsi à la disposition de la république. Son armée était réduite à un effectif de 20,000 hommes; son papier-monnaie menaçait de la ruine des particuliers et l'état; ses peuples étaient mécontents et divisés : les idées françaises même avaient des partisans, quoique chez un petit nombre de personnes. Des politiques eussent voulu révolutionner le Piémont, afin de n'avoir plus aucune inquiétude sur les derrières de l'armée, et d'accroître nos moyens contre l'Autriche; mais il était impossible de renverser le trône de Sardaigne, sans interve-

nir directement et avec des forces imposantes ; et les scènes qui se passaient devant Mantoue occupaient suffisamment toutes les troupes de la république en Italie ; d'ailleurs la révolution du Piémont pouvait entraîner dans une guerre civile : on serait obligé alors de laisser dans ce pays , pour le contenir, plus de troupes françaises qu'il ne serait possible d'en tirer de piémontaises ; et en cas de retraite, la population , qui aurait été mise en fermentation, se porterait à des excès inévitables : les rois d'Espagne et de Prusse ne pouvaient-ils pas d'ailleurs être alarmés de voir la république, en haine des rois, renverser de ses propres mains un prince avec qui elle avait, peu auparavant, signé la paix ? Ces considérations portèrent Napoléon à arriver au même résultat par une route opposée, celle d'un traité d'alliance offensive et défensive avec le roi de Sardaigne ; ce parti réunissait tous les avantages, et n'avait aucun inconvénient : 1° ce traité serait lui-même une proclamation qui contiendrait les mécontents, qui ne pourraient plus ajouter foi aux protestations des démocrates de l'armée qui ne manquaient pas de leur promettre l'appui de la France ; le pays resterait donc tranquille : 2° une division de bonnes, belles et vieilles troupes de 10,000 Piémontais, renforcerait l'armée française, et lui donnerait

de nouvelles chances de succès : 3^o l'exemple de la cour de Turin influerait heureusement sur les Vénitiens, et contribuerait à les décider à chercher, dans une alliance avec la France, une garantie pour l'intégrité de leur territoire et le maintien de leur constitution; et cependant les troupes piémontaises réunies à l'armée française en prendraient l'esprit, et s'attacheraient au général qui les aurait menées à la victoire; dans tous les cas, elles seraient des otages placés au milieu de l'armée, qui garantirait des dispositions du peuple piémontais; et s'il était vrai que le roi ne pût se maintenir, placé entre les républiques démocrates de Ligurie, de Lombardie et de France, sa chute serait le résultat de la nature des choses, et non le résultat d'un acte politique, de nature à aliéner les autres rois alliés de la France. « L'alliance de la France
« avec la Sardaigne, disait Napoléon, c'est un
« géant qui embrasse un pygmée; s'il l'étouffe,
« c'est contre sa volonté, et par le seul effet de
« la différence extrême de leurs organes. »

Le directoire ne voulut pas comprendre la sagesse et la profondeur de cette politique; il autorisa l'ouverture des négociations, mais il en entrava la conclusion. Le sieur Poussielgue, secrétaire de légation à Gènes, eut, pendant plusieurs mois, des pourparlers à Turin; il

trouva la cour disposée à s'allier à la république, mais ce négociateur peu habile se laissa entraîner à des concessions qui, évidemment, étaient exagérées; il promit la Lombardie au roi de Sardaigne. Or, il ne pouvait être nullement question d'accroître les états de ce prince, ni de lui donner des espérances que l'on ne voulait pas réaliser : il gagnait suffisamment à un traité, par la garantie qu'il en recevait de l'intégrité de son royaume.

Lorsque Mantoue ouvrit ses portes et que Napoléon marcha sur Tolentino pour y dicter la paix au saint-siège, et pouvoir de là marcher sur Vienne, il comprit l'importance de mettre fin aux affaires du Piémont, et autorisa le général Clarke à négocier, avec M. de Saint-Marsan, un traité d'alliance offensive et défensive; ce traité fut signé à Bologne, le premier mars 1797. Le roi recevait de la république la garantie de ses états; il fournissait à l'armée française un contingent de 8,000 hommes d'infanterie, 2,000 de cavalerie et vingt pièces de canon. Ne doutant pas de la ratification d'un traité ordonné par le général en chef, la cour de Turin s'empressa de réunir son contingent, qui se fut trouvé avec l'armée en Carinthie; mais le directoire hésita à ratifier ce traité, le contingent resta en Piémont, cantonné près

de Navarre , pendant toute la campagne de 1797.

§ III.

La politique à suivre avec l'infant duc de Parme , était prescrite par nos rapports avec l'Espagne ; il lui fut d'abord accordé un armistice le 9 mai 1796 , et quelques mois après , il signa à Paris sa paix avec la république ; mais le ministère français ne sut pas réaliser le but que s'était proposé le général en chef. Les succès de l'armée d'Italie avaient décidé le roi d'Espagne à conclure , en août 1796 , un traité d'alliance offensive et défensive avec la république ; en conséquence , il eût été facile de décider la cour de Madrid à envoyer une division de 10,000 hommes sur le Pô , pour garder l'infant de Parme , et , moyennant l'appât d'un accroissement de territoire pour ce prince , faire marcher cette division sous les drapeaux français. Sa présence aurait imposé à Rome et à Naples , et n'eût pas été d'un petit avantage pour le succès des événements militaires ; l'alliance avec l'Espagne ayant décidé les Anglais à évacuer la Méditerranée , les escadres françaises et espagnoles en étaient maitresses , ce qui facilitait les mouvements des troupes espagnoles

en Italie. La vue d'une division espagnole dans les rangs de l'armée française eût eu une heureuse influence pour décider le sénat à une alliance avec la France, ce qui eût augmenté l'armée de 10,000 Esclavons.

§ IV.

L'armistice de Milan, du 20 mai, avait fait cesser l'état de guerre avec le duc de Modène; l'armée française était peu nombreuse, le pays qu'elle occupait était immense, un détachement de deux ou trois bataillons pour un objet secondaire eût été une faute. L'armistice avec Modène mettait tous les moyens de ce duché à la disposition de l'armée, et n'exigeait l'emploi d'aucune troupe pour y maintenir la tranquillité publique. Le commandeur d'Est chargé des pouvoirs du duc, entama à Paris des négociations pour la paix définitive: le ministère français, sagement, ne se pressa pas de rien conclure. Le duc, tout dévoué aux Autrichiens, s'était retiré à Venise, et la régence, qui gouvernait ses états, avait fait passer plusieurs convois de vivres dans Mantoue, au moment où le blocus fut levé, au commencement d'août et à la fin de septembre; aussitôt que le général en chef eut connaissance d'une contravention aussi

directe à l'armistice, il s'en plaignit à la régence, qui prétendait vainement s'en justifier sur l'existence d'anciens traités. Cependant, dans cette circonstance, un détachement de la garnison de Mantoue qui avait passé le Pô à Borgoforte, fut coupé : il se porta à Reggio, le 20 octobre, voulant se rendre en Toscane ; les habitants de Reggio fermèrent les portes de la ville : le détachement se réfugia dans le fort de Monte-Cherisio où les patriotes le cernèrent et lui firent mettre les armes bas ; deux Reggiens furent tués dans ce petit combat ; ce furent les premiers Italiens qui scellèrent de leur sang la liberté de leur pays ! Les prisonniers conduits à Milan par un détachement de la garde nationale de Reggio, y furent reçus en triomphe par le congrès lombard, la garde nationale de Milan et le général en chef ; ce fut l'objet de plusieurs fêtes civiques qui contribuèrent à exalter les imaginations italiennes. Reggio proclama sa liberté ; le peuple de Modène en voulut faire autant, mais il fut contenu par la garnison : dans cet état de choses, il n'y avait pas deux partis à prendre. Le général en chef déclara que l'armistice de Milan avait été violé par la conduite de la régence en ravitaillant Mantoue : il fit occuper militairement les trois duchés de Reggio, Modène, la Mirandole, et le 8 octobre, en

vertu de son droit de conquête, il en proclama l'indépendance. Cette résolution améliora la position de l'armée, puisqu'à une régence malveillante se trouva substitué un gouvernement provisoire tout dévoué à la cause française; des gardes nationales composées de patriotes chauds s'armèrent dans toutes les villes des trois duchés.

§ V.

L'état de guerre ayant cessé avec Rome, par l'armistice de Bologne, le 23 juin 1796, cette cour envoya à Paris monsignor Petrarchi. Après quelques semaines de pourparlers, le ministre envoya à sa cour le projet de traité du directoire. La congrégation des cardinaux jugea qu'il contenait des choses contraires à la foi, et n'était pas admissible; monsignor Petrarchi fut rappelé. En septembre, les négociations se rouvrirent à Florence; les commissaires du gouvernement près de l'armée furent chargés des pouvoirs du directoire. Dès les premières conférences, ils présentèrent à monsignor Galeppi, plénipotentiaire du pape, un traité en soixante articles, comme *sine quâ non*, déclarant qu'ils ne pouvaient y rien changer. On jugea à Rome qu'il contenait également des choses contre la foi; monsignor Galeppi fut rappelé, et les né-

gociations rompues le 25 septembre. La cour de Rome ne doutant plus que le gouvernement français ne voulût sa perte, se livra au désespoir, et résolut de se lier exclusivement avec la cour de Vienne. Elle commença par suspendre l'armistice de Bologne; elle devait encore payer seize millions, qui étaient en marche pour Bologne, où ils devaient être livrés au trésor de l'armée. Ces convois d'argent retournèrent à Rome; leur rentrée y fut un triomphe. Monsignor Albani partit le 6 octobre pour Vienne, pour solliciter l'appui de cette cour; les princes romains offrirent des dons patriotiques, levèrent des régiments. Le pape envoya des proclamations pour allumer la guerre sainte, si le territoire du saint-siège était attaqué. Tous ces efforts de la cour de Rome étaient évalués pouvoir produire une armée de 10,000 hommes, des plus misérables troupes possibles; mais elle comptait sur le roi de Naples, qui s'engagea secrètement à la soutenir avec une armée de 30,000 hommes; et, quoique l'inimitié et la mauvaise foi du cabinet des Deux-Siciles fussent connues du Vatican, il en invoquait le secours: « Tout
« moyen leur est bon dans leur délire, écrivait
« le ministre Cacault; ils s'accrocheraient à un
« fer rouge. » Cet état de choses eut un effet fâcheux sur toute l'Italie.

Napoléon n'avait pas besoin de ce surcroît d'embarras : déjà il était menacé par Alvinzi, dont les troupes se rassemblaient dans le Tyrol et sur la Piave; il reprocha au ministère français de l'avoir laissé étranger à des négociations que seul il pouvait diriger. S'il eût été chargé de les diriger, comme cela eût dû être, il en eût retardé l'ouverture de deux ou trois semaines, afin d'avoir reçu les seize millions que devait le saint-siège, pour satisfaire à l'armistice de Bologne. Il n'eût pas souffert que l'on mêlât dans le traité, à la fois, les affaires spirituelles et temporelles; puisque, une fois celles-ci arrangées, ce qui était l'essentiel, quelques mois de retard étaient indifférents pour s'entendre sur le spirituel; mais le mal était fait. Le gouvernement, qui le reconnut, l'investit de l'autorité nécessaire pour y porter remède, s'il était possible. La question consistait à gagner du temps, à calmer les passions, à rendre la confiance, et à contenir dans les bornes les esprits alarmés du Vatican. Il chargea le sieur Cacault, agent de France à Rome, de désavouer confidentiellement tout ce qu'il y avait eu de spirituel dans les négociations de Paris et de Florence; de faire connaître qu'il était chargé de la négociation; que l'on n'aurait plus affaire au directoire ni aux commissaires, mais à lui. Ces ouvertures

opérèrent un bon effet. Pour frapper davantage les esprits, le général se rendit à Ferrare, le 21 octobre, descendit chez le cardinal Mattei, archevêque de cette ville, et eut plusieurs conférences avec lui; il le convainquit de ses intentions pacifiques, et le fit partir pour Rome, porter directement au pape des paroles de paix. Peu de jours après, la bataille d'Arcole mit fin aux espérances qu'avait fait naître en Italie l'armée d'Alvinzi. Napoléon jugea le moment favorable pour terminer les affaires de Rome; il se porta à Bologne avec 1,500 Français et 4,000 Cispadans et Lombards, menaçant de marcher sur Rome; mais, pour cette fois, cette cour se moqua de ces menaces; elle était en correspondance avec son ministre à Vienne pour traiter, et savait que deux nouvelles et nombreuses armées s'avançaient en Italie. Le cardinal et le ministre autrichien à Rome disaient hautement: « S'il le faut, le pape évacuera Rome; car plus
« le général français s'éloignera de l'Adige, et
« plus nous serons près de notre salut. » En effet, quelques jours après, Napoléon instruit des mouvements d'Alvinzi, repassa le Pô, et se porta à tire-d'aile à Vérone. Mais la bataille de Rivoli détruisit pour toujours, dans le mois de janvier 1797, les espérances des ennemis de la France. Mantoue, peu après, ouvrit ses por-

tes; le moment de punir Rome était arrivé : une petite armée gallo-italienne marcha sur l'Apennin. Toutes les difficultés entre la France et cette cour furent terminées par le traité de Tolentino, comme on le verra au chapitre XV.

§ VI.

Le grand-duc de Toscane est le prince d'Europe qui le premier a reconnu la république. Lorsque l'armée envahit l'Italie, il était en paix avec la France; ses états, situés au-delà de l'Apennin, n'avaient aucune influence sur le théâtre de la guerre. Si, après l'investissement de Mantoue, une brigade française se porta sur Livourne, ce fut pour en chasser le commerce anglais et faciliter la délivrance de la Corse; du reste, les états de Toscane furent respectés. La garnison de Livourne ne fut jamais au-dessus de 1,800 hommes. C'était sans doute un sacrifice que l'emploi de trois bataillons à un objet secondaire; mais on y employa la 57^e demi-brigade, qui avait beaucoup souffert, et avait besoin de repos. Manfredini, premier ministre du grand-duc, montra de l'habileté et de l'activité pour faire disparaître les obstacles qui pouvaient nuire à son maître, qui lui dut alors la conservation de ses états. Trois ou quatre con-

ventions de peu d'importance furent signées entre le général français et le marquis de Manfredini ; par la dernière, signée à Bologne, Livourne fut évacuée par la garnison française : à cette occasion le grand-duc, pour solder d'anciens comptes, versa deux millions dans le trésor de l'armée. A la paix de Campo-Formio, ce prince conserva l'intégrité de ses états. Il avait éprouvé quelques inquiétudes, mais aucun dommage ; pendant la guerre d'Italie, il ne lui fut fait aucun tort, tant par respect pour les traités existans, que par l'envie d'adoucir l'animosité dont était animée la maison de Lorraine contre la république, et la détacher de l'Angleterre.

§ VII.

Lorsque l'armée française fut arrivée sur l'Adige, et que la moyenne et la basse Italie se trouvèrent par là interceptées de l'Allemagne, le prince Pignatelli arriva au quartier-général, demanda pour le roi de Naples, et obtint un armistice qui fut signé le 5 juin 1796. La division de cavalerie napolitaine de 2,400 chevaux, qui faisait partie de l'armée de Beaulieu, prit des cantonnemens autour de Brescia, au milieu de l'armée française. Un plénipotentiaire napolitain se rendit à Paris pour négocier et signer la paix

définitive avec la république. Le traité éprouva des difficultés par les chicanes déplacées que l'on fit à Paris, et aussi par l'effet de cette mauvaise foi constante de la cour des Deux-Siciles. Le directoire devait se trouver trop heureux de désarmer le roi de Naples, puisque ce prince avait 60,000 hommes sous les armes et pouvait disposer de 25 à 30,000 hommes pour envoyer sur le Pô. Napoléon ne cessait de presser la conclusion de ce traité. Le ministère des relations extérieures de Paris voulait une contribution de quelques millions que la cour de Naples se refusait, avec raison, à payer; mais dans le courant de septembre, lorsqu'il fut connu que l'alliance de l'Espagne avec la France, et la délivrance de la Corse du joug anglais, avaient décidé le cabinet de Saint-James à rappeler ses escadres de la Méditerranée, ce qui donnait la domination de la Méditerranée et de l'Adriatique aux escadres de Toulon, la cour de Naples alarmée souscrivit à tout ce que voulait le directoire, et la paix fut signée le 8 octobre. Mais la haine et la mauvaise foi de ce cabinet, le peu de respect qu'il portait à sa signature et à ses traités, étaient tels, que long-temps après la paix, il se plaisait à inquiéter l'Italie par des mouvements de troupes sur ses frontières, et des menaces offensives, comme si l'on eût été,

en effet, en état de guerre. Il serait difficile d'exprimer l'indignation qu'excitait ce défaut de toute pudeur et de tout respect humain, et qui entraîna enfin la perte de ce cabinet.

§ VIII.

Le gouvernement français prescrivit à Napoléon, au commencement de septembre, lorsque ses armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse étaient encore en Allemagne, d'écrire à l'empereur que s'il ne consentait pas à la paix, il détruirait ses établissements maritimes de Fiume et de Trieste. Il n'y avait rien à se promettre d'une démarche aussi inconvenante. Plus tard, lorsque les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin eurent été rejetées en France, et que les têtes de pont de Kehl et d'Huningue étaient assiégées, Moreau proposa un armistice auquel l'archiduc se refusa, déclarant prétendre à la possession des deux têtes de pont; mais comme le maréchal Wurmser, avec près de 30,000 Autrichiens, était bloqué dans Mantoue, et que les efforts d'Alvinzi pour le dégager venaient d'échouer à Arcole, le directoire conçut l'espoir de faire accepter le principe d'un armistice général, qui conserverait Huningue et Kehl à la France, et Mantoue à l'Autriche. Le

général Clarke reçut en conséquence les pouvoirs nécessaires pour se rendre à Vienne et proposer cet armistice général, qui durerait jusqu'en juin 1797; les sièges de Kehl et d'Huningue seraient levés et le *statu quo* établi pour Mantoue. Des commissaires autrichiens et français feraient passer tous les jours dans cette place tous les vivres nécessaires aux habitants et aux troupes. Le général Clarke arriva le 1^{er} décembre à Milan, pour se concerter avec le général en chef qui fut chargé de faire toutes les démarches nécessaires pour obtenir à ce plénipotentiaire les passe-ports dont il avait besoin. Napoléon lui dit : Les sièges de Kehl et d'Huningue sont faciles à faire lever; l'archiduc n'a devant Kehl que 40,000 hommes; il faut qu'à la pointe du jour Moreau sorte de son camp retranché avec 60,000 hommes, le batte, prenne ses parcs et détruise tous ses ouvrages; d'ailleurs Kehl et la tête du pont d'Huningue ne valent pas Mantoue; il n'y aurait aucun moyen de constater le nombre des habitants, hommes, femmes et enfants, pas même celui de la garnison; le maréchal Wurmser, en réduisant tout le monde à la demi-ration, gagnerait en six mois de quoi vivre pendant six autres mois; si l'on prétendait que l'armistice dût servir pour entamer

des négociations de paix, c'était une nouvelle raison de ne pas le proposer pendant que Mantoue était au pouvoir de l'Autriche; qu'il fallait donc gagner une bataille sous les murs de Kehl et attendre la reddition de Mantoue, pour offrir alors un armistice et la paix; cependant les ordres du gouvernement étaient précis. Le général Clarke écrivit à l'empereur, et lui envoya une lettre du directoire; en conséquence le baron de Vincent, aide-de-camp de l'empereur, et le général Clarke se réunirent le 3 janvier à Vicence; ils y eurent deux conférences; le baron de Vincent déclara que l'empereur ne pouvait recevoir à Vienne un plénipotentiaire de la république qu'il ne reconnaissait pas; que d'ailleurs il ne pouvait se séparer de ses alliés, et qu'enfin si le ministre français avait quelque communication à faire, il pouvait s'adresser à M. Giraldi, ministre d'Autriche à Turin. Ainsi, heureusement, cette idée désastreuse d'un armistice fut éludée par l'ennemi. Le plénipotentiaire français était à peine de retour sur l'Adige, que déjà Alvinzi manœuvrait pour débloquer Mantoue, ce qui donna lieu aux batailles de Rivoli et de la Favorite, comme on le verra dans le chapitre III.

Cependant le cabinet du Luxembourg voulut voir dans cette réponse du baron de Vin-

cent, et on ne sait pourquoi, une porte ouverte aux négociations, et dans le courant de janvier 1797 il adressa au général Clarke des instructions pour la paix, qu'il était autorisé à signer, moyennant 1° que l'empereur renoncerait à la Belgique et au pays de Luxembourg; 2° qu'il reconnaîtrait à la république la cession de Liège et autres petits enclaves qui avaient été faits; 3° qu'il promettrait son influence pour donner en Allemagne une indemnité au Stathouder; 4° que, de son côté, la république restituerait à l'Autriche tous ses états d'Italie. Ces conditions n'obtinrent pas l'approbation de Napoléon, qui croyait que la république avait le droit d'exiger les limites du Rhin, et un état en Italie qui nourrit l'influence française et maintint dans sa dépendance la république de Gênes, le roi de Sardaigne et le pape; car l'Italie ne pouvait plus être considérée comme avant la guerre; si jamais les Français repassaient les Alpes sans y conserver un auxiliaire puissant, les aristocraties de Gênes, de Venise et le roi de Sardaigne se serreraient à l'Autriche par des liens indissolubles, influencés par la nécessité de garantir leur existence intérieure contre les idées démocratiques et populaires. Venise, qui depuis un siècle n'était d'aucune influence dans la balance de l'Europe,

éclairée désormais par l'expérience et le danger qu'elle venait de courir, aurait de l'énergie, des trésors et des armées pour renforcer l'empereur, et comprimer les idées de liberté et d'indépendance de la terre ferme. Pontifes, rois, nobles, se réuniraient pour défendre leurs privilèges et fermer les Alpes aux idées modernes.

Trois mois après, Napoléon signa les préliminaires de paix sur les bases des limites du Rhin, c'est-à-dire avec la place de Mayence, et une population de 1,500,000 âmes de plus à la république, au-dessus de ce que demandait le directoire, et l'existence d'une ou deux républiques démocratiques en Italie, communiquant avec la Suisse, barrant toute l'Italie du nord au midi, des Alpes au Pô, cernant le roi de Sardaigne et couvrant, en suivant la ligne du Pô, la moyenne et la basse Italie. Au besoin, les armées françaises débouchant par Gênes, Parme, Modène, Bologne, pouvaient se trouver tout d'abord sur la Piave, ayant tourné le Mincio, Mantoue et l'Adige. Cette république de 3,000,000 d'habitants assurerait l'influence française sur les 3,000,000 d'habitants du royaume de Sardaigne et les 3,000,000 d'âmes des états de l'église et de la Toscane, et même sur le royaume de Naples.

§ IX.

La conduite à tenir avec les peuples de la Lombardie était délicate ; la France était décidée à conclure la paix dès que l'empereur renoncerait à la Belgique et au Luxembourg ; à ce prix elle lui restituerait la Lombardie. On ne pouvait donc contracter aucun engagement, donner aucune garantie contraire à ces dispositions secrètes du cabinet. D'un autre côté, toutes les dépenses de l'armée devaient être supportées par le pays, ce qui non-seulement absorbait les revenus, mais donnait lieu à un surcroît de charges plus ou moins grand, selon les lieux où séjournait plus ou moins de troupes. En France on avait supprimé les impôts indirects ; le système de contributions était fort insuffisant, le trésor était indépendant, tout était conduit avec désordre, corruption et malhabileté ; on laissait manquer tous les services, il fallait y envoyer des contributions d'Italie, des sommes fort importantes pour secourir les armées du Rhin, les escadres de Toulon et de Brest, et même les administrations à Paris. Cependant il devenait essentiel de contrebalancer en Italie l'influence du parti autrichien, qui se composait de la noblesse, et d'une

partie du clergé sur lequel Rome agissait avec plus ou moins de succès. Napoléon soutint le parti qui voulait l'indépendance de l'Italie, mais sans se compromettre, et il captiva, malgré l'état critique des temps, l'opinion de la majorité de ces peuples. Il porta non-seulement un grand respect à la religion, mais n'oublia rien de ce qui pouvait lui concilier l'esprit du clergé. Il sut se servir à propos du talisman, du mot de liberté, et surtout de celui d'indépendance nationale, qui depuis les temps de Rome n'a jamais cessé d'être cher aux Italiens. Il confia l'administration des provinces, des villes et des communes aux habitants, en choisissant les hommes les plus recommandables et qui jouissaient de la plus haute faveur populaire; il confia la police aux gardes nationales, qui dans toute la Lombardie furent levées à l'instar de celles de la France, aux couleurs italiennes, rouge, blanc et vert. Milan avait été guelfe; c'était encore la disposition générale des esprits. Les patriotes devenaient tous les jours plus nombreux, les idées françaises faisaient tous les jours de nouveaux progrès, et l'esprit public fut tel, après la destruction de Wurmser, que le général en chef autorisa le congrès lombard à opérer la levée d'une légion de 3,000 hommes. Dans le courant de novembre, les gé-

néraux polonais Zayoncheck et Dombrowski accoururent de Pologne, avec un grand nombre de leurs officiers, pour offrir leurs services à l'Italie; on autorisa le congrès à lever une légion de 3,000 Polonais. Ces troupes ne furent jamais mises en ligne contre les Autrichiens, mais elles servirent à maintenir la tranquillité publique et à contenir l'armée du pape. Lorsque des circonstances difficiles décidèrent le général en chef à proclamer la république cispadane, le congrès lombard fut vivement alarmé; mais on lui fit sentir que cela tenait aux différences des circonstances. La ligne d'opérations de l'armée ne passait pas le territoire cispadan; et enfin il ne fut pas difficile de convaincre les plus éclairés que quand il serait vrai que cela tint au désir du gouvernement français, de ne pas prendre des engagements que le succès de la guerre pouvait ne pas lui permettre de tenir, cela ne devait pas les alarmer; car enfin, il était bien évident que le sort du parti français en Italie dépendait du hasard des champs de bataille; que d'ailleurs, cette garantie, que dès aujourd'hui la France donnait à la république cispadane, leur était également favorable, puisque s'il arrivait qu'un jour la fatalité des circonstances obligeât la France à consentir au retour des Autrichiens en Lom-

bardie , la république cispadane serait alors un refuge pour les Lombards et un foyer où se conserverait le feu sacré de la liberté italienne.

Reggio, Modène, Bologne et Ferrare, situés sur la rive droite du Pô, comprenaient toute l'étendue du pays depuis l'Adriatique jusqu'aux états de Parme, par lesquels ils touchaient à la république de Gènes, et par celle-ci à la France. Si l'on craignait d'être obligé de restituer la Lombardie à l'Autriche pour faciliter la paix, on sentait d'autant plus l'importance de conserver une république démocratique sur la rive droite du Pô, sur laquelle la maison d'Autriche n'avait aucun droit ni aucune réclamation à faire valoir.

Ces quatre états existèrent plusieurs mois indépendants, sous le gouvernement de leurs municipalités ; une junte de sûreté générale, composée des Caprara, etc., fut organisée pour concerter les mesures de défense et contenir les malveillants. Un congrès composé de cent députés se réunit à Modène dans le courant de novembre ; les couleurs lombardes y furent proclamées couleurs italiennes ; quelques bases de gouvernement furent décrétées, savoir : la suppression de la féodalité, l'égalité, les droits de l'homme ; ces petites républiques se fédé-

rèrent pour la défense commune, et se cotisèrent pour lever une légion italienne, forte de 3 mille hommes. Le congrès était composé de personnes de tous les états : des cardinaux, des nobles, des négociants, des hommes de loi, des hommes de lettres. Insensiblement les idées s'agrandirent, la presse était libre; et enfin, au commencement de janvier 1797, après quelques résistances, l'esprit de localités fut vaincu, ces peuples se réunirent en une seule république, sous le nom de Cispadane, dont Bologne fut déclarée la capitale, et ils adoptèrent une constitution représentative. Le contre-coup s'en fit sentir à Rome. L'organisation et l'esprit de ces nouveaux républicains fut une barrière efficace contre l'esprit que propageait le saint-siège, et contre les troupes qu'il réunissait en Romagne. Le congrès lombard se lia avec la république cispadane, qui, dès ce moment, fixa les regards de tous les Italiens. La ville de Bologne est des villes d'Italie celle qui a montré constamment le plus d'énergie et le plus de vraies lumières. En février 1797, après la paix de Tolentino, la Romagne ayant été cédée par le pape, dut être naturellement réunie à la république cispadane, ce qui en porta la population à près de 2 millions d'ames.

Tel était l'état de l'Italie à la fin de l'année

1796 et au printemps de 1797, lorsque l'armée française se résolut à traverser les Alpes juliennes, et à marcher sur Vienne.



CHAPITRE III.

BATAILLE DE RIVOLI.

Affaire de Rome. — Situation de l'armée autrichienne. — Situation de l'armée française. — Plan d'opérations adopté par la cour de Vienne. — Combat de Saint-Michel (12 janvier). — Passage de l'Adige par le général Provera; sa marche sur Mantoue (14 janvier). — Bataille de la Favorite (16 janvier). — Capitulation de Mantoue (2 février).

§ 1^{er}.

Le sénat de Venise s'exaspérait tous les jours davantage contre la cause française; mais une double crainte enchaînait sa haine: la présence de l'armée victorieuse, et l'esprit de fermentation de la plupart de ses villes de terre ferme. Cependant il faisait des levées d'Esclavons; de nouveaux bataillons arrivaient successivement dans les lagunes. Les deux partis étaient en présence dans toutes les villes de la terre ferme.

Les châteaux de Vérone et de Brescia étaient occupés par les troupes françaises. Des troubles survenus à Bergame firent sentir la nécessité d'occuper la citadelle. Le général Baraguey-d'Hilliers en prit possession. Cette précaution parut suffisante, dans l'espérance que nourrissait Napoléon de la prompte reddition de Mantoue. Il ne voulait pas, avant la chute de cette place, s'engager avec le sénat dans des discussions qui eussent compliqué sa position ; ainsi des deux côtés on dissimulait encore.

Les négociations avec Rome étaient rompues ; l'expérience avait prouvé qu'on ne pouvait rien obtenir de cette cour que par la présence de la force. Il fallait mettre un terme à cet état d'incertitude qui maintenait la fermentation en Italie. Avant l'arrivée des nouvelles armées autrichiennes, 3 mille Français et 4 mille Italiens passèrent le Pô et entrèrent à Bologne le 6 janvier ; le général en chef s'y était rendu de Milan. Manfredini, premier ministre du grand-duc de Toscane, accourut pour ménager les intérêts de ce prince : il remporta à Florence la conviction que les Français marchaient sur Rome ; le Vatican ne fut point dupe de ces menaces. Il avait connaissance des plans adoptés à Vienne et en espérait le succès. Le ministre d'Autriche soutenait son courage ; rien n'était plus heu-

reux pour leurs vues que d'attirer les Français dans le fond de l'Italie ; il fallait même que le pape quittât Rome si cela était nécessaire ; la défaite des Français sur l'Adige en serait d'autant plus assurée ; c'était sur les rives du Tibre que se déciderait le sort de l'Italie !

§ II.

En effet, Alvinzi recevait tous les jours des renforts considérables ; le Padouan, le Trévisan, et tout le Bassanais, étaient couverts de ses troupes. Les deux mois qui s'étaient écoulés depuis la bataille d'Arcole, l'Autriche les avait mis à profit pour faire arriver dans le Frioul des divisions tirées des rives du Rhin, où les armées françaises étaient en quartiers d'hiver. Elle avait imprimé un mouvement national à toute la monarchie. Elle leva dans le Tyrol plusieurs bataillons d'excellents tirailleurs. Il fut aisé de leur persuader qu'ils devaient défendre leur territoire et aider à reconquérir l'Italie, si essentielle à la prospérité de leurs montagnes. Les succès de l'Autriche en Allemagne dans la campagne dernière, et ses défaites en Italie, avaient agité l'esprit public de ses peuples en sens opposé ; les grandes villes offrirent des bataillons de volontaires ; Vienne en fournit quatre : les batail-

lons de Vienne reçurent de l'impératrice des drapeaux brodés de ses propres mains ; ils les perdirent , mais après les avoir défendus avec honneur. Au commencement de janvier 1797 ; l'armée autrichienne d'Italie était de huit divisions d'infanterie , de forces égales , auxquelles étaient attachées plusieurs brigades de cavalerie légère , et d'une division de cavalerie de réserve ; en tout 65 à 70 mille combattants (soixante-quatre bataillons , trente escadrons) , et 6 mille Tyroliens , sans compter 24 mille hommes de la garnison de Mantoue ; total , 96 à 100 mille hommes.

§ III.

L'armée française avait été renforcée depuis Arcole de deux demi-brigades d'infanterie , tirées des côtes de la Provence , la 57^e en faisait partie , et d'un régiment de cavalerie , en tout 7,000 hommes ; ce qui compensait les pertes d'Arcole et du blocus de Mantoue ; elle était formée en cinq divisions : Joubert en commandait une et occupait Montebaldo , Rivoli et Bussolino ; Rey , avec une division moins forte , était en réserve à Dezenzano ; Masséna était à Vérone , ayant une avant-garde à Saint-Michel ; Augereau était à Legnago , son avant-garde à

Bevilaqua ; Serrurier bloquait Mantoue. Ces cinq divisions comptaient sous les armes 43,000 hommes, dont 31,000 seulement à l'armée d'observation. Joubert avait couvert la Corona de retranchements ; Vérone , Legnago , Peschiera , Pizzighittone , étaient en bon état ; les citadelles de Brescia , de Bergame , le fort de Fuentes , la citadelle de Ferrare et le fort d'Urbain , étaient également occupés par les Français , et des chaloupes canonnières les rendaient maîtres des quatre lacs de Garda , de Como , de Lugano et Majeur.

§ IV.

Wurmser avait attaqué par trois débouchés , par la chaussée de la Chiese , par Montebaldo , par la vallée de l'Adige. Ses colonnes devaient se réunir sur Mantoue. Quelques mois après , Alvinzi était entré en Italie avec deux armées , l'une par le Tyrol , l'autre par la Piave , la Brenta et l'Adige ; elles devaient se réunir à Vérone. La cour de Vienne adopta cette fois un nouveau plan , qui se liait avec les opérations de Rome. Elle ordonna de faire deux grandes attaques , la principale par Montebaldo ; la seconde sur le bas Adige , par les plaines du Padouan : elles

devaient être indépendantes l'une de l'autre. Les deux corps d'armée se réuniraient devant Mantoue. Le principal devait déboucher par le Tyrol; s'il battait l'armée française, il arriverait sous les murs de Mantoue, et y trouverait le corps qui s'y serait porté en traversant l'Adige. Si la principale attaque échouait et que la seconde réussit, le siège de Mantoue serait également levé et la place approvisionnée; alors ce corps d'armée se jetterait dans le Serraglio, et établirait ses communications avec Rome; Wurmsér prendrait le commandement de l'armée qui se formait dans la Romagne, avec ses 5,000 hommes de cavalerie, son état-major et sa nombreuse artillerie de campagne. La grande quantité de généraux, d'officiers et de cavaliers démontés qui se trouvaient dans Mantoue, serviraient à discipliner l'armée du pape, et à former une diversion qui obligerait les Français à avoir aussi deux corps d'armée, l'un sur la rive droite, l'autre sur la rive gauche du Pô. Un agent secret fort intelligent, envoyé de Vienne à Mantoue, fut arrêté par une sentinelle, comme il franchissait le dernier poste de l'armée de blocus. On lui fit rendre sa dépêche qu'il avait avalée; elle était renfermée dans une boule de cire à cacheter. C'était une petite lettre écrite en français, en caractères très fins, signée de

l'empereur François. Il annonçait à Wurmser qu'il serait incessamment dégagé. Dans tous les cas, il lui ordonnait de ne pas capituler, d'évacuer la place, de passer le Pô, de se rendre dans les états du pape, et de prendre le commandement de l'armée du saint-siège.

§ V.

En exécution du plan adopté par la cour de Vienne, Alvinzi commanda la principale attaque, composée de 45,000 hommes, et porta son quartier-général de Bassano à Roveredo; le général Provera prit le commandement du corps d'armée destiné à agir sur le bas Adige : trois divisions, 20,000 hommes; il établit son quartier-général à Padoue. Le 12 janvier, sa division de gauche, commandée par Bayalitsch, prit position à Caldiero, et Hohenzollern, avec l'avant-garde, à Montagnana. Le 12, Hohenzollern marcha sur Bevilaqua, où était l'avant-garde française, commandée par le brave général Duphot, qui, après une légère résistance, se retira derrière l'Adige en passant sur les ponts de Porto-Legnago. La division de Bayalitsch attaqua Saint-Michel; elle était de huit bataillons, six escadrons. Masséna marcha au secours

de son avant-garde; les Autrichiens rompus, furent poursuivis l'épée dans les reins jusqu'à Caldiero, laissant 900 prisonniers.

Instruit à Bologne, par les agents de Venise, du mouvement de l'armée autrichienne sur Padoue, le général en chef avait fait camper les troupes italiennes sur les frontières de la Transpadane, pour tenir en échec l'armée du pape, et dirigé les 3,000 Français de Bologne sur Ferrare, où ils avaient passé le Pô à Ponte-di-Lagosuro; de sa personne il avait traversé ce fleuve à Borgo-Forte et passé au quartier-général de Roverbella; il arriva à Vérone pendant le combat de Saint-Michel. Il ordonna le soir à Masséna de reposer dans la nuit toute sa division derrière Vérone. L'ennemi était en opération; il fallait tenir toutes les troupes au-delà du défilé, pour pouvoir se porter sans retard où serait la véritable attaque. Dans la nuit il reçut de Legnago le rapport que l'armée autrichienne était en mouvement sur le bas Adige, que le grand état-major y était, que l'on avait vu deux équipages de pont. Le rapport du général Duphot ne laissait aucun doute sur les nombreuses forces déployées devant lui; il avait vu plus de 12,000 hommes, il supposait que ce n'était que la première ligne. Joubert, de la Corona, manda que pendant toute la journée du 12 il avait été

attaqué, mais qu'il avait contenu et repoussé l'ennemi, ce qui paraissait confirmer l'opinion que la principale attaque était sur le bas Adige.

§ VI.

L'ennemi n'avait pas encore démasqué ses projets, le moment de prendre un parti n'était pas arrivé. Les troupes se tinrent prêtes à faire une marche de nuit ; la division campée à Dezzano se porta le 13 à Castelnovo, pour y attendre de nouveaux ordres. Les nouvelles de la Chiese étaient rassurantes de ce côté. Il pleuvait à grands flots ; à 10 heures les troupes étaient sous les armes, mais Napoléon n'était pas encore décidé de quel côté il les dirigerait : descendraient-elles ou remonteraient-elles les rives de l'Adige ? A dix heures du soir les rapports de Montebaldo et du bas Adige arrivèrent. Joubert mandait que le 13, à neuf heures du matin, l'ennemi avait déployé de grandes forces, qu'il s'était battu toute la journée ; que sa position était très resserrée ; qu'il avait eu le bonheur de se maintenir ; mais qu'à deux heures après midi, s'étant aperçu qu'il était débordé à sa gauche, par la marche d'une division autrichienne qui longeait le lac de Garda et menaçait de se placer entre Peschiera et lui, et par sa droite par

une autre division qui avait longé la rive gauche de l'Adige, jeté un pont près Dolce, à une lieue de Rivoli, passé ce fleuve, et filait par la rive droite, longeant le pied de Monte-Magone pour enlever le plateau de Rivoli, il avait jugé indispensable d'envoyer une brigade pour s'assurer de ce plateau important, la clef de toute la position ; et que sur les quatre heures il avait jugé de même nécessaire de suivre ce mouvement de retraite, afin d'arriver de jour sur le plateau de Rivoli ; qu'il serait obligé d'évacuer dans la nuit, s'il ne recevait des ordres contraires, sur le bas Adige. Provera avait bordé la rive gauche, les tirailleurs se fusillaient des deux côtés. Le projet de l'ennemi se trouva dès-lors démasqué. Il fut évident qu'il opérait avec deux corps ; le principal sur Montebaldo et un plus petit sur le bas Adige. La division Augereau parut suffisante pour disputer et défendre le passage de la rivière à Provera ; mais le danger était imminent du côté de Montebaldo. Il n'y avait pas un moment à perdre, puisque l'ennemi allait faire sa jonction avec son artillerie et sa cavalerie, en s'emparant du plateau de Rivoli, et que si on pouvait l'attaquer avant qu'il se fût saisi de ce point important, il serait obligé de combattre sans artillerie et sans cavalerie. Toutes les troupes se mirent donc en marche pour être à

la pointe jour à Rivoli ; le général en chef s'y rendit lui-même , il y arriva à deux heures du matin.

§ VII.

Le temps s'était éclairci, le clair de lune était superbe ; il monta sur les différentes hauteurs , et observa les lignes des feux ennemis ; elles remplissaient le pays entre l'Adige et le lac de Garda, l'atmosphère en était embrasée. Il distingua fort bien cinq camps, chacun composé d'une colonne, qui avaient déjà commencé leurs mouvements dès la veille. Les feux de bivouacs annonçaient 40 à 45,000 hommes. Les Français ne pouvaient opérer sur ce champ de bataille qu'avec 22,000 hommes ; c'était encore une très-grande disproportion ; mais ils avaient sur l'ennemi l'avantage de soixante pièces de canon et de plusieurs régiments de cavalerie. Il parut évident, par la position des cinq bivouacs ennemis, qu'Alvinzi ne voulait pas attaquer avant dix heures du matin. La première colonne, celle de Luzignan, à la droite, était fort éloignée ; elle paraissait avoir pour but de cerner le plateau de Rivoli par derrière ; elle ne pouvait être arrivée avant dix heures. La deuxième colonne, celle de Liptay, semblait vouloir attaquer la position de

gauche du plateau. La troisième colonne, celle de Koblos, rasait le pied du Monte-Magone; la quatrième colonne, commandée par Ocskay, était sur la crête du Monte-Magone, se dirigeant sur la chapelle Saint-Marc. La cinquième colonne se composait de quatorze bataillons, de l'artillerie, de la cavalerie et des bagages de l'armée; elle avait passé l'Adige à Dolce, avait descendu la rive droite au pied du Monte-Magone : elle se trouvait vis-à-vis Osteria della Dugnana, en échelons près le hameau d'Incanole au pied du plateau de Rivoli : elle devait déboucher par cette chaussée ; alors Alvinzi aurait eu son infanterie, son artillerie et sa cavalerie. La sixième colonne, sous Wukassowich, était sur la rive gauche de l'Adige, vis-à-vis de la Chiesa vénitienne.

Sur cet aperçu, Napoléon établit son plan : il ordonna à Joubert, qui avait évacué la chapelle St-Marc sur Monte-Magone, et qui n'occupait plus le plateau de Rivoli que par une arrière-garde, de reprendre de suite l'offensive, de se réemparer de la chapelle sans attendre le jour, de pousser la quatrième colonne d'Ocskay aussi loin que possible. Dix Croates instruits par un prisonnier de l'évacuation de Saint-Marc, venaient d'y entrer, lorsque Joubert fit remonter à la chapelle le général Vial à quatre heures du

matin et la reprit. La fusillade s'engagea avec un régiment de Croates et successivement avec toute la colonne d'Ocskay. Mais au jour, elle était déjà repoussée sur le milieu de la crête de Monte-Magone. La troisième colonne autrichienne, celle de Koblos, pressa alors sa marche, et un peu avant neuf heures, elle arriva sur les hauteurs de gauche du plateau de Rivoli, mais sans artillerie. Les 14^e et 85^e demi-brigades françaises, qui étaient en bataille sur cette position, avaient chacune une batterie; la 4^e occupait la droite, elle repoussa les attaques de l'ennemi; la 85^e fut débordée et rompue; le général en chef courut à la division Maséna qui ayant marché toute la nuit prenait un peu de repos au village de Rivoli, la mena à l'ennemi, et en moins d'une demi-heure cette colonne fut battue et mise en déroute. La colonne Liptay accourut au secours de Koblos; il était dix heures et demie. Quasdanowich, qui était au fond de la vallée, s'aperçut que Joubert n'avait laissé personne à la chapelle Saint-Marc, qu'il s'était porté en avant à la suite d'Ocskay, et que le feu s'approchait du plateau de Rivoli: il crut le moment propice pour déboucher; il détacha trois bataillons pour gravir sur la chapelle, deux pour favoriser le passage de sa cavalerie et de son artillerie. Du

succès de cette entreprise dépendait le gain de la bataille, mais l'exécution en était difficile; c'était une véritable escalade. Joubert fit rétrograder au pas de course trois bataillons, qui arrivèrent à la chapelle avant ceux de l'ennemi et les rejetèrent au fond de la vallée. La batterie française, de quinze pièces, placée au plateau de Rivoli, mitraillea tout ce qui se présenta pour déboucher. Le colonel Leclerc chargea par peloton avec trois cents chevaux. Le chef d'escadron Lasalle chargea plus loin avec 200 hussards; l'intrépidité de ces charges décida du succès; l'ennemi fut culbuté dans le ravin; tout ce qui avait débouché, infanterie, cavalerie, artillerie fut pris; la moitié de l'armée, formée des colonnes de Quasdanowich et de Wukassowich, n'ayant pu déboucher, devint inutile et ne fut d'aucun secours. Pendant ce temps, la première colonne, celle de Luzignan, arrivait à la position qui lui était indiquée; elle avait rencontré la réserve française de Dezenzano, composée de la 57^e et de la 58^e, en position à Orza; elle laissa une de ses brigades pour la tenir en échec; l'autre brigade, forte de 5,000 hommes, se déploya sur les hauteurs de Pipolo, à cheval sur le chemin de Vérone, derrière le plateau de Rivoli, appuyant sa droite à l'Adige; elle n'avait point d'artillerie,

elle croyait avoir tourné l'armée française; mais il était trop tard : à peine fut-elle arrivée sur la hauteur qu'elle put voir la déroute d'Ocskay, Koblos, Liptay; elle pressentit le sort qui l'attendait, elle était sans ressources. Elle fut d'abord canonnée par quinze pièces de 12 de la réserve, pendant un quart d'heure, et aussitôt après abordée et entièrement prise. Sa deuxième brigade, qu'elle avait laissée en arrière, contre la réserve de Dezenzano, se mit alors en retraite; elle fut suivie, dispersée, en grande partie tuée ou prise. Il était deux heures après midi, l'ennemi était partout battu et vivement harcelé. Joubert avança avec tant de rapidité, qu'un moment on crut toute l'armée d'Alvinzi prise. L'Escalier était la seule retraite de l'ennemi; mais son général sentant le danger où il était, fit volte-face avec une réserve, contint Joubert et même lui fit perdre un peu de terrain. La bataille était gagnée; les Français avaient pris les douze pièces de canon débouchées par Incanole, des drapeaux, et fait 7,000 prisonniers. Deux détachements de la 18^e et de la 32^e, qui rejoignaient l'armée, avaient donné dans la division Luzignan, pendant qu'elle coupait la chaussée de Vérone. Ils répandirent le bruit sur les derrières que l'armée française était cernée et perdue.

Dans cette journée , le général en chef fut plusieurs fois entouré par l'ennemi; il eut plusieurs chevaux blessés. Le général Chabot occupait Vérone avec une poignée de monde.

§ VIII.

Dans le même jour, Provera jeta un pont à Anghiari près Legnago, passa le fleuve, et marcha sur Mantoue; il laissa une réserve à la garde de ses ponts. Augereau ne put les attaquer que le 25; il eut un combat de quelques heures, il tua ou prit la garde et brûla les pontons; mais Provera avait gagné une marche sur lui; le blocus de Mantoue était compromis. Il est difficile d'empêcher un ennemi qui a des équipages de pont de passer une rivière; lorsque l'armée qui défend le passage a pour but de couvrir un siège, elle doit avoir pris ses mesures pour arriver à une position intermédiaire entre la rivière qu'elle défend et la place qu'elle couvre, avant l'ennemi. Aussitôt que Provera eut passé l'Adige, Augereau aurait dû se diriger sur la Molinella; il y serait arrivé avant lui.

Napoléon ayant appris, le 14 à deux heures après midi, au milieu de la bataille de Rivoli, que Provera jetait un pont à Anghiari, prévint

sur-le-champ ce qui allait arriver. Il laissa à Masséna, à Murat et à Joubert le soin de suivre le lendemain Alvinzi, et partit à l'heure même avec quatre régiments pour se rendre devant Mantoue; il avait treize lieues à faire. Il entra à Roverbella, comme Provera arrivait devant Saint-George. Hohenzollern, avec l'avant-garde, s'était présenté le 16, à l'aube du jour, à la porte de Saint-George à la tête d'un régiment ayant des manteaux blancs; sachant que ce faubourg n'était couvert que par une simple ligne de circonvallation, il espérait le surprendre. Miollis, qui y commandait, ne se gardait que du côté de la ville; il savait qu'une division française était sur l'Adige et croyait l'ennemi très loin. Les hussards de Hohenzollern ressemblaient au 1^{er} de hussards français. Cependant un vieux sergent de la garnison de Saint-George, qui faisait du bois à deux cents pas de la place, fixa cette cavalerie; il conçut des doutes qu'il communiqua à un tambour qui l'accompagnait; il leur parut que les manteaux blancs étaient bien neufs pour être de Berchini. Ces braves gens, dans l'incertitude, se jetèrent dans Saint-George, criant aux armes, et poussèrent la barrière. Hohenzollern se mit au galop, mais il n'était plus temps, il fut reconnu et mitraillé, les troupes abordèrent bientôt les para-

pets. A midi, Provera cerna la place. Le brave Miollis avec 1,500 hommes se défendit toute la journée, et donna ainsi le temps aux secours partis de Rivoli d'arriver.

§ IX.

Provera communiqua avec Mantoue par une barque au travers du lac, et concerta les opérations du lendemain. Le 16, au jour, Wurmser sortit avec la garnison, et prit position à la Favorite. A une heure du matin, Napoléon plaça le général Victor, avec les quatre régiments qu'il avait amenés, entre la Favorite et Saint-George, pour empêcher la garnison de Mantoue de se joindre à l'armée de secours. Serrurier, à la tête des troupes du blocus, attaqua la garnison; la division Victor attaqua l'armée de secours; c'est à cette bataille que la 57^e mérita le nom de *Terrible*. Elle aborda la ligne autrichienne, et renversa tout ce qui voulut résister; à deux heures après midi, la garnison ayant été rejetée dans la place, Provera capitula et posa les armes. Beaucoup de drapeaux, des bagages, des parcs, 6 mille prisonniers et plusieurs généraux tombèrent au pouvoir du vainqueur. Pendant ce temps-là, une arrière-garde que Provera avait laissée à la Molinella, fut attaquée,

battue et prise par le général Point, de la division Augereau; il ne s'échappa du corps de Provera que 2 mille hommes qui restaient au-delà de l'Adige; tout le reste fut pris ou tué. Cette bataille fut appelée bataille de la Favorite, du nom d'un palais des ducs de Mantoue, situé près du champ de bataille.

Du côté de Pazzone, Joubert poussa toute la journée du 15 Alvinzi devant lui, et arriva si rapidement sur l'Escalier de Brentino que 5 mille hommes furent coupés et pris. Murat, avec deux bataillons de troupes légères embarquées sur le lac de Garda, tourna la Corona; Alvinzi s'échappa avec peine. Joubert se porta sur Trente, occupa les anciennes positions du Lavis; il fit un millier de prisonniers dans diverses reconnaissances. Le général Augereau marcha à Castel-Franco, et de là à Trévis; il eut aussi à soutenir quelques légères affaires. Masséna occupa Bassano et plaça ses avant-postes sur la Piave; il fit 1,200 prisonniers dans deux combats d'avant-garde.

Les troupes autrichiennes repassèrent la Piave. Les neiges remplissaient toutes les gorges du Tyrol; ce fut le plus grand obstacle que Joubert eut à surmonter. L'infanterie française triompha de tout. Joubert entra dans Trente et occupa le Tyrol italien. On prit tous les

malades autrichiens et beaucoup de magasins. L'armée occupa les mêmes positions qu'avant la bataille d'Arcole. Les trophés recueillis pendant janvier aux divers combats sont : 25,000 prisonniers, vingt-quatre drapeaux ou étendards et soixante pièces de canon. Enfin la perte de l'ennemi fut de 35,000 hommes au moins.

Bessières porta à Paris les drapeaux. Les prisonniers étaient si nombreux qu'ils donnèrent de l'embarras ; beaucoup se sauvèrent en route par la Suisse : il y avait un système organisé à cet effet ; cependant le général Rey les escortait avec 4,000 hommes.

C'est pour reconnaître les services rendus dans tant de batailles par le général Masséna que, depuis, l'empereur le nomma *duc de Rivoli*.

§ X.

Depuis long-temps la garnison de Mantoue était à la demi-ration ; les chevaux étaient mangés. On fit connaître à Wurmser les résultats de la bataille de Rivoli. Il n'avait plus rien à espérer. On le somma de se rendre ; il répondit fièrement qu'il avait des vivres pour un an. Cependant à quelques jours de là, Klenau, son

premier aide-de-camp, se rendit au quartier-général de Serrurier. Il protesta que la garnison avait encore pour trois mois de vivres; mais que le maréchal ne croyant pas que l'Autriche pût dégager la place à temps, sa conduite serait réglée par les conditions qu'on lui ferait. Serrurier répondit qu'il allait prendre les ordres du général en chef à ce sujet. Napoléon se rendit à Roverbella; il resta incognito enveloppé dans son manteau pendant que la conversation s'engagea entre les deux généraux. Klenau, employant tous les moyens d'usage, dissertait longuement sur les grands moyens qui restaient à Wurmser et la grande quantité de vivres qu'il avait dans ses magasins de réserve. Le général en chef s'approcha de la table, prit la plume et écrivit près d'une demi-heure ses décisions en marge des propositions de Wurmser, pendant que la discussion durait toujours avec Serrurier. Quand il eut fini : « Si
« Wurmser, dit-il à Klenau, avait seulement
« pour dix-huit ou vingt jours de vivres et qu'il
« parlât de se rendre, il ne mériterait aucune
« capitulation honorable; mais je respecte l'âge,
« la bravoure et les malheurs du maréchal :
« voici les conditions que je lui accorde, s'il ouvre ses portes demain. S'il tarde quinze jours,
« un mois, deux mois, il aura encore les mêmes

« conditions ; il peut attendre jusqu'à son der-
« nier morceau de pain. Je pars à l'instant pour
« passer le Pô et je marche sur Rome. Vous
« connaissez mes intentions, allez les dire à
« votre général. » Klenau, qui n'avait rien
conçu aux premières paroles, ne tarda pas à
juger à qui il avait affaire. Il prit connaissance
des décisions dont la lecture le pénétra de re-
connaissance pour un procédé aussi généreux
et aussi peu attendu. Il ne fut plus question de
dissimuler ; il convint qu'ils n'avaient plus de
vivres que pour trois jours. Wurmser fit solli-
citer le général français, puisqu'il devait tra-
verser le Pô, de venir le passer à Mantoue, ce
qui lui éviterait beaucoup de détours et de mau-
vais chemins ; mais déjà tous les arrangements
étaient disposés. Wurmser lui écrivit pour lui
exprimer toute sa reconnaissance ; et peu de
jours après, il lui expédia un aide-de-camp à
Bologne pour l'instruire d'une trame d'empois-
onnement qui devait avoir lieu dans la Roma-
gne, et lui donna les renseignements nécessaires
pour s'en garantir. Cet avis fut utile. Le général
Serrurier présida aux détails de la reddition de
Mantoue, et vit défilier devant lui le vieux ma-
réchal et tout l'état-major de son armée. Déjà
Napoléon était dans la Romagne. L'indifférence
avec laquelle il se dérobaît au spectacle si flat-

teur d'un maréchal de grande réputation, généralissime des forces autrichiennes en Italie, à la tête de son état-major, lui remettant son épée, fut remarquée dans toute l'Europe. La garnison de Mantoue s'élevait encore à 20,000 hommes, dont 12,000 combattants, trente généraux, quatre-vingts commissaires et employés de toute espèce et le grand quartier-général de Wurmsér. Dans les trois blocus, depuis le mois de juin, 27,500 soldats étaient morts dans les hôpitaux ou avaient été tués dans les diverses sorties.

Joubert, né dans le département de l'Ain (l'ancienne Bresse), avait étudié pour le barreau : la révolution lui fit prendre le parti des armes. Il servit à l'armée d'Italie, et y fut fait général de brigade et de division. Il était grand, maigre, semblait naturellement d'une faible complexion ; mais il avait trempé sa constitution au milieu des fatigues, des camps et de la guerre des montagnes. Il était intrépide, vigilant, actif. Il fut fait général de division en novembre 1796, pour remplacer Vaubois. Il eut le commandement du corps du Tyrol. On verra qu'il se fit honneur dans les campagnes d'Allemagne. Il était fort attaché à Napoléon qui le chargea, en novembre 1797, de porter au directoire les drapeaux de l'armée d'Italie. En

1799, il se jeta dans les intrigues de Paris et fut nommé général en chef de l'armée d'Italie, après la défaite de Moreau; il épousa alors la fille du sénateur Sémonville. Il fut tué glorieusement à la bataille de Novi. Il était jeune encore et n'avait pas acquis toute l'expérience nécessaire. Il était fait pour arriver à une grande renommée militaire.

CHAPITRE IV.

TOLENTINO.

L'armistice avec la cour de Rome est rompu. — Armée du saint-siège. — Combat du Senio; soumission de la Romagne. — Renvoi dans leurs foyers des prisonniers faits au combat du Senio. — Combat et prise d'Ancône. — Notre-Dame de Lorette. — Mission du général des Camaldules auprès du pape Pie VI. — Traité de Tolentino. — Mantoue. — Arrivée en Italie de deux divisions des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin.

§ 1^{er}.

Le cardinal Busca avait succédé depuis six mois au cardinal Zelada dans la place de secrétaire-d'état de Rome. Il avait rompu avec la France, s'était lié ouvertement avec l'Autriche, et travaillait, avec plus de zèle que de succès, à former une armée respectable. Il voulait faire revivre ces temps où les armées pontificales décidaient du sort de la Péninsule. Il avait stimulé la noblesse romaine à tel point qu'elle offrit, avec plus d'emphase que de sincérité, des régiments équipés, des chevaux et des armes.

Ce cardinal avait une grande confiance dans l'attachement des Italiens à leur religion et dans l'esprit naturellement guerrier des peuples de l'Apennin. Napoléon avait dissimulé tant d'outrages et tant d'insultes ; mais la chute de Mantoue le mettait enfin à même d'en tirer une vengeance éclatante.

Un courrier du cardinal Busca, adressé à monsignor Albani, chargé d'affaires de Rome à Vienne, fut intercepté près de la Mezzola, le 10 janvier 1797 : toute la politique du Vatican y était dévoilée. Ce ministre écrivait : « Que les
« Français voulaient la paix, la sollicitaient même
« avec instance ; mais qu'il en éloignait la con-
« clusion, parce que le pape était décidé à se
« confier entièrement à la fortune de la mai-
« son d'Autriche ; que les conditions de l'armistice
« de Bologne n'étaient ni ne seraient exécutées,
« malgré les plus vives réclamations de la part
« du ministre français Cacault ; que de nou-
« velles troupes se levaient dans les états du
« saint-siège avec activité ; que le saint-père ac-
« ceptait le général Colli, qu'offrait l'empereur,
« pour commander son armée ; qu'il était néces-
« saire que ce général amenât avec lui un bon
« nombre d'officiers autrichiens, surtout des of-
« ficiers du génie et de l'artillerie ; que des or-
« dres étaient donnés pour leur réception à

« Ancône; qu'il voyait avec peine que Colli se-
« rait obligé de s'aboucher avec Alvinzi, des ma-
« nœuvres duquel il était peu content; qu'il
« serait bon qu'il allât passer la revue des trou-
« pes du pape en Romagne, avant de se rendre
« à Rome, etc. »

Un courrier fut sur-le-champ expédié au ministre de France Cacault, avec l'ordre de quitter Rome. « Depuis plusieurs mois, lui écri-
« vait Napoléon, on vous a abreuvé d'humilia-
« tions; on a mis tout en usage pour vous faire
« sortir de Rome. Aujourd'hui résistez aux in-
« stances que l'on pourrait faire pour vous y
« retenir : partez aussitôt après la réception de
« cette lettre » : Ce ministre écrivit au secrétaire-
d'état Busca : « Je suis rappelé par ordre de mon
« gouvernement, qui m'oblige à partir ce soir
« pour Florence, j'ai l'honneur d'en prévenir
« votre éminence, en lui rappelant les expres-
« sions de mon respect. » Busca soutint la ga-
geure jusqu'à la fin, et répondit : « Le cardinal
« Busca était loin de s'attendre à la nouvelle
« que le très-respectable M. de Cacault vient de
« lui communiquer. Son départ subit pour Flo-
« rence ne lui permet rien autre chose que de
« l'assurer de sa profonde estime. » Au même
moment, le général Victor passa le Pô à Borgo-
Forte, à la tête de 4,000 hommes d'infanterie et

de six cents chevaux, et se réunit, à Bologne, à la division italienne du général Lahoz, de 4,000 hommes. Ces 9,000 hommes étaient suffisants pour conquérir les états de l'Église. Peu de jours après, Napoléon se porta à Bologne, et fit publier un manifeste conçu en ces termes :

« Art. I^{er}. Le saint-siège a refusé formellement
« d'exécuter les articles VIII et IX de l'armistice
« conclu, le 20 juin, à Bologne, sous la média-
« tion de l'Espagne, et ratifié solennellement à
« Rome le 27 juin.

« II. Il n'a cessé d'armer ou d'exciter, par ses
« manifestes, les peuples à la guerre; il a violé
« le territoire de Bologne; ses troupes se sont
« approchées à dix milles de cette ville, et ont
« menacé de l'occuper.

« III. Il a entamé des négociations hostiles
« contre la France avec la cour de Vienne,
« comme le prouvent les lettres du cardinal
« Busca, et la mission du prélat Albani à
« Vienne.

« IV. Il a confié le commandement de ses
« troupes à des généraux et officiers autri-
« chiens envoyés par la cour de Vienne.

« V. Il a refusé de répondre aux avances of-
« ficielles qui lui ont été faites par le citoyen
« Cacault, ministre de la république française,
« pour l'ouverture d'une négociation de paix

« VI. Le traité d'armistice a donc été violé
« et enfreint par le saint-siège : en conséquence
« je déclare que l'armistice conclu, le 20 juin,
« entre la république française et la cour de
« Rome, est rompu. »

A l'appui de ce manifeste, on publia les lettres interceptées du cardinal Busca. On pouvait y joindre un grand nombre d'autres pièces; mais ces lettres disaient tout. Le cardinal Mattei, après avoir été trois mois dans un séminaire à Brescia, avait obtenu la permission de retourner à Rome. Profitant de l'avantage qu'il avait d'être connu du général, il lui avait écrit plusieurs fois : celui-ci mit à profit cette circonstance pour expédier à ce cardinal les lettres interceptées du cardinal Busca. Leur lecture remplit de confusion le sacré collège, et ferma la bouche aux partisans de ce ministre.

§ II.

Le 2 février, le quartier-général s'établit à Imola, dans le palais de l'évêque Chiaramonte, depuis pape Pie VII. Le 3, la petite armée française arriva à Castel-Bolognese, vis-à-vis l'armée du pape, qui était en position sur la rive droite du Senio, défendant le passage du pont. Cette armée était composée de 6 à 7000

hommes de troupes régulières, ou de paysans rassemblés par le tocsin, commandés par des moines, et fanatisés par les prédicateurs et les missionnaires; elle avait huit pièces de canon. Les Français prirent position; la journée avait été forte : comme ils plaçaient leurs grandes gardes, un parlementaire se présenta et déclara d'une manière burlesque, de la part de son éminence monseigneur le cardinal général en chef, *que si l'armée française continuait d'avancer, il ferait feu sur elle*. On rit beaucoup de cette terrible menace. On répondit : *Qu'on ne voulait point s'exposer aux foudres du cardinal, et qu'on allait prendre position pour passer la nuit*. Cependant le cardinal Busca avait réussi dans ses espérances. La Romagne était en feu; la guerre sainte y avait été proclamée; depuis trois jours le tocsin ne cessait de sonner; la dernière classe du peuple était dans le délire et la frénésie : les prières de quarante heures, les missions dans les places publiques, les indulgences, les miracles même, tout avait été mis en œuvre : ici c'étaient des martyrs dont les plaies saignaient; là des *madones* qui pleuraient; tout annonçait un incendie prêt à consumer cette belle province. Le cardinal Busca avait dit au ministre français Cacault : « Nous ferons une Vendée de la

« Romagne, nous en ferons une des montagnes
« de la Ligurie, nous en ferons une de toute
« l'Italie. »

On afficha à Imola la proclamation suivante :

« L'armée française va entrer sur le terri-
« toire du pape; elle sera fidèle aux maximes
« qu'elle professe; elle protégera la religion et
« le peuple. Le soldat français porte d'une
« main la baïonnette, sûr garant de la vic-
« toire; de l'autre, le rameau d'olivier, sym-
« bole de la paix et le gage de sa protection.
« Malheur à ceux qui, séduits par des hommes
« profondément hypocrites, attireront sur leurs
« maisons la vengeance d'une armée qui a, dans
« six mois, fait 100,000 prisonniers des meil-
« leurs troupes de l'empereur, pris quatre
« cents pièces de canon de bataille, cent dix
« drapeaux, et détruit cinq armées. »

§ III.

A quatre heures du matin, le général Lannes, commandant l'avant-garde de la petite armée française, remonta le Senio pendant une lieue et demie, le passa à gué à la pointe du jour, et se rangea en bataille sur les derrières de l'armée du pape, lui coupant le chemin de

Faenza. Le général Lahoz, soutenu par une batterie et couvert par une nuée de tirailleurs, passa le pont en colonne serrée. Dans un moment, cette multitude armée fut en déroute; artillerie, bagages, tout fut pris; 4 à 500 hommes furent sabrés, quelques moines périrent le crucifix à la main; c'étaient, la plupart, des mendiants; presque toute la troupe de ligne fut prise. Le cardinal général se sauva. Le combat ne dura pas une heure. Du côté des Français la perte fut légère : ils arrivèrent le jour même devant Faenza. Les portes étaient fermées; le tocsin sonnait; les remparts étaient garnis de quelques pièces de canon, et le peuple en délire provoquait son vainqueur par toute espèce d'insultes. Il répondit avec insolence à la sommation d'ouvrir les portes. Il fallut les jeter à terre et entrer de vive force. *C'est la même chose qu'à Pavie, criaient les soldats : c'était demander le pillage. Non, leur répondit Napoléon, à Pavie ils s'étaient révoltés après avoir prêté serment, et avaient voulu massacrer nos soldats qui étaient leurs hôtes. Ici ce ne sont que des insensés qu'il faut vaincre par la clémence.* Quelques couvents seulement furent insultés. Cette intéressante ville sauvée de son propre délire, on s'occupa de sauver la province; on expédia dans tous les districts

des agents pour éclairer la population, calmer l'agitation et la frénésie qui étaient extrêmes ; mais le moyen le plus efficace fut le renvoi des prisonniers de guerre.

§ IV.

Les prisonniers faits au combat du Senio furent réunis à Faenza, dans le jardin d'un couvent. Les premiers moments de terreur duraient encore, ils craignaient pour leur vie. Ils se jetèrent tous à genoux, demandant grâce à grands cris à l'approche de Napoléon, qui leur dit en italien : « Je suis l'ami de tous les peuples d'Italie, et surtout de ceux de Rome. Je viens pour votre bien ; vous êtes libres ; retournez dans vos familles, dites-leur que les Français sont amis de la religion, de l'ordre et du pauvre peuple. » La joie succéda à la consternation. Ces malheureux se livrèrent aux sentiments de leur reconnaissance, avec cette vivacité qui est dans le caractère italien.

De là Napoléon se rendit au réfectoire, où il avait fait réunir tous les officiers ; il y en avait plusieurs centaines, parmi lesquels quelques-uns des meilleures familles de Rome. Il s'entretint long-temps avec eux, parla de la liberté de l'Italie, de tous les abus du gouver-

nement pontifical, de ce qui s'y trouvait de contraire à l'esprit de l'Évangile, et de sa folie de vouloir résister à une armée victorieuse des troupes les plus disciplinées et les plus aguerries du monde. Il leur permit de retourner chez eux, et leur demanda, pour prix de sa clémence, de faire connaître les sentiments qui l'animaient envers toute l'Italie, et surtout envers le peuple de Rome. Ces prisonniers furent autant de missionnaires qui se répandirent dans les états du pape, et qui ne tarissaient pas en éloges sur les bons traitements qu'ils avaient reçus. Ils portaient des proclamations qui, par ce moyen, pénétrèrent jusque dans les bicoques les plus reculées de l'Apennin. Cela réussit : les esprits changèrent ; l'armée arriva à Forli, Césène, Rimini, Pezaro, Sinigaglia : elle y trouva le peuple favorablement disposé ; il était passé à une extrémité opposée ; il reçut avec des démonstrations de joie, ces Français que, peu de jours auparavant, il avait cru les terribles ennemis de sa religion, de ses propriétés, de ses lois. Les moines même, hormis les mendiants, calculant ce qu'ils avaient à perdre, s'employèrent de bonne foi à éclairer les esprits. Il y avait parmi eux beaucoup d'hommes de mérite qui gémissaient de la folie de leur cabinet.

§ V.

Colli, qui commandait l'armée du pape, avait commandé l'armée piémontaise à Mondovi et à Cherasco. Il savait à qui il avait affaire. Il choisit une bonne position sur les hauteurs en avant d'Ancône, et y campa les 3,000 hommes qui lui restaient. Mais, sous différents prétextes, lui et les officiers autrichiens se retirèrent à Lorette dès que l'armée française parut. La position qu'occupaient les Romains était très-belle. Le général Victor leur envoya un parlementaire pour les engager à se rendre. Pendant que les pourparlers avaient lieu, les troupes françaises et italiennes les débordèrent par la droite et par la gauche, les enveloppèrent, les prirent sans tirer un coup de fusil, et entrèrent sans résistance dans la citadelle. On en agit avec ces prisonniers comme avec ceux faits au combat du Senio. Ils furent renvoyés avec des proclamations; ce furent de nouveaux missionnaires qui précédèrent la marche de l'armée. Ancône est le seul port, depuis Venise jusqu'à Brindisi, extrémité de la pointe orientale de l'Italie; mais il était négligé et en mauvais état; des frégates mêmes ne pouvaient pas entrer. C'est à cette époque que Napoléon re-

connut ce qu'il fallait faire pour fortifier la place et réparer le port. De grands travaux furent exécutés pendant le royaume d'Italie. Aujourd'hui le port peut recevoir toute espèce de vaisseaux, même à trois ponts. Les Juifs, nombreux à Ancône, ainsi que les mahométans d'Albanie et de Grèce, y étaient soumis à d'anciens usages humiliants et contraires aux droits de l'hospitalité. Un de ses premiers soins fut de les en affranchir. Cependant, malgré la présence de l'armée, le peuple courait en foule se prosterner aux pieds d'une *madone* qui pleurait à grosses larmes. Des citoyens sensés en prévinrent; Monge y fut envoyé. Il rendit compte qu'effectivement la *madone* pleurait. Le chapitre reçut l'ordre de la porter au quartier-général. C'était une illusion d'optique adroitement ménagée à l'aide d'un verre. Le lendemain la *madone* fut replacée dans l'église, mais sans verre; elle ne pleurait plus. Un chapelain, auteur de cette supercherie, fut arrêté. C'était un attentat contre l'armée et contre la sainteté de notre religion.

§ VI.

Le 10, l'armée campa à Notre-Dame de Lorette. C'est un évêché et un magnifique cou-

vent, l'église et les bâtiments sont somptueux; il y a des appartements vastes et bien meublés, pour les trésors de la *Madone* et le logement des abbés, du chapitre et des pèlerins. Dans l'église est la *Casa-Santa*, demeure de la Vierge à Nazareth, le lieu même où elle fut visitée par l'ange Gabriel. C'est une petite maison de cinq à six toises carrées, dans laquelle est une *madone* placée sur un tabernacle. La légende dit que les anges l'ont portée de Nazareth en Dalmatie, lorsque les infidèles s'emparèrent de la Syrie, et de là, au travers de l'Adriatique, sur les pitons de Lorette. De tous les points de la chrétienté l'on venait en pèlerinage voir la *madone*. Des présents, des diamants, des bijoux envoyés de toutes parts, formaient son trésor, qui montait à plusieurs millions. Aussitôt que la cour de Rome connut l'approche de l'armée française, elle fit emballer et mettre en sûreté les trésors de Lorette: on trouva cependant encore plus d'un million en matières d'or et d'argent. La *madone* fut envoyée à Paris: c'est une statue en bois grossièrement sculptée, ce qui atteste son ancienneté. On l'a vue plusieurs années à la bibliothèque nationale: le premier consul la restitua au pape lors du concordat, et elle a été replacée dans la *Casa-Santa*.

Plusieurs milliers de prêtres français, déportés de leur patrie, s'étaient réfugiés en Italie. A mesure que l'armée française s'était avancée dans la péninsule, ils avaient reflué sur Rome. Mais l'armée entrant dans les états du pape, ils se trouvèrent désormais sans refuge. Quelques-uns des plus timides avaient passé l'Adige à temps, et s'étaient retirés en Allemagne; Naples leur avait refusé un asile. Les chefs des divers couvents sur le territoire du pape, qui supportaient avec peine l'obligation de les nourrir et de les entretenir, saisirent le prétexte de l'arrivée de l'armée; ils affectèrent de craindre qu'ils n'attirassent la haine du vainqueur sur leurs couvents, et chassèrent ces malheureux. Napoléon fit un arrêté, et publia une proclamation par laquelle il rassura les prêtres français, et ordonna aux couvents, aux évêques, aux divers chapitres, de les recevoir et de leur fournir tout ce qui était nécessaire à l'utilité et à l'agrément de la vie. Il prescrivit à l'armée de voir dans ces prêtres des amis, des compatriotes; de les protéger et de les traiter en cette qualité. L'armée s'anima de ces sentiments, ce qui donna lieu à un grand nombre de scènes touchantes: des soldats reconnaissaient leurs anciens pasteurs; et ces malheureux vieillards, exilés à

plusieurs centaines de lieues de leur patrie, recevaient, pour la première fois, des marques de respect et de tendresse de la part de leurs compatriotes, qui jusque alors les avaient traités comme des ennemis et des criminels. Le bruit de cette mesure retentit dans tout le monde chrétien, et spécialement en France. Quelques critiques voulurent s'élever; mais elles furent étouffées par l'approbation générale, et spécialement par celle du directoire.

§ VII.

Cependant la consternation régnait au Vatican. Les mauvaises nouvelles s'y succédaient à toutes les heures. On apprit d'abord que l'armée papale, sur laquelle on avait tant compté, avait été détruite tout entière, sans avoir opposé la plus légère résistance. Plus tard, les courriers qui annoncèrent l'arrivée de l'armée française dans les différentes villes, firent connaître les changements qu'avait éprouvés l'esprit public. A la haine et au fanatisme avaient succédé des sentiments d'amitié et le désir de la liberté. Busca dut s'apercevoir qu'une Vendée ne se fait pas à volonté; que, si des circonstances extraordinaires la créent, de grandes fautes peuvent seules lui donner de la

consistance et de la durée. Bientôt on apprit que l'armée française avait pris possession d'Ancône, de Lorette, de Macerata, et que déjà l'avant-garde était sur le sommet de l'Apennin. *Les Français ne marchent pas*, disaient les prélats, *ils courent*.

Cependant les officiers et les soldats prisonniers, renvoyés de Faenza et d'Ancône, propagèrent dans tous les quartiers de Rome les sentiments de confiance dont ils étaient animés. Le parti de la liberté leva la tête, et se montra à découvert dans la ville même. Le sacré collège, ne voyant plus aucune espérance, songea à se mettre en sûreté. Tous ses préparatifs étaient faits pour se diriger sur Naples. Les voitures de la cour étaient attelées, lorsque le général des camaldules arriva au Vatican, et se prosterna aux pieds du saint-père. En passant à Césène, Napoléon l'avait distingué, et, connaissant la confiance que Pie VI avait dans ce religieux, il l'avait chargé d'aller l'assurer qu'il n'en voulait point à son existence; qu'il révérerait sa personne et son caractère; qu'il pouvait rester à Rome; qu'il devait seulement changer son cabinet, et envoyer à Tolentino des plénipotentiaires, avec des pleins-pouvoirs, pour conclure et signer une paix définitive avec la république. Le général des camaldules s'ac-

quitta avec succès de sa commission : le pape prit confiance ; renvoya le ridicule Busca ; appela à la direction de son cabinet le cardinal Doria, connu de tout temps par la modération de ses opinions ; contremanda son départ de Rome, et nomma des plénipotentiaires pour négocier et signer une paix définitive.

Les instructions du directoire étaient contraires à toute négociation avec Rome : il pensait qu'il fallait mettre fin au règne temporel du pape, et n'avoir plus à s'en occuper ; que l'on ne pourrait trouver aucune circonstance où la cour de Rome eût des torts plus évidents ; que ce serait une folie que de se flatter d'une paix sincère avec des théologiens, si fort en opposition aux principes qui dirigeaient les républiques nouvelles. Sans doute l'existence temporelle du pape était incompatible avec le bonheur de l'Italie ; l'expérience prouvait qu'il ne fallait attendre ni modération ni bonne foi de cette cour ; mais Napoléon pensait qu'il ne pouvait ni révolutionner Rome, ni réunir son territoire à la république transpadane, sans marcher sur Naples, et culbuter le trône. Dans ce royaume, le parti de la liberté était assez nombreux pour donner quelque inquiétude à la cour, mais trop faible pour pouvoir être un appui et offrir des secours réels à l'armée fran-

çaise. La cour de Naples sentait que la révolution de Rome entraînait sa chute. Cependant, pour marcher sur Naples, il fallait une armée de 20 à 25,000 hommes; ce qui n'était point compatible avec son grand projet de dicter la paix sous Vienne.

§ VIII.

L'avant-garde de l'armée française avait passé l'Apennin; elle était à trois journées de Rome; le quartier-général arriva le 13 février à Tolentino. Le cardinal Mattei, monsignor Galeppi, le duc de Braschi, et le marquis Massini, ministres plénipotentiaires du pape, y arrivèrent en même temps. Les conférences s'ouvrirent le 14; monsignor Galeppi porta la parole. Ce prélat était doué d'une heureuse fécondité; il fallut en entendre bien des homélies. Mais la cour de Rome était coupable; elle devait être punie; elle ne pouvait l'être que par la cession des provinces conquises, ou par des contributions équivalentes. Les trois légations, le duché d'Urbain, la marche d'Ancône, la province de Macerata, celle de Pérouse, étaient conquises. Ces bases ainsi posées, la conclusion du traité ne demanda que cinq jours de discussions. Galeppi, qui avait d'abord parlé de la ruine abso-

lue des finances papales, trouva des ressources dès qu'il fallut racheter des provinces, ou diminuer le nombre de celles que le pape céderait. Le traité fut signé dans le couvent où s'était établi le quartier-général.

Il fut fait aux conditions et dans la forme suivantes :

Le général en chef Bonaparte, commandant l'armée d'Italie, et le citoyen Cacault, agent de la république française en Italie, plénipotentiaires chargés des pouvoirs du directoire exécutif; son éminence le cardinal Mattei, M. Galeppi, M. le duc de Braschi, M. le marquis Massini, plénipotentiaires de sa sainteté, sont convenus des articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence, entre la république française et le pape Pie VI.

II. Le pape révoque toute adhésion, consentement et accession, patente ou secrète, par lui donnée à la coalition armée contre la république française, à tout traité d'alliance offensive et défensive avec quelque puissance ou état que ce soit. Il s'engage à ne fournir, tant pour la guerre actuelle que pour les guerres à venir, à aucune des puissances armées contre la république française, aucun secours en hommes, vaisseaux, munitions de guerre, vivres et

argent, à quelque titre et sous quelque dénomination que ce puisse être.

III. Sa sainteté licenciera dans cinq jours, après la ratification du présent traité, les troupes de nouvelle formation, ne gardant que les régiments existants avant le traité d'armistice signé à Bologne.

IV. Les vaisseaux de guerre ou corsaires des puissances armées contre la république ne pourront entrer et encore moins séjourner pendant la présente guerre, dans les ports et rades de l'état ecclésiastique.

V. La république française continuera à jouir, comme avant la guerre, de tous les droits et prérogatives que la France avait à Rome, et sera en tout traitée comme les puissances les plus considérées, et spécialement à l'égard de son ambassadeur ou ministre, et des consuls ou vice-consuls.

VI. Le pape renonce purement et simplement à tous les droits qu'il pourrait prétendre sur les ville et territoire d'Avignon, le comtat Venaissin et ses dépendances, et transporte, cède et abandonne lesdits droits à la république française.

VII. Le pape renonce également à perpétuité, cède et transporte à la république française tous ses droits sur le territoire connu sous le nom

de légations de Bologne, de Ferrare et de la Romagne; il ne sera porté aucune atteinte à la religion catholique dans les susdites légations.

VIII. La ville, citadelle, et les villages formant le territoire de la ville d'Ancône, resteront à la république française jusqu'à la paix continentale.

IX. Le pape s'oblige, pour lui et ceux qui lui succéderont, à ne transporter à personne les titres des seigneuries attachées au territoire par lui cédé à la république française.

X. Sa sainteté s'engage à faire payer et délivrer à Foligno, au trésorier de l'armée française, avant le 15 du mois de ventose courant (le 5 mars 1797, vieux style), la somme de quinze millions de livres de France, dont dix millions en numéraire et cinq millions en diamants et autres effets précieux, sur celle d'environ seize millions qui reste due, suivant l'article IX de l'armistice signé à Bologne le 5 messidor an 4, et ratifié par sa sainteté le 27 juin.

XI. Pour acquitter définitivement ce qui restera à payer pour l'entière exécution de l'armistice signé à Bologne, sa sainteté fera fournir à l'armée huit cents chevaux de cavalerie enharnachés, huit cents chevaux de trait, des bœufs et des buffles, et autres objets, produits du territoire de l'Eglise.

XII. Indépendamment de la somme énoncée dans les articles précédents, le pape paiera à la république française, en numéraire, diamants et autres valeurs, la somme de quinze millions de livres tournois de France, dont dix millions dans le courant du mois de mars, et cinq millions dans le courant du mois d'avril prochain.

XIII. L'article VIII du traité d'armistice signé à Bologne, concernant les manuscrits et objets d'art, aura son exécution entière et la plus prompte possible.

XIV. L'armée française évacuera l'Ombrie, Perugia, Camerino, aussitôt que l'article X du présent traité sera exécuté et accompli.

XV. L'armée française évacuera la province de Macerata, à la réserve d'Ancône, de Fano et de leur territoire, aussitôt que les cinq premiers millions de la somme mentionnée en l'article XII du présent traité auront été payés et délivrés.

XVI. L'armée française évacuera le territoire de la ville de Fano et le duché d'Urbin, aussitôt que les cinq seconds millions de la somme mentionnée à l'article XII du présent traité auront été payés et délivrés, et que les articles III, X, XI et XIII auront été exécutés.

Les cinq derniers millions faisant partie de la somme stipulée par l'article XII, seront

payés , au plus tard , dans le courant d'avril prochain.

XVII. La république française cède au pape tous ses droits sur les différentes fondations religieuses dans les villes de Rome et de Lorette ; et le pape cède en toute propriété à la république française tous les biens allodiaux appartenant au saint-siège dans les trois provinces de Bologne, de Ferrare et de la Romagne, et notamment la terre de la Mezzola et ses dépendances ; le pape se réserve cependant, en cas de vente, le tiers des sommes qui en proviendront, lesquelles devront être remises à ses fondés de pouvoirs.

XVIII. Sa sainteté fera désavouer, par son ministre à Paris, l'assassinat commis sur la personne du secrétaire de légation Basseville.

Il sera payé dans le courant de l'année, par sa sainteté, la somme de trois cent mille livres, pour être répartie entre ceux qui ont souffert de cet attentat.

XIX. Sa sainteté fera mettre en liberté les personnes qui peuvent se trouver détenues à cause de leurs opinions politiques.

XX. Le général en chef rendra la liberté de se retirer chez eux à tous les prisonniers de guerre de sa sainteté, aussitôt après avoir reçu la ratification du traité.

XXI. En attendant qu'il soit conclu un traité de commerce entre la république française et le pape, le commerce de la république sera rétabli et maintenu, dans les états de sa sainteté, sur le pied de la nation la plus favorisée.

XXII. Conformément à l'article VI du traité conclu à La Haye, le 27 floréal an 3, la paix conclue par le présent traité entre la république française et sa sainteté, est déclarée commune à la république batave.

XXIII. La poste de France sera rétablie à Rome, de la même manière qu'elle existait auparavant.

XXIV. L'école des arts, instituée à Rome pour tous les Français, y sera rétablie, et continuera d'être dirigée comme avant la guerre; le palais appartenant à la république, où cette école était placée, sera rendu sans dégradation.

XXV. Tous les articles, clauses et conditions du présent traité, sans exception, sont obligatoires à perpétuité, tant pour sa sainteté le pape Pie VI que pour ses successeurs.

XXVI. Le présent traité sera ratifié dans le plus court délai possible.

Fait et signé au quartier-général de Tolentino, par les susdits plénipotentiaires, le premier ven-

tose au 5 de la république française, une et indivisible (19 février 1797).

Signé, BONAPARTE, CACAULT, le cardinal MATTEI, L. GALEPPI, L. duca BRASCHI-ONESTI et Camillo marchese MASSINI.

Napoléon insista long-temps pour que la cour de Rome s'engageât à supprimer l'inquisition. Il lui fut représenté que l'inquisition n'était plus ce qu'elle avait été ; qu'aujourd'hui elle était plutôt un tribunal de police que de croyance religieuse ; que les *auto-da-fé* n'existaient plus. Il apprécia ces raisonnements à leur juste valeur ; mais il se désista de cet article pour complaire au pape, qui en était vivement affecté, et s'en ouvrait dans sa correspondance particulière. Il se contenta des légations de Bologne, de Ferrare, de la Romagne, et d'occuper Ancône par une garnison ; ce fut la conséquence du même principe qui le portait à respecter l'existence temporelle du pape. Si, comme l'auraient voulu les patriotes de la Transpadane, il eût accru cette nouvelle république du duché d'Urbain, d'Ancône, de la province de Ferrare et de Macérata, et porté ses limites au Tronto et à l'Apennin, elle se fût trouvée en contact avec le royaume de Naples. La guerre avec

cette puissance en devenait la suite infaillible : elle aurait eu lieu quand même la France et la cour de Naples ne l'eussent pas voulue.

L'importance qu'attachait cette cour à ses stipulations était telle, que le prince Pignatelli, son ministre, suivait le quartier-général français depuis Bologne ; ce qui montrait assez ses alarmes. Ce prince ne manquait ni d'esprit, ni d'activité, mais tout lui était bon pour se trouver informé. Plusieurs fois, mais spécialement à Lorette, et durant les négociations de Tolentino, il fut surpris écoutant aux portes, s'exposant ainsi à être chassé par les huissiers. La paix arrêta la marche des troupes françaises.

§ IX.

Après la signature du traité, le général en chef chargea le général Victor de tenir la main à son exécution, expédia son aide-de-camp colonel Junot, avec une lettre respectueuse pour le pape, et partit pour Mantoue. Cette lettre et la réponse du saint-père, qui furent publiées, contrastaient avec le langage qui était alors en usage ; elles furent remarquées.

Mantoue était depuis un mois au pouvoir de la république ; les hôpitaux y étaient encore

encombrés de malades autrichiens. Napoléon descendit au palais ducal, y séjourna plusieurs jours. On avait trouvé dans cette ville un très grand nombre de beaux tableaux ; il les fit envoyer au musée de Paris. Les belles fresques de la guerre des Titans, par le Titien, excitaient, au palais du T, l'admiration des connaisseurs. La commission des artistes présenta divers projets pour les enlever et les faire transporter à Paris ; mais on eût risqué de perdre et de détruire ces chefs-d'œuvre. Il fit établir un arsenal de construction, et chargea le général Chasseloup, commandant le génie, de s'occuper d'améliorer les fortifications. Le côté faible alors était celui de la Pradella et de Piétoli. On y travailla, dès cet instant, sans relâche, pour les mettre en équilibre ; tous ses ordres furent donnés pour armer cette place. Il se rendit à Milan, le centre de l'administration et de la politique de l'Italie. L'esprit public y avait fait de grands progrès.

§ X.

Lors de la bataille d'Arcole, le gouvernement français crut l'Italie perdue, ce qui lui fit faire de sérieuses réflexions sur le contre-coup que cela produirait sur l'état de la France. L'opinion

s'indignait et ne comprenait pas pourquoi on laissait tout le fardeau, et dès-lors toute la gloire, à une seule armée. L'armée d'Italie elle-même se plaignit très haut, et l'on songea enfin à la secourir sérieusement. Le directoire ordonna à une division de six régiments d'infanterie et de deux de cavalerie de l'armée de Sambre-et-Meuse, et à une de pareille force de l'armée du Rhin, de passer les Alpes pour mettre l'armée d'Italie à même de combattre avec égalité dans la nouvelle lutte qui se préparait. Elle était alors menacée par l'armée qui fut détruite à Rivoli. La marche de ces renforts éprouva des retards. Mantoue, vivement pressée, hâta les opérations d'Alvinzi; de sorte qu'ils atteignaient seulement le pied des Alpes, lorsque les victoires de Rivoli, de la Favorite, et la reddition de Mantoue, mirent l'Italie à couvert de tout danger. Ce ne fut qu'au retour de Tolentino que Napoléon passa la revue de ses nouvelles troupes. Elles étaient belles, en bon état, et bien disciplinées. La division de Sambre-et-Meuse, commandée par Bernadotte, avait eu peu de désertion dans sa marche; celle du Rhin, commandée par Delmas, était plus faible, et en avait éprouvé davantage. Ce détachement était évalué à 30,000 hommes; mais il n'était effectivement que de 19,000. Désor-

mais l'armée d'Italie était en état de tout entreprendre ; elle pouvait forcer, seule, le cabinet de Vienne à renoncer à l'alliance de l'Angleterre.



CHAPITRE V.

CORSE.

De la Corse jusqu'en 1729. — Guerre de l'indépendance, en 1729. — Pascal-Paoli, 1755. — Traité de Paris, de 1763. — Campagnes de 1768 et 1769. — Administration française. — Effets de la révolution de 1789. — Le roi d'Angleterre se fait roi de Corse. — Les Anglais sont chassés de l'île, 1796. — Description topographique de la Corse.

§ I^{er}.

L'histoire de Charlemagne est pleine d'obscurités, que les critiques les plus instruits n'ont pu éclaircir. Il serait donc superflu de chercher ce qui se passait en Corse dans le siècle de ce prince. Philippini, auteur de la plus ancienne chronique de cette île, vivait au XV^e siècle; il était archidiacre d'Aléria. Lampridi a écrit à Rome, à la fin du siècle dernier, une histoire très volumineuse des révolutions de ce pays. C'était un homme d'esprit et un littérateur dis-

tingué. Dans le même temps, il a paru plusieurs histoires en Toscane et dans d'autres parties de l'Italie. Nous avons, en France, un grand nombre d'écrits sur la Corse, sous les titres de Voyages, Mémoires, Révolutions, Histoire. La curiosité publique a été excitée par la lutte que ce peuple a soutenue pour se soustraire à l'oppression, et faire reconnaître son indépendance.

Les Arabes d'Afrique régnèrent long-temps en Corse. Les armes de ce royaume sont encore aujourd'hui une tête de mort, ayant un bandeau sur les yeux, et sur un fond blanc. Les Corses se distinguèrent à la bataille d'Ostie, où les Sarrasins furent battus, et obligés de renoncer à leurs projets sur Rome. Il est des personnes qui pensent que ces enseignes leur furent alors données par le pape Léon II, en témoignage de leur bravoure.

La Corse est censée avoir fait partie de la donation de Constantin et de celle de Charlemagne; mais ce qui est plus certain, c'est qu'elle faisait partie de l'héritage de la comtesse Mathilde. Les Colone de Rome prétendent qu'au IX^e siècle, un de leurs ancêtres a conquis la Corse sur les Sarrasins, et en a été roi. Les Colone d'Itria et de Cinerca ont été reconnus par les Colone de Rome et par les généalogistes de Versailles; mais le fait historique de la souveraineté d'une

branche de la famille Colone en Corse , n'en est pas moins un problème. Ce qui est constant toutefois , c'est que la Corse formait le douzième royaume reconnu en Europe , titre dont ces insulaires étaient glorieux , et auquel ils ne voulurent jamais renoncer. C'est à ce titre que le doge de Gènes portait la couronne royale. Dans les moments où ils étaient le plus exaltés pour leur liberté , ils concilièrent ces idées opposées , en déclarant la Saint-Vierge leur reine. On en trouve des traces dans les délibérations de plusieurs consultes ; entre autres , dans celle qui fut tenue au couvent de la Vinsolasca.

Comme toute l'Italie , la Corse fut soumise au régime féodal : chaque village eut un seigneur ; mais l'affranchissement des communes y précéda de cinquante ans le mouvement général qui eut lieu en Italie dans le XI^e siècle. On aperçoit encore , sur des rochers escarpés , des ruines de châteaux , que la tradition désigne comme le refuge des seigneurs pendant la guerre des communes , dans les XII , XIII , XIV et XV^e siècles. La partie dite du Liamone , et spécialement la province de la Rocca , exercèrent la principale influence dans les affaires de l'île. Mais dans les XVI , XVII et XVIII^e siècles , les Pièves dites des terres des communes , ou autrement de la Castagnichia , furent à leur

tour prépondérantes dans les consultes ou assemblées de la nation.

Pise était la ville du continent la plus près de la Corse; elle en fit d'abord le commerce, y établit des comptoirs, étendit insensiblement son influence, et soumit toute l'île à son gouvernement. Son administration fut douce, conforme aux vœux et aux opinions des insulaires, qui la servirent avec zèle dans ses guerres contre Florence. L'énorme puissance de Pise finit à la bataille de la Maloria. Sur ses débris s'éleva la puissance de Gênes, qui hérita de son commerce. Les Génois s'établirent en Corse. Ce fut l'époque des malheurs de ce pays, qui allèrent toujours croissant. Le sénat de Gênes n'ayant pas su captiver l'affection des habitants, s'étudia à les affaiblir, à les diviser et à les tenir dans la pauvreté et l'ignorance.

Le tableau que les écrivains corses ont tracé des crimes de l'administration des oligarques de Gênes, est un des plus hideux qu'offre l'histoire humaine : aussi est-il peu d'exemples d'une inimitié et d'une antipathie égales à celles qui animèrent ces insulaires contre les Génois.

La France, si près de la Corse, n'y eut jamais de prétention. On a dit que Charles Martel y avait envoyé un de ses lieutenants combattre les Sarrasins ; cela est fort apocryphe. Ce fut

Henri II qui le premier envoya une armée sous les ordres du maréchal de Thermes, du fameux San Pietro Ornano, et d'un des Ursins; mais ils n'y restèrent que peu d'années. Le vieux André Doria, quoique âgé de 85 ans, reconquit cette île à sa patrie.

L'Espagne, divisée en plusieurs royaumes, et uniquement occupée de sa guerre contre les Maures, n'eut de vues sur la Corse que fort tard; mais elle en fut divertie par ses guerres en Sicile.

§ II.

Les Pièves des terres des communes, Rostino, Ampugnani, Orezza et la Penta, se soulevèrent les premières contre le gouvernement du sénat de Gênes; les autres Pièves de la Castagnichia, et insensiblement toutes les autres provinces de l'île, suivirent leur exemple. Cette guerre, qui commença en 1729, s'est terminée en 1769, par la réunion de la Corse à la monarchie française; la lutte a duré quarante ans. Les Génois ont levé des armées suisses, et ont eu plusieurs fois recours aux grandes puissances, en prenant à leur solde des troupes auxiliaires. C'est ainsi que l'empereur d'Allemagne envoya d'abord en Corse le baron de Wach-

tendorf, et plus tard le prince de Wurtemberg; que Louis XV y envoya le comte de Boissieux, et, depuis, le maréchal de Maillebois. Les armées génoises et suisses éprouvèrent des défaites. Wachtendorf et Boissieux furent battus; le prince de Wurtemberg et Maillebois obtinrent des succès, et soumirent tous deux le pays; mais ils laissèrent le feu sous les cendres; et aussitôt après leur départ, la guerre se renouvela avec plus de fureur. Le vieux Giafferi, le chanoine Orticone, homme souple et éloquent, Hyacinthe Paoli, Cianaldi, Gaforio, furent successivement à la tête des affaires, qu'ils conduisirent avec plus ou moins de succès, mais toujours loyalement et animés par les plus nobles sentiments. La souveraineté du pays résidait dans une consulte, composée des députés des Pièves. Elle décidait de la guerre et de la paix, décrétait les impositions et les levées de milices. Il n'y avait aucune troupe soldée; mais tous les citoyens en état de porter les armes étaient inscrits sur trois rôles dans chaque commune; ils marchaient à l'ennemi, à l'appel du chef. Les armes, les munitions, les vivres, étaient au compte de chaque particulier.

On a peine à concevoir la politique de Gènes. Pourquoi tant d'opiniâtreté dans une lutte qui lui était si onéreuse? Elle devait ou renon-

cer à la Corse, ou en contenter les habitants. Si elle eût inscrit les principales familles sur le livre d'or; si elle eût adopté un système opposé à celui qui lui réussissait si mal et qu'elle n'avait pas la puissance de faire prévaloir, elle se fût attaché les Corses. On a souvent dit dans le sénat : « Les milices de Corse
« sont plus en état de s'emparer de Gènes que
« vous ne l'êtes de conquérir leurs montagnes.
« Attachez-vous ces insulaires par un gouver-
« nement juste; flattez leur ambition et leur
« vanité; vous acquerrez une pépinière de bons
« soldats, utiles pour la garde de votre capitale,
« et vous conserverez des comptoirs si avanta-
« geux à votre commerce. » L'orgueilleuse oli-
garchie répondait : « Nous ne pouvons pas
« traiter les Corses plus favorablement que les
« peuples des deux rivières. Le livre d'or sera
« donc rempli en majorité des noms des fa-
« milles des provinces. C'est une subversion
« totale de notre constitution; c'est nous pro-
« poser d'abandonner l'héritage de nos pères.
« Les Corses ne sont pas redoutables; c'est à nos
« fautes qu'ils doivent tous leurs succès. Avec
« plus de sagesse, il nous sera facile de sou-
« mettre cette poignée de rebelles sans artille-
« rie, sans discipline et sans ordre. »

Dans toutes les consultes (il est des an-

nées où il s'en tint plusieurs) les Corses publièrent des manifestes, dans lesquels ils détaillaient leurs griefs anciens et modernes contre leurs oppresseurs. Ils avaient pour but d'intéresser l'Europe à leur cause, et aussi d'exalter le patriotisme national. Plusieurs de ces manifestes, rédigés par Orticone, sont pleins d'énergie, de logique, et des plus nobles sentiments.

On a de fausses idées sur le roi Théodore. Le baron de Neuhoff était westphalien; il débarqua à la marine d'Aleria, avec quatre bâtimens de transport chargés de fusils, de poudre, de souliers, etc. Les frais de cet armement étaient faits par des particuliers et des spéculateurs hollandais. Ce secours inattendu, au moment où les esprits étaient découragés, parut descendre du ciel. Les chefs proclamèrent roi le baron allemand, le représentèrent au peuple comme un grand prince de l'Europe, qui leur était un garant des secours puissants qu'ils recevraient. Cette machine eut l'effet qu'ils s'en proposaient; elle agit sur la multitude pendant dix-huit mois; elle s'usa, et alors le baron de Neuhoff retourna sur le continent. Il reparut plusieurs fois sur les plages de l'île avec des secours importants, qu'il dut à la cour de Sardaigne et au bey de Tunis. C'est un épisode curieux de cette guerre mémorable, et qui

indique les ressources de tout genre des me-neurs du pays.

§ III.

En 1755, Pascal Paoli fut déclaré premier magistrat et général de la Corse. Fils d'Hyacinthe Paoli, et élevé à Naples, il était capitaine au service du roi don Carlos. La Piève de Rostino le nomma son député à la consulte d'Alesani. Sa famille était très populaire. Il était grand, jeune, bien fait, fort instruit, éloquent. La consulte se divisa en deux partis : l'un le proclama chef et général; c'était celui des plus chauds patriotes, et les plus éloignés de tout accommodement. Les modérés lui opposèrent Matras, député de Fiumorbo. Les deux partis en vinrent aux mains; Paoli fut battu et obligé de s'enfermer dans le couvent même d'Alesani. Ses affaires paraissaient perdues; son rival le cernait. Mais aussitôt que la nouvelle en fut arrivée dans les Pièves des communes, tous les pitons des montagnes se couvrirent de feu; les cavernes et les forêts retentirent du son lugubre du cornet; c'était le signal de la guerre. Matras voulut prévenir ces redoutables milices; il donna l'assaut au couvent. D'un caractère impétueux, il marcha le premier, et tomba frappé

à mort. Dès-lors tous les partis reconnurent Paoli. Peu de mois après, la consulte d'Alesani fut reconnue par toutes les Pièves. Paoli déploya du talent; il concilia les esprits; il gouverna par des principes fixes; créa des écoles, une université; se concilia l'amitié d'Alger et des Barbaresques; créa une marine de bâtimens légers; eut des intelligences dans les villes maritimes, et sut captiver l'opinion des bourgeois. Il fit une expédition maritime, s'empara de Capraja et en chassa les Génois, qui ne furent pas sans quelque crainte que les Corses ne débarquassent dans la Rivière. Il fit tout ce qu'il était possible de faire dans les circonstances du moment, et chez le peuple auquel il commandait. Il allait s'emparer des cinq ports de l'île, lorsque le sénat de Gênes alarmé eut, pour la troisième fois, recours à la France. En 1764, six bataillons français prirent la garde des villes maritimes; et, sous leur égide, ces places continuèrent à reconnaître l'autorité du sénat.

§ IV.

Ces garnisons françaises restèrent neutres et ne prirent aucune part à la guerre qui continua entre les Corses et les Génois. Les officiers français manifestèrent hautement les senti-

ments les plus favorables aux insulaires, et les plus contraires aux oligarques, ce qui acheva de leur aliéner tous les habitants des villes. En 1768, les troupes devaient retourner en France : ce moment était attendu avec impatience, il ne fût plus resté aucun vestige de l'autorité de Gènes dans l'île, lorsque le duc de Choiseul conçut la pensée de réunir la Corse à la France. Cette acquisition lui parut importante, comme une dépendance naturelle de la Provence, comme propre à protéger le commerce du Levant, et à favoriser des opérations futures en Italie. Après de longues hésitations, le sénat consentit, et Spinola, son ambassadeur à Paris, signa un traité par lequel les deux puissances convinrent que le roi de France soumettrait et désarmerait les Corses, et les gouvernerait jusqu'au moment où la république serait en mesure de lui rembourser les avances que lui aurait coûtées cette conquête. Or, il fallait plus de 30,000 hommes pour soumettre l'île et la désarmer, et, pendant plusieurs années, il fallait y maintenir de nombreuses garnisons; ce qui devait nécessairement monter à des sommes que la république de Gènes ne pourrait ni ne voudrait rembourser.

Les deux parties contractantes le comprenaient bien ainsi, mais les oligarques croyaient,

par cette stipulation, mettre à couvert leur honneur, et déguiser l'odieux qui rejaillissait sur eux, aux yeux de toute l'Italie, de leur voir céder de gâité de cœur, à une puissance étrangère, une partie du territoire. Choiseul voyait dans cette tournure un moyen de faire prendre le change à l'Angleterre, et, s'il le fallait, de revenir sur ses pas sans compromettre l'honneur de la France. Louis XV ne voulait pas de guerre avec l'Angleterre.

Le ministre français fit ouvrir une négociation avec Paoli : il lui demandait qu'il portât son pays à se reconnaître sujet du roi, et, conformément au vœu que d'anciennes consultes avaient quelquefois manifesté, qu'il se reconnût librement province du royaume. Pour prix de cette condescendance, on offrait à Paoli fortune, honneurs; et le caractère grand et généreux du ministre avec lequel il traitait ne pouvait lui laisser aucune inquiétude sur cet objet. Il rejeta toutes ces offres avec dédain; il convoqua la consulte, et lui exposa l'état critique des affaires; il ne lui dissimula pas qu'il était impossible de résister aux forces de la France, et qu'il n'avait qu'une espérance vague, mais rien de positif, sur l'intervention de l'Angleterre. Il n'y eut qu'un cri: *La liberté ou la mort!* Il insista pour qu'on ne s'engageât

pas légèrement; que ce n'était pas sans réflexion et par enthousiasme qu'il fallait entreprendre une pareille lutte. Un jeune homme de vingt ans, député à la consulte, acheva d'influer sur les esprits par un discours plein de verve; il venait de Rome et de Pise, et était plein de l'enthousiasme qu'inspire la lecture des anciens, et qui régnait dans ces écoles. S'il suffisait pour être libre, de le vouloir, tous les peuples de la terre le seraient. Peu cependant ont pu arriver à jouir des bienfaits de la liberté, parce que peu ont eu l'énergie, le courage et les vertus nécessaires. » D'autres ajoutaient que, nourris depuis quarante ans dans les armes, ils avaient vu périr leurs pères et leurs enfans pour obtenir l'indépendance de leur patrie, bienfait qu'ils tenaient de la nature, qui les avait isolés de tous les autres peuples. Tous paraissaient surtout indignés de ce que la France, qui avait été souvent médiatrice dans leur querelle avec Gènes, et avait toujours protesté de son désintéressement, se présentait aujourd'hui comme partie, et feignait de croire que le gouvernement de Gènes pouvait vendre les Corses comme un troupeau de bœufs, et contre la teneur des *pacta conventa*.

Maillebois, en 1738, avait levé le régiment royal Corse de deux bataillons, composé en-

tièrement de nationaux. On pratiqua, par le moyen des officiers, des intelligences avec les principaux chefs. Beaucoup se montrèrent au-dessus de la corruption; mais quelques-uns cédèrent, et se firent un mérite de courir au-devant d'une domination qui, désormais, était inévitable. Ils disaient, pour se justifier et faire des prosélytes : « Nos ancêtres ont combattu la « tyrannie des oligarques de Gênes; nous en « voilà enfin affranchis pour toujours. Si Gia- « ferri, Hyacinthe Paoli, Gaforio, Orticone, et « tous les grands hommes qui sont morts pour « soutenir nos droits, voyaient aujourd'hui leur « patrie devenue partie intégrante de la plus « belle monarchie de l'Europe, ils se réjouiraient, et ne regretteraient pas le sang qu'ils « ont versé! Ouvrez vos annales: vous avez « toujours été le jouet de Pise ou de Gênes, « peuples en réalité moins puissants que vous. « Tous les ports de la Provence et du Languedoc vont vous être ouverts; vous serez respectés des Barbaresques; vous serez un objet « de jalousie pour la Toscane, la Sardaigne, « pour Gênes même; Français, vous pouvez « paraître avec orgueil sur tous les points de « l'Europe. On dit qu'il faut que nous reconnaissions que Gênes avait le droit de nous « vendre, cela n'est pas exact. Les traités con-

« clus entre les puissances , dans le secret des
« cabinets, ne nous regardent pas. Réalisons
« le vœu de la consulte de Calca-Sana , et de-
« mandons au roi de France, par un mouve-
« ment spontané, qu'il nous admette au nombre
« de ses enfants; il nous reconnaîtra à ce titre.
« Gardez-vous des illusions des passions; vous
« ne pouvez pas, sans trahir les intérêts de vos
« compatriotes, vous engager dans une lutte
« aussi inégale. Si vous voulez que le roi de
« France vous conquière, il vous conquerra ;
« mais alors vous ne pourrez plus stipuler pour
« vos privilèges, ni réclamer vos droits. Vous
« serez des esclaves par le droit le plus incon-
« testable qui gouverne le monde, la force et
« la conquête. La France est une réunion de
« petits états; la Provence n'est pas gouvernée
« comme le Languedoc, ni la Bretagne comme
« la Lorraine. Vous pouvez donc réunir tous
« les avantages de la liberté et de l'indépen-
« dance avec ceux attachés à l'union de la na-
« tion la plus éclairée de l'Europe, et à la pro-
« tection du roi le plus puissant. »

Les patriotes et la multitude ne lisaient pas ces écrits et n'entendaient pas ces discours de sang-froid. « Nous sommes invincibles dans
« nos montagnes; nous les avons défendues et
« contre les armées auxiliaires de Gênes, et

« contre les armées impériales, et contre celles
« de la France même. Soutenons le premier
« choc, et l'Angleterre interviendra. On nous
« parle des avantages que nous obtiendrons en
« nous déclarant sujets du roi de France; nous
« n'en voulons pas; nous voulons être pauvres,
« mais maîtres chez nous, gouvernés par nous-
« mêmes, et non le jouet d'un commis de Ver-
« sailles. On nous parle de stipuler nos privilè-
« ges; mais la monarchie française est absolue;
« elle est fondée sur le principe, *si veut le roi,*
« *si veut la loi*; nous ne pouvons donc y trouver
« aucune garantie contre la tyrannie d'un su-
« balterne. *La liberté ou la mort!* »

Les prêtres, les moines, étaient les plus exal-
tés. La masse de la population, et surtout les
montagnards, n'avaient aucune idée de la puis-
sance de la France. Accoutumés à se battre et
à repousser souvent les faibles corps du comte
de Boissieux et de Maillebois, rien de ce qu'ils
avaient vu ne les effrayait. Ils croyaient que ces
faibles détachements étaient les armées françai-
ses. La consulte fut presque unanime pour la
guerre; la population partagea les mêmes sen-
timents.

§ V.

Le traité par lequel Gênes céda la Corse au roi, excita en France un sentiment de réprobation générale. Lorsque l'on connut, par les résolutions de la consulte, qu'il faudrait faire la guerre, et mettre en mouvement une partie de la puissance française contre ce petit peuple, l'injustice et l'ingénérosité de cette guerre émuèrent tous les esprits. Le sang qui allait couler retombait tout entier sur Choiseul; « car enfin « de quelle nécessité est pour nous la Corse? « d'aucune. Est-ce d'aujourd'hui qu'elle existe? « et pourquoi est-ce d'aujourd'hui seulement « qu'on y pense? Nous n'avons qu'un intérêt, « c'est que l'Angleterre ne s'y établisse pas. Le « reste nous est indifférent. Mais si cette guerre « n'est pas prescrite par la nécessité, elle est « encore moins autorisée par la justice. Gênes « elle-même n'a aucun droit; si elle l'avait, elle « ne le pourrait pas transmettre à une puissance « étrangère. Lorsque François I^{er}, par le traité « de Madrid, céda la Bourgogne à Charles- « Quint, cette province tout entière se sou- « leva, et déclara que le roi de France n'avait « pas le droit de l'aliéner; et cependant on était « dans le XVI^e siècle. Quoi! les hommes peu-

« vent se vendre comme de vils troupeaux !
« Intervenues dans les discussions de Gènes et
« des Corses , accordez à l'opprimé une protec-
« tion digne de la grandeur du roi , cela atta-
« chera ces peuples par la reconnaissance ; vous
« vous serez épargné une injustice , une guerre
« coûteuse , et l'embarras , pendant longues an-
« nées , de garder un pays malintentionné , qui
« frémira sous la main qui l'aura opprimé. Nos
« finances sont-elles donc dans un trop bon état ,
« ou les charges qui pèsent sur les peuples sont-
« elles trop légères ? »

Ces vains raisonnements n'arrêtèrent pas la marche du cabinet. Le lieutenant-général Chauvelin débarqua à Bastia ; il eut sous ses ordres 12,000 hommes. Il publia des proclamations , intima des ordres aux communes , et commença les hostilités ; mais ses troupes , battues au combat de Borgo , repoussées dans toutes leurs attaques , furent obligées , à la fin de la campagne de 1768 , de se renfermer dans les places fortes , ne communiquant plus entre elles que par le secours de quelques frégates de croisière. Les Corses se crurent sauvés ; ils ne doutèrent pas que l'Angleterre n'intervînt ; Paoli partagea cette illusion ; mais le ministère anglais , inquiet de la fermentation qui se manifestait dans ses colonies d'Amérique , ne voulait pas la guerre. Il

fit remettre à Versailles une note faible, et se contenta des explications, plus faibles encore, qui lui furent données. Des clubs de Londres envoyèrent des armes et de l'argent; la cour de Sardaigne et quelques sociétés d'Italie donnèrent en secret des secours; mais c'étaient de faibles ressources contre l'armement redoutable qui se préparait sur les côtes de la Provence. Les échecs qu'avait éprouvés Chauvelin furent un sujet de satisfaction dans toute l'Europe, et spécialement en France. On avait le bon esprit de concevoir que la gloire nationale n'était en rien compromise dans une lutte contre une poignée de montagnards. Louis XV même montra quelques sentiments favorables aux Corses; il était peu jaloux de cette nouvelle couronne sur sa tête; et pour le décider à ordonner les préparatifs d'une deuxième campagne, il fallut lui parler de la joie qu'éprouveraient les philosophes de voir le grand roi battu par un peuple libre, et obligé de reculer devant lui. L'influence en serait grande pour l'autorité royale. La liberté avait des fanatiques, qui verraient des miracles dans le succès d'une lutte si inégale. Il n'y eut plus à délibérer. Lemaréchal de Vaux partit pour la Corse; il eut sous ses ordres 30,000 hommes; les ports de cette île furent inondés de troupes. Les habitants se défendirent cepen-

dant pendant une partie de la campagne de 1769, mais sans espoir de succès. La population de la Corse était alors de 150,000 habitants au plus, 30,000 étaient contenus par les forts et les garnisons françaises; il restait 20,000 hommes en état de porter les armes, desquels il fallait ôter tous ceux qui appartenaient aux chefs qui avaient fait leur traité avec les agents du ministère français. Les Corses se battirent avec obstination au passage du Golo. N'ayant pas eu le temps de couper le pont, qui était en pierre, ils se servirent des cadavres de leurs morts pour en former un retranchement. Paoli, acculé au sud de l'île, s'embarqua sur un bâtiment anglais à Porto-Vecchio, débarqua à Livourne, traversa le continent, et se rendit à Londres. Il fut accueilli partout, par les souverains et par le peuple, avec les plus grandes marques d'admiration.

§ VI.

Il n'était pas possible, sans doute, de résister à l'armée du maréchal de Vaux. Cependant il y eut un moment où il avait disséminé toutes ses troupes; il s'était fait illusion; il croyait le pays soumis et désarmé; mais, de fait, il n'était resté dans les villages que des vieillards, des

femmes et des enfants, et il ne lui avait été donné au désarmement que de vieux fusils. Tous les braves, aguerris par quarante ans de guerres civiles, erraient dans les bois, les cavernes, et sur les crêtes des montagnes. La Corse est un pays si difficile et si extraordinaire, qu'un San-Pietro, dans une telle circonstance, eût pu tomber séparément sur tous les corps de l'armée française, les eût empêchés de se rallier, et contraints de s'enfermer dans les places fortes, ce qui certainement eût obligé la cour de Versailles à changer de système. Mais Paoli n'avait ni le coup d'œil, ni la promptitude, ni la vigueur militaire, qu'exigeait l'exécution d'un pareil plan. Son frère Clément, s'il eût eu plus d'esprit, en eût été capable par ses vertus guerrières. 4 ou 500 patriotes suivirent Paoli et émigrèrent; un grand nombre d'autres abandonnèrent leurs villages et leurs maisons, et continuèrent plusieurs années à faire la petite guerre, coupant les chemins aux convois et à tous les soldats isolés. Les habitants les appelaient les patriotes, les Français les appelaient les bandits. Ils méritaient ce dernier titre par les cruautés qu'ils commettaient, quoique jamais contre les naturels.

En 1774, cinq ans après la soumission, quelques-uns des réfugiés retournèrent en

Corse, soulevèrent le Niolo, Piève située sur la plus haute montagne. Le comte de Narbonne Fritzlar, lieutenant-général, commandant dans l'île, marcha contre les montagnards avec la plus grande partie des garnisons. Il déshonora son caractère par les cruautés qu'il commit. Le maréchal-de-camp Sionville se rendit odieux aux naturels; il faisait brûler les maisons, couper les oliviers et les châtaigniers, arracher les vignes, non-seulement appartenant aux bandits, mais à leurs parents jusqu'au troisième degré. Le pays fut en proie à la terreur; mais les habitants nourrissaient en secret un mécontentement sourd.

Cependant les vues du cabinet de Versailles étaient bienfaisantes; il accorda aux Corses des états de province, composés de trois ordres, le clergé, la noblesse, le tiers-état. Il rétablit la magistrature des douze nobles, que les Corses avaient toujours réclamée. C'était une institution pisane et une espèce de commission intermédiaire des états, qui administrait les impositions et le régime intérieur de la province. A chaque terme d'état, un évêque, un député de la noblesse et un du tiers-état, étaient reçus à la cour, portant directement au roi le cahier des plaintes du pays. Des encouragements furent donnés à l'agriculture; la

compagnie d'Afrique de Marseille fut contrainte à reconnaître d'anciens usages favorables aux pêcheurs corses pour la pêche du corail. Des grandes routes furent percées, des marais desséchés. On essaya même de former des colonies de Lorrains, d'Alsaciens, pour mettre sous les yeux des insulaires des modèles de culture. Les impositions ne furent pas onéreuses; les écoles furent encouragées; les enfants des principales familles furent appelés en France, pour y être élevés. C'est en Corse que les économistes firent l'essai de l'imposition en nature.

Dans les vingt années qui s'écoulèrent de 1769 à 1789, l'île gagna beaucoup. Mais tant de bienfaits ne touchèrent pas le cœur des habitants, qui, au moment de la révolution, n'étaient rien moins que français. Un lieutenant-général d'infanterie, traversant les montagnes, discourait avec un berger sur l'ingratitude de ses compatriotes: il lui faisait l'énumération des bienfaits de l'administration française. « Du « temps de votre Paoli vous payiez le double.— « Cela est vrai, monseigneur, mais nous don- « nons alors, vous prenez aujourd'hui. » L'esprit naturel des insulaires se montrait dans toutes les circonstances. On pourrait en citer mille réparties. Nous en prendrons une au ha-

sard ; plusieurs officiers titrés voyageant dans le Niolo, disaient un soir à leur hôte, un des plus pauvres habitants de la Piève : « Vois la « différence qu'il y a de nous autres Français « à vous autres Corses, comme nous sommes « tenus et habillés. » Le paysan se relève, il les regarde avec attention, et demande à chacun leur nom. L'un était marquis, l'autre baron, le troisième chevalier. « Bah ! dit-il alors, cela « est vrai, j'aimerais à être habillé comme « vous; mais est-ce qu'en France tout le monde « est marquis, baron ou chevalier ? »

§ VII.

La révolution a changé l'esprit de ces insulaires ; ils sont devenus français en 1790. Paoli quitta l'Angleterre, où il vivait d'une pension que lui avait faite le parlement, et qu'il abandonna. Il fut accueilli par la constituante, par la garde nationale de Paris, et même par Louis XVI. Son arrivée dans l'île produisit une joie générale ; la population tout entière accourut à Bastia pour le voir. Sa mémoire était prodigieuse ; il connaissait le nom de toutes les familles ; et avait vécu avec leurs pères. Dans peu de jours il reprit une plus grande influence sur le peuple que jamais. Le conseil

exécutif le nomma général de division, commandant les troupes de ligne dans l'île. Les gardes nationales lui avaient déferé leur commandement. L'assemblée électorale l'avait nommé président. Il réunit ainsi tous les pouvoirs. Cette conduite du conseil exécutif n'était pas politique ; mais il faut se reporter à l'esprit qui régnait alors. Quoi qu'il en soit, Paoli servit fidèlement la révolution jusqu'au 10 août. La mort de Louis XVI acheva de le dégoûter. Dénoncé par les sociétés populaires de Provence, la convention, qu'aucune considération n'arrêtait jamais, l'appela à la barre. Il avait près de quatre-vingts ans. C'était l'inviter à porter lui-même sa tête sur l'échafaud. Il n'eut d'autre ressource que d'en appeler à ses compatriotes ; il insurgea toute l'île contre la convention. Les représentants du peuple, commissaires chargés de mettre à exécution ce décret, arrivèrent dans ces circonstances ; ils ne purent que conserver, à l'aide de quelques bataillons, les places de Bastia et de Calvi. Si la décision du parti que devait prendre la Corse avait dépendu d'une assemblée des principales familles, Paoli n'aurait pas réussi. On blâmait généralement les excès qui se commettaient en France ; mais on pensait qu'ils étaient passagers, qu'il était facile de s'en garantir dans l'île, et qu'il ne

fallait pas , pour obvier à l'inconvénient du moment , se séparer d'une patrie qui pouvait seule assurer le bonheur et la tranquillité du pays. Paoli fut étonné du peu de crédit qu'il obtint dans des conférences privées. Plusieurs de ceux même qui l'avaient accompagné en Angleterre et avaient passé vingt années à maudire la France, furent les plus récalcitrants, entre autres le général Gentili; cependant dans la masse entière de la population, à l'appel de son ancien chef, il n'y eut qu'un cri. En un moment la tête de mort fut arborée sur tous les clochers, et la Corse cessa d'être française. Peu de mois après les Anglais s'emparèrent de Toulon; lorsqu'ils en furent chassés, l'amiral Hood mouilla à Saint-Florent; il débarqua 12,000 hommes, qu'il mit sous les ordres de Nelson; Paoli y joignit 6,000 hommes. Ils cernèrent Bastia. Lacombe-Saint-Michel et Gentili défendirent la ville avec la plus grande intrépidité: elle ne capitula qu'après quatre mois de siège. Calvi résista quarante jours de tranchée ouverte. Le général Dundas, qui commandait un corps anglais de 4,000 hommes, et était campé à Saint-Florent, se refusa à prendre part au siège de Bastia, ne voulant pas compromettre ses troupes sans l'ordre spécial de son gouvernement.

§ VIII.

L'on vit alors un spectacle bien étrange : le roi d'Angleterre posa sur sa tête la couronne du royaume de Corse, bien étonnée de se trouver à côté de la couronne de Fingal. En juin 1794, la consulte de Corse, présidée par Paoli, proclama que ses liens politiques avec la France étaient rompus à jamais, et que la couronne de Corse serait offerte au roi d'Angleterre. Une députation, composée de Galeazzi, président, Filippi de Vescovato, Negroni de Bastia, Cesari-Rocca de la Rocca, se rendit à Londres, et le roi accepta la couronne. Il nomma pour vice-roi lord Gilbert Elliot. La consulte avait en même temps décrété une constitution qui assurait les libertés et les privilèges du pays. Elle était calquée sur celle d'Angleterre. Lord Elliot était un homme de mérite : il avait été vice-roi des Indes ; mais il ne tarda pas à se brouiller avec Paoli. Le vieillard s'était retiré au milieu des montagnes, et là il désapprouvait la conduite du vice-roi qui était influencé par deux jeunes gens, Pozzo di Borgo et Colonna, dont l'un servait auprès de lui en qualité de secrétaire, et l'autre comme aide-de-camp. On reprochait à Paoli d'être d'un caractère inquiet, de ne

savoir pas se résoudre à vivre en simple particulier, de vouloir toujours trancher du maître du pays. Cependant l'influence qu'il avait dans l'île, et qui n'était pas contestée, les services que, dans cette circonstance, il avait rendus à l'Angleterre, tout ce qu'avaient de respectable sa carrière et son caractère, portaient le ministère anglais à de grands ménagements. Il eut plusieurs conférences avec le vice-roi et le secrétaire-d'état. C'est dans une d'elles que, piqué par quelques observations, il leur dit : « Je suis ici dans mon royaume ; j'ai deux ans « fait la guerre au roi de France ; j'ai chassé les « républicains. Si vous violez les privilèges et les « droits du pays, je puis plus facilement encore « en chasser vos troupes. » Quelques mois après le roi d'Angleterre lui écrivit une lettre convenable à la circonstance, où il lui conseillait, par l'intérêt qu'il portait à sa tranquillité et à son bonheur, de venir finir ses jours dans un pays où il était considéré et où il avait été heureux. Le secrétaire-d'état la lui porta à Ponte-Lechio. Paoli sentit que c'était un ordre ; il hésita ; mais rien n'annonçait alors que le règne de la terreur dût se terminer en France : L'armée d'Italie était encore dans le comté de Nice. En déclarant la guerre aux Anglais, Paoli eût été en butte aux coups des deux grandes

puissances belligérantes. Il se soumit au destin, et se rendit à Londres, où il mourut en 1807. Il faut lui rendre le témoignage que, dans toutes ses correspondances d'Angleterre, pendant les huit dernières années de sa vie, il recommandait à ses compatriotes de ne jamais se séparer de la France, et de s'associer au bonheur comme au malheur de cette grande nation. Il légua, par son testament, des sommes assez considérables pour établir une université à Corte.

Si les Anglais eussent voulu conserver leur influence sur la Corse, ils auraient dû reconnaître son indépendance, consolider le pouvoir de Paoli, accorder quelques légers subsides, afin de se conserver une espèce de suprématie ainsi que le privilège pour le mouillage de leurs escadres dans les principales rades, surtout celle de Saint-Florent. Ils auraient eu alors un point d'appui dans la Méditerranée, auraient pu, en cas de besoin, lever un corps auxiliaire de 5 à 6,000 hommes de braves troupes pour être employé dans cette mer; les ports de Corse eussent été à leur discrétion. Les nombreux réfugiés qui étaient en France se seraient insensiblement ralliés à un gouvernement national; et la France elle-même eût facilement, à la paix, reconnu un état de

choses que l'opinion avait conseillé à Choiseul.

§ IX.

Les Corses étaient extrêmement mécontents des gouverneurs anglais ; ils n'entendaient rien à leur langue, à leur tristesse habituelle, à leur manière de vivre. Des hommes continuellement à table, presque toujours pris de vin, peu communicatifs, contrastaient avec leurs mœurs. La différence de religion fut aussi un sujet de répugnance. C'était la première fois, depuis la naissance du christianisme, que leur territoire était profané par un culte hérétique ; tout ce qu'ils voyaient les confirmait dans leurs préjugés contre la religion protestante. Ce culte sans cérémonies, ces temples si nus, si tristes, ne pouvaient parler à des imaginations méridionales, que flattent si vivement la pompe du culte catholique, ses belles églises ornées de peintures et de tableaux, et ses imposantes cérémonies. Les Anglais répandaient l'or à pleines mains ; les habitants le recevaient, sans que cela leur inspirât aucune reconnaissance.

Dans ce temps, Napoléon entra dans Milan, s'empara de Livourne, y réunit, sous les ordres de Gentili, tous les réfugiés corses. L'exalta-

tion devint extrême dans toutes les montagnes. Dans une grande fête, à Ajaccio, on accusa le jeune Colonna, aide-de-camp du vice-roi, d'avoir insulté un buste de Paoli. Ce jeune homme en était incapable. L'insurrection éclata; les habitants de Bogognano interceptèrent les communications de Bastia à Ajaccio, cernèrent le vice-roi, qui avait marché contre eux avec un corps de troupes: il fut contraint d'abandonner ses deux favoris, de les chasser de son camp. Ceux-ci, déguisés, escortés de leurs parents, gagnèrent, par des chemins de traverse, Bastia, où ils arrivèrent avant le vice-roi. Elliot vit qu'il était impossible de songer à se maintenir en Corse; il chercha un refuge et s'empara de Porto-Ferraio. Gentili et tous les réfugiés débarquèrent, en octobre 1796, malgré les croisières anglaises. Ils déterminèrent une marche générale de la population. Toutes les crêtes des montagnes se couvrirent de feux pendant la nuit; le bruit rauque de la corne, signal de l'insurrection, se fit entendre dans toutes les vallées. Ils s'emparèrent de Bastia et de toutes les places. Les Anglais s'embarquèrent en hâte, abandonnèrent beaucoup de prisonniers. Le roi d'Angleterre ne porta que deux ans la couronne de Corse, qui ne servit qu'à dévoiler l'ambition de son cabinet, et à lui donner un

ridicule. Cette fantaisie coûta cinq millions sterling à la trésorerie de Londres. On ne pouvait pas employer plus mal les trésors de John-Bull.

La Corse forma la 23^e division militaire de la république. Le général Vaubois en eut le commandement. Au commencement de 1798, des malveillants, sous prétexte de religion, insurgèrent une partie du Fiumorbo; voulant s'accréditer d'un grand nom, ils mirent à leur tête le général Giafferi. Le général Vaubois marcha à eux, les dispersa, et fit prisonnier leur général. Il était âgé de quatre-vingt-dix ans, et dominé par son confesseur. Il avait été élevé à Naples, où il avait servi, et était parvenu au grade de général-major; il jouissait, depuis huit ans, de sa retraite, et vivait tranquillement dans sa Piève. Vaubois le fit traduire à une commission militaire, qui le condamna à mort; il fut fusillé. Cette catastrophe fit couler les larmes de tous les Corses; c'était le fils du fameux Giafferi qui, pendant trente ans, les avait commandés dans la guerre de l'indépendance; son nom était éminemment national. C'eût été le cas de considérer ce vieillard comme en enfance, et de se contenter de faire tomber la vindicte nationale sur le moine hypocrite qui le dirigeait.

§ X.

La Corse est située à vingt lieues des côtes de la Toscane, à quarante des côtes de la Provence, et à soixante de celles d'Espagne; géographiquement elle appartient à l'Italie; mais cette péninsule ne formant pas une puissance, elle est assez naturellement partie intégrante de la France. Sa surface est de cinq cents lieues carrées; elle a quatre villes maritimes, Bastia, Ajaccio, Calvi, Bonifacio, soixante-trois Pièves ou vallées, quatre cent cinquante villages ou hameaux, trois grandes rades, propres à contenir les plus grandes flottes, Saint-Florent, Ajaccio et Porto-Vecchio. L'île est montagneuse : elle est traversée du nord-ouest au sud-est par une haute chaîne graniteuse qui partage l'île en deux; ses pitons supérieurs sont constamment couverts de neige. Les trois plus grandes rivières sont le Golo, le Liamone et le Tavignano. Des hautes montagnes coulent des rivières, ou torrents, qui se jettent à la mer dans toutes les directions; à leur embouchure sont de petites plaines d'une ou deux lieues de circuit. La côte du côté de l'Italie, de Bastia à Aleria, est une plaine de vingt lieues de long sur trois à quatre de large.

L'île est boisée; les plaines ou les collines sont ou peuvent être couvertes d'oliviers, de mûriers, d'arbres fruitiers, d'orangers, de grenadiers, etc. Les revers des montagnes sont couverts de châtaigniers, au milieu desquels sont situés des villages qui, par leur position, se trouvent naturellement fortifiés. Sur les sommets des montagnes sont des forêts de pins, de sapins, de chênes verts; les oliviers sont aussi gros que dans le levant; les châtaigniers sont énormes et de la plus grande espèce; les pins et les sapins ne le cèdent point à ceux de Russie pour l'élévation et la grosseur; mais, comme mâts de hune, ils ne peuvent servir que trois ou quatre ans; au bout de ce laps de temps, ils se sont desséchés et sont devenus cassants, tandis que le pin de Russie conserve toujours son élasticité et sa souplesse. L'huile, le vin, la soie et le bois de construction, sont quatre grandes branches d'exportation propres à enrichir cette île. La population est de moins de cent quatre-vingt mille ames; elle pourrait être de cinq cent mille. Le pays fournirait les blés, les châtaignes, et les troupeaux nécessaires pour les nourrir. Avant l'incursion des Sarrasins, tous les bords de la mer étaient peuplés. Aleria et Mariana, deux colonies romaines, étaient deux grandes villes de soixante

mille ames; mais les incursions des Musslim, dans les VII^e et VIII^e siècles, et, depuis, celles des Barbaresques, ont porté toute la population dans les montagnes; les plaines sont devenues inhabitées, et dès-lors malsaines.

La Corse est un beau pays au mois de janvier et de février; mais dans la canicule la sécheresse se fait sentir; alors elle manque d'eau, surtout dans les plaines; et les habitants éprouvent un grand agrément à habiter à mi-côte, d'où ils descendent aux marais dans l'hiver, soit pour faire paître leurs troupeaux, soit pour cultiver les plaines.

Saint-Florent est désigné par la nature pour être la capitale de l'île, le point d'appui de sa défense, le centre de tous les magasins, de l'administration, parce que sa rade est la plus belle et la plus près de Toulon; ce seul point doit être régulièrement fortifié; dans toutes les autres villes on ne doit laisser subsister que des batteries de côtes. L'air de Saint-Florent est aujourd'hui malsain, non dans la rade, mais dans le lieu où est située la petite ville; cependant il ne serait pas difficile de dessécher les marais. Une partie de la population de Bastia, qui n'est éloignée que de peu de lieues, se rendrait naturellement dans cette nouvelle ville. Au défaut de Saint-Florent, Ajaccio doit être

la capitale, le centre de l'administration et de la défense, parce que c'est la deuxième rade placée du côté de Toulon, et la plus rapprochée après Saint-Florent. C'est dans un intérêt italien que Bastia a été choisi pour capitale, parce que c'est la ville la plus près de l'Italie; la communication directe avec la France y est difficile : les bâtiments sont obligés de doubler le cap Corse; cette ville, d'ailleurs, n'a pas de rade, et ne peut recevoir dans son port que des bâtiments marchands. Les fortifications de toute autre ville que Saint-Florent ou Ajaccio, seraient inutiles, puisque l'on ne saurait les défendre contre un ennemi qui serait maître de la mer, et que les gardes nationales suffisent pour la défense de l'intérieur de l'île. En cas d'attaque, les troupes de ligne doivent se concentrer dans une seule place maritime, pour pouvoir prolonger leur défense et attendre des secours.

Les besoins les plus urgents de la Corse sont : 1^o un bon code rural qui protège l'agriculture contre l'incursion des bestiaux, et ordonne la destruction des chèvres; 2^o le dessèchement des marais, pour rappeler insensiblement la population sur les bords de la mer; 3^o des primes pour encourager la plantation et la greffe des oliviers et des mûriers; elles doivent être dou-

bles pour les plantations faites sur le bord de la mer; 4° une police juste, mais sévère; un désarmement général et absolu tant des grandes que des petites armes, telles que stylets, poignards; 5° deux cents places exclusivement réservées pour les jeunes Corses, dans les lycées, les écoles militaires, les séminaires, les écoles vétérinaires, les écoles d'agriculture et des arts-et-métiers en France; 6° une exportation régulière, et au compte de la marine, des bois de construction; profitant de cette circonstance pour fonder des bourgs au bord de la mer, aux débouchés des forêts, car tous les soins de l'administration doivent tendre à attirer la population dans les plaines.

CHAPITRE VI.

TAGLIAMENTO.

Plan de la campagne pour 1797. — Passage de la Piave (12 mars. —
Bataille du Tagliamento (16 mars). — Retraite du prince Charles.
— Combat de Gradisca (19 mars). Passage des Alpes juliennes et
de la Drave (29 mars). — Combats dans le Tyrol.

§ 1^{er}.

Les échecs qu'avaient essuyés les deux armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin dans la campagne passée, la contenance timide de ces deux armées pendant le siège de Kehl et de la tête de pont d'Huningue, avaient entièrement rassuré le conseil aulique de ce côté. A la fin de février, il détacha six divisions de ses meilleures troupes du Rhin (40,000 hommes), quatre sur le Frioul, deux sur le Tyrol. Le prince Charles, tout resplendissant de la gloire qu'il venait d'acquérir en Allemagne, prit le commande-

ment des armées autrichiennes d'Italie, et porta son quartier-général, le 6 février, à Inspruck, et peu après à Villach et à Goritzia. Dans le courant de février, ses ingénieurs parcoururent les débouchés des Alpes juliennes et noriques. Ils projetaient les fortifications qu'ils devaient élever, sitôt que les neiges seraient fondues. Napoléon brûlait d'impatience de les prévenir, d'attaquer et de chasser l'archiduc Charles de l'Italie, avant l'arrivée des puissants renforts qui traversaient l'Allemagne.

L'armée de Napoléon était composée de huit divisions d'infanterie et d'une réserve de cavalerie, présentant sous les armes 53,000 hommes d'infanterie, 3,000 d'artillerie servant cent vingt bouches à feu, et 5,000 de cavalerie; le contingent du roi de Sardaigne était de 8,000 hommes d'infanterie, 2,000 de cavalerie et vingt pièces de canon. Il négociait depuis long-temps pour entraîner Venise dans son alliance; son contingent devait être pareil à celui du Piémont. Ainsi il comptait entrer en Allemagne avec 70,000 hommes d'infanterie, 9,000 de cavalerie, et cent soixante pièces de canon. Mais le directoire, par le plus étrange aveuglement, se refusa à ratifier le traité d'alliance de Bologne, ce qui priva l'armée française du contingent du roi de Sardaigne. La seigneurie de Venise se refusa à tou-

tes propositions d'alliance, et laissa percer tant de mauvaise volonté qu'il fallut se mettre en garde, ce qui non-seulement priva l'armée du contingent vénitien, mais obligea à laisser 10,000 hommes en réserve sur l'Adige, pour assurer les derrières et surveiller la malveillance de l'oligarchie vénitienne. Napoléon ne put donc entrer en Allemagne qu'avec 50,000 hommes, dont 5,000 de cavalerie et 2,500 d'artillerie. Il avait pensé que les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin devaient être réunies en une seule armée qui, forte de 120,000 hommes, se porterait de Strasbourg en Bavière, passerait l'Inn, arriverait sur l'Ens, et se réunirait à l'armée d'Italie, qui, traversant le Tagliamento, les Alpes juliennes, la Carinthie, la Drave et la Muer, se porterait sur le Simering; et que, réunis ainsi au nombre de près de 200,000 hommes, les Français entreraient dans Vienne, dans le temps qu'une armée d'observation de 60,000 hommes garderait la Hollande, bloquerait Erhenbrenstein, Mayence, Manheim, Philipsbourg, et garderait les têtes de pont de Dusseldorf, Kehl et Huningue. Mais le directoire, persistant dans ses faux principes de guerre, continua à tenir séparées les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin; l'expérience de la campagne passée était perdue pour lui.

Trois grandes chaussées mènent le l'Italie à Vienne : 1^o celle du Tyrol ; 2^o celle de la Pontéba ou de la Carinthie ; 3^o celle de la Carniole.

La première, de Vérone, longe la rive gauche de l'Adige jusqu'à Trente, traverse la haute chaîne des Alpes, au col du Brenner, à soixante lieues de Vérone, et de là, par Salzbourg, va gagner le Danube, qu'elle descend jusqu'à Vienne, en traversant l'Ens. De Vérone à Vienne, par ce chemin, il y a cent soixantedix lieues.

La deuxième chaussée traverse le Vicentin, le Trévisan, passe la Piave, le Tagliamento, la Pontéba et les Alpes carniques, au col de Tarwis : de là elle descend dans la Carinthie, traverse la Drave à Villach, passe à Klagenfurt, capitale de cette province, rencontre la Muer, qu'elle suit jusqu'à Bruck, traverse le Simering, et descend dans la vallée de Vienne. Par cette chaussée, de Saint-Daniel à Vienne il y a quatre-vingt-quinze lieues.

La chaussée de la Carniole passe l'Isonzo à Gradisca, se dirige sur Laybach, capitale de la province, traverse la Save, passe la Drave à Marbourg, entre en Styrie, traverse Gratz, sa capitale, et joint la chaussée de la Carinthie à Bruck. Il y a de Goritzia à Vienne, par cette route, cent cinq lieues.

La chaussée du Tyrol communique avec celle de la Carinthie, par cinq routes transversales. La première, appelée le Pusterthal, part de Brixen, prend à droite, rencontre un des affluents de l'Adige, passe à Lienz, à Spital, et joint la chaussée de la Carniole, près de Willach : elle a quarante-cinq lieues. La deuxième part de Salzbourg, passe à Radstadt, et arrive également à Spital : elle a trente-deux lieues. A quatre lieues au-dessous de Radstadt, un embranchement de cette route suit la Muer jusqu'à Scheiffling, où il rencontre la chaussée de la Carinthie : cet embranchement a seize lieues. La troisième part de Linz sur le Danube, passe l'Ens près de Rottenmann, traverse de hautes montagnes, et à trente-six lieues rejoint, à Judembourg, la chaussée de la Carinthie. La quatrième part d'Ens, remonte l'Ens pendant vingt lieues, et descend sur Léoben : elle a vingt-huit lieues. Enfin, la cinquième part de Saint-Polten, et débouche sur Bruck : elle a vingt-quatre lieues.

Les chaussées de la Carinthie et de la Carniole communiquent entre elles par trois routes transversales. La première part de Goritzia, remonte l'Isonzo, passe à Caporetto, traverse la Chiusa autrichienne, et joint, à Tarwis, la chaussée de la Carinthie : elle a vingt-une

lieues. La deuxième part de Laybach, traverse la Save et la Drave, et arrive à Klagenfurt : elle a dix-sept lieues. La troisième, de Marbourg, rencontre la Drave, et arrive également à Klagenfurt : elle a vingt-six lieues. Après avoir dépassé Klagenfurt, la chaussée de la Carinthie n'a plus aucune communication avec celle de la Carniole ; elles cheminent parallèlement, à vingt-neuf lieues l'une de l'autre, jusqu'à Bruck, où elles se réunissent.

L'armée de l'archiduc, dans les premiers jours de mars, était forte de 50,000 hommes, dont 15,000 dans le Tyrol, le reste derrière la Piave, couvrant le Frioul. Elle attendait, dans le courant d'avril, l'arrivée des six divisions parties du Rhin ; ce qui porterait sa force à plus de 90,000 hommes. Une si grande supériorité justifiait les espérances flatteuses du cabinet de Vienne. L'armée française, à la même époque, avait les trois divisions Delmas, Baraguay-d'Hilliers et Joubert, et la brigade de cavalerie du général Dumas, réunie dans le Tyrol italien, sous les ordres du lieutenant-général Joubert ; ce qui formait un corps de 17,000 hommes. Les divisions Maséna, Serrurier, Guieux (ci-devant Augereau), Bernadotte, et la division de cavalerie de réserve du général Dugua (34 à 35,000 hommes)

étaient réunies dans le Bassanais et le Trévisan, tenant des avant-postes le long de la rive droite de la Piave. La division Victor était encore sur l'Apennin; elle devait arriver dans les premiers jours d'avril sur l'Adige, pour y former le noyau du corps d'observation opposé aux Vénitiens; l'arrivée successive des bataillons de marche français, des bataillons lombards, cispadans et polonais, devait porter ce corps d'armée à 20,000 hommes.

Lorsqu'on apprit que l'archiduc était arrivé à Inspruck, le 6 février, on pensa qu'il réunirait toutes ses forces dans le Tyrol, se contentant de détacher une division de 6,000 hommes derrière le Tagliamento. Cela eût accéléré de vingt jours la réunion à son armée de six divisions détachées du Rhin; il eût pu alors attaquer le général Joubert, le forcer dans ses positions du Lavis et le jeter en Italie. Dès les premiers jours de février, le général en chef avait fait connaître au général Joubert le danger qu'il courait; et, dans cette hypothèse, il lui avait ordonné de choisir trois positions entre le Lavis et la ligne de Torbole et Mori, où, avec son corps d'armée, il pût retarder la marche de l'archiduc, et gagner huit ou dix jours, afin de donner le temps aux divisions qui étaient sur la Brenta de prendre l'armée

de l'archiduc en flanc, par les gorges de la Brenta.

§ II.

Mais l'archiduc, se conformant au plan qui lui avait été prescrit par le conseil aulique, avait réuni ses principales forces dans le Frioul, ce qui permit à l'armée française de l'attaquer avant l'arrivée des divisions du Rhin, qui étaient encore éloignées de vingt marches. Napoléon porta en conséquence son quartier-général à Bassano, le 9 mars. Il parla en ces termes à son armée, par le moyen de l'ordre du jour : « Soldats, la
« prise de Mantoue vient de terminer la guerre
« d'Italie, qui vous a donné des titres éternels à
« la reconnaissance de la patrie. Vous avez été
« victorieux dans quatorze batailles rangées et
« dans soixante-dix combats ; vous avez fait cent
« mille prisonniers, pris cinq cents pièces de
« canon de campagne, deux mille de gros ca-
« libre, quatre équipages de pont. Les contri-
« butions mises sur le pays que vous avez con-
« quis, ont nourri, entretenu, soldé l'armée ;
« vous avez, en outre, envoyé trente millions au
« ministre des finances, pour le service du tré-
« sor public. Vous avez enrichi le Muséum de
« Paris de trois cents chefs-d'œuvres de l'an-

« cienne et nouvelle Italie, qu'il a fallu trente
« siècles pour produire. Vous avez conquis à la
« république les plus belles contrées de l'Europe.
« Les républiques transpadane et cispadane vous
« doivent leur liberté. Les couleurs françaises
« flottent, pour la première fois, sur les bords
« de l'Adriatique, en face et à vingt-quatre heu-
« res de la patrie d'Alexandre. Les rois de Sar-
« daigne, de Naples, le pape, le duc de Parme,
« sont détachés de la coalition. Vous avez chassé
« les Anglais de Livourne, de Gènes, de la Corse...
« et cependant de plus hautes destinées vous
« attendent!!! Vous en serez dignes!!! De tant
« d'ennemis qui se coalisèrent pour étouffer la
« république à sa naissance, l'empereur seul reste
« devant vous... Il n'a plus de politique, de vo-
« lonté, que celle de ce cabinet perfide qui,
« étranger aux malheurs de la guerre, sourit
« avec plaisir aux maux du continent. Le direc-
« toire exécutif n'a rien épargné pour donner
« la paix à l'Europe; la modération de ses pro-
« positions ne se ressentait pas de la force de
« ses armées... Elle n'a pas été écoutée à Vienne;
« il n'est donc plus d'espérance d'avoir la paix
« qu'en allant la chercher dans le cœur des états
« héréditaires. Vous y trouverez un brave peu-
« ple.... vous respecterez sa religion et ses
« mœurs; vous protégerez ses propriétés. C'est

« la liberté que vous apporterez à la brave nation hongroise. »

Il fallait passer la Piave et le Tagliamento en présence de l'armée autrichienne, et tourner sa droite, pour la prévenir aux gorges de la Pontéba. Masséna partit de Bassano, passa le Piave dans les montagnes, battit la division Lusignan, la poursuivit l'épée dans les reins, lui fit 600 prisonniers, parmi lesquels le général Lusignan, prit quelques pièces de canon, et en jeta les débris au-delà du Tagliamento, s'emparant de Feltre, de Cadore et de Bellune. La division Serrurier se porta, le 12 mars, sur Asolo, passa la Piave à la pointe du jour, marcha sur Conegliano, où était le quartier-général autrichien, et tourna ainsi toutes les divisions qui défendaient la basse Piave; ce qui permit à la division Guieux d'exécuter son passage, à deux heures après midi, à Ospitaletto, en avant de Trévisé. La rivière en cet endroit est assez haute; elle eût exigé un pont; mais la bonne volonté du soldat y suppléa. Un seul tambour courut des risques, et fut sauvé par une vivandière, qui se jeta à la nage. Ce même jour, les divisions Serrurier et Guieux campèrent, avec le quartier-général, à Conegliano. La division Bernadotte, qui était à Padoue, rejoignit le lendemain. L'ennemi avait choisi les plaines du Tagliamento

pour son champ de bataille; elles étaient favorables à sa bonne et nombreuse cavalerie. Son arrière-garde essaya de tenir la nuit à Sacile, mais elle fut enfoncée, le 13, par le général Guieux.

§ III.

Le 16 mars, à neuf heures du matin, les deux armées se trouvèrent en présence. L'armée française arrivait, avec le grand quartier-général, en avant de Valvasone, sur la rive droite du Tagliamento : la division Guieux formant la gauche, la division Serrurier le centre, et la division Bernadotte la droite. L'armée autrichienne, à peu près égale en force, était rangée dans le même ordre sur la rive opposée. Par cette position, elle ne couvrait pas la chaussée de la Ponteba. La colonne d'Ocskay et les débris de la division Lusignan n'étaient plus capables d'arrêter Masséna. Cependant la Ponteba était la route la plus courte et la direction naturelle pour couvrir Vienne.

Cette conduite de l'archiduc ne peut s'expliquer qu'en supposant qu'il ne craignit que pour Trieste, centre des établissements maritimes de l'Autriche, ou que ses positions n'étaient pas

définitivement prises, et que, couvert par le Tagliamento, il espérait gagner quelques jours, ce qui donnerait le temps à une division de grenadiers venant du Rhin, déjà arrivée à Klagenfurt, de renforcer la division Ocskay, opposée à Masséna.

La canonnade s'engagea d'une rive à l'autre du Tagliamento; la cavalerie légère fit plusieurs charges sur le gravier de ce torrent. L'armée française, voyant l'ennemi trop bien préparé, cessa son feu, établit son bivouac, et fit la soupe. L'archiduc y fut trompé; il crut que, comme elle avait marché toute la nuit, elle prenait position. Il fit un mouvement en arrière, et rentra dans son camp. Mais deux heures après, quand tout fut tranquille, l'armée française reprit subitement les armes. Duphot, à la tête de la 27^e légère, avant-garde de Guieux, et Murat, avec la 15^e légère, avant-garde de Bernadotte, soutenus chacun par leur division, chaque régiment ayant son deuxième bataillon déployé, et ses premier et troisième en colonne par division, à distance de peloton, se précipitèrent dans la rivière. L'ennemi courut aux armes; mais déjà toute cette première ligne avait passé dans le plus bel ordre, et se trouvait rangée en bataille sur la rive gauche. La canonnade et la fusillade s'engagèrent de toute part. La cavale-

rie légère attachée à ces deux divisions était à la droite et à la gauche de la ligne. La division de cavalerie de réserve du général Dugua, et la division Serrurier, formaient la deuxième ligne, qui passa la rivière aussitôt que la première ligne se fut éloignée de cent toises du rivage. Après plusieurs heures de combat et différentes charges d'infanterie et de cavalerie, l'ennemi ayant été repoussé aux attaques des villages de Gradisca et de Codroipo, et se voyant tourné par une charge heureuse de la division Dugua, battit en retraite, abandonnant à son vainqueur huit pièces de canon et des prisonniers.

Aux premiers coups de canon, Masséna avait exécuté son passage à Saint-Daniel; il y éprouva peu de résistance, s'empara d'Osopo, cette clef de la chaussée de la Ponteba, que l'ennemi avait négligée, et de la Chiusa vénitienne. Il se trouva ainsi maître des gorges de la Ponteba; il poussa sur Tarwis les débris de la division Ocskay.

§ IV.

L'archiduc, ne pouvant plus se retirer par la Carinthie, puisque Masséna occupait la Ponteba, se résolut à gagner cette chaussée par Udine, Cividale, Caporetto, la Chiusa autrichienne, et

Tarwis. Il y dirigea trois divisions et ses parcs, sous les ordres du général Bayalitsch, et, avec le reste de son armée, il se porta par Palma-Nova et Gradisca, pour défendre l'Isonzo, et couvrir la Carniole; mais Masséna n'était qu'à deux journées de Tarwis. Bayalitsch, par la route qu'il suivait, en était à six marches; cette manœuvre compromettait donc ce corps d'armée; l'archiduc le sentit. De sa personne il courut à Klagenfurt se mettre à la tête de la division de grenadiers qui s'y trouvait, et prit position en avant de Tarwis pour arrêter Masséna. Ce général avait été retardé deux jours; mais ayant reçu l'ordre de marcher tête baissée sur Tarwis, il s'y porta en toute hâte. Il y trouva l'archiduc en bataille, avec les débris d'Ocskay, et la belle division de grenadiers arrivés du Rhin. Le combat fut opiniâtre; de part et d'autre on sentait l'importance d'être vainqueur; car si Masséna parvenait à s'emparer du débouché de Tarwis, les trois divisions autrichiennes qui marchaient par la vallée de l'Isonzo étaient perdues. Le prince se prodigua de sa personne, et fut plusieurs fois sur le point d'être pris par les tirailleurs français. Le général Brune, depuis maréchal de France, qui commandait une brigade de la division Masséna, s'y comporta avec la plus grande valeur. Les Au-

trichiens furent rompus ; ils avaient fait donner jusqu'au dernier bataillon ; ils ne purent opérer aucune retraite ; leurs débris coururent se rallier à Villach, derrière la Drave. Masséna, maître de Tarwis, s'y établit, faisant face du côté de Villach et du côté de la Chiusa autrichienne, par où devaient déboucher les trois divisions qui avaient été dirigées par cette route du champ de bataille du Tagliamento.

§ V.

Le lendemain de la bataille du Tagliamento, le quartier-général de l'archiduc était entré dans Palma-Nova, place forte qui appartenait aux Vénitiens. Il y avait fait établir des magasins ; mais jugeant qu'il lui faudrait laisser 5 à 6 mille hommes pour la garder, son artillerie de place n'étant pas encore arrivée, il l'évacua. Les Français y laissèrent garnison, et la mirent à l'abri d'un coup de main. La division Bernadotte se présenta devant Gradisca pour y passer l'Isonzo : elle trouva la ville fermée, et fut reçue à coups de canon ; elle voulut parlementer avec le gouverneur, mais il s'y refusa. Alors le général en chef se porta, avec Serrurier, sur la rive gauche de l'Isonzo, par le chemin de Montefalcone. Il lui

aurait fallu un temps précieux pour construire un pont. Le colonel Andréossy, directeur des ponts, se jeta le premier dans l'Isonzo, pour le sonder; les colonnes suivirent son exemple; les soldats passèrent, ayant de l'eau jusqu'à mi-corps, sous la fusillade de deux bataillons de Croates, qui furent mis en déroute. Après ce passage, la division Serrurier se porta vis-à-vis Gradisca, où elle arriva à cinq heures du soir. Pendant cette marche, la fusillade était vive sur la rive droite, où Bernadotte était aux prises. Ce général avait eu l'imprudencé de vouloir enlever la place d'assaut: il avait été repoussé, et avait perdu 4 à 500 hommes. Cet excès d'ardeur était justifié par l'envie qu'avaient les troupes de Sambre-et-Meuse de se signaler, et par la noble émulation d'arriver à Gradisca avant les anciennes troupes d'Italie. Lorsque le gouverneur de Gradisca vit Serrurier sur les hauteurs, il capitula, et se rendit prisonnier de guerre, avec 3,000 hommes, deux drapeaux, vingt pièces de canon de campagne attelées. Le quartier-général se porta le lendemain à Goritzia. La division Bernadotte marcha sur Laybach; le général Dugua, avec 1,000 chevaux, prit possession de Trieste. Serrurier, de Goritzia, remonta l'Isonzo par Caporetto et la Chiusa autrichienne, pour soutenir le général Guieux,

et regagner, à Tarwis, la chaussée de la Carinthie.

Le général Guieux, du champ de bataille du Tagliamento, s'était dirigé sur Udine et Cividale, et avait pris, à Caporetto, la chaussée de l'Isonzo ; il avait eu tous les jours de forts engagements avec l'arrière-garde de Bayalitsch ; il lui avait tué beaucoup de monde, fait des prisonniers, pris des bagages et des canons, ce qui l'avait obligé à précipiter sa marche. Arrivés à la Chiusa di Pletz, les Autrichiens se crurent sauvés ; ils ignoraient que Masséna occupait Tarwis depuis deux jours. Ils furent attaqués en front par Masséna, en queue par Guieux. La position de la Chiusa, quoique forte, ne put résister à la 4^e de ligne (dite *l'impétueuse*). Cette demi-brigade gravit la montagne qui domine la gauche, et, tournant ainsi ce poste important, il ne resta plus d'autre ressource à Bayalitsch que de poser les armes ; bagages, canons, parc, drapeaux, tout fut pris. Cependant on ne fit que 5,000 prisonniers, parce qu'un grand nombre d'hommes avaient été tués, blessés ou pris dans différents combats depuis le Tagliamento, et qu'un grand nombre, natifs de la Carniole ou de la Croatie, voyant tout perdu, s'étaient débandés dans les gorges pour gagner isolément leurs villages. On prit trente-deux pièces de

canon, quatre cents voitures attelées d'artillerie et de bagages, quatre généraux, et beaucoup d'employés d'administration.

§ VI.

Le quartier-général se rendit successivement à Caporetto, à Tarwis, à Villach et à Klagenfurt; l'armée passa la Drave sur le pont de Willach, que l'ennemi n'eut pas le temps de brûler; elle se trouvait dans la vallée de la Drave; elle avait passé les Alpes carniques et juliennes; elle était en Allemagne. La langue, les mœurs, le climat, le sol, la culture, tout contrastait avec l'Italie; elle se loua de l'hospitalité et de la bonhomie des paysans: l'abondance des légumes, la grande quantité de voitures et de chevaux lui fut fort utile; elle n'avait trouvé en Italie que des chariots attelés de bœufs, dont le service lent et incommodé s'accordait mal avec la vivacité française. Elle occupa les châteaux de Goritzia, de Trieste et de Laybach. Les deux divisions autrichiennes Kaim et Mercantin, arrivées du Rhin, étaient en position à Klagenfurt, qu'elles voulaient défendre; le premier perdit 4 à 500 hommes, et fut repoussé.

Klagenfurt avait une enceinte bastionnée,

négligée depuis des siècles ; les officiers du génie remplirent les fossés d'eau , relevèrent les parapets, démolirent les maisons bâties sur le rempart; des hôpitaux et des magasins de toute espèce y furent établis. Ce point d'appui parut important aux débouchés des montagnes. On publia en français, en allemand et en italien, la proclamation suivante dans toutes les provinces : « Habitants de la Carinthie, de la Car-
« niolle et de l'Istrie, l'armée française ne vient
« pas dans votre pays pour le conquérir, ni
« pour porter aucun changement à votre reli-
« gion, à vos mœurs, à vos coutumes; elle est
« l'amie de toutes les nations, et particulière-
« ment des braves Germains.... Habitants de la
« Carinthie, je le sais, vous détestez autant que
« nous les Anglais, qui seuls gagnent à la
« guerre actuelle, et votre ministère, qui leur
« est vendu. Si nous sommes en guerre depuis
« six ans, c'est contre le vœu des braves Hon-
« grois, des citoyens éclairés de Vienne, et des
« simples et bons habitants de la Carinthie,
« de la Carniole et de l'Istrie. Eh bien ! malgré
« l'Angleterre et les ministres de la cour de
« Vienne, soyons amis. La république française
« a sur vous les droits de conquête, qu'ils dis-
« paraissent devant un contrat qui nous lie
« réciproquement. Vous ne vous mêlerez pas

« d'une guerre qui n'a pas votre aveu !!!! Vous
« fournirez aux besoins de mon armée. De mon
« côté, je protégerai vos propriétés; je ne tirerai
« de vous aucune contribution. La guerre n'est-
« elle pas elle-même assez horrible? Ne souf-
« frez-vous pas déjà trop, vous, innocentes
« victimes des passions des autres? Toutes les
« impositions que vous avez coutume de payer
« à l'empereur serviront à indemniser des dé-
« gâts inséparables de la marche d'une armée,
« et à payer ce que vous m'aurez fourni. »

Cette proclamation fut d'un bon effet; on y fut fidèle de part et d'autre : aucune contribution extraordinaire ne fut levée, et les habitants ne donnèrent lieu à aucune espèce de plainte. Quatre gouvernements furent organisés pour les quatre provinces; on les composa des plus riches propriétaires. Les marchandises anglaises furent confisquées à Trieste. On trouva, dans les magasins impériaux de la mine d'Idria, pour plusieurs millions de vif-argent.

§ VII.

Depuis dix jours que la campagne était ouverte sur le bord de la Piave, du Tagliamento, et dans le Frioul, les deux armées étaient restées inactives dans le Tyrol. Le général Kerpen,

qui commandait le corps autrichien, attendait à chaque instant l'arrivée des deux divisions du Rhin. Le général Joubert n'avait encore aucun ordre d'attaquer ; ses instructions lui prescrivaient seulement de contenir l'ennemi, et de garder sa position du Lavis. Mais aussitôt après la bataille du Tagliamento, et lorsque l'armée autrichienne eut été chassée de toute l'Italie, que Masséna se fut rendu maître de la chaussée de la Carinthie, et que Napoléon se fut décidé à pénétrer, par cette chaussée, avec toute son armée, il expédia l'ordre au général Joubert de battre l'ennemi auquel il était supérieur, de remonter les bords de l'Adige, de rejeter le général Kerpen au-delà du Brenner, et de marcher par un à droite et par le Pusterthal, en suivant la chaussée qui longe la Drave, pour rejoindre l'armée à Spital, sur la chaussée de la Carinthie. il prescrivit de laisser une brigade pour défendre le Lavis, avec ordre, si elle y était forcée, de se replier sur le Montebaldo, d'y attendre les ordres du général Kilmaine, commandant en Italie, et de correspondre avec le général Balland, à Vérone. Lorsque l'armée française victorieuse arriverait sur le Simering, menaçant Vienne, tout ce qui pouvait se passer dans le bas Tyrol était d'une importance secondaire.

Le 20 mars, aussitôt que le général Joubert eut reçu ses instructions, il commença son mouvement. Le grand quartier-général était alors à Goritzia, sur l'Isonzo. Le général Kerpen campait, avec ses principales forces, à Cambra, derrière le Lavis, couvrant Saint-Michel, par où il communiquait avec le général Laudon, qui occupait la rive droite de l'Adige. La division Joubert passa le Lavis à Segonzano, dans le temps que les divisions Delmas et Baraguay-d'Hilliers le passaient sur le pont de Lavis même, et se dirigeaient, par la chaussée de la rive droite, sur Saint-Michel. Ainsi toutes les forces françaises se trouvèrent en mesure de participer à l'attaque du camp du général Kerpen, tandis que le corps de Laudon, séparé par l'Adige, resta spectateur inactif. Aussi le combat ne fut pas douteux. Le général Kerpen, chassé de toutes ses positions, perdit la moitié de son monde, des drapeaux, des canons, 3,000 prisonniers et 2,000 morts. Cette bataille de Saint-Michel ouvrit le Tyrol. Pendant que Baraguay-d'Hilliers et Delmas entraient à Saint-Michel et en coupaient le pont, Joubert se porta directement sur Neumarch par les montagnes, s'en empara après un léger combat; passa le pont, battit complètement et éparilla le corps du général Laudon, qui, avec tout

ce qu'il avait pu réunir de troupes, était en position entre Neumarch et Tramin. Le soir, Joubert rentra dans Neumarch avec des canons, des drapeaux, et 2,500 prisonniers.

Pendant ce temps, l'avant-garde entra à Bolzano, ville riche, commerçante, et d'une grande importance, où elle prit tous les magasins de l'ennemi. La première division autrichienne du Rhin, commandée par le général Sporck, était arrivée à Clausen. Le général Kerpen rallia derrière cette division les débris de son corps; et, favorisé par une position qui paraissait inexpugnable, il se résolut à attendre son vainqueur. Le 24, le général Joubert y marcha avec la plus grande partie de son corps d'armée. L'attaque fut vive; les obstacles qu'offraient les localités paraissaient d'abord insurmontables; mais les intrépides tirailleurs français, aussi lestes que les Tyroliens mêmes, gravirent les montagnes qui appuyaient la droite de l'ennemi, et par là l'obligèrent à la retraite. Le général Kerpen, n'espérant plus que dans la jonction de la deuxième division qu'il attendait du Rhin, fit sa retraite sur Mittenwald, laissant ainsi à la disposition du général Joubert la chaussée du Pusterthal; mais celui-ci jugea qu'il lui serait dangereux de commencer son mouvement à droite, en défilant si près

du camp ennemi; il l'attaqua le 28 mars. Une charge de cavalerie du général Dumas contribua au succès de ce combat. Le général Kerpen, battu pour la troisième fois, évacua Sterzing, et se retira sur le Brenner. L'alarme se répandit jusqu'à Inspruck; on ne douta plus que l'intention du général Joubert ne fût de s'y porter pour se lier à l'armée du Rhin. Ce projet eût été funeste, et eût été suivi d'une catastrophe, puisque l'armée du Rhin était encore en cantonnement en Alsace. Mais rien ne s'opposait plus à ce que Joubert, conformément à ses instructions, marchât par le Pusterthal, pour se joindre à la grande armée sur la chaussée de la Carinthie. Le 2 avril il commença son mouvement, fit occuper Prunekén et Tolback; et lorsqu'il fut certain que rien ne pouvait plus s'opposer à son débouché dans la vallée, et à son mouvement sur la Carinthie, il reploya tous ses postes du Tyrol. Le 4 avril son mouvement était décidé. Il laissa une colonne de 1,200 hommes, sous les ordres du général Serviez, avec l'ordre de reprendre ses positions sur le Lavis, pour couvrir l'Italie. Le général Joubert joignit l'armée avec 12,000 hommes; il était embarrassé de 7,000 prisonniers qu'il avait faits dans ces divers combats.

Ainsi, en dix-sept à vingt jours, l'armée de

l'archiduc avait été défaite en deux batailles rangées et en plusieurs combats; elle était rejetée au-delà du Brenner, des Alpes juliennes et de l'Isonzo; Trieste et Fiume, les deux seuls ports de la monarchie, étaient pris. La province de Goritzia, l'Istrie, la Carniole, la Carinthie, obéissaient au gouvernement français; 20,000 prisonniers, vingt drapeaux, cinquante pièces de campagne attelées, prises sur le champ de bataille, étaient les trophées qui attestaient la supériorité du soldat français. Des six divisions que l'archiduc attendait du Rhin, deux avaient été entamées. Le quartier-général français était en Allemagne, et au plus à soixante lieues de Vienne. Tout portait à penser que, dans le courant de mai, les armées françaises victorieuses seraient maîtresses de cette capitale; car il ne restait à l'Autriche sur le Rhin, au commencement de mars, que 80,000 hommes, et l'armée française de Sambre-et-Meuse et du Rhin en comptait plus de 130,000.

CHAPITRE VII.

LÉOBEN.

La cour impériale évacue Vienne. — Ouvertures de paix. — Combat de Neumareh (1^{er} avril). — Combat de Unzmarkt. — Suspension d'armes de Judembourg (8 avril). — Jonction des divisions du Tyrol, de la Carniole et de la Carinthie. — Préliminaires de paix de Léoben (18 avril). — Motifs qui décidèrent les Français. — Des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse; elles commencent les hostilités le 18 avril, le jour même de la signature de la paix.

§ 1^{er}.

Les nouvelles des batailles du Tagliamento et de Tarwis, du combat de Goritzia et de l'entrée des Français à Klagenfurt et à Layback, portèrent la consternation à Vienne. La capitale était menacée et dépourvue de toute défense efficace. On emballa les meubles précieux et les papiers les plus importants. Le Danube fut couvert de bateaux qui transportaient tous

les effets en Hongrie, où furent envoyés les jeunes archiducs et archiduchesses. Parmi elles, était l'archiduchesse Marie-Louise, âgée alors de cinq ans et demi, qui depuis fut impératrice des Français. Le mécontentement était général. « En « moins de quinze jours, disaient les Viennois, « les Français peuvent arriver sous nos murs. « Le ministère ne songe point à faire la paix, et « nous n'avons aucun moyen de résister à cette « terrible armée d'Italie. »

Les armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse devaient entrer en campagne, et passer le Rhin le jour même que l'armée d'Italie passerait la Piave; elles devaient s'avancer à tire-d'aile en Allemagne. Napoléon, en rendant compte de la bataille du Tagliamento, annonça qu'il allait sous peu de jours passer les Alpes juliennes et se trouver dans cœur de l'Allemagne; que du 1^{er} au 10 avril il serait à Klagenfurt, capitale de la Carinthie, c'est-à-dire à soixante lieues de Vienne, et avant le 20 avril sur le sommet du Simering, à vingt-cinq lieues de Vienne; qu'il était donc important que les armées du Rhin se missent en mouvement, et qu'on l'instruisît de leur marche. Le gouvernement lui répondit le 23 mars, le complimentait sur la victoire du Tagliamento, s'excusa sur ce que les armées du Rhin n'étaient pas encore

entrées en campagne, et l'assura qu'elles allaient se mettre en mouvement sans retard ; mais quatre jours après, le 26 mars, il lui écrivit que l'armée de Moreau ne pouvait pas entrer en campagne, qu'elle manquait de bateaux pour exécuter le passage du Rhin ; et que l'armée d'Italie ne devait pas compter sur la coopération des armées d'Allemagne, mais seulement sur elle-même. Cette dépêche, arrivée à Klagenfurt le 31 mars, fit naître bien des conjectures. Le directoire craignait-il que ces trois armées, qui formaient toutes les forces de la république, une fois réunies sous les ordres d'un même général, ne le rendissent trop puissant ?..... Était-ce le souvenir des échecs qu'avaient éprouvés, l'année précédente, les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, qui les rendait timides ? Fallait-il attribuer cette étrange pusillanimité au peu de vigueur et de résolution des généraux ? C'était impossible. Ou voulait-on sacrifier l'armée d'Italie, comme on avait voulu la perdre, en juin 1796, en prescrivant d'en envoyer la moitié sur Naples ?..... Ne pouvant plus compter sur le concours de ces deux armées, Napoléon ne devait plus se flatter d'entrer dans Vienne ; il n'avait pas assez de cavalerie pour descendre dans la plaine du Danube ; mais il pouvait arriver jusqu'à sur le sommet du Simering sans

inconvenient. Il pensa que le parti le plus avantageux qu'il pouvait tirer de sa position était de conclure la paix, objet des vœux de toute la France.

§ II.

Le 31 mars, douze heures après avoir reçu la dépêche du directoire, il écrivit au prince Charles dans les termes suivants : « Monsieur le général en chef, les braves militaires font la guerre et désirent la paix : cette guerre ne dure-t-elle pas depuis six ans ? Avons-nous assez tué de monde et commis assez de maux à la triste humanité ? Elle réclame de tous côtés. L'Europe, qui avait pris les armes contre la république française, les a posées. Votre nation reste seule, et cependant le sang va couler plus que jamais. Cette sixième campagne s'annonce par des présages sinistres. Quelle qu'en soit l'issue, nous tuerons, de part et d'autre, quelques milliers d'hommes, et il faudra bien que l'on finisse par s'entendre, puisque tout a un terme, même les passions haïneuses.

« Le directoire exécutif de la république française avait fait connaître à S. M. l'empereur le

« désir de mettre fin à la guerre qui désole les
« deux peuples. L'intervention de la cour de
« Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun
« espoir de nous entendre, et faut-il, pour les
« intérêts et les passions d'une nation étrangère
« aux maux de la guerre, que nous continuions
« à nous entr'égorger? Vous, monsieur le géné-
« ral en chef, qui, par votre naissance, approchez
« si près du trône et êtes au-dessus de toutes
« les petites passions qui animent souvent les
« ministres et les gouvernements, êtes-vous dé-
« cidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'hu-
« manité entière et de vrai sauveur de l'Alle-
« magne? Ne croyez pas, monsieur le général
« en chef, que j'entende par là qu'il ne soit pas
« possible de la sauver par la force des armes;
« mais dans la supposition que les chances de
« la guerre vous deviennent favorables, l'Alle-
« magne n'en sera pas moins ravagée. Quant à
« moi, monsieur le général en chef, si l'ou-
« verture que j'ai l'honneur de vous faire peut
« sauver la vie à un seul homme, je m'esti-
« merai plus fier de la couronne civique que
« je me trouverai avoir méritée, que de la
« triste gloire qui peut revenir des succès mi-
« litaires. »

Le prince Charles répondit le 2 avril: « As-
« surément, tout en faisant la guerre, monsieur

« le général en chef, et en suivant la vocation
« de l'honneur et du devoir, je désire, ainsi
« que vous, la paix pour le bonheur des peu-
« ples et de l'humanité. Comme néanmoins,
« dans le poste qui m'est confié, il ne m'ap-
« partient pas de scruter, ni de terminer la
« querelle des nations belligérantes, et que je
« ne suis muni, de la part de sa majesté l'em-
« pereur, d'aucun pouvoir pour traiter, vous
« trouverez naturel, monsieur le général, que
« je n'entre là-dessus avec vous dans aucune
« négociation, et que j'attende des ordres su-
« périeurs sur cet objet, d'aussi haute impor-
« tance, et qui n'est pas foncièrement de mon
« ressort. Quelles que soient au reste les chances
« futures de la guerre ou les espérances de la
« paix, je vous prie de vous persuader, mon-
« sieur le général, de mon estime et d'une
« considération distinguée. »

Pour appuyer cette ouverture de négocia-
tions, il était important de marcher en avant
et de s'approcher de Vienne.

§ III.

L'avant-garde était à Saint-Veit, le quar-
tier-général à Klagenfurt. Le 1^{er} avril, à la
pointe du jour, Masséna se porta sur Freisach.

En avant du château, il rencontra l'arrière-garde ennemie qui couvrait les magasins considérables que l'archiduc y avait fait rassembler. Il la poussa vivement, entra pêle-mêle avec elle dans Freisach, s'empara de tous les magasins, et continua sa poursuite jusque près de Neumarch, où il rencontra l'archiduc, avec quatre divisions venant du Rhin, celles du prince d'Orange, des généraux Kaim, Mercantin, la réserve des grenadiers, et le reste de l'ancienne armée en position pour défendre les gorges de Neumarch. Le général en chef ordonna sur-le-champ à Masséna de se réunir, avec toute sa division, sur la gauche de la chaussée; il plaça la division Guieux sur les hauteurs de droite, et la division Serurier en réserve. A trois heures après midi, la 2^e d'infanterie légère, de la division Masséna, aborda au pas de charge la première ligne ennemie; elle se couvrit de gloire; elle venait du Rhin, les soldats l'appelaient le *continent*, faisant allusion aux troupes des princes d'Allemagne, qui ne passaient pas pour excellentes. Les soldats de la 2^e légère, qui étaient piqués, défièrent les vieux soldats de l'armée d'Italie d'aller aussi vite et aussi loin qu'eux; ils firent des prodiges. Le prince Charles paya de sa personne, mais inutilement; il fut chassé

de toutes ses positions et perdit 3,000 hommes. Les troupes françaises entrèrent à la nuit, pêle-mêle avec les siennes, à Neumarch, et enlevèrent 1,200 prisonniers, six pièces de canon et cinq drapeaux. Il y avait encore quatre lieues jusqu'à Scheifling, point où vient aboutir la troisième route transversale. Le général autrichien, ne pouvant retarder la marche du vainqueur, eut recours à la ruse pour gagner vingt quatre heures, et donner le temps au général Kerpen de déboucher à Scheifling. Il fit proposer une suspension d'armes, afin de pouvoir, disait-il, prendre en considération la lettre qui lui avait été écrite le 31 mars. Berthier lui répondit qu'on pouvait négocier et se battre, mais qu'il n'y aurait point d'armistice jusqu'à Vienne, à moins que ce ne fût pour traiter de la paix définitive. Au point du jour, l'avant-garde française se mit en marche sur la Muer. De fortes reconnaissances furent envoyées jusqu'à Mura, à la rencontre du corps de Kerpen; Napoléon s'y porta; mais ce corps avait rétrogradé. Le général Sporck, qui faisait son arrière-garde, fut seul légèrement entamé. Le quartier-général français séjourna le 4 et le 5 à Scheifling, château situé sur les bords de la Muer.

§ IV.

De Scheifling à Knittelfeld, le chemin longe la Muer dans des gorges épouvantables. On trouve à chaque pas des positions qui pouvaient arrêter l'armée française. Il était de la plus haute importance pour l'archiduc de gagner quelques jours, pour donner à Vienne le temps de se reconnaître, et pour que les troupes qui accouraient en toute hâte du Rhin, pussent arriver et couvrir cette grande capitale. Les mêmes raisons prescrivaient à l'armée française de ne rien épargner pour accélérer sa marche. Le 3 l'avant-garde livra un combat des plus chauds dans les gorges de Unzmarkt; elle culbuta l'ennemi malgré sa supériorité, le chassa à la baïonnette de toutes ses positions, et entra à Knittelfeld. La perte des Autrichiens fut considérable : 1,500 prisonniers, quatre pièces de canon. Le colonel Carrère, officier distingué, commandant l'artillerie de l'avant-garde, fut tué; il fut regretté; c'était un bon officier de bataille. Une des frégates trouvées à Venise reçut son nom. C'est une de celles sur lesquelles Napoléon revint d'Égypte et débarqua à Fréjus. Le 6 avril, le quartier-général arriva à Judembourg, chef-lieu d'un des cercles de la Carinthie.

§ V.

Après le combat de Unzmarkt, l'armée ne trouva plus de résistance ; son avant-garde arriva à Léoben le 7. Le lieutenant-général Bellegarde, chef d'état-major du prince Charles, et le général-major Meerfeld, s'y présentèrent comme parlementaires. Après une conférence avec le général en chef, ils lui remirent la note suivante : « Monsieur le général, sa majesté
« l'empereur et roi n'a rien plus à cœur que
« de concourir au repos de l'Europe, et de ter-
« miner une guerre qui désole les deux nations ;
« en conséquence de l'ouverture que vous avez
« faite à son altesse royale, par votre lettre de
« Klagenfurt, sa majesté l'empereur nous a en-
« voyés vers vous pour s'entendre sur cet objet,
« d'une si grande importance. Après la conver-
« sation que nous venons d'avoir avec vous, et
« persuadée de la bonne volonté, comme de
« l'intention des deux puissances, de finir le
« plus promptement possible cette guerre dé-
« sastreuse, son altesse impériale désire une
« suspension d'armes de dix jours, afin de pou-
« voir, avec plus de célérité, parvenir à ce but
« désiré, et afin que toutes les longueurs et
« obstacles que la continuation des hostilités

« porterait aux négociations soient levés , et
« que tout concoure à rétablir la paix entre les
« deux nations. »

Le général français leur répondit le même jour : « Dans la position militaire des deux armées, une suspension d'armes est toute contraire à l'armée française ; mais si elle doit être un acheminement à la paix tant désirée et si utile au peuple, je consens sans peine à vos désirs. La république française a manifesté souvent à sa majesté son désir de mettre fin à cette lutte cruelle ; elle persiste dans les mêmes sentiments , et je ne doute pas, après la conférence que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous, que, sous peu de jours, la paix ne soit enfin rétablie entre la république et sa majesté. Je vous prie de croire aux sentiments, etc. , etc. »

La suspension d'armes fut signée le 7 au soir, elle devait durer cinq jours. Tout le pays, jusqu'au Simering, fut occupé par l'armée française. Gratz, une des plus grande villes de la monarchie autrichienne, lui fut remise avec sa citadelle. Le général Berthier demanda, en dînant, aux généraux - commissaires autrichiens, où ils croyaient qu'était la division Bernadotte ? Sur Laybach, répondirent-ils. — Et celle de Joubert ? — Entre Brixen et Mulbach. — Non, répondit-il,

elles sont toutes en échelons; la plus éloignée, à une marche en arrière d'ici; ce qui les surprit fort. Le 9, le quartier-général arriva à Léoben; l'avant-garde se porta à Bruck, poussant des partis jusque sur le Simering. L'adjutant-général Leclerc fut envoyé à Paris pour annoncer au gouvernement la signature de la suspension d'armes. C'était un officier distingué, intrépide sur le champ de bataille, et propre au travail des bureaux.

§ VI.

De Klagenfurt le général en chef avait envoyé, le 30 mars, au-devant du général Joubert, l'aide-de-camp Lavalette à la tête d'un parti de cavalerie: il arriva jusqu'à Lienz; mais alors le général Joubert n'avait pas encore débouché du Tyrol; les bourgeois, s'apercevant que les Français n'étaient qu'une soixantaine d'hommes, s'insurgèrent; et ce détachement ne dut son salut qu'au sang-froid et à l'intrépidité de l'aide-de-camp qui le commandait. Un seul dragon fut assassiné. Peu de jours après, le général Zayoncheck, avec quelques escadrons de dragons, occupa Lienz et communiqua avec le corps du Tyrol. Cette ville fut désarmée, et les habitants punis; le 8 avril, Joubert arriva à Spital, près

de Villach, et forma la gauche de l'armée. Il fit de suite évacuer les prisonniers sur les derrières.

Le général Bernadotte, après avoir organisé la Carniole, reçut l'ordre de passer la Save, la Muer, et de se concentrer sur Léoben; il laissa le général Friant, avec une colonne de 1,500 hommes, pour protéger l'évacuation de Fiume et contenir la Carniole. Il était facile de prévoir qu'avec des forces aussi peu considérables il se pourrait qu'il fût repoussé; il devait, dans ce cas, défendre l'Isonzo et enfin se jeter dans Palma-Nova, pour en compléter la garnison. Ce qui avait été prévu arriva: un rassemblement de 6,000 Croates l'attaqua le 15 avril; quoiqu'un contre quatre, les troupes de Friant repoussèrent l'ennemi et lui firent éprouver une perte considérable; mais ce général sentit la nécessité d'évacuer Fiume; et la suspension d'armes de Judembourg le trouva, le 19 avril, à Matera, couvrant Trieste. Ces événements, exagérés comme ceux du Tyrol, retentirent dans Venise et furent la principale cause des mouvements et prises d'armes qui entraînèrent la perte de cet état.

Pendant les cinq jours que dura la suspension d'armes, du 7 au 12 avril, la division Masséna s'établit à Bruck au pied du Simering, ayant

des avant-postes à mi-coteau. Le quartier-général se porta à Léoben, à l'évêché; la division Serurier occupa la ville importante de Gratz et fit travailler à mettre le château en état. Ces cinq jours de repos étaient nécessaires et furent fort utiles. L'armistice se terminait le 13; mais, à neuf heures du matin, le comte de Meerfeld arriva muni de pleins-pouvoirs pour négocier et signer des préliminaires de paix, conjointement avec le marquis de Gallo, ambassadeur de Naples à Vienne, qui jouissait de la faveur de l'impératrice, laquelle avait une influence marquée sur les affaires. On signa une prolongation de la suspension d'armes jusqu'au 20 avril, et l'on commença les conférences pour la négociation des préliminaires. Le 16 avril, après de longs débats, on était convenu de trois projets qui furent expédiés à Vienne et auxquels le plénipotentiaire français donna son assentiment. Le 17, la réponse du cabinet de Vienne ayant été apportée par le baron de Vincent, aide-de-camp de l'empereur, on rédigea les articles préliminaires patents et secrets; les secrétaires de légation neutralisèrent une petite campagne, à une lieue de Léoben, où les préliminaires de paix furent signés le 18 au matin. Le général Clarke, comme on l'a vu, était muni des pleins-pouvoirs du gouvernement, mais il était alors

à Turin. Il lui fallut du temps pour arriver au quartier-général; et comme il n'y était pas encore le 18, Napoléon passa outre, dans cette circonstance comme dans tant d'autres, et signa lui-même. Le général Clarke rejoignit le quartier-général quelques jours après. Les plénipotentiaires autrichiens avaient cru faire une chose agréable, en mettant pour premier article que l'empereur reconnaissait la république française. « Effacez cela, dit Napoléon : « la république est comme le soleil, qui luit « de lui-même; les aveugles seuls ne le voient « pas. » En effet, cette reconnaissance était nuisible, puisque, si un jour le peuple français voulait faire une monarchie, l'empereur pouvait dire qu'il avait reconnu la république. Il était stipulé, par les préliminaires, que la paix définitive se traiterait dans un congrès qui se réunirait à Berne, et que la paix de l'empire serait l'objet d'un autre congrès qui se tiendrait dans une ville allemande. Les limites du Rhin étaient garanties à la France; l'Oglio était la limite des états de la maison d'Autriche en Italie, et de la république cisalpine, que composaient la Lombardie, le Modénois, le Bergamasque, le Crémasque. La ville de Venise devait recevoir les légations de Ferrare et de Bologne, la Romagne, en compensation

de la perte de ses états de terre ferme. Par ce traité, l'empereur avait Mantoue, mais la république acquérait Venise. Les armées françaises pouvaient communiquer de Milan à Venise par la rive droite du Pô, déboucher sur la Piave, et rendre nulles les lignes du Mincio, de l'Adige, et Mantoue. Rien ne s'opposait d'ailleurs à ce que les deux républiques n'en formassent qu'une, si cela leur convenait. Venise avait existé pendant neuf siècles sans posséder aucun territoire en Italie, n'étant qu'un état maritime; c'est le moment de sa plus haute puissance : d'ailleurs il est vrai de dire que les arrangements furent stipulés en haine des Vénitiens. C'était le moment où les dépêches des 3 et 5 avril du général Kilmaine venaient d'arriver. L'armée frémissait d'indignation au récit des assassinats qui se commettaient sur ses derrières. Une cocarde d'insurrection était arborée à Venise, et le ministre anglais la portait en triomphe; le lion de St-Marc flottait sur sa gondole; ce ministre jouissait d'une grande influence.

Le 27 avril, le marquis de Gallo présenta au général en chef, à Gratz, les préliminaires ratifiés par l'empereur. Si l'échange n'eut pas lieu sur-le-champ, c'est qu'il fallait attendre la ratification du directoire exécutif; mais comme

dès-lors il ne pouvait y avoir aucun doute sur cette ratification, l'armée évacua la Styrie, partie de la Carniole et de la Carinthie. Plusieurs ouvertures ayant été faites par les plénipotentiaires de l'empereur, l'aide-de-camp Lemarrois en porta les réponses à Vienne; il fut reçu avec distinction; c'était la première fois, depuis la révolution, que l'on voyait la cocarde tricolore dans cette capitale. Ce fut dans une de ces conférences de Gratz, qu'un des plénipotentiaires, autorisé par une lettre autographe de l'empereur, offrit à Napoléon de lui faire obtenir à la paix une souveraineté de deux cent cinquante mille ames en Allemagne pour lui et sa famille, afin de le mettre à l'abri de l'ingratitude républicaine. Le général sourit; il chargea le plénipotentiaire de remercier l'empereur de cette preuve de l'intérêt qu'il lui portait, et dit qu'il ne voulait aucune grandeur, aucune richesse, si elles ne lui étaient données par le peuple français; l'on assure qu'il ajouta : « Et avec cet appui, croyez, monsieur, que mon ambition sera « satisfaite. »

L'adjudant-général Dessoles fut chargé de porter à Paris la nouvelle de l'ouverture des négociations. Le général Masséna remit au directoire le traité des préliminaires; il fut reçu le 9 mai, en audience solennelle : tous les gé-

néraux distingués de l'armée d'Italie avaient été successivement envoyés à Paris pour porter des trophées : Masséna seul, qui tenait le premier rang par la part qu'il avait prise à toutes les victoires, n'y avait pas encore été envoyé ; il était juste d'associer son nom à cette grande fête nationale, puisqu'elle était le résultat de l'intrépidité et de la valeur des armées françaises.

§ VIII.

La position de l'armée d'Italie était prospère ; les appels du 19 avril donnèrent 38,500 hommes d'infanterie, 4,500 de cavalerie, cent vingt canons ; total : 43,000 hommes, réunis sur un même champ de bataille et prêts à prendre position, dans une seule marche, sur le Simering ; elle n'avait essuyé, depuis l'ouverture de la campagne, que des pertes légères. Les places fortes de Palma - Nova, Klagenfurt, Gratz, étaient approvisionnées et armées ; on y réunissait de nombreux magasins de toute espèce. Le moral du soldat français était au plus haut point d'exaltation ; au combat de Neumarch, le tiers seul de la division Masséna fut engagé, et il suffit pour culbuter l'élite des troupes autrichiennes, parfaitement postées. L'armée de l'archiduc, au contraire, était démoralisée ; il

ne lui restait presque rien de l'ancienne armée d'Italie. Les six divisions venues du Rhin avaient été successivement et fortement entamées; elles étaient fort diminuées. Napoléon eût pu dès lors entrer à Vienne, mais cela eût été sans résultat; il s'y serait difficilement maintenu, puisque les armées du Rhin non-seulement n'étaient pas entrées en campagne, mais avaient annoncé ne pas pouvoir y entrer. Les conseils et le directoire étaient divisés; il y avait scission parmi les directeurs mêmes; le gouvernement était sans force; l'esprit public en France était nul; les finances étaient dans un état déplorable. L'armée du Rhin était sans paie et dans la plus grande pénurie. Un des plus grands obstacles qui s'opposaient à son passage du Rhin, était l'impossibilité où se trouvait le trésor de fournir à Moreau les trente à quarante mille écus dont il avait besoin pour créer un équipage de pont. Des régiments formés dans la Vendée pour l'armée d'Italie, et portés à 4,000 hommes par l'incorporation de plusieurs corps, n'arrivaient à Milan que forts de 900 à 1,000 hommes; les trois quarts avaient déserté en route. Le gouvernement n'avait aucune action pour faire rejoindre les déserteurs et recruter les armées.

Dès les premiers pourparlers, les plénipotentiaires autrichiens accordèrent la cession de la

Belgique et de la ligne du Rhin ; mais ils demandaient des indemnités, et lorsque l'on proposait d'en donner en Allemagne, en Bavière par exemple, ils ajoutaient aussitôt qu'il fallait garantir, dans ce cas, la république de Venise dans sa constitution actuelle, et consolider l'aristocratie du livre d'or, ne voulant, sous quelque prétexte que ce fût, permettre que la république italienne s'étendît des Alpes et de l'Apennin jusqu'à l'Isonzo et aux Alpes juliennes. Mais c'était consolider l'ennemi le plus actif et le plus constant de la république française, ennemi qui, éclairé sur ses dangers par les événements qui venaient de se passer, n'aurait désormais d'autre politique que de se serrer et de faire cause commune avec l'Autriche, qui, effectivement, eût fait ligue offensive et défensive avec l'oligarchie vénitienne, contre la république démocratique italienne. C'était donc accroître la puissance de l'Autriche, et de la Bavière et du territoire de Venise. Dans les instructions données par le directoire au général Clarke, comme on l'a vu dans le chapitre II de ce volume, le directoire l'avait autorisé à signer des conditions beaucoup moins avantageuses. La paix était la volonté du peuple, du gouvernement, du corps législatif; Napoléon en signa les préliminaires.

§ VIII.

Hoche venait d'être promu au commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse; c'était un jeune homme plein de talent, de bravoure et d'ambition. Il avait sous ses ordres une armée superbe, qu'il avouait être de 80,000 hommes sous les armes; il se sentait la force de la bien mener : il trépignait d'impatience à toutes les nouvelles qu'il recevait des victoires d'Italie. Il sollicitait le directoire, par tous les courriers, de lui permettre d'entrer en Allemagne. Les troupes partageaient son ardeur; les habitants mêmes, instruits par leurs correspondances de la marche rapide de Napoléon sur Vienne, et du mouvement rétrograde des armées autrichiennes du Rhin, demandaient pourquoi les Français de Sambre-et-Meuse et du Rhin restaient oisifs et perdaient un temps si précieux.

Le 18 avril, Hoche passa le Rhin au pont de Neuwied, dans le temps que Championnet, qui était parti de Dusseldorf, arrivait sur Uckerath et Altenkirchen. Kray commandait l'armée autrichienne. Hoche l'attaqua à Heddersdorf, lui fit plusieurs milliers de prisonniers, lui prit du canon et des drapeaux, et le jeta sur le Mein. Il arrivait, le 22 avril, devant

Francfort, lorsque l'état-major du général Kray lui fit passer une dépêche du général Berthier, qui lui signifiait la signature du traité de Léoben. Il conclut aussitôt un armistice, et porta son quartier-général à Friedberg, occupant la Nidda et Wetzlar. Moreau était à Paris, il sollicitait un équipage de pont pour passer le Rhin à Strasbourg; mais aussitôt que Desaix, commandant par intérim l'armée du Rhin, apprit que Hoche en était aux mains avec l'ennemi, il jeta un pont, le 20 avril, à six heures du matin, au village de Kilstett, plusieurs lieues au-dessous de Strasbourg. Le 21, à deux heures du matin, l'armée passa le Rhin. Moreau, arrivé en toute hâte de Paris, se trouva à la tête de l'armée au moment où Sztaray, qui avait réuni 20,000 hommes et vingt-sept pièces de canon, l'attaquait. Le combat fut chaud; les Autrichiens furent complètement battus: ils laissèrent des prisonniers et vingt pièces de canon au pouvoir du vainqueur. Tous les équipages de la chancellerie autrichienne furent pris. Parmi eux, était le fourgon de Klinglin, qui contenait la correspondance de Pichegru avec le prince de Condé, que Moreau garda secrète pendant quatre mois, sans en rendre compte au gouvernement. Après cette victoire, l'armée remonta le Rhin, et s'empara de Kehl. Son avant-

garde était déjà au-delà d'Offenbourg, dans la vallée de la Kintzig. Là, le 22, un courrier de l'armée d'Italie apporta la nouvelle de la signature des préliminaires de Léoben. Moreau fit cesser les hostilités, et conclut un armistice avec Sztaray.

Les hostilités ne commencèrent sur le Rhin que huit heures après que le traité de Léoben était signé, et Napoléon en reçut l'avis sept jours après la signature de ce traité. Que n'avaient-elles recommencé cinq jours plus tôt, ou du moins pourquoi le directoire avait-il écrit qu'il ne fallait pas compter sur la coopération des armées du Rhin? Mais les affaires de la guerre étaient dirigées sans vigueur et sans talent; l'administration était corrompue et n'obtenait aucun résultat satisfaisant. Par une des dispositions de la constitution de l'an III, la trésorerie était indépendante du gouvernement: pensée fautive, désastreuse, et la plus absurde qu'ait pu imaginer la métaphysique de nos législateurs modernes! Cela seul était suffisant pour compromettre l'existence de la république.

CHAPITRE VIII.

VENISE.

Description de Venise. — Sénat. — Conduite des provéditeurs Mocenigo, Foscarelli. — Factions ; Brescia ; Bergame. — Difficultés attachées aux affaires de Venise. — Conférences de Goritzia, le 20 mars. — Vérone. — Mission de l'aide-de-camp Junot au sénat ; déclaration de guerre de Palma-Nova. — Entrée des Français à Venise ; révolution de cette capitale. — Révolution des états de terre ferme ; envoi à Paris des drapeaux pris sur les Vénitiens et dans les derniers jours de la campagne.

§ 1^{er}.

Venise, fondée au V^e siècle par des habitants du Frioul et du Padouan, qui se réfugièrent dans les lagunes pour se mettre à l'abri des incursions des barbares, occupa d'abord la position d'Héraclée et de Chiozza ; depuis, le patriarche d'Aquilée s'établit à Grado avec son clergé, à l'occasion du schisme des ariens. Grado devint la capitale. Dans les premiers temps,

Padoue donna des lois et des consuls aux Venètes. En 697, ils se nommèrent, pour la première fois, un doge. Pepin, roi de France, construisit une flottille à Ravenne, et obligea les Venètes à se retirer à Realto et sur les soixante îles qui l'environnent, où ils se trouvèrent défendus par les lagunes contre le ressentiment de ce prince : c'est l'emplacement actuel de Venise. En 830, le corps de saint Marc l'évangéliste y fut transporté d'Égypte; il devint le patron de la république. Dès 960, les Vénitiens étaient maîtres de l'Istrie, de l'Adriatique; les rois de Hongrie leur disputèrent la Dalmatie. En 1250, réunis aux Français, ils prirent Constantinople. Ils ont possédé la Morée et Candie jusqu'au milieu du XVII^e siècle. L'Italie, en proie aux révolutions, a changé souvent de maîtres; mais Venise, toujours indépendante et libre, n'a jamais reconnu de pouvoir étranger; elle sut constamment se soustraire au joug des dominateurs de la presqu'île.

Venise est le port de commerce le mieux situé de toute l'Italie. Les marchandises de Constantinople et du Levant y arrivent par le chemin le plus court, en traversant l'Adriatique; de là elles se répandent dans la haute Italie, jusqu'à Turin, par le Pô, et dans toute l'Allemagne, en remontant l'Adige jusqu'à Bolzano,

d'où des chaussées les conduisent à Ulm, à Augsbourg, Munich et Nuremberg. Venise est le port de mer du haut Danube, du Pô et de l'Adige; la nature l'a destinée à être l'entrepôt du Levant, de l'Italie et de l'Allemagne méridionale. Avant la découverte du cap de Bonne-Espérance, elle faisait le commerce des Indes par Alexandrie et la mer Rouge : aussi combattait-elle pour intercepter la navigation des Portugais. Elle équipa une flotte considérable dans la mer Rouge, et établit un arsenal, des aiguades, des magasins, près de Suez; on en voit encore les restes aux fontaines de Moïse. Mais les Portugais battirent ces flottes construites à grands frais; et l'anarchie à laquelle l'Égypte fut en proie acheva de fermer cette route du commerce des Indes.

Les lagunes sont formées par les eaux de la Piave, de la Brenta et de la Livenza; elles communiquent à la mer par trois grandes passes : la Chioggia, le Malamoco, et le Lido.

La souveraineté résidait, depuis l'abolition de la démocratie en 1200, dans l'aristocratie de quelques centaines de familles inscrites au livre d'or, qui fournissait jusqu'à 1,200 votants au grand conseil. La population des états de la république se composait de trois millions d'individus, répandus autour de Venise, dans

des pays riches et des plaines très-fertiles : le Bergamasque, le Brescian, le Crémasque, le Vicentin, le Padouan, la Polésine, le Trévisan, le Bassanais, le Cadorin, le Bellunais et le Frioul, dans la terre ferme d'Italie; l'Istrie, la Dalmatie, les Bouches du Cattaro, sur les rives de l'Adriatique; enfin, les îles Ioniennes. Son territoire s'appuyait, au nord, sur la crête supérieure des Alpes juliennes, depuis l'Adda jusqu'à l'Isonzo. Cette chaîne de montagnes est partout impraticable aux charrois; elle forme la frontière du côté de l'Allemagne; on ne peut la franchir que par trois débouchés : la chaussée du Tyrol, celle de la Carinthie, et celle de la Carniole.

En 1796, cette république était bien déchue; ce n'était plus que l'ombre d'elle-même. Trois générations s'étaient succédé sans faire la guerre. La vue d'un fusil faisait trembler ces indignes descendants des Dandolo, des Zeno, des Morosini. Pendant la guerre de la succession, et celles de 1733 et de 1740, ils avaient souffert, avec une lâche résignation, les insultes et les outrages des armées autrichiennes, françaises et espagnoles.

La marine vénitienne consistait dans une douzaine de vaisseaux de 64, autant de frégates, et un grand nombre de petits bâtiments,

qui suffisaient pour imposer aux Barbaresques, dominer l'Adriatique, et défendre les lagunes. L'armée, forte de 14,000 hommes, était composée de régiments italiens, recrutés dans la terre ferme, et d'Esclavons recrutés en Dalmatie; braves et très-dévoués à la république, ceux-ci avaient l'avantage d'être étrangers à la langue et aux mœurs de la terre ferme.

Les familles du livre d'or avaient seules part à l'administration; elles composaient exclusivement le sénat, les conseils, les quaranties, et autres magistratures, ce qui mécontentait les nobles de la terre ferme, lesquels comptaient parmi eux un grand nombre de familles riches, illustres et puissantes, qui, sujettes et privées de tout pouvoir, vivaient sans considération, et nourrissaient une vive jalousie contre la noblesse souveraine. Ils descendaient en partie des anciens *condottieri*, des anciens *podestà*, ou autres personnages, qui avaient joué un grand rôle dans les républiques de leurs villes, et dont les ancêtres, après s'être opposés long-temps aux entreprises de Venise, avaient enfin été victimes de sa politique. A la jalousie et à la haine que leur inspirait la nature du gouvernement, se joignaient ainsi des ressentiments historiques soigneusement perpétués. Les peuples de terre ferme étaient générale-

ment mécontents; la plus grande partie faisaient cause commune avec leurs nobles. Cependant les nobles vénitiens, qui avaient des propriétés et des établissements dans presque toutes les provinces, avaient aussi leurs partisans. Les prêtres étaient sans crédit et sans considération dans cette république, laquelle, de très-bonne heure, s'était affranchie, autant que possible, de l'influence temporelle du pape.

§ II.

En 1792, les puissances coalisées engagèrent Venise à prendre part à la guerre. Il ne paraît pas qu'il se soit élevé à ce sujet de sérieuses discussions dans le sénat; le vote fut unanime pour la neutralité. Cette république était tellement éloignée du théâtre de la guerre, qu'elle se croyait étrangère aux affaires de France. Lorsque le comte de Lille se réfugia à Vérone, le sénat ne lui accorda la permission d'y demeurer qu'avec l'assentiment du comité de salut public, qui préférerait savoir ce prince à Vérone plutôt qu'en tout autre lieu.

Quand les troupes françaises marchèrent, en 1794, vers Oneille, on crut l'Italie menacée d'invasion, et plusieurs puissances se réunirent au congrès de Milan; Venise refusa d'y paraître.

tre, non qu'elle approuvât les principes français, mais parce qu'elle redoutait de se livrer à la merci de l'Autriche, et ne voulait pas sortir de cette politique lâche et énervée que depuis plusieurs générations elle avait adoptée.

Mais quand Napoléon arriva à Milan, que Beaulieu s'enfuit épouvanté derrière le Mincio, occupant Peschiera, où il assit sa droite dans l'espoir de défendre cette ligne, alors l'incertitude et les alarmes furent grandes dans le sénat. L'espace immense qui, jusque-là, avait séparé Venise de la lutte de la démocratie et de l'aristocratie, était franchi; la guerre des principes et celle des canons se trouvaient au sein de l'état; d'orageuses discussions agitèrent les conseils, où se manifestèrent trois opinions.

Les jeunes oligarques voulaient la neutralité armée; ils voulaient qu'on mît de fortes garnisons dans Peschiera, Brescia, Porto-Legnago et Vérone; qu'on déclarât ces places en état de siège; qu'on portât l'armée à 60,000 hommes; qu'on armât avec activité les lagunes, qu'on les couvrît de chaloupes canonnières; qu'on équipât une escadre pour tenir l'Adriatique; et que, dans cette attitude formidable, on déclarât la guerre au premier qui violerait le territoire.

Les partisans de cette opinion allaient plus

loin ; ils disaient : « Si la dernière heure est
« arrivée, il y a moins de honte à périr les ar-
« mes à la main. En défendant le territoire, on
« empêchera les idées françaises de se répandre
« dans les grandes villes de la terre ferme ; on
« obtiendra des deux partis ennemis d'autant
« plus de ménagements, qu'on sera plus en
« mesure d'en exiger. Si, au contraire, on ouvre
« paisiblement les portes, la guerre des deux
« puissances s'établira sur le territoire de la
« république, et, dès ce moment, la souverai-
« neté échappera au prince. Son premier de-
« voir est de protéger ses sujets : si leurs champs,
« leurs propriétés deviennent la proie de la
« guerre, le peuple malheureux perdra toute
« estime et tout respect pour l'autorité qui
« l'aura abandonné. Les germes de méconten-
« tement et de jalousie qui existent déjà fer-
« menteront avec violence ; la république expi-
« rera, sans exciter aucun regret. »

Les partisans de la vieille politique prétendi-
rent qu'il ne fallait prendre aucun parti décisif ;
qu'il fallait louvoyer, gagner du temps, voir
venir. Ils avouaient que tous les dangers étaient
vrais ; qu'on avait à craindre tout à la fois et
l'ambition de l'Autriche et les principes de la
France, mais que ces maux étaient heureuse-
ment passagers ; qu'avec des ménagements et de

la patience, on éviterait les inconvénients qu'on craignait; que les Français étaient d'un naturel conciliant, faciles à caresser; qu'avec de bons procédés on s'emparerait de l'esprit de leurs chefs, on se concilierait leur opinion; que, dans l'état des esprits, toute neutralité armée conduirait à la guerre, qu'il fallait éviter avant tout; que la Providence avait placé la capitale dans une position à l'abri de toute insulte; qu'il fallait opposer à toute chose la patience, la modération et le temps.

Battaglia dit : « La république est vraiment en « danger. D'un côté les principes français sont « subversifs de notre constitution; de l'autre, « l'Autriche en veut à notre indépendance. « Entre ces deux maux inévitables, sachons « choisir le moindre; le pire, à mes yeux, est « l'esclavage autrichien. Augmentons le livre « d'or; inscrivons-y ceux de la noblesse de « terre ferme qui le méritent; par là nous nous « concilierons nos peuples; il n'y aura plus « d'opposition parmi nous. Armons nos places, « équipons nos flottes, levons notre armée, et « courons au-devant du général français lui of- « frir une alliance offensive et défensive. Nous « serons peut-être conduits à quelques légers « changements dans notre constitution, mais « nous sauverons notre indépendance et notre

« liberté. On a parlé d'une neutralité armée. Il y
« a deux ans, ce parti eût été le meilleur; il
« était juste, parce qu'il était égal pour les deux
« parties belligérantes; il était possible, parce
« qu'on avait le temps de s'y préparer. Aujourd'hui,
« vous ne pouvez pas interdire aux Français ce que vous avez permis ou toléré de la
« part des Autrichiens; ce serait déclarer la
« guerre à l'armée française, lorsqu'elle est victorieuse,
« qu'elle sera dans huit jours à Vienne, et cela sans que vous soyez même assurés de l'Autriche; mais d'ici à deux mois
« cette puissance ne peut rien pour vous. Que
« deviendra la république, pendant ces deux
« mois, contre un ennemi aussi entreprenant
« et aussi actif? C'est, de tous les partis, le pire;
« c'est se précipiter au milieu du danger au lieu
« de l'éviter.

« Le second parti qu'on vous propose, celui
« de la patience et du temps, est aussi mauvais
« que le premier. Les circonstances politiques
« ne sont plus aujourd'hui les mêmes; les temps
« sont bien changés; la crise où nous sommes
« ne ressemble à aucune de celles dont a triomphé la
« vieille prudence de nos ancêtres. Les principes français
« sont dans toutes les têtes; ils se reproduisent sous toutes les formes;
« c'est un torrent débordé qu'on essaierait

« en vain d'arrêter par la patience, la mo-
« dération et la souplesse. La mesure que
« je vous propose peut seule vous sauver ;
« elle est simple, noble, généreuse. Nous
« pouvons offrir aux Français un contingent
« de 10,000 hommes, en gardant ce qui nous
« est nécessaire pour la défense de nos places
« fortes. Ils auront bientôt pris Mantoue et
« porté la guerre en Allemagne. Les premiers
« pas franchis, tout sera facile, parce que tous
« les partis qui divisent l'état marcheront en-
« semble dans un même esprit ; notre indé-
« pendance sera assurée ; nous sauverons les
« grandes bases de notre constitution. L'Au-
« triche n'a aucune influence sur nos peuples,
« enfin elle n'a pas de flottes, tandis que d'un
« moment à l'autre on peut signaler du Lido la
« flotte de Toulon. »

Cette opinion excita toutes les passions, frappa tous les bons esprits, mais elle ne rallia que peu de suffrages. Les préjugés aristocratiques l'emportèrent sur l'intérêt de la patrie. Cette résolution eût été trop noble pour des hommes dégénérés, incapables de hautes pensées.

§ III.

Le provéditeur Mocénigo reçut Napoléon à Brescia avec magnificence ; il protesta des bons sentiments du sénat pour la France. Des fêtes splendides établirent des liaisons entre les officiers de l'armée et les principales familles. Chaque noble s'efforçait de devenir l'ami particulier d'un général français. A Vérone, le provéditeur Foscarelli imita cet exemple ; mais la fierté de son caractère s'opposait à la dissimulation ; il déguisa mal ses sentiments secrets ; il était un des sénateurs les plus ennemis des idées nouvelles ; il n'avait point osé protester contre l'entrée des Français à Peschiera, parce qu'ils y succédaient aux troupes de Beaulieu ; mais quand ils lui demandèrent les clefs de l'arsenal pour armer les remparts, quand ils se mirent en devoir d'armer les galères, il se plaignit de cette violation de la neutralité de la république. A l'arrivée de Napoléon à Peschiera, ce provéditeur chercha à le dissuader de marcher sur Vérone ; il alla même jusqu'à le menacer d'en faire fermer les portes et de tirer le canon. « Il est trop tard, lui dit le « général, mes troupes y sont entrées, je suis « obligé d'établir ma défense sur l'Adige, pen- « dant le siège de Mantoue. Ce n'est point avec

« 1,500 Esclavons que vous pourriez vous op-
« poser au passage de l'armée autrichienne ; la
« neutralité consiste à avoir même poids et
« même mesure pour chacun. Si vous n'êtes pas
« mes ennemis, vous devez m'accorder ou tolé-
« rer ce que vous avez accordé ou du moins
« toléré à mes ennemis. »

Ces diverses discussions, rapportées au sénat, le décidèrent à rappeler Foscarelli, et à le remplacer par Battaglia, auquel il conféra la dignité de provéditeur-général de toutes les provinces au-delà de l'Adige, Vérone comprise. C'était un homme souple, instruit, de manières douces, et sincèrement attaché à sa patrie, très porté pour la France d'autrefois, et préférant même la France républicaine à l'Autriche. Peu à peu le théâtre de la guerre s'étendit sur la totalité des possessions vénitiennes ; mais ce furent toujours les Autrichiens qui entamèrent de nouveaux territoires. Beaulieu occupa Peschiera et Vérone ; Wurmser se jeta dans Bassano, et traversa Vicence et Padoue ; Alvinzi et l'archiduc Charles occupèrent le Frioul, Palma-Nova, et jusqu'aux limites les plus orientales de la république.

§ IV.

Une grande agitation se manifestait dans la terre ferme ; le mécontentement se propageait avec rapidité. Aux anciennes haines contre l'oligarchie se joignait l'attrait des opinions nouvelles. On regardait généralement l'Italie comme perdue pour les Autrichiens, ce qui devait entraîner la chute de l'aristocratie. Napoléon chercha constamment à modérer ce mouvement, qu'excitait encore l'esprit général de l'armée. Lorsqu'il revint à Tolentino, tout entier à son projet de marcher sur Vienne, il se vit contraint de porter son attention sur cet état de choses qui lui donnait de l'embarras. L'irritation avait été en croissant : Brescia, Bergame étaient en insurrection. Les Fenaroli, les Martinengo, les Lecchi, les Alessandri, étaient à la tête des insurgés ; ils composaient les premières et les plus riches familles. Les municipalités de ces deux villes exerçaient une grande autorité ; elles avaient les caisses, disposaient des revenus, et nommaient aux emplois. Si le lion de Saint-Marc s'y voyait encore, c'était plutôt une déférence pour le général en chef, qu'un acte de soumission à la souveraineté de Venise. C'étaient des déclamations continuelles et violentes contre

les nobles vénitiens, soit dans les conversations, soit par la voie de la presse. On relevait avec aigreur, et par tous les moyens, l'injustice de leur souveraineté : « Où est le droit de Venise, disait-on, de dominer dans nos villes ? « Sommes-nous moins braves, moins éclairés, « moins riches, moins nobles ? » L'orgueil des sénateurs était vivement offensé de voir des sujets, soumis depuis des siècles, oublier l'immense distance qui les séparait, et se comparer à leurs maîtres. Tout annonçait un choc violent. Battaglia, dans ses dépêches au sénat, dissimulait autant qu'il le pouvait les outrages des Bressians, et diminuait aux yeux de ceux-ci la colère et les emportements du sénat. Toujours conciliant, il ne cessait, dans ses nombreux rapports avec le général en chef, de l'intéresser à la république.

§ V.

Il était dangereux de laisser ainsi sur les derrières de l'armée trois millions d'individus livrés au désordre et à l'anarchie. Napoléon ne se dissimulait point qu'il n'avait pas plus d'influence sur les amis de la France que sur le sénat même. Il pouvait maîtriser leurs actions, mais non les empêcher de parler, d'écrire, d'ir-

riter directement le prince, dans une foule de détails d'administration qui lui étaient étrangers. Désarmer les patriotes de Brescia et de Bergame, se déclarer pour le sénat, proscrire les novateurs, en remplir les cachots de Venise, c'eût été s'aliéner à jamais le parti populaire, sans se concilier l'affection de l'aristocratie; et si cette lâche politique eût pu entrer dans ses calculs, elle aurait eu pour résultat infaillible, comme sous Louis XII, de soulever à la fin toute la population contre nous. Décider le sénat à s'allier à la France, à modifier sa constitution, pour satisfaire aux vœux de ses peuples de terre ferme, était le meilleur et le seul parti convenable. Aussi était-ce le but constant des efforts de Napoléon. A chaque nouvelle victoire qu'il remportait, il en renouvelait la proposition, mais toujours inutilement.

Un troisième parti s'offrait aux calculs : c'était de marcher sur Venise, d'occuper cette capitale, d'y opérer par la force les changements politiques que les circonstances rendaient indispensables, et de confier le gouvernement aux partisans de la France; mais on ne pouvait marcher sur Venise tant que le prince Charles serait sur la Piave; il fallait donc commencer par battre l'armée autrichienne, et la chasser de l'Italie; et si l'on obtenait ce

résultat, conviendrait-il alors de perdre le fruit de la victoire, de retarder le passage des montagnes, pour ramener la guerre autour de Venise; ce qui donnerait à l'archiduc le temps de se reconnaître, de se renforcer, et de créer de nouveaux obstacles? C'était sous les murs de Vienne que la paix devait enfin couronner tant de victoires. Venise était d'ailleurs d'une grande force; elle était défendue par ses lagunes, des bâtimens armés et 10,000 Esclavons; maîtresse de l'Adriatique, elle pouvait recevoir de nouvelles troupes; enfin, elle recélait dans son sein la force morale de toutes ces familles souveraines qui seraient appelées à combattre pour leur existence politique. Qui pouvait évaluer le temps que l'armée française serait arrêtée par cette entreprise? Et pour peu que la lutte se prolongeât, de quel effet ne pouvait pas être une vive résistance sur le reste de l'Italie?

Cette nouvelle guerre ne manquerait pas d'éprouver de grandes contradictions à Paris; le sénat y avait un ministre très actif; le corps législatif était en opposition avec le directoire; le directoire lui-même était divisé. Consulté sur la guerre de Venise, il ne répondrait pas, ou il éluderait la question. Si Napoléon, comme il l'avait fait jusque alors, agissait

sans autorisation, on lui reprocherait, à moins d'un succès immédiat, d'avoir violé tous les principes; il n'avait le droit, comme général en chef, que de repousser la force par la force. Entreprendre une guerre nouvelle contre une puissance armée, sans l'ordre de son gouvernement, c'était se rendre coupable de l'usurpation des droits de la souveraineté; et il n'était déjà que trop en butte à la jalousie républicaine.

L'épisode de Venise pouvait devenir l'affaire principale. Napoléon se décida donc à prendre, vis-à-vis des Vénitiens, de simples précautions militaires: il était assuré de Brescia, de Bergame et de toute la rive droite de l'Adige. Il fit occuper les châteaux de Vérone, Saint-Félix, Saint-Pierre, et le vieux palais; ce qui le rendit maître des ponts de pierre. Les troupes employées à l'expédition contre le pape, étaient en marche pour revenir sur l'Adige; elles formeraient une réserve suffisante pour imposer au sénat. Des dispositions furent prises pour que tous les convalescents et tous les blessés qui sortiraient des hôpitaux fussent organisés en bataillons de marche et réunis à la réserve; mais c'était affaiblir d'autant l'armée active.

§ VI.

Napoléon résolut cependant de tenter un nouvel effort. Il voulut avoir un entretien avec Pesaro, qui, dans ce moment, dirigeait toutes les affaires de la république. Pesaro peignit l'état critique de sa patrie, le mauvais esprit des peuples, les plaintes légitimes du sénat; il dit que ces circonstances difficiles exigeaient, de la part du sénat, des mesures fortes et des armements extraordinaires, qui ne devaient causer aucun ombrage aux Français; que le sénat était obligé de faire des arrestations à Venise et dans la terre ferme; qu'il serait injuste de qualifier de rigueurs contre les partisans de la France, ce qui n'était qu'une juste punition de sujets turbulents, qui voulaient renverser les lois de leur pays.

Napoléon convint de la situation critique de Venise; mais sans perdre le temps à en discuter les causes, il aborda la question: « Vous voulez, dit-il, arrêter ce que vous appelez vos ennemis, mais ce que j'appelle mes amis. Vous confiez le pouvoir aux hommes connus par leur haine pour la France; vous levez de nouvelles troupes; que vous reste-t-il à faire pour que la guerre soit déclarée? Et cependant, votre ruine serait entière et immédiate; vainement compteriez-vous sur l'appui

« de l'archiduc ; avant huit jours j'aurai chassé
« ses armées de l'Italie. Il est un moyen de
« sortir votre république de la situation pénible où elle se trouve : je lui offre l'alliance
« de la France ; je lui garantis ses états de
« terre ferme, même son autorité dans Bres-
« cia et dans Bergame ; mais j'exige qu'elle dé-
« clare la guerre à l'Autriche, et fournisse à
« mon armée un contingent de 10,000 hommes
« d'infanterie, 2,000 de cavalerie, et vingt-quatre
« bouches à feu. Je crois qu'il serait convenable
« que l'on inscrivît au livre d'or les principales
« familles de terre ferme ; cependant je n'en
« fais pas une condition *sine quâ non*. Retour-
« nez à Venise, faites délibérer le sénat, et venez
« signer un traité qui seul peut sauver votre
« patrie. » Pesaro convint de la sagesse de ce
projet ; il partit pour Venise, promettant de
revenir avant quinze jours.

Au 11 mars, l'armée française se mit en mouvement pour passer la Piave. Aussitôt que cette nouvelle parvint à Venise, l'ordre fut expédié d'arrêter à Bergame, et de traduire devant le conseil des Dix, quatorze des principaux habitants de cette ville. Les chefs du parti patriote, prévenus à temps par un commis vénitien qui leur était dévoué, interceptèrent le courrier, arrêtrèrent le provéditeur lui-même, levèrent

l'étendard de la révolte, et proclamèrent la liberté de Bergame. Les députés qu'ils envoyèrent au quartier-général français, l'atteignirent sur le champ de bataille du Tagliamento. Cet événement contraria Napoléon, mais il était sans remède. Déjà les Bergamasques s'étaient fédérés avec Milan, capitale de la république lombarde, et Bologne, capitale de la Transpadane. La même révolution s'opéra peu de jours après à Brescia : les deux mille Esclavons qui s'y trouvaient furent désarmés ; le provéditeur Battaglia fut respecté, mais renvoyé à Vérone. Le général vénitien Fioraventi se porta contre les insurgés, occupa Salo et menaça Brescia ; le général milanais Lahoz marcha à sa rencontre, le battit et le chassa de Salo.

Pesaro revint, comme il l'avait promis, au quartier-général ; il le joignit à Goritzia. L'archiduc avait été battu sur le Tagliamento. Palma-Nova avait ouvert ses portes ; les couleurs françaises flottaient sur Tarwis au-delà de l'Isonzo, et sur le sommet des Alpes juliennes : « Ai-je tenu parole ? lui dit Napoléon. Le terri-
« toire vénitien est couvert de mes troupes ; les
« Autrichiens fuient devant moi. Dans peu de
« jours je serai en Allemagne. Que veut votre
« république ? Je lui ai offert l'alliance de la
« France ; l'accepte-t-elle ?

« Venise, répondit Pesaro, se réjouit de vos
« triomphes ; elle sait qu'elle ne peut exister
« que par la France ; mais, fidèle à son antique
« et sage politique, elle veut rester neutre. Sous
« Louis XII, sous François I^{er}, ses armées pou-
« vaient être de quelque poids sur le champ
« de bataille. Aujourd'hui que des populations
« entières sont sous les armes, quel cas pouvez-
« vous faire de nos secours ? »

Napoléon fit un dernier effort, il échoua, et lui dit en le congédiant : « Eh bien ! puisque
« votre république veut rester neutre, j'y con-
« sens ; mais qu'elle cesse ses armemens. Je
« laisse en Italie des forces suffisantes pour y
« être le maître. Je marche sur Vienne. Ce que
« j'eusse pardonné à Venise quand j'étais en
« Italie, serait un crime irrémissible dès que je
« serai en Allemagne. Si mes soldats étaient
« assassinés, mes convois inquiétés, mes com-
« munications interrompues sur le territoire
« vénitien, votre république cesserait d'exister :
« elle aurait prononcé sa sentence. »

§ VII.

Le général Kerpen avait imité le mouvement du général Joubert, qui, le 20 mars, s'était mis en opération ; il avait abandonné le Tyrol,

et s'était porté, par Salzbourg et Rottenmann, dans la vallée de la Muer, où il espérait rejoindre l'archiduc ; mais, prévenu à Scheifling par la rapidité de la marche des Français, il repassa les montagnes, et n'opéra sa jonction que dans la plaine de Vienne. Le général Laudon, laissé par lui à la garde du Tyrol avec seulement 2,000 hommes de troupes de ligne, parvint à réorganiser 10,000 hommes de milices tyroliennes qui, découragées par tant de défaites, s'étaient dispersées. Ce renfort lui donna une grande supériorité numérique sur le petit corps d'observation auquel Joubert avait ordonné de couvrir la route de Trente. Le général Servièz avait environ 1,200 hommes ; il évacua les deux rives du Lawis à l'approche de l'ennemi, et se retira sur le Montebaldo. Laudon occupa Trente. Maître de tout le Tyrol, il inonda l'Italie de proclamations ; il répandit à Venise, à Rome, à Turin, à Naples, la nouvelle des défaites des Français : « Le Tyrol avait été le tombeau des
« troupes de Joubert ; — Napoléon avait été battu
« sur le Tagliamento ; — les armées impériales
« avaient remporté de brillantes victoires sur
« le Rhin ; — il débouchait de Trente en Italie
« avec 60,000 hommes, pour couper toute re-
« traite aux débris de l'armée que l'archiduc
« poursuivait ; enfin, il appelait aux armes et

« à la révolte, contre les Français, Venise et toute l'Italie. »

A ces nouvelles, l'oligarchie vénitienne ne garda plus de mesures. Le ministre de France fit de vains efforts pour démontrer au sénat l'abîme qu'il creusait sous ses pas; il désavoua les prétendus désastres de Joubert dans le Tyrol, ceux, tout aussi faux, des armées de Sambret-Meuse et du Rhin; il prouva qu'elles n'avaient point encore commencé les hostilités; il alla jusqu'à donner communication du plan de campagne d'où il résultait que l'abandon du Tyrol par Joubert était un mouvement combiné; qu'il marchait par la Carinthie sur le Pustertal, et que, loin d'être perdu, il avait atteint son but. Pesaro n'ajouta aucune foi à ces communications; il désirait trop vivement les désastres des Français. De son côté, la cour de Vienne ne négligeait aucun moyen pour exalter les passions des ennemis de la France. Il était essentiel pour elle d'organiser des insurrections sur les derrières de l'armée.

Le corps de réserve laissé à Palma-Nova, la garnison d'Osopo, et la prudence du provéditeur Mocénigo (1), maintinrent le Frioul; peut-être aussi les habitants, qui se trouvaient plus

(1) Ce n'est pas celui qui avait été provéditeur à Brescia.

près du théâtre des opérations, furent-ils mieux instruits de l'état des choses.

La levée en masse du Véronais était organisée de longue main : plus de trente mille paysans avaient reçu des armes, et n'attendaient que le signal du massacre; 3,000 hommes de troupes vénitiennes et esclavonnes avaient été envoyés à Vérone pour y tenir garnison. Le provéditeur Émili, dévoué au sénat, s'aboucha avec Laudon; il lui fit connaître la faiblesse de la garnison française, et, dès qu'il se crut assuré de l'assistance des troupes autrichiennes, il donna le signal de la révolte. Le 17 avril, jour de la seconde fête de Pâques, après vêpres, le tocsin sonna; l'insurrection éclata à la fois dans la ville et dans la campagne; partout les Français furent massacrés; la fureur du peuple alla jusqu'à égorger 400 malades dans les hôpitaux. Le général Balland se renferma dans les châteaux avec la garnison. L'artillerie des forts, dont il dirigea le feu contre la ville, détermina les autorités véronaises à demander à parlementer; mais la furie populaire s'y opposa. Un renfort de 2,000 Esclavons, envoyés de Vicence par le provéditeur Foscarini, et l'approche des troupes du général autrichien Neiperg, ajoutèrent encore à la démence du peuple, qui se vengea du mal

que le bombardement faisait dans la ville, en égorgant la garnison de la Chiusa, déjà contrainte à capituler devant la levée en masse des montagnards.

Le général Kilmaine, commandant supérieur de la Lombardie, fit ses dispositions pour délivrer le général Balland, au premier avis qu'il reçut de l'insurrection du Véronais. Le 21, ses premières colonnes parurent sous Vérone. Les généraux Chabran, Lahoz, Chevalier, livrèrent plusieurs combats, et réussirent à investir Vérone dans la journée du 22. Le 23, la signature des préliminaires de paix avec l'Autriche fut connue des insurgés, en même temps que l'annonce de l'arrivée de la division Victor qui accourait de Trévis. L'alarme se répandit parmi eux; leur abattement fut égal à ce qu'avait été leur fureur; ils demandèrent à capituler; ils acceptèrent, à genoux, les conditions que leur imposa le général Balland; ils livrèrent des otages, et tout rentra dans l'ordre.

Les Français avaient de terribles représailles à exercer: le sang de leurs frères d'armes, indignement égorgés, coulait encore dans les rues; cependant aucune vengeance n'en fut tirée; trois habitants seulement furent livrés aux tribunaux; on opéra un désarmement général, et l'on renvoya les paysans dans leur villages.

L'oligarchie, non moins aveuglée à Venise, laissa massacrer sous ses yeux l'équipage d'un corsaire français, qui, chassé par une frégate autrichienne, se réfugia sous les batteries du Lido. Le ministre de France protesta contre cette violation du droit des gens, et demanda justice des assassins. Le sénat se rit et de ses représentations et de ses menaces; il rendit un décret, par lequel il accordait des récompenses à ceux de ses satellites qui avaient pris part au massacre du capitaine Laugier et de ses matelots.

§ VIII.

Dès que Napoléon fut instruit du désordre et des meurtres qui se commettaient sur les derrières de l'armée, il envoya à Venise l'aide-camp Junot, et le chargea de présenter au sénat la lettre suivante, datée de Judembourg, 9 avril : « Dans toute la terre ferme les sujets de
 « la sérénissime république sont sous les armes;
 « leur cri de ralliement est *mort aux Français!*
 « Le nombre des soldats d'Italie qui ont été
 « leurs victimes se monte déjà à plusieurs cen-
 « taines. Vous affectez en vain de désavouer des
 « attroupements que vous-mêmes avez formés.
 « Croyez-vous donc, parce que je suis éloigné
 « et au cœur de l'Allemagne, que je n'aurai pas
 « le pouvoir de faire respecter les soldats du pre-

« mien peuple du monde ? Pensez-vous que les
« légions d'Italie puissent laisser impunis les as-
« sassins couverts du sang de nos frères d'ar-
« mes ? Il n'est pas un Français qui, chargé de
« remplir cette vengeance, ne sente tripler son
« courage et ses moyens... Vous seriez-vous ima-
« giné être encore au siècle de Charles VIII ? Mais
« les esprits ont depuis ce temps bien changé en
« Italie!!! »

Junot eut ordre de lire lui-même cette lettre au sénat, et d'exprimer toute l'indignation du général en chef; mais déjà la terreur était dans Venise; le prestige était dissipé. On savait que les armées du Rhin n'avaient point commencé les hostilités; que Joubert était à Villach avec son corps d'armée; que Victor arrivait devant Vérone; que déjà les Français marchaient sur les lagunes; qu'enfin Napoléon, victorieux dans tous les combats, avait porté l'épouvante jusque dans Vienne; qu'il venait d'accorder une suspension d'armes à l'archiduc, et que l'empereur lui avait envoyé demander la paix.

Le ministre de France Lallement présenta Junot au sénat; celui-ci remplit sa mission avec toute la franchise et la rudesse d'un soldat. Le sénat s'humilia; il chercha à s'excuser. Les amis de la liberté levèrent la tête, et sentirent le moment de leur triomphe. Une

députation de sénateurs fut envoyée à Gratz, au général en chef, pour offrir toutes les réparations qu'il désirerait; elle avait l'instruction particulière de corrompre tout ce qui pourrait avoir du crédit sur lui; mais tout fut inutile.

Au même instant, le sénat expédia courriers sur courriers à Paris, et mit des sommes considérables à la disposition de son ministre, dans l'espoir de gagner les meneurs du directoire, et de faire donner au général d'Italie des ordres propres à sauver l'aristocratie. Cette marche d'intrigue réussit à Paris : la distribution de dix millions de lettres de change valut au ministre de Venise l'expédition des ordres qu'il sollicitait; mais ces ordres ne se trouvèrent pas revêtus de toutes les formes légales. Des dépêches interceptées à Milan mirent Napoléon à même de déjouer cette intrigue; il eut entre les mains l'état des sommes distribuées à Paris; il annula tout, de son autorité.

Le 3 mai, il publia, de Palma-Nova, sa déclaration de guerre à la république de Venise, la fondant sur le principe de repousser la force par la force; son manifeste était conçu en ces termes :

« Pendant que l'armée française est engagée
« dans les gorges de la Styrie et a laissé loin
« derrière elle l'Italie et ses principaux établis-

« sements, où il ne reste qu'un petit nombre
« de bataillons, voici la conduite que tient le
« gouvernement de Venise :

« Il profite de la semaine sainte pour armer
« quarante mille paysans, y joint dix régiments
« d'Esclavons, les organise en différents corps
« d'armée, et les poste à différents points pour
« intercepter les communications de l'armée.
« Des commissions extraordinaires, des fusils,
« des munitions de toute espèce, des canons,
« sortent de Venise même, pour achever l'orga-
« nisation des différents corps. L'on fait arrêter
« en terre ferme tous ceux qui nous ont ac-
« cueillis ; l'on comble de bienfaits et de toute
« la confiance du gouvernement tous ceux à qui
« on connaît une haine furibonde contre le nom
« français, et spécialement les quatorze conspi-
« rateurs de Vérone, que le provéditeur Priuli
« avait fait arrêter, il y a trois mois, comme
« convaincus d'avoir comploté l'égorgement
« des Français.

« Sur les places, dans les cafés et autres lieux
« publics de Venise, l'on insulte les Français, les
« appelant jacobins, régicides, athées ; ils sont
« enfin chassés de la ville, et défense leur est
« faite d'y rentrer.

« L'on ordonne au peuple de Padoue, Vicence,
« Vérone, de courir aux armes, et de seconder

« les différents corps d'armée, et de commencer
« enfin ces nouvelles vêpres siciliennes. Il nous
« appartenait, disent les officiers vénitiens, de
« vérifier le proverbe que l'*Italie est le tombeau*
« *des Français*. Les prêtres, en chaire, prêchent
« la croisade ; et les prêtres, dans l'état de Ve-
« nise, ne disent jamais que ce que veut le gou-
« vernement. Des pamphlets, des proclamations
« perfides, des lettres anonymes, sont imprimés
« dans différentes villes, et commencent à faire
« fermenter toutes les têtes ; et, dans un état où
« la liberté de la presse n'est pas permise, dans
« un gouvernement aussi craint que secrète-
« ment abhorré, les imprimeurs n'impriment,
« les auteurs ne composent que ce que veut le
« sénat.

« Tout sourit d'abord au projet perfide du
« gouvernement ; le sang français coule de toutes
« parts. Sur toutes les routes, on intercepte les
« convois, les courriers, et tout ce qui tient à
« l'armée.

« A Padoue, un chef de bataillon et deux
« autres Français sont assassinés ; à Castiglione
« di Mori, des soldats sont désarmés et assas-
« sinés ; sur les grandes routes de Mantoue à
« Legnago, de Cassano à Vérone, les Français
« ont plus de 200 hommes assassinés.

« Deux bataillons, voulant joindre l'armée,

« rencontrent à Chiari une division vénitienne
« qui veut s'opposer à leur passage. Un combat
« opiniâtre d'abord s'engage , et nos braves sol-
« dats se font passage sur les cadavres de leurs
« ennemis. A Valeggio, il y a un autre combat ;
« à Desenzano, il faut encore se battre : les
« Français sont partout peu nombreux, mais ils
« sont accoutumés à ne pas compter le nombre
« de leurs ennemis.

« La seconde fête de Pâques , au son de la
« cloche , tous les Français sont assassinés dans
« Vérone ; on ne respecte ni les malades dans les
« hôpitaux ; ni ceux qui , en convalescence , se
« promènent dans les rues ; ils sont jetés dans
« l'Adige , après avoir été percés de mille coups
« de stylet. Plus de 400 soldats sont ainsi mas-
« sacrés. Pendant huit jours, l'armée vénitienne
« assiège les trois châteaux de Vérone : les ca-
« nons qu'elle met en batterie lui sont enlevés
« à la baïonnette ; le feu est mis dans la ville ; et
« le corps d'observation , qui arrive sur ces en-
« trefaites , met ces lâches dans une déroute com-
« plète , en faisant 3,000 prisonniers , parmi les-
« quels plusieurs généraux.

« La maison du consul français à Zante est
« brûlée. Dans la Dalmatie , un vaisseau de
« guerre vénitien prend sous sa protection un
« convoi autrichien , et tire plusieurs boulets

« contre la corvette *la Brune*. *Le Libérateur*
« *d'Italie*, bâtiment de la république, ne por-
« tant que trois à quatre petites pièces de ca-
« non, est coulé à fond dans le port de Venise,
« et par ordre du sénat. Le jeune et intéressant
« Laugier, lieutenant de vaisseau, commandant
« ce bâtiment, dès qu'il se voit attaqué par le
« feu du fort et de la galère amirale, n'étant
« éloigné de l'un et de l'autre que d'une portée
« de pistolet, ordonne à son équipage de se
« mettre à fond de cale. Lui seul il monte sur
« le tillac, au milieu d'une grêle de mitraille,
« et cherche, par ses discours, à désarmer la
« fureur de ces assassins ; mais il tombe roide
« mort. Son équipage se jette à la nage, et est
« poursuivi par six chaloupes montées par des
« troupes soldées par la république de Venise,
« qui tuent à coups de hache plusieurs matelots
« qui cherchent leur salut dans la haute mer. Un
« contre-maître, blessé de plusieurs coups, affai-
« bli, faisant sang de tous côtés, a le bonheur de
« prendre terre et de s'accrocher à un morceau
« de bois touchant au château du port, mais
« le commandant lui-même lui coupe le poi-
« gnet d'un coup de hache.

« Vu les griefs ci-dessus, et autorisé par le
« titre XII, article 328 de la constitution de la
« république, et vu l'urgence des circonstances,

« le général en chef requiert le ministre de France
« près de la république de Venise, de sortir de
« ladite ville;

« Ordonne aux différents agents de la répu-
« blique de Venise, dans la Lombardie et dans
« la terre ferme vénitienne, de l'évacuer sous
« vingt-quatre heures;

« Ordonne aux différents généraux de division
« de traiter en ennemis les troupes de la répu-
« blique de Venise; de faire abattre, dans toutes
« les villes de la terre ferme, le lion de Saint-Marc:
« chacun recevra, à l'ordre du jour de demain ,
« une instruction particulière pour les opéra-
« tions militaires ultérieures. »

A la lecture de ce manifeste, les armes tombèrent des mains des oligarques, qui ne songèrent plus à se défendre. Le grand-conseil de l'aristocratie se démit, et rendit la souveraineté au peuple; une municipalité en fut dépositaire. Ainsi ces familles si fières, si long-temps ménagées, auxquelles une alliance avait été proposée avec tant de bonne foi, tombèrent sans opposer aucune résistance. Elles sollicitèrent en vain, dans leurs angoisses, la cour de Vienne; elles lui demandèrent inutilement de les comprendre dans la suspension d'armes et dans les négociations de la paix. Cette cour fut sourde à toutes leurs instances: elle avait ses vues.

§ IX.

Le 16 mai, Baraguay-d'Hilliers entra dans Venise, appelé par les habitants que menaçaient les Esclavons. Il occupa les forts, les batteries, et planta le drapeau tricolore sur la place Saint-Marc. Le parti de la liberté se réunit aussitôt en assemblée populaire. L'aristocratie fut à jamais détruite ; la constitution démocratique de 1200 fut proclamée ; Dandolo , homme d'un caractère vif, chaud, enthousiaste pour la liberté, fort honnête homme, avocat des plus distingués, se mit à la tête de toutes les affaires de la ville.

Le lion de Saint-Marc et les chevaux de Corinthe furent transportés à Paris. La marine vénitienne se composait de douze vaisseaux de 64, et d'autant de frégates et de corvettes. Ils furent équipés et envoyés à Toulon.

Corfou était un des points les plus importants de la république : le général Gentili, celui qui avait repris la Corse, s'y rendit avec quatre bataillons et quelques compagnies d'artillerie, à bord d'une escadre formée de vaisseaux vénitiens. Il prit possession de cette place, la véritable clef de l'Adriatique, ainsi que des cinq autres îles Ioniennes, Zante, Cerigo,

Céphalonie , Sainte-Maure (l'ancienne Ithaque), etc.

Pesaro fut couvert de l'animadversion générale : il avait perdu son pays ; il se sauva à Vienne. Battaglia regretta sincèrement la perte de sa patrie : blâmant depuis long-temps la marche que le sénat suivait, il n'avait que trop prévu cette catastrophe. Il mourut, à quelque temps de là, regretté des gens de bien. Si on l'eût écouté, Venise eût été sauvée. Le doge Manini tomba frappé de mort, en prêtant son serment à l'Autriche, entre les mains de Morosini devenu commissaire de l'empereur.

§ X.

A la réception de l'ordre du jour qui déclarait la guerre à Venise, toute la terre ferme se souleva contre la capitale. Chaque ville proclama son indépendance et se constitua un gouvernement. Bergame, Brescia, Padoue, Vicence, Bassano, Udine, formèrent autant de républiques séparées. C'est par ce système qu'avaient commencé les républiques cispadane et transpadane. Elles adoptèrent les principes de la révolution française ; elles abolirent les couvents, mais respectèrent la religion et les propriétés des prêtres séculiers, constituèrent des

domaines nationaux, supprimèrent les privilèges féodaux. L'élite de la noblesse et des grands propriétaires se réunit en escadrons de hussards et de chasseurs, sous le titre de garde d'honneur; les classes inférieures formèrent des bataillons de garde nationale. Les couleurs de ces nouvelles républiques furent celles d'Italie.

Malgré l'extrême vigilance de Napoléon pour empêcher les abus et les dilapidations, il y en eut, en ce moment, plus qu'à aucune autre époque de cette guerre. Le pays était partagé entre deux factions très animées; les passions y étaient plus ardentes et plus audacieuses. Lors de la reddition de Vérone, le mont-de-piété de cette ville, riche d'environ sept à huit millions, fut dépouillé. Le commissaire des guerres Bouquet et le colonel de hussards Landrieux furent accusés d'être les auteurs de ce vol, qui portait un caractère d'autant plus révoltant, qu'il avait été précédé et suivi d'autres crimes, nécessaires pour le tenir caché. Tout ce qu'on retrouva dans les maisons des prévenus fut restitué à la ville, dont la perte néanmoins resta très considérable.

Le général Bernadotte porta à Paris les drapeaux pris sur les troupes vénitiennes, et le reste de ceux qui avaient été pris à Rivoli et en Alle-

magne à l'armée du prince Charles. Il présenta ces trophées au directoire , peu de jours avant le 18 fructidor.

Ces fréquentes présentations de drapeaux étaient dans ce moment fort utiles au gouvernement : cette manifestation de l'esprit des armées confondait et faisait trembler les mécontents.



CHAPITRE IX.

NÉGOCIATIONS DE 1797.

Quartier-général de Montebello. — Négociations avec la république de Gènes. — Avec le roi de Sardaigne. — Avec le pape. — Avec le duc de Parme. — Avec la Toscane. — Avec Naples. — Républiques cispadane et transpadane; elles forment la république cisalpine. — Négociations avec les Grisons de la Valteline.

§ 1^{er}.

Montebello est un château situé à quelques lieues de Milan, sur une colline qui domine toute la plaine de la Lombardie. Le quartier-général français y séjourna pendant les mois de mai et de juin. La réunion des principales dames de Milan, qui s'y rendaient journellement pour faire leur cour à Joséphine; la présence des ministres d'Autriche, du pape, des rois de Naples et de Sardaigne, des républiques de Gènes et de Venise, du duc de Parme, des cantons

suisses, de plusieurs princes d'Allemagne; le concours de tous les généraux, des autorités de la république cisalpine, des députés des villes; le grand nombre de courriers de Paris, de Rome, de Naples, de Vienne, de Florence, de Venise, de Turin, de Gênes, qui arrivaient et partaient à toute heure; le train de vie enfin de ce grand château, le fit appeler par les Italiens *la Cour de Montebello*; c'était en effet une cour brillante. Les négociations de la paix avec l'empereur, les affaires politiques d'Allemagne, le sort du roi de Sardaigne, de la Suisse, de Venise, de Gênes, s'y réglaient. La cour de Montebello fit plusieurs voyages au lac Majeur, aux îles Borromées, au lac de Côme; elle séjourna dans les différentes maisons de campagne qui environnent ces lacs. Chaque ville, chaque village, voulait se distinguer et donner une marque d'hommage et de respect au *libérateur de l'Italie*. Le corps diplomatique était frappé de tout ce qu'il voyait.

Le général Serrurier porta les derniers drapeaux pris à l'archiduc Charles; il les présenta au directoire. « Cet officier, écrivait
« Napoléon, a déployé, dans les deux der-
« nières campagnes, autant de talent que de
« civisme; c'est sa division qui a remporté la
« victoire à Mondovi, si puissamment contri-

« bué à celle de Castiglione, et pris Mantoue.
« Elle s'est distinguée au passage du Taglia-
« mento, au passage de l'Isonzo, et spéciale-
« ment à la prise de Gradisca. Le général Ser-
« rurier est sévère pour lui-même, il l'est
« quelquefois pour les autres; ami rigide de
« la discipline, de l'ordre et des vertus les
« plus nécessaires au maintien de la société,
« il dédaigne l'intrigue; ce qui lui a fait des
« ennemis parmi ces hommes toujours prêts
« à accuser d'incivisme ceux qui veulent que
« l'on soit soumis aux lois. Je crois qu'il
« serait très propre à commander les troupes
« de la république cisalpine. Je vous prie de
« le renvoyer le plus tôt possible à son poste. »
Serrurier fut distingué à Paris : la franchise
de son caractère y plut généralement. Il fit
un voyage dans le département de l'Aisne, son
pays. Il avait toujours été très modéré sur les
principes de la révolution, mais à son retour
de France il se montra fort chaud et très
prononcé pour la république, tant il était in-
digné du mauvais esprit qu'il avait remarqué.

Au moment où l'armée française entra à
Venise, le comte d'Entraigues s'échappa de
cette ville. Il fut arrêté sur la Brenta par les
troupes de la division Bernadotte, et en-
voyé au quartier-général à Milan. Le comte

d'Entraigues était du Vivarais. Député de la noblesse à la constituante, il fut ardent patriote en 88 et 89; mais dans le commencement de l'assemblée (neveu de M. de Saint-Priest) il changea de parti, émigra, fut un des principaux agents de l'étranger et un véritable entremetteur d'intrigues. Il était à Venise depuis deux ans, attaché en apparence à la légation anglaise, mais de fait ministre de la contre-révolution, et se plaçant à la tête de tous les complots d'espionnage et d'insurrection contre l'armée française. Il était soupçonné d'avoir une grande part dans les massacres de Vérone. Les généraux Berthier et Clarke firent le dépouillement de son portefeuille, dressèrent un procès-verbal de toutes les pièces, les paraphèrent et les envoyèrent à Paris. En réponse, le gouvernement français ordonna que d'Entraigues fût traduit devant une commission militaire, pour être jugé selon les lois de la république; mais, dans l'intervalle, il avait intéressé Napoléon, qui l'avait vu plusieurs fois. Comprenant tout le danger de sa position, il s'attacha à plaire à celui qui était le maître de son sort, lui parla sans réserve, lui découvrit toutes les intrigues d'alors, et compromit son parti plus qu'il n'était obligé de le faire. Il réussit : il obtint d'ha-

biter dans la ville, sur parole et sans garde. A quelque temps de là, on le laissa se sauver en Suisse. On faisait si peu d'attention à lui, que ce ne fut que six ou sept jours après son départ de Milan, que l'on s'aperçut qu'il avait violé sa parole. Bientôt on lut une espèce de pamphlet qu'il répandit dans toute l'Allemagne et en Italie, contre son bienfaiteur. Il y peignait l'horrible cachot dans lequel il avait été enfermé, les tourments qu'il avait soufferts, l'audace qu'il avait déployée, et les dangers qu'il avait courus pour en sortir. L'indignation fut extrême à Milan, où on l'avait vu dans toutes les sociétés, aux promenades, aux spectacles, jouissant de la plus grande liberté. Plusieurs membres du corps diplomatique partagèrent l'indignation publique, et publièrent à cet effet des déclarations.

§ II.

La république de Gènes, pendant les trois guerres des successions d'Espagne, de Parme et d'Autriche, avait fait partie des masses belligérantes; ses petites armées marchèrent alors avec les armées des couronnes de France et d'Espagne. En 1747, le peuple avait chassé de Gènes la garnison autrichienne, commandée

par le marquis de Botta; et depuis il avait soutenu un siège long et opiniâtre contre les armées de Marie-Thérèse. Dans le XVIII^e siècle, Gènes entretint une guerre meurtrière contre la Corse. Les haines nationales donnaient lieu à des escarmouches continuelles entre les Piémontais et les Génois. Cette suite et ce concours d'événements militaires avaient entretenu parmi les citoyens de cette république, si faible par sa population et l'étendue de son territoire, un foyer d'énergie qui lui donnait une tout autre consistance que n'avait la république de Venise. Aussi l'aristocratie génoise avait-elle fait tête à l'orage; elle s'était maintenue libre et indépendante; elle ne s'était laissé imposer ni par les coalisés, ni par la France, ni par le parti populaire; elle avait conservé dans toute sa pureté la constitution qu'André Doria lui avait donnée au XVI^e siècle

Mais la proclamation de l'indépendance des républiques cispadane et transpadane, l'abdication de l'aristocratie de Venise, l'établissement d'un gouvernement populaire dans tout le pays vénitien, l'enthousiasme qu'inspiraient les victoires des Français, accrurent tellement la prépondérance du parti populaire, qu'un changement dans la constitution devenait indispensable. La France croyait ne pouvoir ac-

corder aucune confiance à l'aristocratie ; mais il était à désirer que la révolution s'opérât sans son intervention patente, et par les seuls effets de la marche et de la force de l'opinion publique. Faypoult, ministre de France à Gênes, était un homme éclairé, modéré dans ses principes, d'un caractère faible ; ce qui avait de l'avantage dans la situation des choses, puisqu'il contenait plutôt qu'il n'excitait l'exaltation du parti révolutionnaire.

Les hommes qui observaient la marche de ces événements, en calculaient l'issue pour la fin d'août ; ils ne pensaient pas que l'aristocratie pût prolonger sa résistance au-delà de ce terme. Les révolutionnaires du club Morandi, impatientes de la marche lente de la révolution, et peut-être aussi excités par des agents secrets de Paris, rédigèrent une pétition et demandèrent l'abdication de l'aristocratie et la proclamation de la liberté. Une députation l'apporta au doge, qui ne se montra pas éloigné de donner satisfaction au vœu populaire ; il nomma même une junte de neuf personnes, dont quatre plébéiens, pour lui proposer des changements à la constitution.

Les trois inquisiteurs d'état ou censeurs suprêmes, chefs de l'oligarchie et ennemis de la France, voyaient avec douleur cet état de cho-

ses. Convaincus eux-mêmes que l'aristocratie n'avait que peu de mois d'existence, s'ils laissaient courir les événements et ne se procuraient pas les moyens de les maîtriser, ils cherchèrent dans le fanatisme un auxiliaire qui leur donnât les corporations inférieures. S'ils parvenaient à exalter les charbonniers et les portefaix, ils acquéraient un appui suffisant pour tenir en respect toutes les classes de citoyens. Ils employèrent le confessionnal, la chaire, les prédications dans les places et dans les carrefours, les miracles, l'exposition du Saint-Sacrement, même les prières de quarante heures, pour demander à Dieu d'éloigner de la république l'orage qui la menaçait; mais, par cette conduite imprudente, ils attirèrent la foudre qu'ils voulaient éviter. De leur côté, les Morandistes s'agitaient: ils déclamaient, imprimaient, agitaient le peuple par mille moyens contre les nobles et les prêtres, et faisaient des prosélytes. Bientôt ils jugèrent le moment favorable et s'armèrent. Le 22 mai, à dix heures du matin, ils s'emparèrent des principales portes, spécialement de celles de Saint-Thomas, de l'Arsenal et du port. Les inquisiteurs, alarmés, donnèrent le signal aux charbonniers et aux portefaix, qui, conduits par leurs syndics, se portèrent aux cris de *Viva*

Maria au magasin d'armes et se déclarèrent pour l'aristocratie. En peu d'heures 10,000 hommes se trouvèrent ainsi armés et organisés pour la défense du prince. Le ministre de France, effrayé de leurs vociférations contre les jacobins et les Français, se rendit au palais, et s'entremet pour concilier ces partis extrêmes. A la vue des préparatifs de l'oligarchie et de ce grand nombre de ses défenseurs, les patriotes pressentaient leur faiblesse ; ils avaient compté sur le secours de la bourgeoisie : si elle s'était déclarée en leur faveur, elle aurait fait pencher la balance de leur côté ; mais intimidée par la furie des charbonniers, elle se renferma dans ses maisons. Les patriotes, ainsi trompés dans leur attente, ne virent plus d'autre moyen de salut que d'arborer la cocarde française, espérant par là imposer aux oligarques, ce qui faillit être funeste aux familles françaises établies à Gênes. De tous côtés on en vint aux armes ; partout les patriotes furent battus et chassés de leurs postes. La nuit du 23 au 24, ils conservèrent la possession de la porte de Saint-Thomas. Mais ils la perdirent à la pointe du jour du 24. L'oligarchie triomphante ordonna que la cocarde génoise fût portée par tout le monde ; elle toléra le pillage des maisons des Français ; plusieurs d'entre eux furent traînés dans les cachots. Si le

ministre Faypoult ne fut pas insulté, c'est que le doge lui envoya une garde d'honneur de 200 hommes. Le commissaire de marine Ménard, homme sage et qui était fort étranger aux troubles, fut traîné par les cheveux jusqu'au fort de la Lanterne ; la maison du consul Lachaise fut pillée ; tout ce qui était français dut se soustraire aux insultes et aux poignards. La bourgeoisie était indignée, mais n'osait rien entreprendre, dans la crainte des vainqueurs. Du 23 au 29, le ministre Faypoult présenta plusieurs notes à ce sujet ; il n'eut de satisfaction sur aucune. Sur ces entrefaites, l'amiral Brueys, avec deux vaisseaux et deux frégates, revenant de Corse, se présenta en vue du port. Le doge s'opposa à l'entrée de cette escadre, sous prétexte que sa présence irriterait la populace, et qu'elle se livrerait à toutes sortes d'excès contre les maisons françaises. Faypoult eut la faiblesse de condescendre à cette mesure : il envoya l'ordre à Brueys de gagner Toulon.

Lorsque les hommes modérés observèrent, dans le sénat, combien cette conduite était imprudente, les oligarques répondirent que les Français, occupés à négocier avec l'Autriche, n'oseraient pas faire marcher un corps d'armée contre Gênes ; que l'opinion qui dominait à Paris était d'ailleurs contraire aux idées démo-

cratiques; qu'on savait que Napoléon même désapprouvait les principes du club Morandi, et qu'il y penserait à deux fois avant de s'exposer au blâme de son gouvernement et du parti de Clichy, qui dominait la législation.

Toutes ces fallacieuses espérances furent déjouées. Aussitôt que Napoléon fut instruit des événements qui venaient de se passer, et qu'il apprit que le sang français avait coulé, il expédia à Gênes son aide-de-camp Lavalette; il exigea du doge que tous les Français qui étaient arrêtés fussent remis sur-le-champ à la disposition du ministre de France, les charbonniers et les portefaix désarmés, les inquisiteurs arrêtés; déclarant en même temps que les têtes des patriciens lui répondaient des têtes des Français, comme tous les magasins et propriétés de la république lui répondaient de leurs propriétés. Il prescrivit au ministre Faypoult de quitter Gênes, et de se rendre à Tortone avec tous les Français qui voudraient le suivre, si dans les vingt-quatre heures ces dispositions n'étaient point exécutées. L'aide-de-camp Lavalette arriva à Gênes le 29 mai, à quatre heures après midi; à six heures, il fut introduit au sénat, qui, après avoir écouté son discours et pris connaissance de la lettre au doge, promit de répondre le soir même. En effet, les Français

furent immédiatement mis en liberté et conduits à l'hôtel de l'ambassade, au milieu d'un concours immense de peuple, qui leur témoigna de l'intérêt. La bourgeoisie et le véritable peuple, encouragés par la démarche de Napoléon, qui les assurait de sa protection, se réveillèrent, et demandèrent à grands cris le désarmement des sicaires de l'oligarchie. Dans la soirée même, 4,000 fusils rentrèrent à l'arsenal. Les discussions furent vives au petit conseil; l'aristocratie s'y trouva en minorité. Une division de troupes françaises arrivait à Tortone. Gênes, assiégée par terre et par mer, eût été promptement réduite à l'obéissance; il est même probable que la vue des troupes françaises eût été suffisante pour donner à la bourgeoisie et à la masse du tiers-état la force de secouer le joug de l'aristocratie.

Cependant la réponse du sénat ne fut pas satisfaisante : c'était un *mezzo termine*. Faypoult se décida à partir. Lavalette dut rester à Gênes pour protéger les Français. Sur la demande des passe-ports du ministre de France, le doge assembla le sénat, qui seul était autorisé à les délivrer. Il prit en grande considération la position où allait se trouver la république. Après quelques discussions, il adopta la résolution d'adhérer sincèrement aux vues du général en

chef; il fut arrêté 1^o qu'une députation, composée de MM. Cambiaso, doge, Serra et Carbonari, se rendrait de suite à Montebello; 2^o que les trois inquisiteurs seraient mis en état d'arrestation; 3^o que les charbonniers et les portefaix seraient désarmés.

Cette résolution retint le ministre Faypoult à son poste; ce qui calma les inquiétudes du peuple. Les charbonniers et les portefaix, qui n'avaient agi que par l'ordre du prince, et qui en réalité n'avaient aucun intérêt dans cette affaire, devinrent fort dociles aussitôt qu'il fut sincèrement décidé à se soumettre.

Le 6 juin, les députés du sénat signèrent, à Montebello, une convention qui mit fin à la constitution de Doria, et établit à Gènes le gouvernement de la démocratie. Cette convention était conçue en ces termes :

La république française et la république de Gènes voulant consolider l'union et l'harmonie qui ont existé dans tous les temps entre elles; pensant que la félicité de la nation génoise exige qu'elle recouvre le dépôt de sa souveraineté, les deux états sont convenus des articles suivants.

Art. 1^{er}, Le gouvernement de la république de Gènes reconnaît que la souveraineté réside dans la réunion de tous les citoyens du territoire génois.

II. Le pouvoir législatif sera confié à deux conseils représentatifs, composés, l'un de trois cents, l'autre de cent cinquante membres. Le pouvoir exécutif sera délégué à un sénat de douze membres, présidé par un doge. Les doges et les sénateurs seront nommés par les deux conseils.

III. Chaque commune aura une municipalité, et chaque district une administration.

IV. Les modes d'élection de toutes les autorités, la circonscription des districts, la portion d'autorité confiée à chaque corps, l'organisation du pouvoir judiciaire et de la force militaire, seront déterminés par une commission législative, qui sera chargée de rédiger la constitution et toutes les lois organiques de gouvernement, en ayant soin de ne rien faire qui soit contraire à la religion catholique; de garantir les dettes consolidées; de conserver le port franc de la ville de Gênes, la banque de Saint-Georges, et de prendre des mesures pour qu'il soit pourvu, autant que les moyens le permettront, à l'entretien des nobles pauvres existant actuellement. Cette commission devra achever son travail dans un mois, à compter du jour de sa formation.

V. Le peuple se trouvant réintégré dans ses droits, toute espèce de privilège et d'organisa-

tion particulière qui rompt l'unité de l'état, se trouve nécessairement annulé.

VI. Le gouvernement provisoire sera confié à une commission de gouvernement, composée de vingt-deux membres, présidée par le doge actuel, qui sera installée le 14 du présent mois de juin, 26 prairial an V de la république française.

VII. Les citoyens qui seront appelés à composer le gouvernement provisoire de la république de Gênes, ne pourront en refuser les fonctions sans être considérés comme indifférents au salut de la patrie, et condamnés à une amende de deux mille écus.

VIII. Quand le gouvernement provisoire sera formé, il déterminera les réglemens nécessaires pour la forme de ses délibérations. Il nommera, dans la première semaine de son installation, la commission législative chargée de rédiger la constitution.

IX. Le gouvernement provisoire pourvoira aux justes indemnités dues aux Français qui ont été spoliés dans les journées des 3 et 4 prairial (22 et 23 mai).

X. La république française, voulant donner une preuve de l'intérêt qu'elle prend au bonheur du peuple de Gênes, et désirant le voir réuni et exempt de factions, accorde une am-

nistie à tous les Génois desquels elle avait à se plaindre, soit pour raison des 3 et 4 prairial, soit à l'occasion des événements divers arrivés dans les fiefs impériaux. Le gouvernement provisoire mettra la plus vive sollicitude à éteindre toutes les factions, à réunir tous les citoyens, et à les pénétrer de la nécessité de se réunir autour de la liberté publique, accordant à cet effet une amnistie générale.

XI. La république française accordera à la république de Gênes protection, et même le secours de ses armées, pour faciliter, s'il est nécessaire, l'exécution des articles susdits, et maintenir l'intégrité du territoire de la république de Gênes.

Le peuple triompha avec la vivacité qui est le caractère de l'esprit de parti et des peuples méridionaux; il se porta à des excès; il brûla le livre d'or, et brisa la statue de Doria. Cet outrage fait à ce grand homme blessa Napoléon; il exigea du gouvernement provisoire que cette statue fût rétablie. Cependant les exclusifs prirent le dessus; la constitution définitive s'en ressentit; les prêtres furent indisposés, les nobles exaspérés; ils étaient exclus de toute fonction. Cette constitution devait être soumise à l'approbation du peuple le 14 septembre; elle fut imprimée et affichée dans toutes les com-

munes. Plusieurs cantons des campagnes déclarèrent qu'ils ne l'accepteraient pas ; de toutes parts les prêtres et les nobles s'agitèrent pour soulever leurs paysans : dans les vallées de Polcevera et du Bisagno, l'insurrection éclata. Les insurgés s'emparèrent de l'Éperon, de la Tenaille et du bastion de la Lanterne qui domine le port. Le général Duphot, qui avait été envoyé à Gènes pour y organiser les troupes de la république, dont l'effectif s'élevait à 6 mille hommes, fut requis par le gouvernement provisoire de combattre pour sa défense. Il chassa les insurgés, et reprit l'enceinte et les forts. Le 7, la tranquillité était rétablie dans les deux vallées ; les paysans étaient désarmés.

A ces nouvelles, Napoléon fut mécontent. Il était alors tout occupé des négociations avec l'Autriche ; il n'avait pu prêter une attention particulière aux affaires de Gènes ; mais il avait recommandé de ménager les nobles et de contenter les prêtres. Il suspendit la publication de la constitution ; il y fit tous les changements que réclamaient les prêtres et les nobles ; et ainsi purgée de l'esprit de démagogie dont elle avait été empreinte, elle fut mise à exécution, de l'assentiment général. Il aimait Gènes ; il voulait y aller pour concilier, réunir les partis ; les événements l'en empêchèrent, tant ils se

succédèrent avec rapidité. Après Campo-Formio, au moment de quitter l'Italie, il écrivit de Milan, le 11 novembre 1797, au gouvernement génois la lettre suivante :

« Je vais répondre, citoyens, à la confiance
 « que vous m'avez montrée... Vous avez besoin
 « de diminuer les frais d'administration pour
 « ne pas être obligés de surcharger votre peu-
 « ple... Ce n'est pas assez de ne rien faire contre
 « la religion, il faut encore ne donner aucun
 « sujet d'inquiétude aux consciences les plus
 « timorées, ni aucune arme aux hommes mal-
 « intentionnés. *Exclure tous les nobles des fonc-*
 « *tions publiques serait une injustice révoltante :*
 « *vous feriez ce qu'ils ont fait...* Le port franc
 « est une pomme de discorde qu'on a jetée au
 « milieu de vous... La ville de Gênes doit tenir
 « la franchise de son port de la volonté du corps
 « législatif...

« *Pourquoi le peuple ligurien est-il déjà si*
 « *changé ? A ses premiers élans de fraternité et*
 « *d'enthousiasme ont succédé la crainte et la ter-*
 « *reur. Les prêtres s'étaient les premiers ralliés*
 « *autour de l'arbre de la liberté ; les premiers ils*
 « *vous avaient dit que la morale de l'évangile est*
 « *toute démocratique ; mais des hommes payés par*
 « *vos ennemis, et, dans toutes les révolutions,*
 « *auxiliaires immédiats de la tyrannie, ont pro-*

« *fité des écarts, des crimes même de quelques*
« *prêtres, pour écrire contre la religion; et les*
« *prêtres se sont éloignés... On a proscrit en masse,*
« *et le nombre de vos ennemis s'est accru... Quand*
« *dans un état, surtout dans un petit état, on*
« *s'accoutume à condamner sans entendre, à ap-*
« *plaudir un discours parce qu'il est passionné;*
« *quand on appelle vertu l'exagération et la fu-*
« *reur, crimes la modération et l'équité, cet état*
« *est près de sa ruine... Croyez que dans tous les*
« *lieux où mon devoir et le service de ma patrie*
« *m'appellent, je regarderai comme un des mo-*
« *ments les plus précieux celui où je serai utile*
« *à votre république; je serai satisfait d'ap-*
« *prendre que le peuple de Gènes est uni et vit*
« *heureux. »*

On discutait alors au conseil des cinq cents, à Paris, une motion de Sieyès, tendant à chasser de France tous les nobles, en leur donnant la valeur de leurs biens en objets manufacturés. Ces conseils donnés par Napoléon à la république de Gènes, paraissaient l'être de fait à la république française, qui toutefois en profita; car on abandonna ce projet extrême et terrible, qui portait partout l'alarme et le désordre; il n'en fut plus question.

Aucun bataillon français n'avait dépassé Tortone. La révolution de Gènes fut obtenue par

la seule influence du tiers-état ; et sans les menées des inquisiteurs et du club Morandi, elle aurait été opérée sans désordres, sans secousses, et sans intervention même indirecte de la France.

§ III.

Le roi de Sardaigne se trouvait dans une fausse position ; le traité suivant, négocié à Bologne par Napoléon, et signé à Turin par Clarke, existait et n'existait pas.

« Le directoire exécutif de la république française, et S. M. le roi de Sardaigne, voulant, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir et par une union plus étroite de leurs intérêts respectifs, contribuer à amener le plus promptement possible une paix qui fait l'objet de leurs vœux, et qui doit assurer le repos et la tranquillité de l'Italie, se sont déterminés à faire un traité d'alliance offensive et défensive ; et ils ont chargé de leurs pleins pouvoirs à cet effet, savoir : le directoire exécutif de la république française, le citoyen Henri-Jacques-Guillaume Clarke, général de division des armées de la république française ; et S. M. le roi de Sardaigne, le chevalier D. Clément Damian de Priocca, chevalier grand'croix d'ordre des S. S. Maurice et

Lazare, premier secrétaire-d'état de S. M. au département des affaires étrangères, et régent de celui des affaires internes; lesquels, après l'échange respectif de leurs pouvoirs, sont convenus de ce qui suit :

Art. I^{er}. Il y aura une alliance offensive entre la république française et S. M. le roi de Sardaigne, jusqu'à la paix continentale. A cette époque, cette alliance deviendra purement défensive, et sera établie sur des bases conformes aux intérêts réciproques des deux puissances.

II. La présente alliance ayant pour principal objet de hâter la conclusion de la paix et d'assurer la tranquillité future de l'Italie, elle n'aura son exécution, pendant la guerre actuelle, que contre l'empereur d'Allemagne, qui est la seule puissance continentale qui mette des obstacles à des vœux si salutaires. S. M. le roi de Sardaigne restera neutre à l'égard de l'Angleterre et des autres puissances encore en guerre avec la république française.

III. La république française et S. M. Sardaigne se garantissent réciproquement, et de tous leurs moyens, leurs possessions actuelles en Europe, pour tout le temps que durera la présente alliance. Les deux puissances réuniront leurs forces contre l'ennemi commun du dehors, et ne

porteront aucun secours direct ni indirect aux ennemis de l'intérieur.

IV. Le contingent des troupes que S. M. Sarde devra fournir, d'abord et en conséquence de la présente alliance, sera de 8,000 hommes d'infanterie, de 2,000 hommes de cavalerie, et de quarante pièces de canon. Dans le cas où les deux puissances croiraient devoir augmenter ce contingent, cette augmentation sera concertée et réglée par des commissaires munis, à cet effet, de pleins pouvoirs du directoire exécutif et de S. M. le roi de Sardaigne.

V. Le contingent de troupes et d'artillerie devra être prêt et réuni à Novare, savoir : 500 hommes de cavalerie, 4,000 hommes d'infanterie et douze pièces d'artillerie de position, pour le 30 germinal courant, (19 avril vieux style), le surplus quinze jours après.

Ce contingent sera entretenu aux frais de S. M. le roi de Sardaigne, et recevra les ordres du général en chef de l'armée française en Italie.

Une convention particulière, dressée de concert avec ce général, réglera le mode du service de ce contingent.

VI. Les troupes qui le formeront participeront, proportionnellement à leur nombre présent sous les armes, aux contributions qui se-

ront imposées dans les pays conquis, à compter du jour de la réunion du contingent à l'armée de la république.

VII. La république française promet de faire à S. M. Sarde , à la paix générale ou continentale, tous les avantages que les circonstances permettront de lui procurer.

VIII. Aucune des deux puissances contractantes ne pourra conclure de paix séparée avec l'ennemi commun ; et aucun armistice ne pourra être fait par la république française avec les armées qui couvrent l'Italie, sans que S. M. Sarde y soit comprise.

IX. Toutes les contributions imposées dans les états de S. M. Sarde, non acquittées ou compensées, cesseront immédiatement après l'échange respectif des ratifications du présent traité.

X. Les fournitures qui, à dater de la même époque, seront faites dans les états de S. M. le roi de Sardaigne aux troupes françaises et aux prisonniers de guerre conduits en France, ainsi que celles qui ont eu lieu en vertu de conventions particulières passées à ce sujet, et qui n'ont point encore été acquittées ou compensées par la république française en conséquence desdites conventions, seront rendues en même nature aux troupes formant le contingent de

S. M. Sarde; et, si les fournitures à rendre excédaient les besoins du contingent, le surplus sera acquitté en numéraire.

XI. Les deux puissances contractantes nommeront incessamment des commissaires chargés de négocier en leur nom un traité de commerce conforme aux bases stipulées dans l'art. VII du traité de paix conclu, à Paris, entre la république française et S. M. le roi de Sardaigne; en attendant, les postes et les relations commerciales seront rétablies sans délai, ainsi qu'elles existaient avant la guerre.

XII. Les ratifications du présent traité d'alliance seront échangées à Paris, dans le plus bref délai possible.

Fait et signé à Turin, le 16 germinal an V de la république française une et indivisible (5 avril 1797 vieux style).

Signé, H. CLARKE, CLÉMENT DAMIAN.

Le directoire ne s'expliquait pas ostensiblement, mais il est évident qu'il ne voulait pas ratifier ce traité. De son côté, Napoléon persistait à regarder cette ratification comme indispensable. Il attachait, comme de raison, une grande importance à réunir à son armée une division de bonnes et vieilles troupes piémontaises dont il estimait la valeur. Se regardant comme personnellement engagé vis-à-vis de la

cour de Sardaigne, il employait tous ses moyens pour garantir la tranquillité intérieure des états du roi. Cependant les mécontents piémontais devenaient tous les jours plus nombreux; ils coururent aux armes, et furent défaits. Cette position était extrêmement délicate; elle excitait, au suprême degré, le mécontentement des jacobins de France et d'Italie; et lorsque le parti royal eut triomphé à Turin, les arrestations et les vexations auxquelles il se porta, furent un texte perpétuel de réclamations adressées au quartier-général.

A la fin de septembre, le directoire, en signant l'*ultimatum* pour les négociations de Campo-Formio, fit connaître à Napoléon qu'il persistait dans sa résolution de ne point ratifier le traité d'alliance avec la Sardaigne. Le ministre des relations extérieures, en lui communiquant les intentions du directoire, l'engageait à faire débaucher les soldats sardes par les recruteurs italiens, ce qui lui procurerait, écrivait-il, les moyens d'avoir le secours des 10,000 hommes du contingent piémontais, sans en avoir l'obligation à la cour de Turin. Mais les cadres, qui constituent la force des troupes, ne pouvaient pas être débauchés; d'ailleurs une opération de ce genre ne pouvait être consommée sans perdre beaucoup de temps, et il était

question d'entrer en campagne immédiatement. Cette conduite du directoire fut une des causes qui décidèrent Napoléon à signer la paix à Campo-Formio, sans avoir égard à l'*ultimatum* du 29 septembre du gouvernement français, qui, dans son opinion, ne pouvait être inséré au protocole sans amener une rupture. Cependant le directoire finit par comprendre l'importance de renforcer l'armée d'Italie des 10,000 hommes du contingent piémontais; il se décida à ratifier le traité de Turin, et l'envoya le 21 octobre au corps législatif; mais il n'était plus temps : le 17, la paix avait été signée, à Campo-Formio, avec l'Autriche.

Ainsi, après les campagnes de Napoléon en Italie, le roi de Sardaigne conserva son trône, affaibli, il est vrai, de la Savoie et du comté de Nice, ayant perdu ses places fortes, dont une partie était démolie, et l'autre au pouvoir des Français qui y tenaient garnison, mais ayant acquis l'avantage immense d'être l'allié de la république, qui lui garantissait l'intégrité de ses états. Cependant ce prince ne se faisait point illusion sur sa position; il savait qu'il ne devait la conservation de son trône qu'à Napoléon, et combien peu était sincère l'alliance apparente du directoire; il avait le pressentiment de sa chute prochaine. Environné de tous côtés des

démocraties française, ligurienne et cisalpine, il avait encore à combattre l'opinion de ses peuples : les Piémontais appelaient à grands cris la révolution, et la cour regardait déjà la Sardaigne comme un lieu de refuge.

§ IV.

La cour de Rome exécuta d'abord fidèlement les stipulations du traité de Tolentino ; mais bientôt après elle se laissa influencer par le cardinal Busca et par Albani. Elle recommença ses levées d'hommes, et eut l'imprudence de braver publiquement la France, en appelant le général Provera pour commander ses troupes. Elle refusa de reconnaître la république cisalpine. L'attitude victorieuse de la république, les menaces de son ambassadeur, mirent un terme prompt à ces vaines démonstrations d'indépendance. Provera ne séjourna que quelques jours à Rome, et en repartit aussitôt pour l'Autriche. La Cisalpine, heureuse de cette occasion de s'emparer de quelques provinces du saint-siège, déclara la guerre au Vatican. A la vue de l'orage qui les menaçait, ces faibles et imprudents vieillards tombèrent à genoux, et donnèrent au directoire cisalpin toutes les satisfactions qu'il pouvait désirer.

Si l'on ne retrouve dans cette conduite aucune trace de cette ancienne politique qui avait tant illustré le Vatican dans les siècles derniers, c'est qu'alors ce gouvernement était usé, que la puissance temporelle des papes ne pouvait plus dominer; c'est qu'elle finissait, comme a fini la souveraineté des électeurs ecclésiastiques de l'empire.

§ V.

La cour de Naples était dirigée par la reine, femme d'un esprit remarquable, mais dont les idées étaient tout aussi désordonnées que les passions qui agitaient son cœur. Le traité de Paris, du 10 octobre 1796, n'avait point changé les dispositions de ce cabinet, qui ne cessa d'armer et de donner des inquiétudes pendant toute l'année 1797; et cependant nul traité ne pouvait lui être plus favorable; il était conçu dans les termes suivants :

« La république française et sa majesté le roi des Deux-Sicules, également animés du désir de faire succéder les avantages de la paix aux malheurs inséparables de la guerre, ont nommé, savoir : le directoire exécutif, le citoyen Charles Delacroix, ministre des relations extérieures, et S. M. le roi des Deux-Sicules, le prince

de Belmonte Pignatelli, son gentilhomme de la chambre, et ministre plénipotentiaire près de S. M. C. pour traiter, en leur nom, des clauses et conditions propres à rétablir la bonne intelligence et amitié entre les deux puissances; lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1^{er}. Il y aura paix, amitié et bonne intelligence entre la république française et sa majesté le roi des Deux-Sicules. En conséquence, toutes hostilités cesseront définitivement, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

En attendant, et jusqu'à cette époque, les conditions stipulées par l'armistice conclu le 17 plairial an IV (4 juin 1796), continueront d'avoir leur plein et entier effet.

II. Tout acte, engagement ou convention antérieure de la part de l'une ou de l'autre des deux parties contractantes qui seraient contraires au présent traité, sont révoqués, et seront regardés comme nuls et non venus; en conséquence, pendant le cours de la présente guerre, aucune des deux puissances ne pourra fournir aux ennemis de l'autre aucun secours en troupes, vaisseaux, armes, munitions de guerre, vivres ou argent, à quelque

titre, et sous quelque dénomination que ce puisse être.

III. Sa majesté le roi des Deux-Siciles observera la plus exacte neutralité vis-à-vis de toutes les puissances belligérantes; en conséquence, elle s'engage à interdire indistinctement l'accès dans ses ports à tous vaisseaux armés en guerre, appartenant auxdites puissances, qui excéderont le nombre de quatre au plus, d'après les règles connues de la susdite neutralité. Tout approvisionnement de munitions ou marchandises, connues sous le nom de contrebande, leur sera refusé.

IV. Toute sûreté et protection envers et contre tous, seront accordées, dans les ports et rades des Deux-Siciles, à tous les vaisseaux marchands français, en quelque nombre qu'ils se trouvent, à tous les vaisseaux de guerre de la république qui n'excéderont pas le nombre porté par l'article précédent.

V. La république française et sa majesté le roi des Deux-Siciles s'engagent à donner mainlevée du séquestre de tous effets, revenus, biens saisis, confisqués et retenus sur les citoyens et sujets de l'une et l'autre puissance, par suite de la guerre actuelle, et à les admettre respectivement à l'exercice légal des actions et droits qui pourraient leur appartenir.

VI. Tous les prisonniers faits de part et d'autre, y compris les marins et matelots, seront rendus réciproquement dans un mois, à compter de l'échange des ratifications du présent traité, en payant les dettes qu'ils auraient contractées pendant leur captivité; les malades et les blessés continueront à être soignés dans les hôpitaux respectifs; ils seront rendus aussitôt après leur guérison.

VII. Pour donner une preuve de son amitié à la république française et de son désir sincère d'entretenir une parfaite harmonie entre les deux puissances, sa majesté le roi des Deux-Siciles consent à faire mettre en liberté tout citoyen français qui aurait été arrêté et serait détenu dans ses états, à cause de ses opinions politiques, relatives à la révolution française; tous les biens et propriétés, meubles et immeubles, qui pourraient leur avoir été séquestrés ou confisqués pour la même cause, leur seront rendus.

VIII. Par les mêmes motifs qui ont dicté l'article précédent, sa majesté le roi des Deux-Siciles s'engage à faire toutes les recherches convenables pour découvrir, par la voie de la justice, et livrer à la rigueur des lois les personnes qui volèrent à Naples, en 1793, les papiers appartenant au dernier ministre de la république française.

IX. Les ambassadeurs ou ministres des deux puissances contractantes jouiront, dans les états respectifs, des mêmes prérogatives et préséances dont ils jouissaient avant la guerre, à l'exception de celles qui leur étaient attribuées comme ambassadeurs de famille.

X. Tout citoyen français et tous ceux qui composeront la maison de l'ambassadeur ou ministre, et celles des consuls et autres agents accrédités et reconnus de la république française, jouiront, dans les états de sa majesté le roi des Deux-Sicules, de la même liberté de culte que celle dont y jouissent les individus des nations non catholiques les plus favorisées à cet égard.

XI. Il sera négocié et conclu, dans le plus court délai, un traité de commerce entre les deux puissances, fondé sur les bases d'une utilité mutuelle, et telles qu'elles assurent à la nation française des avantages égaux à tous ceux dont jouissent, dans le royaume des Deux-Sicules, les nations les plus favorisées. Jusqu'à la confection de ce traité, les relations commerciales et consulaires seront réciproquement rétablies telles qu'elles étaient avant la guerre.

XII. Conformément à l'article VI du traité conclu à La Haye le 27 floréal an III de la

république (16 mai 1795), la même paix ; amitié et bonne intelligence, stipulée par le présent traité entre la république française et sa majesté le roi des Deux-Sicules, aura lieu entre sa majesté et la république batave.

XIII. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications échangées dans les quarante jours pour tout délai, à compter du jour de la signature.

Fait à Paris, le 19 vendémaire an V de la république française, une et indivisible, répondant au 10 octobre 1796 vieux style.

Signé, CHARLES DELACROIX,

Le prince de BELMONTE PIGNATELLI.

Lorsque Napoléon se trouvait dans les Marches, menaçant Rome, le prince de Belmonte Pignatelli, ministre de Naples, qui suivait le quartier-général, lui fit lire confidentiellement une lettre de la reine, qui lui annonçait qu'elle allait faire marcher 30,000 hommes pour couvrir Rome. « Je vous remercie de cette confiance, lui dit le général, et je veux y répondre par une confiance pareille. » Il sonne son secrétaire, se fait apporter le dossier de Naples, en tire une dépêche qu'il avait écrite au directoire, au mois de novembre 1796, avant la prise de Mantoue, et lit : « Les embarras que

« me donne l'approche d'Alvinzi ne m'em-
« pêcheraient pas d'envoyer 6,000 Lombards et
« Polonais pour punir la cour de Rome ; mais
« comme il est à prévoir que le roi de Naples
« pourrait faire avancer 30,000 hommes à la dé-
« fense du saint-siège, je ne marcherai sur Rome
« que lorsque Mantoue sera tombée, et que les
« renforts que vous m'annoncez seront arrivés,
« afin que si la cour de Naples violait le traité
« de Paris, je puisse disposer de 25,000 hommes
« pour m'emparer de sa capitale, et l'obliger à
« se réfugier en Sicile. » Un courrier extraor-
dinaire, expédié dans la nuit par le prince Pi-
gnatelli, eut sans doute pour objet d'instruire la
reine de la manière dont avait été accueillie son
insinuation.

Depuis le traité de Paris, les légations napolitaines étaient généralement plus hostiles et plus arrogantes envers les Français que du temps de la guerre ; et souvent les ambassadeurs napolitains se permettaient de dire hautement que la paix ne serait pas de longue durée. Cette conduite insensée n'empêcha pas le cabinet de Naples de se livrer à des rêves d'ambition ; pendant les conférences de Montebello, d'Udine et de Passeriano, l'envoyé de la reine chercha à obtenir les îles de Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, les Marches de Macerata, de

Ferrare, d'Ancône, et le duché d'Urbin ; il alla jusqu'à exprimer le désir de s'enrichir des dépouilles du pape et de la république de Venise ; et ces acquisitions, la reine les attendait de la protection de la France : c'était surtout par l'intervention de Napoléon qu'elle espérait voir réaliser ses vœux. Le trône de Naples a survécu à la paix de Campo-Formio ; il se serait maintenu tranquille et heureux au milieu des orages qui ont agité l'Europe et l'Italie, s'il avait été dirigé par une plus saine politique.

§ VI.

Il avait fallu céder aux vœux des Lombards et les constituer en état démocratique et indépendant, sous le nom de république transpadane. Elle comprenait toute la rive gauche du Pô depuis le Mincio jusqu'au Tésin. La république cispadane s'étendait sur la rive droite du Pô, depuis et non compris les états de Parme jusqu'à l'Adriatique. La constitution de la Cispadane avait été décrétée dans un congrès des représentants de la nation, et soumise à l'acceptation du peuple ; votée à une immense majorité, elle avait été mise à exécution à la fin d'avril. Les nobles et les prêtres étaient parve-

nus à se faire élire à toutes les places; la bourgeoisie les accusait de n'être point affectionnés au nouvel ordre de choses; le mécontentement était général. Napoléon sentait le besoin de donner à ces deux républiques une organisation définitive.

Aussitôt après le refus de la cour de Vienne de ratifier la convention signée à Montebello avec le marquis de Gallo, et qui contenait les bases de la paix définitive, Napoléon créa la république cisalpine. Il la composa des républiques cispadane et transpadane : ce qui réunissait sous la même domination quatre millions d'habitants et offrait une masse de forces propre à influencer sur les événements ultérieurs. Cependant les autorités de la Cispadane se refusaient opiniâtrément à une réunion qui contrariait tous leurs préjugés. Les administrations de Reggio, Modène, Bologne, Ferrare, se soumettaient avec peine à la nécessité de se constituer sous un même gouvernement. L'esprit de localité opposait partout de la résistance à l'union des peuples des deux rives du Pô; et l'on aurait probablement échoué à opérer cette fusion du consentement des peuples, sans l'espoir qu'on leur fit concevoir qu'elle était le prélude de la réunion de tous les peuples de la péninsule sous un même gouvernement : ce secret penchant

qu'ont tous les Italiens à former une seule et grande nation, l'emporta sur les petites passions des administrations locales. A cette cause générale se joignirent deux circonstances particulières. La Romagne, que le pape avait cédée par le traité de Tolentino, s'était proclamée indépendante sous le titre de république *Émilie*; elle n'avait pas voulu se réunir à la Cispadane, à cause de l'antipathie qu'elle avait contre Bologne; elle embrassa avec ardeur l'idée de faire partie de la Cisalpine; et, par de nombreuses pétitions, elle sollicita la formation de cette république. En même temps, Venise et les états de terre ferme, inquiets du mystère des préliminaires, votèrent dans des assemblées populaires la formation de la république italienne. Ces deux circonstances levèrent toutes les difficultés. L'esprit de localité fléchit devant l'esprit public, les intérêts particuliers devant l'intérêt général: d'un commun accord, la fusion fut décrétée.

La nouvelle république prit le nom de république cisalpine; Milan en fut la capitale; ce fut un sujet de mécontentement à Paris, où l'on eût voulu qu'elle s'appelât république transalpine; mais les vœux des Italiens se portant vers Rome et la réunion de toute la péninsule en un seul état, la dénomination de cisalpine était celle qui

flattait leur passion et qu'ils tinrent à adopter, n'osant point s'appeler république italienne.

Par le traité de Campo-Formio, la république cisalpine s'augmenta de la partie des états de Venise située sur la rive droite de l'Adige, ce qui, joint à l'acquisition de la Valteline, lui forma une population de trois millions six cent mille ames. Ces provinces, les plus belles et les plus riches de l'Europe, composèrent dix départemens. Elles s'étendaient depuis les montagnes de la Suisse jusqu'aux Apennins toscans et romains, et du Tésin à l'Adriatique.

Napoléon aurait voulu donner à la Cisalpine une constitution différente de celle de la France. Il avait demandé à cet effet qu'on lui envoyât à Milan quelque publiciste distingué, tel que Sieyes ; mais cette idée ne plut pas au directoire : il exigea pour la Cisalpine la constitution adoptée en France en 1795. Le premier directoire cisalpin fut composé de Serbelloni, Alessandri, Paradisi, Moscati, Contarini, chefs du parti français en Italie. Serbelloni était un des plus grands seigneurs de la Lombardie. Le 30 juin, ils furent installés au palais de Milan. L'indépendance de la république cisalpine avait été proclamée le 29, dans les termes suivans :

« La république cisalpine se trouvait depuis

« nombre d'années sous la domination de la
« maison d'Autriche. La république française
« a succédé à cette dernière, par droit de con-
« quête; elle y renonce dès aujourd'hui, et la
« république cisalpine est libre et indépendante.
« Reconnue par la France et par l'empereur,
« elle le sera bientôt de toute l'Europe. Le di-
« rectoire exécutif de la république française,
« non content d'avoir employé son influence
« et les victoires des armées républicaines à
« assurer l'existence de la république cisalpine,
« étend plus loin ses sollicitudes; et convaincu
« que, si la liberté est le premier des biens,
« une révolution qui s'ensuit est le plus ter-
« rible des fléaux, il donne au peuple cisalpin
« sa propre constitution, qui est le résultat des
« connaissances de la nation la plus éclairée.
« Le peuple cisalpin va donc passer du régime
« militaire au régime constitutionnel. Pour que
« ce passage se fasse sans secousses, sans anar-
« chie, le directoire exécutif a jugé devoir faire
« nommer, pour cette seule fois, les membres
« du gouvernement et du corps législatif; de
« manière que le peuple ne nommera qu'après
« le laps d'un an aux places vacantes, confor-
« mément à la constitution. Depuis un grand
« nombre d'années, il n'existait plus de répu-
« blique en Italie. Le feu sacré de la liberté y

« était étouffé ; et la plus belle partie de l'Eu-
« rope était sous le joug des étrangers. Il appar-
« tient à la république cisalpine de faire voir
« au monde, par sa sagesse, son énergie et la
« bonne organisation de ses armées, que l'Italie
« moderne n'a pas dégénéré et qu'elle est en-
« core digne de la liberté.

« Bonaparte, général en chef, au nom de la
« république française et en conséquence de la
« proclamation ci-dessus, nomme membres du
« directoire de la république cisalpine, les ci-
« toyens Serbelloni, Alessandri, Moscati, Para-
« disi. Le cinquième membre sera nommé dans
« le plus court terme. Ces quatre membres se-
« ront installés demain à Milan. »

Une fédération générale des gardes nationales et des autorités de la nouvelle république eut lieu au lazaret de Milan. Le 14 juillet, trente mille gardes nationaux ou députés des départements se jurèrent fraternité. Ils jurèrent aussi d'employer tous leurs efforts à la renaissance de la liberté et de la patrie italienne. Le directoire cisalpin nomma ses ministres, les autorités administratives, constitua son état militaire et gouverna la république comme un état indépendant. Les clefs de Milan et de toutes les places fortes furent remises par les officiers français aux officiers cisalpins. L'armée quitta les états de la

république et cantonna sur le territoire de Venise. De cette époque date la première formation de l'armée italienne, qui depuis fut nombreuse et acquit tant de gloire.

Dès ce moment, les mœurs italiennes changèrent ; quelques années après, ce n'était plus la même nation. La soutane, qui était l'habit à la mode pour les jeunes gens, fut remplacée par l'uniforme ; au lieu de passer leur vie aux pieds des femmes, les jeunes Italiens fréquentèrent les manéges, les salles d'armes, les champs d'exercice ; les enfants ne jouaient plus à la chapelle : ils avaient des régiments de fer-blanc et imitaient, dans leur jeux, les événements de la guerre. Dans les comédies, dans les farces des rues, on avait toujours représenté un Italien bien lâche, quoique spirituel, et une espèce de gros capitain, quelquefois français et le plus souvent allemand, bien fort, bien brave, bien brutal, finissant par administrer quelques coups de bâton à l'Italien, aux grands applaudissements des spectateurs. Le peuple ne souffrit plus de pareilles allusions : les auteurs mirent sur la scène, à la satisfaction du public, des Italiens braves, faisant fuir des étrangers pour soutenir leur honneur et leurs droits. L'esprit national s'était formé. L'Italie avait ses chansons à la fois patriotiques et guerrières ;

les femmes repoussaient avec mépris les hommages des hommes qui , pour leur plaire, affectaient des mœurs efféminées.

§ VII.

La Valteline se compose de trois vallées : la Valteline proprement dite , le Bormio et la Chiavenna ; sa population est de cent soixante mille âmes ; ses habitants professent la religion catholique romaine , et parlent italien. Géographiquement elle appartient à l'Italie ; elle borde la rive de l'Adda jusqu'à son embouchure dans le lac de Como , et elle est séparée de l'Allemagne par les hautes Alpes. Elle a dix-huit lieues de long sur six de large. Chiavenna , sa capitale , est située à deux lieues du lac de Como , et à quatorze lieues de Coire , dont Bormio est à dix-sept lieues. Elle faisait anciennement partie du Milanais. Barnabé Visconti , archevêque et duc de Milan , en 1404 , donna ces trois vallées à l'église de Coire. En 1512 , les Lignes-Grises furent investies de la souveraineté de la Valteline , par Sforce , moyennant des capitulaires dont les ducs de Milan devaient être garants. Les Valtelins se trouvèrent ainsi sujets des trois Lignes-Grises , dont les habitants , en grande partie , parlent allemand , sont protes-

tants, et sont séparés d'eux par la haute chaîne des Alpes.

Il n'est pas d'état plus affreux que celui d'un peuple sujet d'un autre peuple. C'était ainsi que le bas Valais était sujet du haut Valais, et que le pays de Vaud était sujet de Berne. Depuis long-temps les malheureux Valtelins se plaignaient des vexations qu'ils éprouvaient, et du joug humiliant auquel ils étaient soumis. Les Grisons, pauvres et ignorants, venaient s'enrichir chez eux, plus riches et plus civilisés. Le dernier paysan des Lignes-Grises mettait entre lui et le plus riche habitant de la Valteline, la distance qui existe entre les souverains et leurs sujets. Certes, s'il est une position qui légitime l'insurrection et réclame un changement, c'est celle dans laquelle gémissait la Valteline.

Dans le courant de mai 1797, les peuples des trois vallées s'insurgèrent, coururent aux armes, chassèrent leurs prétendus souverains, arborèrent le drapeau tricolore italien, se nommèrent un gouvernement provisoire, et adressèrent un manifeste à toutes les puissances, pour leur faire connaître leurs griefs et la résolution qu'ils avaient prise de reconquérir des droits dont aucun peuple ne peut être privé. Ils envoyèrent les députés Juidiconni, Planta, Paribelli, gens de mérite, à Montebello, pour réclamer l'exé-

cution de leurs capitulats, violés en tous points par les Grisons.

Napoléon avait de la répugnance à intervenir dans des questions qui pouvaient tenir à la Suisse, et qui, sous ce point de vue, étaient d'une importance générale. Cependant, s'étant fait représenter les pièces relatives à cette affaire, qui se trouvaient dans les archives de Milan, il reconnut que le gouvernement milanais était investi du droit de garantie, et, comme de leur côté les Ligues-Grises sollicitaient sa protection pour faire rentrer les Valtelins, leurs sujets, dans l'ordre et l'obéissance, il accepta la médiation, et ajourna les deux parties à se présenter devant son tribunal, dans le courant de juillet suivant, pour défendre respectivement leurs droits. Pendant ce délai, les Ligues-Grises implorèrent l'intervention du corps helvétique. Barthélemy, ministre de France à Berne, sollicita vivement en leur faveur. Enfin, après bien des menées de part et d'autre, Napoléon, avant de prendre une décision finale, engagea, par forme d'avis, les deux parties à s'arranger à l'amiable, et leur proposa, comme moyen de conciliation, que la Valteline formât une quatrième Ligue-Grise, égale en tout aux trois premières. Cet avis blessa profondément l'orgueil des paysans gri-

sons. *Comment comprendre qu'un paysan qui boit les eaux de l'Adda soit l'égal de celui qui boit les eaux du Rhin?* Ils s'indignèrent d'une proposition aussi déraisonnable que celle d'égaliser des paysans catholiques, parlant italien, riches et éclairés, à des paysans protestants, parlant allemand, pauvres et ignorants. Les meneurs ne partageaient pas ces préjugés; mais ils étaient égarés par leur intérêt. La Valteline était pour eux une source de revenus et de richesses très importantes, qu'ils ne pouvaient se résoudre à abandonner. Ils intriguèrent à Paris, à Vienne, à Berne. On leur fit des promesses; on leur conseilla de gagner du temps; on leur reprochait d'avoir provoqué et accepté la médiation. Ils déclinèrent la voie de conciliation et n'envoyèrent point de députés à l'époque fixée pour discuter, devant le médiateur, l'exécution des capitulats, contradictoirement avec les députés de la Valteline.

Napoléon condamna, par défaut, les Lignes-Grises, et comme arbitre choisi par les deux parties, et comme représentant le souverain de Milan, garant des capitulats des Valtelins; il prononça son jugement en ces termes, le 19 vendémiaire an VI (10 octobre 1797).

« Les peuples de la Valteline, Chiavenna et Bormio se sont soulevés contre les lois des

« Grisons, et se sont déclarés indépendants, en
« prairial dernier. Le gouvernement de la ré-
« publique des Grisons, après avoir employé
« tous les moyens pour réduire à l'obéissance
« ses sujets, a eu recours à la médiation de la
« république française, dans la personne du
« général Bonaparte, et lui a envoyé comme
« député Gaudenzio Planta.

« Les peuples de la Valteline ayant demandé
« aussi, de leur côté, la même médiation, le
« général en chef réunit les députations respec-
« tives à Montebello, le 4 messidor (22 juin) ;
« et après une conférence assez longue il ac-
« cepta, au nom de la république française, la
« médiation demandée : il écrivit aux Grisons
« et aux Valtelins, qu'ils lui envoyassent au
« plus tôt des députés.

« Les peuples de la Valteline, Chiavenna et
« Bormio, envoyèrent ponctuellement les dé-
« putés demandés.

« Plusieurs mois se sont écoulés sans que le
« gouvernement grison ait envoyé les siens,
« malgré les instances réitérées du citoyen Co-
« meyras, résident de la république à Coire.

« Le 6 fructidor dernier (23 août), le géné-
« ral en chef, voyant l'anarchie dans laquelle
« la Valteline se trouvait plongée, fit écrire au
« gouvernement grison, pour l'avertir d'en-

« voyer sa députation avant le 24 fructidor (10
« septembre).

« Nous sommes au 19 vendémiaire (10 oc-
« tobre), et les députés des Grisons n'ont point
« comparu.

« Non-seulement ils n'ont point comparu,
« mais il n'y a pas à douter qu'en mépris de
« la médiation acceptée de la république fran-
« çaise, les Liges-Grises n'aient préjugé la ques-
« tion, et que le refus d'envoyer des députés
« ne provienne de puissantes intrigues.

« En conséquence, le général en chef, au
« nom de la république française :

« Considérant 1^o que la bonne foi, la conduite
« loyale et la confiance des peuples de la Val-
« teline, Chiavenna et Bormio, envers la répu-
« blique française, doivent engager celle-ci à
« user de réciprocité et à leur prêter assistance;

« 2^o que la république française, au moyen
« de la demande faite par les Grisons, est de-
« venue médiatrice et comme arbitre du sort
« des peuples;

« 3^o Qu'il est hors de doute que les Grisons
« ont violé les capitulations qu'ils étaient tenus
« d'observer envers les peuples de la Valteline,
« Chiavenna et Bormio; et que conséquemment
« ceux-ci sont rentrés dans les droits que la
« nature donne à tous les peuples;

« 4° Qu'un peuple ne peut être sujet d'un
« autre peuple, sans violer les principes du
« droit public et naturel;

« 5° Que le vœu des habitants de la Valte-
« line, Chiavenna et Bormio, est bien prononcé
« pour leur réunion à la république cisalpine;

« 6° Que la conformité des religions et des
« langues, la nature des localités, des communi-
« cations et du commerce, autorise également
« cette réunion de la Valteline, Chiavenna et
« Bormio, à la république cisalpine, de laquelle
« d'ailleurs ces trois pays ont été autrefois dé-
« membrés;

« 7° Que, depuis le décret des communes
« qui composent les trois Ligues-Grises, le parti
« qu'aurait dû prendre le médiateur d'organiser
« la Valteline en quatrième Ligue-Grise, se trouve
« rejeté; que par conséquent il ne reste plus
« de refuge à la Valteline contre la tyrannie,
« que dans la réunion à la république cisalpine;

« Arrête en vertu du pouvoir dont la répu-
« blique française se trouve investie, par la
« demande que les Grisons et les Valtelins ont
« faite de sa médiation, que les peuples de la
« Valteline, Chiavenna et Bormio sont maîtres
« de se réunir à la république cisalpine. »

La question se trouva décidée. Des élans de
joie et d'enthousiasme animèrent ces malheu-

reux habitants de la Valteline; la rage et l'orgueil humilié firent frémir les Grisons. Aussitôt après cette sentence arbitrale, la Valteline et la Cisalpine négocièrent et opérèrent leur réunion. Les Grisons comprirent alors leur faute. Ils écrivirent à Napoléon que leurs députés parlaient pour défendre leurs droits devant lui, feignant ainsi d'ignorer ce qui s'était passé. Il leur répondit qu'il était trop tard; que le 10 octobre son jugement avait été rendu, et que déjà la Valteline s'était réunie à la Cisalpine; que c'était une question terminée pour toujours.

La justice rendue à ce petit peuple toucha, frappa toutes les ames généreuses. Les principes sur lesquels la sentence de Napoléon était fondée retentirent en Europe, et portèrent un coup mortel à l'usurpation des cantons suisses, qui avaient des peuples pour sujets. Il semblait que l'aristocratie de Berne devait être assez éclairée par cet exemple pour sentir que le moment de faire quelques concessions aux lumières du siècle, à l'influence de la France et à la justice, était arrivé. Mais les préjugés et l'orgueil n'écoutent jamais la voix de la raison, de la nature et de la religion. L'oligarchie ne cède qu'à la force. Ce ne fut que plusieurs années après, que les habitants du haut Valais

consentirent à regarder les habitants du bas Valais comme leurs égaux, et que les paysans du pays de Vaud et de l'Argovie forcèrent les oligarques bernois à reconnaître leurs droits et leur indépendance.

CHAPITRE X.

JOURNÉE DU DIX-HUIT FRUCTIDOR.

.....

Du directoire exécutif. — Esprit public. — Affaires religieuses. — Nouveau système des poids et mesures. — Factions qui divisent la république. — Conjuraction contre la république, à la tête de laquelle se trouve Pichegru. — Napoléon déjoue cette conjuration. — Dix-huit fructidor. — Loi du 19 fructidor.

§ 1^{er}.

L'opinion publique fut d'abord séduite par les avantages qui paraissaient attachés à la forme de gouvernement prescrite par la constitution de 1795. Un conseil de cinq magistrats, ayant des ministres responsables pour l'exécution de ses ordres, aurait tout le loisir de mûrir les affaires ; le même esprit, les mêmes principes se transmettraient d'âge en âge sans interrup-

tion ; plus de régence , plus de minorité à craindre. Mais ces illusions se dissipèrent bientôt ; on éprouva à la fois tous les inconvénients, résultats inévitables de l'amalgame de cinq intérêts , de cinq passions , de cinq caractères divers : on sentit toute la différence qui existe entre un individu créé par la nature , et un être factice qui n'a ni cœur ni ame , et n'inspire ni confiance , ni amour , ni illusion.

Les cinq directeurs se partagèrent le palais du Luxembourg et s'y établirent avec leurs familles , qu'ils mirent en évidence ; cela forma cinq petites cours bourgeoises , placées à côté l'une de l'autre et agitées par les passions des femmes , des enfants et des valets ; la suprême magistrature fut avilie ; les hommes de 93 , les classes élevées de la société furent également choquées. L'esprit de la constitution était violé. Un directeur n'était ni un ministre , ni un préfet , ni un général ; il n'était qu'un cinquième d'un tout. Il ne devait paraître en évidence qu'en conseil. Sa femme , ses enfants , ses domestiques , auraient dû ignorer qu'il était membre du gouvernement. Le directeur devait rester simple citoyen , mais le directoire devait être environné des respects de l'étiquette et de la splendeur qui appartiennent à la magistrature suprême d'une grande nation. Cette splendeur

devait être celle de la puissance, et non celle de la cour. Le directeur sortant de fonctions n'eût trouvé alors aucun changement dans son intérieur, il n'eût éprouvé aucune privation. C'est dans cet esprit que la constitution lui avait alloué seulement la somme modique de cent mille francs d'appointements, et que les frais de représentation du directoire étaient compris au budget pour cinq millions, sous le titre de *frais de maison*; alors un traitement de cent mille francs était suffisant: mais il aurait dû être assuré pour la vie; ce qui aurait permis d'imposer au directeur sortant de charge, l'obligation de ne plus occuper aucune fonction, et eût assuré son indépendance.

§ II.

La république était divisée. Un parti avait confiance dans la constitution de 1795; un autre aurait voulu un président à la tête du gouvernement; un troisième regrettait la constitution de 1793. Enfin, les émigrés, les restes des privilégiés, appelaient de leurs vœux la contre-révolution; mais ce dernier parti ne se composait que d'individus; les émigrés mouraient de misère chez l'étranger; les trois premiers partis comprenaient toute la population

de France. Beaucoup de gens eussent voulu que le directoire fût composé de magistrats n'ayant pas pris part aux affaires depuis le 10 août.

Les cinq directeurs avaient voté la mort du roi : on s'attendait qu'ils emploieraient tous ceux de leurs collègues à la convention qui n'avaient pas été réélus aux conseils; il en fut autrement. Le nom de conventionnel fut d'abord une cause de défaveur, et peu après un titre de proscription. Ils furent, par mesure de haute police, chassés de Paris et contraints de se retirer dans le lieu de leur domicile. Les hommes de 93 s'étaient d'abord montrés disposés à s'attacher au char d'un gouvernement composé d'hommes qui tous avaient été chauds jacobins; mais sa marche leur déplut; ils n'y trouvèrent pas cette simplicité de manières qui flattait leurs passions; ils s'effarouchèrent de cette apparence de cour: accoutumés à ne rien ménager, à ne connaître aucune nuance, ils se livrèrent à toute espèce de sarcasmes; le directoire en fut exaspéré, et sévit contre eux; poussés à bout, ils conjurèrent pour s'affranchir du joug *des cinq sires du Luxembourg*. Ils se ressouvinnent alors que Rewbell avait fermé les jacobins; que Barras avait marché contre eux au 9 thermidor; que Laréveillère-Lépeaux

était des 73; Carnot seul, à leurs yeux, était sans reproche.

Le parti qui désirait le gouvernement d'un président se serait sincèrement attaché au directoire, s'il lui eût montré de la confiance; mais loin de là, il le signala tout d'abord comme ennemi; ce parti s'aliéna, et, s'il ne devint pas l'ennemi de la république, il le devint de l'administration.

Le directoire s'attacha à se faire des partisans dans les classes privilégiées; il ne réussit pas. Elles ne montrèrent aucune considération pour des hommes sans naissance et n'ayant personnellement aucun genre d'illustration.

Les armées se rallièrent à un gouvernement fondé sur les principes pour lesquels elles combattaient depuis cinq ans, et qui leur assurait plus de stabilité et de considération.

Ainsi les deux partis extrêmes se formèrent de nouveau : les hommes de 93, parce qu'on les persécuta; les classes privilégiées, parce qu'on les caressa.

Peu après, le directoire adopta la politique funeste connue sous le nom de *bascule* : elle était fondée sur le principe de comprimer également les deux partis, de sorte que lorsque l'un des deux s'était compromis et avait attiré sa sévérité, dans le même moment et par le

même acte il frappait le parti opposé, quand bien même, dans cette circonstance, il aurait secondé ses intentions. Le sentiment de l'injustice, de la fausseté, de l'immoralité de ce système, porta au plus haut degré l'exaspération et le dégoût dans tous les esprits. Les partis s'accrurent et s'aigrirent chaque jour davantage; il s'opéra même entre eux une espèce de rapprochement. L'éclat que les victoires d'Italie répandaient sur le directoire ne pouvait effacer l'*ingénérosité* de son administration; son sceptre était de plomb!!!

§ III.

Les lois avaient proclamé la liberté des consciences; elles protégeaient également l'exercice de tous les cultes; mais sous le gouvernement révolutionnaire, les prêtres de toutes les religions avaient été incarcérés, chassés du territoire, et enfin déportés. Après le 9 thermidor, cet état de choses s'était adouci; depuis, le directeur Laréveillère - Lépoux se fit le chef des théophilanthropes: il leur donna des temples; la persécution contre les prêtres catholiques se renouvela, et sous divers prétextes on les gêna dans l'exercice de leur religion. Grand nombre de bons citoyens se trouvèrent

de nouveau inquiétés et froissés dans ce que l'homme a de plus sacré.

Le calendrier républicain avait divisé l'année en douze mois égaux de trente jours, et chaque mois en trois décades: il n'y avait plus de dimanche; le décadi était marqué pour le jour de repos. Le directoire alla au-delà et défendit, sous des peines correctionnelles, que l'on travaillât le décadi et que l'on se reposât le dimanche; il employa les officiers de paix, les gendarmes, les commissaires de police, à faire exécuter ces absurdes réglemens. Le peuple fut gêné et exposé à des condamnations, à des vexations, pour des faits étrangers à l'ordre et à l'intérêt général. La clameur publique invoqua inutilement les droits de l'homme, les dispositions des constitutions, les lois qui garantissaient la liberté des consciences et le droit de faire tout ce qui ne nuit ni à l'état ni à autrui. On se formerait difficilement une idée de l'aversion que cette conduite inspira contre l'administration qui tyrannisait ainsi les citoyens dans tous les détails de la vie, au nom de la liberté et des droits de l'homme.

§ IV.

Le besoin de l'uniformité des poids et mesures a été senti dans tous les siècles; plusieurs

fois les états-généraux l'ont signalé. On attendait ce bienfait de la révolution. La loi sur cette matière était si simple, qu'elle pouvait être rédigée dans vingt-quatre heures, adoptée et pratiquée dans toute la France en moins d'une année. Il fallait rendre commune à toutes les provinces l'unité des poids et mesures de la ville de Paris. Le gouvernement, les artistes, s'en servaient depuis plusieurs siècles; en envoyant des étalons dans toutes les communes, et contraignant l'administration et les tribunaux à n'en point admettre d'autres, le bienfait eût été opéré sans efforts, sans gêne, et sans lois coercitives. Les géomètres, les algébristes, furent consultés dans une question qui n'était que du ressort de l'administration. Ils pensèrent que l'unité des poids et mesures devait être déduite d'un ordre naturel, afin qu'elle fût adoptée par toutes les nations. Ils crurent qu'il n'était pas suffisant de faire le bien de quarante millions d'hommes, ils voulurent y faire participer l'univers. Ils trouvèrent que le mètre était une partie aliquote du méridien; ils en firent la démonstration et le proclamèrent dans une assemblée composée de géomètres français, italiens, espagnols et hollandais. Dès ce moment, on décréta une nouvelle unité des poids et mesures, qui ne cadra ni avec les règle-

ments de l'administration publique, ni avec les tables de dimensions de tous les arts, ni avec celles d'aucune des machines existantes. Il n'y avait pas d'avantage à ce que ce système s'étendît à tout l'univers. Cela était d'ailleurs impossible : l'esprit national des Anglais et des Allemands s'y fût opposé. Si Grégoire VII en réformant le calendrier l'a rendu commun à toute l'Europe, c'est que cette réforme tenait à des idées religieuses, qu'elle n'a point été faite par une nation, mais par la puissance de l'église. Cependant on sacrifiait à des abstractions et à de vaines espérances le bien des générations présentes ; car pour faire adopter à une nation vieille une nouvelle unité de poids et de mesures, il faut refaire tous les réglemens d'administration publique, tous les calculs des arts ; c'est un travail qui effraie la raison. La nouvelle unité des poids et mesures, quelle qu'elle soit, a une échelle ascendante et descendante qui ne cadre plus en nombres simples avec l'échelle d'unité des poids et mesures qui sert, depuis des siècles, au gouvernement, aux savants et aux artistes. La traduction ne se peut faire de l'une à l'autre nomenclature ; parce que ce qui est exprimé par le chiffre le plus simple dans l'ancienne, se trouverait dans la nouvelle un chiffre composé. Il faudra donc augmenter

ou diminuer de quelques fractions, afin que l'espèce ou le poids exprimé dans la nouvelle nomenclature, le soit en chiffres simples. Ainsi, par exemple, la ration du soldat est exprimée par vingt-quatre onces dans l'ancienne nomenclature; c'est un nombre fort simple; traduit dans la nouvelle, il donne sept cent trente-quatre grammes deux cent cinquante-neuf millièmes. Il est donc évident qu'il faut l'augmenter ou la diminuer pour pouvoir arriver à sept cent trente-quatre, ou sept cent trente-cinq grammes. Toutes les pièces et lignes qui composent l'architecture, tous les outils et pièces qui servent à l'horlogerie, à la bijouterie, à la librairie et à tous les arts; tous les instruments, toutes les machines ont été pensés et calculés dans l'ancienne nomenclature, et sont exprimés par des nombres simples que la traduction ne pourrait rendre qu'en nombres composés de cinq à six chiffres. Il faudra donc tout refaire.

Les savants conçurent une autre idée tout-à-fait étrangère au bienfait de l'unité de poids et de mesures; ils y adaptèrent la numération décimale, en prenant le mètre pour unité; ils supprimèrent tous les nombres complexes. Rien n'est plus contraire à l'organisation de l'esprit, de la mémoire et de l'imagination. Une toise,

un pied, un pouce, une ligne, un point, sont des portions d'étendue fixes que l'imagination conçoit indépendamment de leurs rapports entre eux : si donc on demande un tiers de pouce, l'esprit opère sur-le-champ : c'est l'étendue appelée pouce qu'il divise en trois. Par le nouveau système, au contraire, ce n'est pas l'opération de diviser un pouce en trois que doit faire l'esprit, c'est un mètre qu'il lui faut diviser en cent onze parties. L'expérience de tous les siècles avait tellement fait comprendre la difficulté de diviser un espace ou un poids au-delà de douze, qu'à chacune de ces divisions on avait créé un nouveau nom complexe. Si on demandait un douzième de pouce, l'opération était toute faite, c'était le nombre complexe appelé ligne. La numération décimale s'appliquait à tous les nombres complexes comme unité; et si l'on avait besoin d'un centième de point, d'un centième de ligne, on écrivait un centième : par le nouveau système, si l'on veut exprimer un centième de ligne, il faut avoir recours à son rapport avec le mètre, ce qui jette dans un calcul infini. On avait préféré le diviseur 12 au diviseur 10, parce que 10 n'a que deux facteurs 2 et 5, et que 12 en a quatre, savoir : 2, 3, 4 et 6. Il est vrai que la numération décimale, généralisée et exclusivement

adaptée au mètre comme unité, donne des facilités aux astronomes et aux calculateurs; mais ces avantages sont loin de compenser l'inconvénient de rendre la pensée plus difficile. Le premier caractère de toute méthode doit être d'aider la conception et l'imagination, faciliter la mémoire, donner plus de puissance à la pensée. Les nombres complexes sont aussi anciens que l'homme, parce qu'ils sont dans la nature de son organisation, tout comme il est dans la nature de la numération décimale de s'adapter à chaque unité, à chaque nombre complexe, et non à une unité exclusivement.

Enfin, ils se servirent de racines grecques, ce qui augmenta les difficultés; ces dénominations, qui pouvaient être utiles pour les savants, n'étaient pas bonnes pour le peuple. Les poids et mesures furent une des plus grandes affaires du directoire. Au lieu de laisser agir le temps et de se contenter d'encourager le nouveau système par tous les moyens de l'exemple et de la mode, il fit des lois coercitives qu'il fit exécuter avec rigueur. Les marchands et les citoyens se trouvèrent vexés pour des affaires en elles-mêmes indifférentes, ce qui contribua encore à dépopulariser une administration qui se plaçait hors du besoin et de la portée du peuple, brisait avec violence ses usages, ses habitudes,

ses coutumes, comme l'aurait pu faire un conquérant grec ou tartare, qui, la verge levée, veut être obéi dans toutes ses volontés qu'il règle sur ses préjugés et ses intérêts, abstraction faite de ceux du vaincu. Le nouveau système des poids et mesures sera un sujet d'embarras et de difficultés pour plusieurs générations; et il est probable que la première commission savante chargée de vérifier la mesure du méridien, trouvera quelques corrections à faire. C'est tourmenter le peuple pour des vétilles!!!

§ V.

Les élections au corps législatif amenèrent aux affaires des hommes d'une opinion contraire au directoire, effet naturel de sa fausse politique et de sa mauvaise administration. Le général Pichegru, député du Jura aux cinq cents, fut nommé, par acclamation, président de ce conseil (on ignorait alors ses liaisons avec les étrangers); Barthélemy fut nommé au directoire à la place de Letourneur. Ces deux choix étaient fort populaires; Pichegru était alors le général le plus renommé de la république : il avait conquis la Hollande; Barthélemy était le négociateur qui avait fait la paix avec le roi de Prusse et le roi d'Espagne.

Le directoire se divisa en deux partis : Rewbell, Barras et Laréveillère formèrent la majorité ; Carnot et Barthélemy , la minorité.

Le ministère fut changé. Bénézech , ministre de l'intérieur , et Cochon-l'Apparent , ministre de la police , se trouvaient compromis dans les révélations de Duverne de Presle. Petiet et Truguet tenaient au parti modéré des conseils ; ils avaient contribué à rendre à leur patrie grand nombre d'émigrés , dont la présence portait ombrage. Les services éminents que le ministre Petiet rendait à l'administration de la guerre ; le mérite surtout d'être le premier , depuis la révolution , qui eût présenté un compte clair et précis des dépenses de son ministère , ne le sauvèrent pas de la disgrâce des meneurs ; cependant alors comme toujours , dans sa longue carrière administrative , il s'était fait remarquer par son intégrité. Il est mort sans fortune , ne laissant pour héritage à ses enfants que l'estime qui lui était si justement acquise. Ramel et Merlin furent les seuls ministres conservés. Trois partis se formèrent dans les conseils : les républicains prononcés , qui marchèrent avec la majorité du directoire , abstraction faite de leurs affections particulières ; les partisans des princes et de l'étranger : Pichegru , Villot , Imbert Colomès , Rovère et deux ou trois autres

étaient seuls dans le secret de ce parti ; les clubistes de Clichy , qui comptaient dans leurs rangs des hommes estimés , voulant le bien , mais ne sachant pas le faire , mécontents , ennemis des directeurs , des conventionnels et du gouvernement révolutionnaire.

Les clichyens se donnaient pour sages , modérés , bons Français. Étaient-ils républicains ? Non. Étaient-ils royalistes ? Non. Ils voulaient donc la constitution de 1791 ? Non. Celle de 1793 ? Beaucoup moins. Celle de 1795 ? Oui et non. Qu'étaient-ils donc ? Ils n'en savaient rien. Ils auraient voulu telle chose avec des *si* , telle autre avec des *mais*. Ce qui les faisait agir , leur donnait du mouvement , c'étaient les applaudissements des salons , les louanges résultant des succès de la tribune. Ils votèrent avec le comité royaliste sans le savoir ; ils furent étonnés , lorsque après leur catastrophe , ils acquirent la conviction que Pichegru , Imbert Colomès , Villot , de La Haye , etc. , étaient des conspirateurs ; que toutes ces belles harangues , ces beaux discours qu'ils avaient prononcés , étaient des actes de conspiration qui secondaient la politique de Pitt et des princes. Rien n'était plus loin de leur pensée , ils n'eussent pas eu le courage de conspirer. Carnot et un grand nombre de membres de Clichy ont

prouvé depuis, par leur conduite, qu'ils étaient bien loin d'avoir voulu tramer contre la république. Carnot était égaré par sa haine contre les thermidoriens ; son ame avait été brisée, depuis le 9 thermidor, par l'opinion qui accusait le comité de salut public de tout le sang versé sur les échafauds ; il avait besoin de la considération publique : il fut entraîné par ceux qui dominaient la tribune et les feuilles périodiques.

Les écrivains de ces feuilles, en grande majorité, étaient contraires au directoire, à la convention, à la révolution. Quelques-uns cherchaient ainsi à faire oublier les crimes commis par eux pendant le règne du gouvernement révolutionnaire, dont ils avaient été les agents ; plusieurs étaient à la solde de la trésorerie de Londres. Le directoire n'a pas su opposer journaux à journaux, presses à presses, plumes à plumes, soit qu'il n'en sentit pas toute l'importance, soit qu'il n'ait pas pu ou voulu faire les sacrifices d'argent nécessaires. Il ne prit point conseil de la conduite du gouvernement anglais, qui non-seulement soldait et faisait distribuer avec profusion des journaux du matin, du soir, de la semaine, du mois et de l'année, mais encore leur faisait communiquer les extraits des dépêches dont la connaissance importait à la

curiosité publique. Le cabinet de Saint-James trompe les étrangers lorsqu'il désavoue avec tant de dédain et couvre lui-même de mépris ces misérables folliculaires : ce mépris n'est que de commande : le fait est qu'il les solde, les dirige, et que ses archives leur sont ouvertes.

La tribune des cinq cents, celle des anciens, presque toutes les feuilles publiques retentirent de vociférations contre le gouvernement et la révolution ; contre les lois sur l'émigration, la vente des biens nationaux et le culte ; contre les dilapidations de l'administration et l'énormité des impôts. Les biens nationaux cessèrent de se vendre ; leurs acquéreurs furent inquiétés, les émigrés rentrèrent, les prêtres levèrent la tête. Le général Pichegru était l'ame de ce projet de contre-révolution. Le directoire, au milieu de cette tempête, tenait une marche incertaine.

§ VI.

Pichegru, né en Franche-Comté, fut admis à l'âge de dix-huit ans à l'école-militaire de Brienne, en qualité de maître-de-quartier. Son projet était d'entrer à la maison professe de Vitry pour y faire son noviciat ; mais il en fut décon-

seillé et s'engagea dans le régiment de Metz, artillerie, en 1789; il y était sergent, lorsque la société des jacobins de Besançon le fit nommer chef d'un bataillon de volontaires. En 1793, le représentant Saint-Just le nomma général en chef. Il dirigea avec succès la campagne de 1794, et conquit la Hollande. En 1795, il commanda l'armée du Rhin : c'est de là que date sa trahison. Il eut des relations criminelles avec les généraux ennemis, et concerta avec eux ses opérations. Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin avaient ordre d'opérer un mouvement combiné pour se réunir sous Mayence; il fit manquer cette opération, en laissant la majorité de ses forces sur le haut Rhin. A quelque temps de là, la ligne de contrevallation qu'il occupait sur la rive gauche du fleuve, devant Mayence, fut forcée par Clairfait, qui s'empara de toute son artillerie de campagne; il se retira avec ses débris dans les lignes de Weissembourg. Ces événements et d'autres circonstances firent soupçonner sa fidélité. Le gouvernement fut alarmé : au commencement de 1796, il lui retira le commandement de l'armée, et lui offrit l'ambassade de Suède. Pichegru refusa et se retira en Franche-Comté, où il continua ses relations avec l'ennemi. Nommé au conseil des cinq cents par l'assemblée électorale du Jura, il se crut arrivé

au moment de faire triompher le parti de l'étranger. Il était désigné dans les coteries comme le Monck de la France.

Dans le courant d'avril, Duverne et l'abbé Brottier furent arrêtés, traduits devant les tribunaux et condamnés. Duverne de Presle fit des révélations importantes : un coin du voile qui couvrait la France fut levé. Dans ce temps, le portefeuille de d'Entraigues arriva à Paris ; Toutes les pièces en avaient été cotées et paraphées par les généraux Clarke et Berthier. On y trouva des détails circonstanciés sur la conduite de Pichegru. Fauche Borel, libraire de Neufchâtel, était le principal agent de cette trame. Dans les longues conversations que Napoléon eut avec le comte d'Entraigues, il pénétra le mystère des intrigues qui entretenaient et excitaient l'agitation en France, nourrissaient les espérances des puissances étrangères, et paralysaient toutes les négociations avec l'Autriche.

§ VII.

Le mot était donné au parti : tous les journaux furent remplis de critiques, de calomnies, de déclamations contre le général d'Italie ; ils dépréciaient ses succès, noircissaient son ca-

ractère, calomniaient son administration, jetaient des soupçons sur sa fidélité à la république, accusaient son ambition. Des journaux ces calomnies s'élevèrent à la tribune; il y fut dénoncé pour la guerre qu'il faisait à Venise; pour sa conduite politique envers Gênes; pour la sentence arbitrale qu'il avait rendue en faveur de la Valteline contre les Lignes Grises. On alla jusqu'à nier le massacre des Français dans les états vénitiens, celui de Vérone même et la violation de la neutralité envers l'avis le *Libérateur d'Italie*, qui avait été canonné dans les eaux de Venise par la galère amirale et par les batteries du fort du Lido.

Bientôt les journaux de Paris devinrent l'objet de l'entretien des camps. « Quoi ! dirent les
« soldats, ce sont ceux qui se disent nos repré-
« sentants qui se font les panégyristes de nos
« ennemis ! Les Vénitiens ont versé le sang
« français, et, au lieu de le venger, c'est nous
« encore qu'on accuse, non de l'avoir versé,
« mais d'avoir excité des vengeances ! Ignorent-
« ils donc que nous sommes ici cent mille baïon-
« nettes, autant de témoins irrécusables ! Ces
« ennemis de la république n'ont pu ni vaincre,
« ni acheter notre général, ils le voudraient
« assassiner juridiquement; mais ils ne réus-
« sront pas : il faudrait avant tout, pour l'at-

« teindre, qu'ils marchassent sur nos cada-
« vres. »

Les artistes italiens publièrent des gravures, où étaient représentés les députés de Clichy faisant cause commune avec des Esclavons. L'esprit des soldats s'exalta au point qu'ils frémis- saient à la lecture des journaux de Paris.

A la fête du 14 juillet, avant de passer la revue, le général en chef avait dit à l'armée, par l'ordre du jour : « Soldats, c'est aujourd'hui
« l'anniversaire du 14 juillet. Vous voyez devant
« vous les noms de nos compagnons d'armes
« morts au champ d'honneur pour la liberté de
« la patrie; ils vous ont donné l'exemple; vous
« vous devez tout entiers à la république; vous
« vous devez tout entiers au bonheur de trente
« millions de Français; vous vous devez tout
« entiers à la gloire de ce nom, qui a reçu un
« nouvel éclat par vos victoires.

« Soldats, je sais que vous êtes profondément
« affectés des malheurs qui menacent la patrie.
« Mais la patrie ne peut courir des dangers
« réels. Les mêmes hommes qui l'ont fait triom-
« pher de l'Europe coalisée, sont là. Des mon-
« tagnes nous séparent de la France. Vous les
« franchiriez avec la rapidité de l'aigle, s'il le
« fallait pour maintenir la constitution, dé-
« fendre la liberté, protéger le gouvernement

« et les républicains. Soldats, le gouvernement
« veille sur le dépôt des lois qui lui est confié.
« Les royalistes, dès l'instant qu'ils se montre-
« ront, auront vécu. Soyez sans inquiétude; et
« jurons par les mânes des héros qui sont morts
« à côté de nous pour la liberté; jurons, sur
« nos drapeaux, guerre aux ennemis de la ré-
« publique et de la constitution de l'an III. »

Ce fut l'étincelle qui alluma l'incendie. Chaque division de cavalerie et d'infanterie rédigea son adresse; les officiers, sous-officiers et soldats les votèrent et signèrent. Elles se ressentirent de la violente agitation des âmes. Le général Berthier les envoya au directoire et aux conseils. Le peuple se rallia, les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin partageaient les mêmes sentiments. Il se fit sur-le-champ un changement total dans l'esprit public. La majorité du directoire paraissait perdue; la république était en danger.

Hoche fit marcher une division de Sambre-et-Meuse sur Paris, sous prétexte de l'expédition d'Irlande. Le conseil des cinq cents s'indigna que les troupes eussent violé le cercle constitutionnel: Hoche quitta la capitale, et ne trouva de refuge que dans son quartier-général.

Dans ces circonstances critiques, un parti

puissant engageait Napoléon à renverser le directoire et à s'emparer des rênes du gouvernement. L'enthousiasme que la conquête de l'Italie avait excité en France, et le dévouement de l'armée qu'il venait de couvrir de tant de lauriers, semblaient aplanir tous les obstacles. Si l'ambition eût été le guide de sa vie, il n'eût point hésité : ce qu'il a fait au 18 brumaire, il l'eût fait au 18 fructidor; mais, alors comme toujours, l'indépendance, la puissance et le bonheur de la France étaient sa première pensée. Vainqueur d'Arcole et de Rivoli, il ne croyait pas plus qu'il fût en son pouvoir dans ce moment de réaliser ce grand œuvre, qu'il ne l'a cru depuis, à Paris, après ses désastres, du moment où les chambres législatives l'eurent abandonné. En 1797, comme en 1815, l'exaltation des idées révolutionnaires égarait les meneurs et l'imagination des masses; les mêmes hommes qui avaient renversé le trône de Louis XVI dominaient l'opinion et se croyaient destinés à sauver la révolution. Napoléon se décida à soutenir le directoire, et, à cet effet, il envoya le général Augereau à Paris; mais si, contre son attente, les conjurés l'eussent emporté, tout était disposé pour qu'il fît son entrée dans Lyon, à la tête de 15,000 hommes, cinq jours après qu'il aurait appris leur vic-

toire, et de là, marchant sur Paris, et ralliant tous les républicains, tous les intérêts de la révolution, il eût, comme César, passé le Rubicon à la tête du parti populaire.

§ VIII.

A son arrivée, Augereau fut nommé par le directoire au commandement de la 17^e division militaire. Le 18 fructidor (4 septembre), à la pointe du jour, les officiers de paix se portèrent chez les directeurs Barthélemy et Carnot. Ils se saisirent du premier; mais le second, qui avait été prévenu, se réfugia à Genève. Au même moment, le directoire faisait arrêter Pichegru, Willot, cinquante députés au conseil des anciens ou des cinq cents, et cent cinquante autres individus, la plupart journalistes. Ce même jour, il adressa à la législature un message par lequel il lui fit connaître la conspiration qui se tramait contre la république, et mit sous ses yeux les papiers trouvés dans le portefeuille de d'Entraigues, et les déclarations de Duverne de Presle. La loi du 19 fructidor condamna à la déportation deux directeurs, cinquante députés et cent quarante-huit individus; les élections de plusieurs départements furent cassées; diverses lois furent rapportées; plusieurs mesures

de salut public furent décrétées ; la nomination de Carnot et de Barthélemy au directoire fut révoquée ; Merlin et François de Neufchâteau les remplacèrent. Les projets des ennemis de la république se trouvèrent ainsi déjoués.

L'étonnement du public fut égal à son incrédulité. L'on supposa que les révélations de Duverne et les papiers de d'Entraigues étaient controuvés, mais toutes les incertitudes cessèrent quand on eut connaissance de la proclamation suivante du général Moreau à son armée, datée de son quartier-général, à Strasbourg, le 23 fructidor (9 septembre 1797).

« Soldats, je reçois à l'instant la proclamation
« du directoire exécutif, du 18 de ce mois
« (4 septembre), qui apprend à la France que
« Pichegru s'est rendu indigne de la confiance
« qu'il a long-temps inspirée à toute la répu-
« blique, et surtout aux armées. On m'a égale-
« ment instruit que plusieurs militaires, trop
« confiants dans le patriotisme de ce représen-
« tant, d'après les services qu'il a rendus, dou-
« taient de cette assertion. Je dois à mes frères
« d'armes, à mes concitoyens, de les instruire
« de la vérité. Il n'est que trop vrai que Piche-
« gru a trahi la confiance de la France entière ;
« j'ai instruit un des membres du directoire,
« le 17 de ce mois (3 septembre), qu'il m'était

« tombé entre les mains une correspondance
« avec Condé et d'autres agents du prétendant,
« qui ne me laisse aucun doute sur cette tra-
« hison. Le directoire vient de m'appeler à Paris,
« et désire sûrement des renseignements plus
« étendus sur cette correspondance. Soldats,
« soyez calmes et sans inquiétude sur les évé-
« nements de l'intérieur; croyez que le gouver-
« nement, en comprimant les royalistes, veillera
« au maintien de la constitution républicaine
« que vous avez juré de défendre. »

Le 24 fructidor (10 septembre) Moreau écri-
vait au directoire : « Je n'ai reçu que le 22 , très-
« tard, et à dix lieues de Strasbourg, votre
« ordre de me rendre à Paris. Il m'a fallu quel-
« ques heures pour préparer mon départ, assu-
« rer la tranquillité de l'armée, et faire arrêter
« quelques hommes compromis dans une cor-
« respondance intéressante, que je vous remet-
« trai moi-même. Je vous envoie ci-joint une
« proclamation que j'ai faite, et dont l'effet a été
« de convertir beaucoup d'incrédules, et je vous
« avoue qu'il était difficile de croire que l'homme
« qui avait rendu de si grands services à son
« pays, et qui n'avait nul intérêt à le trahir, pût
« se porter à une telle infamie. On me croyait
« l'ami de Pichegru, et dès long-temps je ne
« l'estime plus. Vous verrez que personne n'a

« été plus compromis que moi; que tous les pro-
« jets étaient fondés sur les revers de l'armée
« que je commandais : son courage a sauvé la
« république. »

Enfin, dans sa lettre à Barthélemy, du 19 fructidor (5 septembre), Moreau disait :

« Citoyen directeur, vous vous appellerez
« sûrement qu'à mon dernier voyage à Bâle, je
« vous instruisis qu'au passage du Rhin, nous
« avions pris un fourgon au général Klinglin,
« contenant deux ou trois cents lettres de sa
« correspondance; celles de Vittersbach en fai-
« saient partie, mais c'étaient les moins impor-
« tantes. Beaucoup de lettres sont en chiffres,
« mais nous avons trouvé la clef. L'on s'occupe
« à tout déchiffrer, ce qui est très-long. Per-
« sonne n'y porte son vrai nom, de sorte que
« beaucoup de Français qui correspondent avec
« Klinglin, Condé, Wickam, d'Enghien et au-
« tres, sont difficiles à découvrir. Cependant
« nous avons de telles indications, que plu-
« sieurs sont déjà connus. J'étais décidé à ne
« donner aucune publicité à cette correspon-
« dance, puisque, la paix étant présumable, il n'y
« avait plus de dangers pour la république, d'au-
« tant que cela ne ferait preuve que contre peu
« de monde, personne n'étant nommé. Mais,
« voyant à la tête des partis qui font actuelle-

« ment tant de mal à notre pays, et jouissant
« dans une place éminente de la plus haute
« confiance, un homme très compromis dans
« cette correspondance, et destiné à jouer un
« grand rôle dans le rappel du prétendant qu'elle
« avait pour but, j'ai cru devoir vous en in-
« struire, pour que vous ne soyez pas dupe de
« son feint républicanisme, que vous puissiez
« faire éclairer ses démarches, et vous opposer
« aux coups funestes qu'il peut porter à notre
« pays, puisque la guerre civile ne peut qu'être
« le but de ses projets.

« Je vous avoue, citoyen directeur, qu'il m'en
« coûte infiniment de vous instruire d'une telle
« trahison, d'autant plus que celui que je vous
« fais connaître a été mon ami, et le serait sû-
« rement encore s'il ne m'était connu : je
« veux parler du représentant du peuple Piche-
« gru. Il a été assez prudent pour ne rien écrire ;
« il ne communiquait que verbalement avec
« ceux qui étaient chargés de la correspondance,
« qui faisaient part de ses projets, et recevaient
« ses réponses. Il y est désigné sous plusieurs
« noms, entre autres sous celui de *Baptiste*. Un
« chef de brigade nommé *Badouville*, qui lui était
« attaché, est désigné sous le nom de *Coco*. Il était
« un des courriers dont il se servait, ainsi que
« les autres correspondants. Vous devez l'avoir

« vu assez fréquemment à Bâle. Leur grand
« mouvement devait s'opérer au commencement
« de la campagne de l'an IV. On comptait sur
« des revers à mon arrivée à l'armée, qui, mé-
« contente d'être battue, devait redemander son
« ancien chef, qui alors aurait agi d'après les
« instructions qu'il aurait reçues. Il a dû rece-
« voir neuf cents louis pour le voyage qu'il
« fit à Paris, à l'époque de sa démission; de là
« vint naturellement son refus de l'ambassade de
« Suède. Je soupçonne la famille Lajolais d'être
« de cette intrigue.

« Il n'y a que la grande confiance que j'ai en
« votre patriotisme et en votre sagesse, qui m'a
« déterminé à vous donner cet avis. Les preuves
« en sont plus claires que le jour; mais je doute
« qu'elles puissent être judiciaires.

« Je vous prie, citoyen directeur, de vouloir
« bien m'éclairer de vos avis sur une affaire aussi
« épineuse; vous me connaissez assez pour
« croire combien a dû me coûter cette confiance;
« il n'a pas moins fallu que les dangers que
« court mon pays, pour vous la faire. Ce se-
« cret est entre cinq personnes: les généraux
« Desaix, Reynier, un de mes aides-de-camp, et
« un officier chargé de la partie secrète de l'ar-
« mée, qui suit continuellement les renseigne-
« ments que donnent les lettres qu'on déchiffre.»

Peu de temps après, on publia les papiers trouvés dans le fourgon de Klinglin, en avril 1797, et dont Moreau, Desaix, et Régnier, avaient eu seuls connaissance. Bientôt les preuves de la trahison de Pichegru arrivèrent de toutes parts; il devint l'objet de l'exécration publique. Les déportés furent embarqués à Rochefort, et transportés à la Guiane.

§ IX.

Lorsque Napoléon eut connaissance de la loi du 19 fructidor, il fut profondément affligé et témoigna hautement son mécontentement. Il reprocha aux trois directeurs de n'avoir pas su vaincre avec modération. Il approuvait que Carnot, Barthélemy et les cinquante députés fussent destitués de leurs fonctions par mesure de salut public, et mis en surveillance dans une des villes de l'intérieur de la république. Il désirait que Pichegru, Willot, Imbert Colomès, et deux ou trois autres seulement fussent mis en accusation, et expiassent sur l'échafaud le crime de trahison dont ils s'étaient rendus coupables, et dont on avait les preuves; mais il voulait qu'on en restât là. Il gémissait de voir des personnes d'un grand talent, comme Portalis, Tronson-Ducoudray, Fontanes; des

patriotes comme Boissy d'Anglas, Dumolard, Muraire; les suprêmes magistrats Carnot, Barthélemy, condamnés sans actes d'accusation, sans jugement, à périr dans les marais de Sinamari. Quoi ! punir de la déportation un grand nombre de folliculaires qui ne méritaient que le mépris et la flétrissure de quelques peines correctionnelles ! c'était renouveler les proscriptions des triumvirs de Rome ; c'était se montrer plus cruel, plus arbitraire que le tribunal de Fouquier-Tinville, puisqu'au moins il entendait les accusés et ne les condamnait qu'à mort ! Toutes les armées, le peuple tout entier, étaient pour la république. Le salut public eût pu seul justifier une injustice aussi révoltante et une telle violation des droits et des lois.

Les conjurés voulaient opérer la destruction de la république par le corps législatif ; dépopulariser le directoire par le moyen si puissant de la tribune nationale ; entraver sa marche par l'autorité de la législature ; composer un directoire d'hommes ou faibles ou dévoués au parti ; et enfin, proclamer la contre-révolution comme le seul remède aux maux qui déchiraient la patrie.

Les trois directeurs, enivrés de leur victoire, ne virent que leur triomphe dans celui de la

république. Les conseils nommèrent Merlin et François de Neufchâteau pour remplacer Carnot et Barthélemy : ils ne convoquèrent pas les assemblées électorales pour se compléter ; ils restèrent ainsi mutilés, sans considération et sans indépendance. Il était difficile de pénétrer ce qu'ils espéraient d'un semblable attentat contre la constitution, d'un tel mépris de l'opinion publique. Trois hommes, sans l'illusion d'antiques souvenirs, sans même l'illustration de la victoire, prétendaient-ils donc se faire les rois de la France, gouverner pour leur compte, sans la loi et sans le concours du corps législatif ? Les actes du 22 floréal de l'année suivante, ceux du 30 prairial, deux ans après, furent les suites de cette conduite illégale et impolitique. En fructidor, le gouvernement attenta à la législature ; au 22 floréal, la législature et le gouvernement attentèrent à la souveraineté du peuple, en refusant de recevoir comme membres des conseils les députés nommés par des assemblées électorales déclarées légales. Enfin, au 30 prairial, les conseils attentèrent aux droits, aux prérogatives et à la liberté du gouvernement. Ces trois journées portèrent coup aux idées des républicains, et anéantirent la constitution de 1795.

Dès le mois d'octobre 1796, le cabinet de

Saint-James, effrayé des sacrifices pécuniaires qu'il lui fallait imposer à l'Angleterre pour soutenir la guerre contre la France, s'était résolu à la paix. Lord Malmesbury avait échangé à Paris ses pouvoirs, comme négociateur, avec Charles Lacroix, ministre des relations extérieures; mais après quelques conférences, ce plénipotentiaire ayant donné connaissance de son ultimatum, qui exigeait la rétrocession de la Belgique à l'empereur, les négociations furent rompues. Les préliminaires de Léoben décidèrent l'Angleterre à renouer la négociation. L'Autriche elle-même avait renoncé à la Belgique; la possession de cette province ne pouvait plus faire l'objet d'une difficulté. Lord Malmesbury se rendit à Lille. La paix était d'autant plus nécessaire à Pitt, que ses plans de finance venaient d'échouer. Le directoire nomma pour ses plénipotentiaires Letourneur, Pleville-le-Peley et Maret, depuis duc de Bassano. Le choix de ce dernier plut à Londres: Pitt connaissait ses dispositions pacifiques; il estimait son caractère parce qu'il avait traité avec lui, en 1792, pour le salut de Louis XVI et le maintien de la paix. De son côté, lord Malmesbury voulait faire oublier l'échec qu'il avait eu à Paris l'année précédente, et couronner sa longue carrière politique par un nouveau succès. Les

plénipotentiaires agissaient de part et d'autre de bonne foi, et tout faisait espérer une issue favorable. Ces grandes négociations qui se suivaient à la fois dans le nord de la France et de l'Italie, ne pouvaient être étrangères l'une à l'autre; Clarke était chargé de correspondre avec Maret. La paix conclue avec l'Angleterre aurait levé bien des difficultés à Campo-Formio, et elle allait être signée à Lille, à des conditions plus avantageuses pour la France et ses alliés, que celles du traité d'Amiens, lorsque arriva le 18 fructidor. Maret fut rappelé. Treillard et Bonnier, nouveaux négociateurs, demandèrent au plénipotentiaire de consentir à la restitution, par l'Angleterre, de toutes ses conquêtes sur la France, l'Espagne et la Hollande. Lord Malmesbury, étonné d'une si singulière interpellation, répondit qu'il avait l'ordre de négocier sur la base des compensations réciproques. Les ministres français lui donnèrent vingt-quatre heures pour accéder à leur demande, et lui intimèrent, dans le cas où il persisterait à ne point s'expliquer, de se rendre lui-même à Londres pour y chercher de nouvelles instructions et des pouvoirs plus étendus. Le 17 septembre, il quitta Lille. Les plénipotentiaires français portèrent l'ironie jusqu'à feindre de croire à son retour à Lille, et à l'y attendre. Le

5 octobre, lord Malmesbury leur notifia, de Londres, que l'Angleterre n'enverrait plus de plénipotentiaire en France, si au préalable son négociateur n'était muni d'une garantie qui lui assurât son indépendance et le respect dû à son caractère. Autant le directoire avait raison dans la première négociation, autant il eut tort dans la seconde, par le fond comme par la forme; il était juste, quand la France gardait une partie de ses conquêtes sur le continent, que l'Angleterre conservât aussi une partie des siennes. Le directoire, en manquant au respect dû au caractère d'un ambassadeur, se manquait à lui-même.

Quelque temps après le 18 fructidor, une loi sur la dette publique ordonna que le tiers du capital serait inscrit sur un nouveau livre, et les intérêts payés à cinq pour cent; que les deux autres tiers seraient remboursés en *bons de deux tiers*, et que des domaines seraient affectés à leur amortissement; mais, chaque année, les lois du budget retirèrent l'hypothèque, et prolongèrent ainsi l'immoralité et l'agonie de cette banqueroute. Enfin, les bons de deux tiers furent réduits à deux pour cent. Il eût été moins odieux de ne pas toucher au capital, et de réduire seulement l'intérêt.

L'opinion de Napoléon était qu'il fallait,

avant tout, être fidèle à la foi publique; qu'il convenait d'éteindre la dette, en y affectant tous les domaines nationaux quelconques, même ceux sous séquestre, et donner une telle activité à cette mesure, qu'elle se trouvât consommée en trois ans. Il pensait qu'il fallait consacrer en même temps comme loi constitutionnelle, en la soumettant à la sanction du peuple, le principe qu'une génération ne peut être engagée par une autre génération, et que les intérêts d'un emprunt ne pouvaient être exigés que pendant les quinze premières années. Ce qui eût préservé de l'abus qu'on peut faire de cette ressource, et protégé les générations à venir contre la cupidité de la génération présente.

A l'époque du 18 fructidor, l'aide-de-camp Lavalette était à Paris depuis plusieurs mois, comme intermédiaire entre le général d'Italie, la majorité, la minorité du directoire, et les différents partis qui divisaient les conseils et la capitale. Quinze jours après la journée du 18 fructidor, il fut inquiet par le gouvernement : c'était un homme d'un caractère doux, d'opinions modérées; il se sauva en toute hâte à Milan, pour se réfugier près de son général.

Un des premiers soins de Napoléon, en arrivant au consulat, fut d'annuler la loi du 19

fructidor ; de rappeler dans leur patrie un grand nombre d'hommes respectables par leurs talents, les services qu'ils avaient rendus, et qui se trouvaient, par le seul effet de quelques imprudences, persécutés et compris dans la proscription de fructidor. Pichegru, Willot, Imbert-Colomès, et quelques autres de cette trempe, furent seuls exceptés. Carnot, Portalis, Barbé-Marbois, Bennezech, furent depuis ses ministres, et il leur confia des portefeuilles. Barthélemy, Lapparent, Pastoret, Boissy-d'Anglas, Fontanes, furent sénateurs ; ce dernier devint même président du corps législatif et grand-maître de l'université. Siméon, Muraire, Gau, Villaret-Joyeuse, Dumas, Laumont, furent appelés au conseil d'état ; Vaublanc, Duplantier, etc., furent préfets.

L'esprit public s'aliénait tous les jours davantage. Le conseil des cinq-cents, effrayé du malaise général, aigrissait le mal, au lieu de le guérir. Il ne voyait de salut que dans les mesures révolutionnaires ; il s'égara jusqu'au point d'ordonner le renvoi de France de tous les nobles ; le nombre en était encore très grand, non-seulement dans les autorités constituées, mais encore dans les armées. Ce fut en partie pour donner des conseils à la France que Napoléon écrivit, le 11 novembre, au gouverne-

ment provisoire de Gènes, cette lettre remarquable, d'un si grand effet à Paris, dans laquelle il disait : « *Exclure les nobles de toute fonction publique, serait une injustice révoltante : vous feriez ce qu'ils ont fait.* »

CHAPITRE XI.

PAIX DE CAMPO-FORMIO.

Échange des ratifications des préliminaires de Léoben (24 mai). — Conférences de Montebello. — Conférences d'Udine avant le 18 fructidor. — Conférences de Passeriano. — Le gouvernement français, depuis le 18 fructidor, ne veut plus la paix. — Motifs qui décident le plénipotentiaire français à signer la paix. — Intérêts et politique de Napoléon. — Prétentions excessives des plénipotentiaires impériaux; menaces; mouvements des armées. — Signature du traité de paix de Campo-Formio (le 17 octobre). — Des généraux Desaix et Hoche. — Napoléon quitte l'Italie; il se rend à Paris en passant par Rastadt.

§ 1^{er}.

L'échange des ratifications des préliminaires de Léoben eut lieu le 24 mai à Montebello, entre Napoléon et le marquis de Gallo. Une question d'étiquette s'éleva pour la première fois; les empereurs d'Allemagne ne donnaient

pas l'alternative aux rois de France ; le cabinet de Vienne craignait que la république ne voulût point reconnaître cet usage, et qu'à son exemple les autres puissances de l'Europe ne le fissent ainsi déchoir de cette espèce de suprématie dont jouissait le saint empire romain depuis Charlemagne. C'est dans le premier moment d'ivresse qu'occasiona au plénipotentiaire autrichien l'acquiescement de la France à l'étiquette d'usage, qu'il renonça à l'idée du congrès de Berne, consentit à une négociation séparée, et à n'ouvrir le congrès de Rastadt pour la paix de l'empire qu'en juillet suivant. En peu de jours les négociateurs furent d'accord sur les bases suivantes du traité définitif : 1° les limites du Rhin pour la France ; 2° Venise et les limites de l'Adige pour l'empereur ; 3° Mantoue et les limites de l'Adige pour la république cisalpine. Le marquis de Gallo déclara que, par son prochain courrier, il recevrait des pouvoirs *ad hoc* pour signer la paix sur ces bases ; dès le 6 mai, Napoléon et le général Clarke avaient été investis des pouvoirs nécessaires. Ces conditions étaient plus favorables à la France que le directoire n'avait osé l'espérer ; on pouvait donc considérer la paix comme faite.

Clarke était, au moment de la révolution, capitaine dans le régiment d'Orléans dragons.

Il suivit, dès 89, le parti d'Orléans. En 1795, il fut appelé près du comité de salut public pour diriger le bureau topographique. Spécialement protégé par Carnot, il fut choisi par le directoire, en 1796, pour faire des ouvertures de paix à l'empereur, et se rendit à cet effet à Milan. Le but réel de sa mission n'était point d'ouvrir une négociation, mais d'être, au quartier-général, l'agent secret du directoire pour surveiller le général dont les victoires commençaient à porter ombrage. Clarke envoyait à Paris des notes sur les premières personnes de l'armée, ce qui excita des murmures et lui attira des désagrémens. Napoléon, convaincu que les gouvernements ont besoin d'être instruits, préférait que cette mission secrète fût confiée à un homme connu, plutôt qu'à ces agents subalternes qui ramassent dans les cabarets et les antichambres les renseignements les plus absurdes ; il protégea Clarke, et l'employa même à diverses négociations avec la Sardaigne et avec les princes d'Italie. Après le 18 fructidor, il le défendit avec chaleur, non-seulement parce qu'il avait su gagner son estime dans la mission si délicate qu'il avait remplie, mais aussi parce qu'il croyait de sa dignité d'accorder protection à tout homme qui avait eu des rapports journaliers avec lui, et dont il n'avait pas eu ostensi-

blement à se plaindre. Clarke n'avait point l'esprit militaire ; c'était un homme de bureau, travailleur exact et probe, fort ennemi des fripons. Il descend d'une des familles irlandaises qui ont accompagné les Stuarts dans leurs malheurs. Entiché de sa naissance, il s'est rendu ridicule sous l'empire par des recherches généalogiques qui contrastaient avec les opinions qu'il avait professées, la carrière qu'il avait parcourue, les circonstances du siècle ; c'était un travers. Mais cela n'empêcha pas l'empereur de lui confier le portefeuille de la guerre, comme à un bon administrateur qui devait lui être attaché, puisqu'il l'avait comblé de bienfaits. Sous l'empire, il a rendu des services importants par l'intégrité de son administration, et l'on doit regretter pour sa mémoire qu'à la fin de sa carrière il ait fait partie d'un ministère auquel la France reprochera éternellement de l'avoir fait passer tout entière sous les fourches caudines, en ordonnant le licenciement de l'armée qui avait fait sa gloire pendant vingt-cinq ans, et en livrant aux ennemis étonnés nos places encore invincibles. Si, en 1814 et en 1815, la confiance royale n'avait point été placée dans des hommes dont l'ame était détremée par des circonstances trop fortes, ou qui, renégats à leur patrie, ne voyaient de salut et de gloire pour

le trône de leur maître que dans le joug de la sainte-alliance ; si le duc de Richelieu, dont l'ambition fut de délivrer son pays de la présence des baïonnettes étrangères ; si Châteaubriand, qui venait de rendre à Gand d'éminents services, avaient eu la direction des affaires, la France serait sortie puissante et redoutée de ces deux grandes crises nationales. Châteaubriand a reçu de la nature le feu sacré : ses ouvrages l'attestent. Son style n'est pas celui de Racine, c'est celui du Prophète. Il n'y a que lui au monde qui ait pu dire impunément à la tribune des pairs, que *la redingote grise et le chapeau de Napoléon placés au bout d'un bâton, sur la côte de Brest, feraient courir l'Europe aux armes*. Si jamais il arrive au timon des affaires, il est possible que Châteaubriand s'égare : tant d'autres y ont trouvé leur perte ! mais ce qui est certain, c'est que tout ce qui est grand et national doit convenir à son génie, et qu'il eût repoussé avec indignation ces actes infamants de l'administration d'alors.

§ II.

Le comte de Meerfeld, nouveau plénipotentiaire autrichien, arriva le 19 juin à Montebello. Le cabinet de Vienne désavouait le marquis de

Gallo, et persistait à ne vouloir traiter de la paix qu'au congrès de Berne et assisté de ses alliés ; il avait évidemment changé de système. Faisait-il partie d'une nouvelle coalition ? Mettait-il sa confiance dans les armées russes ? Était-ce un des effets de la conjuration de Pichegru ? Se berçait-on de l'espoir que la guerre civile, qui déchirait les départements de l'ouest, s'étendrait sur toute la France, et que le pouvoir tomberait dans les mains des conjurés ?

Les plénipotentiaires autrichiens avouaient qu'ils n'avaient rien à répondre, lorsque Napoléon leur observait que l'Angleterre et la Russie ne consentiraient jamais à ce que l'empereur prît ses indemnités aux dépens de l'antique Venise ; que ne vouloir négocier que de concert avec ces puissances, c'était proclamer qu'on voulait courir encore une fois les chances de la guerre. Le ministre Thugut envoya de nouvelles instructions ; il renonça au congrès de Berne et adhéra au principe d'une négociation séparée. Les conférences s'ouvrirent à Udine, le 1^{er} juillet. Le général Clarke s'y rendit seul du côté de la France. Napoléon annonça qu'il n'y assisterait que lorsqu'il aurait jugé, par le protocole, que les négociateurs autrichiens voudraient franchement la paix et auraient pouvoir de la signer. Peu de jours après il quitta Montebello et

se rendit à Milan ; il y séjourna pendant juillet et août. L'Autriche attendait l'issue de la crise qui agitait la France ; ces deux mois se passèrent en vains pourparlers : la journée du 18 fructidor déjoua ses espérances. Le comte de Cobentzel accourut à Udine , investi des pleins-pouvoirs de l'empereur dont il avait toute la confiance. Le marquis de Gallo , le comte de Meerfeld et le baron d'Engelmann prirent part aux conférences , mais n'y figurèrent réellement que pour la forme.

§ III.

Napoléon se rendit à Passeriano ; Clarke ayant été rappelé, il se trouvait seul plénipotentiaire pour la France. Le 26 septembre, la négociation s'entama avec le comte de Cobentzel. Les conférences se tinrent alternativement à Udine et à Passeriano. Les quatre plénipotentiaires autrichiens étaient assis devant un des côtés d'une table rectangulaire ; sur les côtés latéraux étaient les secrétaires de légation ; de l'autre côté se plaçait le plénipotentiaire français. Lorsque les conférences se tenaient à Passeriano, on dînait chez Napoléon ; lorsqu'elles se tenaient à Udine, on dînait chez le comte de Cobentzel. Passeriano est une belle maison de campagne située sur la

rive gauche du Tagliamento, à quatre lieues d'Udine et à trois lieues des ruines d'Aquilée.

Dès la première conférence, le comte de Cobentzel désavoua tout ce que ses collègues avaient dit depuis quatre mois; il mit en avant des prétentions extravagantes; il fallut recommencer le cercle de bavardage qui avait été parcouru depuis le mois de mai. La marche à suivre avec un pareil négociateur se trouvait indiquée par lui-même; il fallait faire autant de pas pour s'éloigner d'un juste milieu, qu'il en faisait lui-même de son côté.

Le comte de Cobentzel était né à Bruxelles; fort aimable en société, d'une politesse recherchée, mais dur et difficile en affaires. Sa dialectique manquait de justesse et de précision; il le sentait, et croyait y suppléer par des éclats de voix et des gestes impérieux.

Le marquis de Gallo, ministre de Naples à Vienne, jouissait à la fois de la faveur de la reine de Naples et de celle de l'impératrice. Il était d'un caractère insinuant et souple, mais droit.

Le comte de Meerfeld, colonel d'un régiment de houlans, s'était fait remarquer et avait gagné la confiance du ministre Thugut. Le baron d'Engelmann était un homme de chancellerie, d'un sens droit et bien intentionné.

§ IV.

La marche des négociations depuis l'arrivée du comte de Cobentzel ne laissait plus de doute sur les véritables dispositions de la cour de Vienne; elle voulait la paix; elle n'avait contracté aucun nouvel engagement avec la Russie ou l'Angleterre; et dès le moment où les négociateurs autrichiens eurent acquis la conviction qu'ils ne pouvaient conclure qu'en revenant aux bases posées à Montebello, la paix eût été faite, si le directoire n'avait point changé de politique. La journée du 18 fructidor l'aveuglait sur ses propres forces; il croyait pouvoir impunément demander de nouveaux sacrifices à la nation. Il fit insinuer à Napoléon de rompre les négociations, de recommencer les hostilités, au même temps que la correspondance officielle était toujours dictée dans l'esprit des instructions du 6 mai. Il était évident qu'il désirait la guerre, mais qu'il voulait que la responsabilité de la rupture pesât tout entière sur le négociateur. Lorsqu'il s'aperçut que cette marche ne lui réussissait pas, et que surtout il crut sa puissance consolidée, il envoya son *ultimatum*, par une dépêche en date du 29 septembre. Napoléon le reçut le 6 octobre à Passeriano. La

France ne voulait plus céder à l'empereur ni Venise ni la ligne de l'Adige ; c'était l'équivalent d'une déclaration de guerre.

Napoléon avait des idées fixes sur le degré d'obéissance qu'il devait à son gouvernement sous le rapport des opérations militaires ; il ne se croyait obligé à exécuter ses ordres qu'autant qu'il les jugeait raisonnables et que le succès lui paraissait probable ; il aurait cru commettre un crime, s'il se fût chargé de l'exécution d'un plan vicieux, et dans ce cas il se regardait comme contraint à offrir sa démission, c'est ce qu'il avait fait en 1796, lorsque le directoire avait voulu envoyer une partie de son armée dans le royaume de Naples.

Ses idées n'étaient point aussi arrêtées sur le degré d'obéissance qu'il devait comme plénipotentiaire ; pouvait-il se démettre de sa mission au milieu d'une négociation, ou en compromettre ainsi l'issue, en exécutant des instructions qui n'avaient pas son assentiment et équivalaient à une déclaration de guerre ? Mais son caractère principal à Passeriano était celui de général en chef ; il lui parut absurde que, comme plénipotentiaire, il déclarât la guerre, en même temps que, comme général en chef, il se démettrait de son commandement, pour ne pas recommencer les hostilités, en exécutant

un plan de campagne contraire à son opinion.

Le ministre des relations extérieures le tira de cette anxiété. Dans une de ses dépêches, il lui apprit que le directoire, en arrêtant son *ultimatum*, avait été dans l'opinion que le général en chef était en mesure de le faire agréer par la force des armes. Il médita profondément sur cette communication ; il lui était prouvé qu'il tenait dans ses mains le sort de la France : du parti qu'il choisirait dépendait la guerre ou la paix. Il se décida à s'en tenir à ses instructions du 6 mai, et à signer la paix sur les bases de Montebello, qui, avant la journée de fructidor, avaient été approuvées par le gouvernement.

§ V.

Les motifs qui le déterminèrent étaient :
1° Que le plan général de sa campagne était vicieux. 2° Que n'ayant reçu l'*ultimatum* que le 6 octobre, les hostilités ne pourraient recommencer que le 15 novembre, et qu'alors il serait difficile aux armées françaises d'entrer en Allemagne, tandis que cette saison serait favorable aux Autrichiens pour rassembler des forces considérables dans les plaines d'Italie. 3° Que le commandement de l'armée d'Allemagne était confié à Augereau, dont les opi-

nions politiques venaient d'être fort exaltées par les événemens de fructidor ; son état-major était composé pour la plupart des séides de la propagande, enivrés des principes de 1793, ce qui était un obstacle insurmontable à l'accord si nécessaire dans les opérations des deux armées. Napoléon avait désiré que le commandement de l'armée du Rhin fût confié à Desaix , à défaut de Moreau. 4° Qu'il avait demandé un renfort de 12,000 hommes d'infanterie et de 4,000 de cavalerie , qu'on lui avait refusé ; que cependant il n'avait que 50,000 hommes en ligne , se trouvait à vingt journées plus près de Vienne que les armées du Rhin , ayant à combattre les trois quarts des forces de la maison d'Autriche qui couvraient Vienne du côté de l'Italie , tandis qu'un simple corps d'observation était opposé aux armées de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse. 5° Que le directoire , dans son délire , avait , par sa dépêche du 29 septembre , annoncé qu'il refusait de ratifier le traité d'alliance offensive et défensive du 5 avril précédent avec le roi de Sardaigne. Par ce traité , ce prince s'était engagé à joindre à l'armée d'Italie un contingent de 8,000 hommes d'infanterie , 2,000 de cavalerie et quarante pièces de canon. Le refus du directoire portait le désespoir à Turin ; la cour ne pouvait plus

se dissimuler l'arrière-pensée du gouvernement français; elle n'avait plus rien à ménager : il faudrait donc que l'armée d'Italie s'affaiblît de 10,000 hommes, pour renforcer les garnisons du Piémont et de la Lombardie.

Le 21 octobre, le directoire fit connaître que, sur les observations du général d'Italie, il s'était déterminé à renforcer son armée d'un corps de 6,000 hommes qu'il tirerait de l'armée d'Allemagne; à modifier le plan général de campagne selon son désir; enfin, à ratifier le traité d'alliance offensive et défensive avec le roi de Sardaigne, et qu'il l'avait communiqué au corps législatif, ce même jour 21 octobre.

Mais le traité de Campo-Formio avait été signé trois jours avant que cette dépêche ne fût écrite, et elle n'arriva à Passeriano que douze jours après la signature de la paix. Peut-être si le directoire eût pris cette résolution le 29 septembre, au moment où il envoyait son dernier *ultimatum*, Napoléon se fût-il déterminé à la guerre, dans l'espoir d'affranchir toute l'Italie jusqu'à l'Isonzo, ce qu'il désirait plus que personne.

§ VI.

Il avait été de l'intérêt de Napoléon de conclure la paix. Les républicains manifestaient

hautement leur jalousie, « tant de gloire, disaient-ils, est incompatible avec la liberté. » S'il recommençait les hostilités et que les armées françaises occupassent Vienne, le directoire, constant dans l'esprit qui le dirigeait depuis le 18 fructidor, voudrait révolutionner l'empire, ce qui indubitablement entraînerait dans une nouvelle guerre avec la Prusse, la Russie et le corps germanique ; cependant la république était mal gouvernée ; l'administration était corrompue ; elle n'inspirait aucune confiance, n'avait aucune considération. S'il rompait la négociation, la responsabilité de l'avenir peserait sur lui ; si au contraire il donnait la paix à son pays, il joindrait à la gloire de conquérant et de pacificateur, celle d'être le fondateur de deux grandes républiques ; car la Belgique, les départements du Rhin, la Savoie, le comté de Nice, ne seraient légitimement annexés à la France que par le traité de paix avec l'empereur, tout comme la république cisalpine ne pourrait être réellement assurée qu'alors de son existence. Couvert de lauriers, l'olivier à la main, il rentrait avec sûreté dans la vie privée, et avec une gloire égale à celle des grands hommes de l'antiquité ; le premier acte de sa vie publique se trouverait terminé ; les circonstances et l'intérêt de la patrie décideraient du reste de sa carrière ; la gloire,

l'amour et l'estime du peuple français étaient des voies pour arriver à tout. La France voulait la paix.

La lutte des rois contre la république était une lutte de principes : c'étaient les gibelins contre les guelfes ; c'étaient les oligarques qui régnaient à Londres, à Vienne, à Saint-Pétersbourg, qui luttaient contre les républicains de Paris. Le plénipotentiaire français conçut la pensée de changer cet état de choses qui laisserait toujours la France seule contre tous, de jeter une pomme de discorde au milieu des coalisés, de changer l'état de la question, de créer d'autres passions et d'autres intérêts. La république de Venise était tout aristocratique ; elle intéressait au plus haut point les cabinets de Saint-James et de Saint-Pétersbourg ; la maison d'Autriche en s'en emparant exciterait au dernier degré leur mécontentement et leur jalousie. Le sénat de Venise s'était très mal conduit pour la France, mais très bien pour l'Autriche. Quelle opinion les peuples concevraient-ils de la moralité du cabinet de Vienne, lorsqu'ils le verraient s'approprier les états de son alliée, l'état le plus ancien de l'Europe moderne, celui qui nourrissait les principes les plus opposés à la démocratie et aux idées françaises, et cela sans prétexte et par le seul effet de sa convenance ?

Quelle leçon pour la Bavière et les puissances du second ordre ! L'empereur serait obligé de livrer à la France la place de Mayence qu'il n'avait qu'en dépôt ; il s'approprierait les dépouilles des princes d'Allemagne , dont il était le protecteur et dont les armées combattaient dans ses rangs : c'était présenter aux regards de l'Europe la satire des gouvernements absolus et de l'oligarchie européenne : quelle preuve plus évidente de leur vieillesse , de leur décadence , de leur illégitimité !

L'Autriche serait contente ; car si elle cédait la Belgique et la Lombardie , elle recevait un équivalent , sinon en revenu et en population , du moins sous les rapports des convenances géographiques et commerciales. Venise était contiguë à la Styrie , à la Carinthie et à la Hongrie. La ligue de l'oligarchie européenne serait divisée : la France en profiterait pour saisir l'Angleterre corps à corps , en Irlande , au Canada , aux Indes.

Les divers partis qui divisaient Venise s'éteindraient : aristocrates et démocrates se réuniraient contre le sceptre d'une nation étrangère. Il n'y avait pas à craindre qu'un peuple de mœurs aussi douces pût jamais prendre de l'affection pour un gouvernement allemand , et qu'une grande ville de commerce , puissance

maritime depuis des siècles, s'attachât sincèrement à une monarchie étrangère à la mer et sans colonies ; et si jamais le moment de créer la nation italienne arrivait, cette cession ne serait point un obstacle. Les années que les Vénitiens auraient passées sous le joug de la maison d'Autriche leur feraient recevoir avec enthousiasme un gouvernement national quel qu'il fût, un peu plus ou un peu moins aristocratique, soit que la capitale fût ou non fixée à Venise. Les Vénitiens, les Lombards, les Piémontais, les Génois, les Parmesans, les Bolonnais, les Bergamasques, les Ferrarais, les Toscans, les Romains, les Napolitains, avaient besoin, pour devenir italiens, d'être décomposés et réduits en éléments ; il fallait, pour ainsi dire, les refondre. En effet, quinze ans après, en 1812, la puissance autrichienne en Italie, le trône de Sardaigne, ceux des ducs de Parme, de Modène, de Toscane, celui de Naples même, l'oligarchie de Gènes, celle de Venise, avaient disparu. La puissance temporelle du pape, qui de tout temps avait été la cause du morcellement de l'Italie, allait n'être plus un obstacle ; le grand-duché de Berg était resté vacant ; il attendait la cour du roi Joachim. « *Il me faut*, avait dit Napoléon « en 1805, à la consulte de Lyon, *vingt ans pour créer la nation italienne.* » Quinze ans lui avaient

suffi ; tout était prêt ; il n'attendait que la naissance d'un second fils pour le mener à Rome, le couronner roi des Italiens, donner la régence au prince Eugène, et proclamer l'indépendance de la péninsule, des Alpes à la mer d'Ionie, de la Méditerranée à l'Adriatique.

§ VII.

La cour de Vienne, fatiguée de la lutte sanglante qu'elle soutenait depuis plusieurs années, n'attachait aucune importance à la Belgique, qu'il lui était impossible de défendre ; elle se trouvait heureuse, après tant de désastres, d'obtenir des indemnités pour des pertes déjà consommées, et de contracter avec la république française des liens qui lui garantis-
saient des avantages dans l'arrangement des affaires d'Allemagne ; mais si déjà on était d'accord sur les principes, on était bien loin de l'être sur le mode d'exécution. Le comte de Cobentzel voulait, disait-il, « l'Adda pour li-
« mites, ou rien. » Il s'appuyait sur des calculs de statistique. « Vous voulez rétablir le système de
« 1756, il faut donc nous donner une paix
« avantageuse qui soit pensée indépendamment
« des événements de la guerre ; l'une et l'autre
« puissance ont eu des journées glorieuses ; nos

« deux armées doivent s'estimer; une paix dés-
« avantageuse pour une des puissances ne serait
« jamais qu'une trêve. Comment, en convenant
« de ce principe, vous refusez-vous à nous ac-
« corder une indemnité entière et absolue ?
« Quelles sont les bases de la puissance ? La
« population et le revenu. Que perd l'empereur
« mon maître ? La Belgique et la Lombardie, les
« deux provinces les plus peuplées, les plus ri-
« ches du monde ; la Belgique, qui a une dou-
« ble valeur pour vous, puisqu'elle vous assu-
« jétit la Hollande, et vous met en possession
« de bloquer l'Angleterre depuis la Baltique
« jusqu'au détroit de Gibraltar. Nous consentons
« encore que vous réunissiez à la république
« Mayence, les quatre départements du Rhin,
« la Savoie et le comté de Nice. Pour des con-
« cessions aussi étendues, que vous demandons-
« nous ? Quatre millions d'Italiens, mauvais sol-
« dats, mais habitant, il est vrai, un pays assez
« fertile ; nous avons donc le droit d'exiger le
« thalweg de l'Adda pour limites. »

Le plénipotentiaire français répondait : « C'est
« un bienfait pour la monarchie autrichienne
« d'être dé faite de la Belgique : c'était pour elle
« une possession onéreuse ; l'Angleterre seule
« avait intérêt à ce qu'elle la possédât. Si vous
« calculez ce que cette province vous coûtait,

« vous acquerez la preuve qu'elle a toujours
« été pour votre trésor un objet de dépense ;
« mais, dans tous les cas , elle ne peut plus
« avoir aucun prix pour vous, depuis que les
« nouveaux principes qui ont changé l'état
« de la France y ont prévalu. Vouloir obtenir
« sur vos frontières de Styrie, de Carinthie et
« de Hongrie une indemnité égale au revenu et
« à la population d'une possession détachée,
« c'est une prétention exagérée ; d'ailleurs, en
« passant l'Adige, vous vous affaibliriez , et ni
« vous ni la république cisalpine n'auriez de
« frontières. »

Il s'en fallait que ces raisonnements portassent la conviction chez les plénipotentiaires autrichiens ; cependant ils réduisirent leurs prétentions à la ligne du Mincio. « Mais, dit
« le comte de Cobentzel, c'est là notre *ultima-*
« *tum* ; car si l'empereur mon maître consent
« à vous donner les clefs de Mayence, la place
« la plus forte de l'univers, ce serait un acte
« déshonorant s'il ne les échangeait pas contre
« les clefs de Mantoue. » Tous les moyens officiels de protocole, de notes et contre-notes, ayant été épuisés sans résultats satisfaisants, on eut recours aux conférences confidentielles ; mais enfin de part et d'autre on ne céda plus rien. Les armées se mirent en mouvement.

Les troupes françaises, qui étaient cantonnées dans le Véronais, le Padouan et le Trévisan, passèrent la Piave, et s'établirent sur la droite de l'Isonzo. L'armée autrichienne campa sur la Drave et dans la Carniole. En se rendant d'Udine à Passeriano, les plénipotentiaires autrichiens étaient obligés de traverser le camp français, qui leur prodiguait tout les honneurs militaires : on conférait au bruit du tambour ; cependant le comte de Cobentzel restait inébranlable : ses voitures étaient prêtes ; il annonçait son départ.

§ VIII.

Le 16 octobre, les conférences se tinrent à Udine, chez le comte de Cobentzel. Napoléon récapitula en forme de manifeste, pour être inscrit au protocole, la conduite de son gouvernement depuis la signature des préliminaires de Léoben, et renouvela en même temps son *ultimatum*. Le plénipotentiaire autrichien répliqua longuement pour prouver que les indemnités que la France offrait à l'empereur n'équivalaient pas au quart de ce qu'il perdait ; que la puissance autrichienne serait considérablement affaiblie, dans le temps que la puissance française serait tellement augmentée,

que l'indépendance de l'Europe en serait menacée; que moyennant la possession de Mantoue et de la ligne de l'Adige, la France joindrait, de fait, au domaine des Gaules, celui de toute l'Italie; que l'empereur était irrévocablement résolu à s'exposer à toutes les chances de la guerre, à fuir même au besoin de sa capitale, plutôt que de consentir à une paix aussi désavantageuse; que la Russie lui offrait des armées, qu'elles étaient prêtes à accourir à son secours, et que l'on verrait ce qu'étaient les troupes russes; qu'il était bien évident que Napoléon faisait céder son caractère de plénipotentiaire à ses intérêts de général, qu'il ne voulait pas la paix. Il ajouta qu'il partirait dans la nuit, et que tout le sang qui coulerait, dans cette nouvelle lutte, retomberait sur le négociateur français. C'est alors que celui-ci, avec sang-froid, mais vivement piqué de cette sortie, se leva et prit sur un guéridon un petit cabaret de porcelaine que le comte de Cobenzel affectionnait, comme un présent de l'impératrice Catherine. « Eh bien! dit Napoléon, la trêve est donc rompue et la guerre « déclarée! mais souvenez-vous qu'avant la fin « de l'automne, je briserai votre monarchie « comme je brise cette porcelaine. » En prononçant ces derniers mots, il la jeta à terre avec

vivacité : elle couvrit le parquet de ses débris. Il salua le congrès et sortit. Les plénipotentiaires autrichiens en furent interdits. Peu d'instants après ils surent qu'en montant en voiture, il avait expédié un officier à l'archiduc Charles, pour le prévenir que les négociations étant rompues, les hostilités recommenceraient sous vingt-quatre heures. Le comte de Cobentzel, effrayé, envoya le marquis de Gallo à Passeriano, porter la déclaration signée qu'il adhérait à l'*ultimatum* de la France : le lendemain, 17 octobre, la paix fut signée à cinq heures du soir. C'est dans cette occasion que le rédacteur ayant mis pour article premier du traité « L'empereur d'Allemagne reconnaît la « république française », Napoléon dit : « Effacez cet article, la république française est « comme le soleil ; est aveugle celui qui ne le « voit pas. Le peuple français est maître chez « lui : il a fait une république ; peut-être demain fera-t-il une aristocratie, après-demain « une monarchie ; c'est son droit imprescriptible ; la forme de son gouvernement n'est « qu'une affaire de loi intérieure. » Le traité fut daté de Campo-Formio, petit village entre Passeriano et Udine, et qui avait été neutralisé à cet effet par les secrétaires de légation ; mais on jugea inutile de s'y transporter : il ne s'y

trouvait aucune maison convenable pour loger les plénipotentiaires.

Par ce traité, l'empereur reconnut à la république ses limites naturelles, le Rhin, les Alpes, la Méditerranée, les Pyrénées, l'Océan; il consentit à ce que la république cisalpine fût formée de la Lombardie, des duchés de Reggio, Modène, la Mirandole; des trois légations (de Bologne, de Ferrare et de la Romagne); de la Valteline, et de la partie des états vénitiens sur la rive droite de l'Adige (le Bergamasque, le Brescian, le Crémois, la Polésine), et il céda le Brisgaw; ce qui éloignait les états héréditaires des frontières françaises. Il fut convenu que le boulevard important de Mayence serait remis aux troupes de la république, d'après une convention militaire qui serait faite à Rastadt, où le plénipotentiaire français et le comte de Cobentzel se donnèrent rendez-vous. Tous les princes dépossédés sur la rive gauche du Rhin devaient être indemnisés sur la rive droite, par la sécularisation des princes ecclésiastiques. La paix de l'Europe devait se traiter à Rastadt; le cabinet du Luxembourg et celui de Vienne marcheraient de concert. Le territoire prussien sur la rive gauche était réservé; et il était convenu qu'il serait cédé à la république par le traité de Rastadt, mais avec un équivalent en

Allemagne pour l'Autriche. Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cérigo, furent cédés à la France, qui, de son côté, consentait à ce que l'empereur s'emparât des états vénitiens situés sur la rive gauche de l'Adige, ce qui accroîtrait la population de son empire de plus de deux millions d'ames. Par un des articles du traité, les biens que l'archiduc Charles possédait en Belgique, comme héritier de l'archiduchesse Christine, lui furent assurés : c'est par l'effet de cet article que, plus tard, l'empereur Napoléon a acheté un million le château de Lacken, situé près de Bruxelles, et qui, avant la révolution, faisait partie des biens de l'archiduchesse ; les autres domaines de l'archiduc dans les Pays-Bas furent acquis par le duc de Saxe-Teschen. Cette stipulation était un témoignage d'estime que le plénipotentiaire français donnait au général qu'il venait de combattre, et avec lequel il avait eu des relations honorables pour tous deux.

§ IX.

Pendant les conférences de Passeriano, le général Desaix vint, de l'armée du Rhin, parcourir les champs de bataille qu'avait illustrés l'armée d'Italie ; Napoléon le reçut à son quartier-général, et, croyant l'étonner, il lui fit part

des lumières que le portefeuille de d'Entraigues jetait sur la conduite de Pichegru. « Nous savons depuis long-temps, répondit Desaix en souriant, que Pichegru trahissait; Moreau en a trouvé les preuves dans les papiers de Klinglin, ainsi que tous les détails de sa corruption, et les motifs convenus de ses manœuvres militaires. Moreau, Reynier et moi sommes seuls dans le secret. Je voulais que Moreau en rendît compte immédiatement au gouvernement, mais il ne l'a pas voulu. Pichegru est le seul exemple, peut-être, ajouta-t-il, d'un général qui se soit fait battre exprès. » Il faisait allusion à la manœuvre par laquelle Pichegru avait porté à dessein ses principales forces sur le haut Rhin, pour faire manquer les opérations devant Mayence. Desaix visita tous les camps; dans tous il fut accueilli avec de grands égards. C'est de cette époque que date son amitié pour Napoléon; il aimait la gloire pour elle, la France par-dessus tout. Il était d'un caractère simple, actif, insinuant; il avait des connaissances étendues; personne n'avait mieux étudié que lui le théâtre de la guerre dans le haut Rhin, la Souabe et la Bavière. Sa mort a fait couler les larmes du vainqueur de Marengo.

Le général Hoche, commandant l'armée de

Sambre-et-Meuse, mourut, dans ce temps, subitement à Mayence. Beaucoup de gens ont cru qu'il avait été empoisonné ; cette opinion n'est pas fondée. Ce jeune général s'était distingué aux lignes de Weissembourg, en 1794. Il avait fait preuve de talent dans la Vendée, en 1795 et 1796 ; il eut la gloire de la pacifier momentanément. D'un patriotisme exalté, d'un caractère ardent, d'une bravoure remarquable, d'une ambition active, inquiète, il ne sut pas attendre les événements, et s'exposa par des entreprises prématurées. A l'époque du 18 fructidor, en faisant marcher ses troupes sur Paris, il viola le cercle constitutionnel, et faillit en être la victime ; les conseils informèrent contre lui. Il tenta une expédition en Irlande ; personne n'était plus capable de la faire réussir. Il témoigna en toute occasion de l'attachement pour Napoléon. Sa mort et la disgrâce de Moreau laissèrent vacantes les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin. Le gouvernement réunit ces deux armées en une seule, et en donna le commandement à Augereau.

X.

Napoléon avait envoyé successivement ses principaux généraux à Paris pour porter des

drapeaux, ce qui mettait en même temps le gouvernement en mesure de les connaître et de se les attacher par des récompenses. Il chargea le général Berthier de porter le traité de Campo-Formio ; et voulant donner une preuve d'estime et de considération aux sciences, il lui adjoignit Monge, qui était membre de la commission des sciences et des arts en Italie ; Monge avait été de l'ancienne académie des sciences. Le général en chef se plaisait dans la conversation si intéressante de ce grand géomètre, physicien du premier ordre, patriote très-chaud, mais pur, sincère et vrai. Aimant la France et le peuple comme sa famille, la démocratie et l'égalité comme les résultats d'une démonstration géométrique ; il était d'un esprit ardent, mais, quoi qu'en aient dit ses ennemis, un véritable homme de bien : lors de l'invasion des Prussiens en 1792, il offrit de donner ses deux filles en mariage au premier volontaire qui perdrait un membre à la défense du territoire ; cette offre chez lui était sincère. Il suivit Napoléon en Égypte ; il a depuis été sénateur, et lui a toujours été fidèle. Les sciences lui doivent l'excellent ouvrage de la géométrie descriptive.

Le traité de Campo-Formio surprit le directoire, qui était loin de s'y attendre ; il laissa percer son mécontentement ; on assure même

qu'il pensa un instant à ne pas le ratifier ; mais l'opinion publique était trop prononcée, et les avantages que la paix assurait à la France étaient trop évidents.

Aussitôt après la signature du traité, Napoléon retourna à Milan, pour mettre la dernière main à l'organisation de la république cisalpine et compléter les mesures administratives de son armée. Il devait se rendre à Rastadt pour y terminer le grand œuvre de la paix continentale. Il prit congé du peuple italien, en ces termes :

Citoyens,

« A compter du 1^{er} frimaire, votre constitution se trouvera en pleine activité. Votre direction, votre corps législatif, votre tribunal de cassation, les autres administrations subalternes, se trouveront organisés.

« Vous êtes le premier exemple dans l'histoire, d'un peuple qui devient libre sans factions, sans révolutions, sans déchirements.

« Nous vous avons donné la liberté, sachez la conserver. Vous êtes, après la France, la république la plus populeuse, la plus riche ; votre position vous appelle à jouer un grand rôle dans les affaires de l'Europe.

« Pour être dignes de votre destinée, ne faites que des lois sages et modérées.

« Faites-les exécuter avec force et énergie.

« Favorisez la propagation des lumières et
« respectez la religion.

« Composez vos bataillons, non pas de gens
« sans aveu, mais de citoyens qui se nourrissent
« des principes de la république, et soient im-
« médiatement attachés à sa prospérité.

« Vous avez en général besoin de vous pé-
« nétrer du sentiment de votre force et de la di-
« gnité qui convient à l'homme libre.

« Divisés, et pliés depuis des siècles à la tyran-
« nie, vous n'eussiez pas conquis votre liberté;
« mais sous peu d'années, fussiez-vous abandon-
« nés à vous-mêmes, aucune puissance de la
« terre ne sera assez forte pour vous l'ôter.

« Jusqu'alors la grande nation vous protégera
« contre les attaques de vos voisins. Son sys-
« tème politique sera uni au vôtre.

« Si le peuple romain eût fait le même usage
« de sa force que le peuple français, les aigles
« romaines seraient encore sur le Capitole; et
« dix-huit siècles d'esclavage et de tyrannie
« n'auraient pas déshonoré l'espèce humaine.

« J'ai fait, pour consolider la liberté et en
« seule vue de votre bonheur, un travail que
« l'ambition et l'amour du pouvoir ont seuls
« fait faire jusqu'ici.

« J'ai nommé à un grand nombre de places;

« je me suis exposé à avoir oublié l'homme
 « probe et à avoir donné la préférence à l'in-
 « trigant; mais il y avait des inconvénients ma-
 « jeurs à vous laisser faire ces premières nomi-
 « nations : vous n'étiez pas encore organisés.

« Je vous quitte sous peu de jours. Les ordres
 « de mon gouvernement, et un danger imminent
 « de la république cisalpine, me rappelleront
 « seuls au milieu de vous.

« Mais, dans quelque lieu que le service de ma
 « patrie m'appelle, je prendrai toujours une vive
 « sollicitude au bonheur et à la gloire de votre
 « république.

« BONAPARTE.

« Au quartier-général, à Milan, le 22 bru-
 « maire an VI (12 novembre 1797).»

Napoléon partit pour Turin, il descendit chez le ministre de France Ginguené (17 novembre). Le roi de Sardaigne désirait le voir et lui témoigner publiquement sa reconnaissance, mais les circonstances étaient déjà telles qu'il ne crut pas devoir se complaire à des démonstrations de cour. Il continua sa route vers Rastadt. Il traversa le mont Cenis; à Genève, il fut reçu comme il eût pu l'être dans une ville de France, et avec l'enthousiasme propre aux Gênois. A son entrée dans le pays de Vaud, trois grou-

pes de jeunes et jolies filles vinrent le complimenter à la tête des habitants ; un groupe était vêtu de blanc , l'autre de rouge , le troisième de bleu ; ces jeunes filles lui offrirent une couronne sur laquelle était inscrite la fameuse sentence arbitrale qui avait proclamé la liberté de la Valteline , et cette maxime si chère aux Vaudois , *qu'un peuple ne peut pas être sujet d'un autre peuple*. Il traversa plusieurs villes de la Suisse , entre autres Berne , et passa le Rhin à Bâle , se dirigeant sur Rastadt.

L'ordre du jour de son départ de Milan disait : « Soldats , je pars demain pour me rendre à Rastadt. Séparé de l'armée , je soupire-
« rai après le moment de me retrouver au
« milieu d'elle , bravant de nouveaux dangers.
« Quelque poste que le gouvernement assigne
« aux soldats d'Italie , ils seront toujours les
« dignes soutiens de la liberté et de la gloire du
« nom français. Soldats , en vous entretenant
« des princes que vous avez vaincus , des peuples
« que vous avez affranchis , des combats
« que vous avez livrés en deux campagnes ,
« dites-vous : *Dans deux campagnes vous aurez
« plus fait encore !* »

§ XI.

A son arrivée à Rastadt, il trouva préparés pour lui les grands appartements du palais. Treilhard et Bonnier, que le directoire lui avait adjoints pour les négociations de la paix avec le corps germanique, l'avaient précédé de quelques jours. Le vieux comte de Metternich représentait à ce congrès l'empereur, comme chef de la confédération allemande; le comte de Cobentzel l'y représentait comme chef de la maison d'Autriche : ce qui formait deux légations, opposées dans leurs intérêts aussi bien que dans leurs instructions. Le comte de Lherbach représentait à la diète le cercle d'Autriche. Le comte de Metternich remplissait le rôle de parade; Cobentzel faisait les affaires. Après avoir échangé les ratifications du traité de Campo-Formio, les plénipotentiaires signèrent, en exécution de ce traité, la convention pour la remise de Mayence : 1^o les troupes autrichiennes sortiraient de Mayence et n'y laisseraient que les troupes de l'électeur; à la même heure, les troupes françaises l'investiraient et en prendraient possession; 2^o les Français abandonneraient Venise et Palma-Nova, n'y laissant que les troupes vénitiennes, et les Autri-

chiens s'en saisiraient ainsi que de tout le pays. Albini, ministre de Mayence, fit de violentes réclamations ; tous les princes allemands jetèrent les hauts cris : Mayence, disaient-ils, n'appartenait pas à l'Autriche. Ils accusèrent l'empereur d'avoir trahi l'Allemagne pour ses intérêts d'Italie. Le comte de Lherbach, comme député du cercle d'Autriche, fut chargé de répondre à toutes ces protestations, et il s'en acquitta avec toute la force, l'arrogance et l'ironie naturelles à son caractère.

La Suède se présenta à Rastadt, en qualité de médiatrice et comme l'un des garants du traité de Westphalie ; la Russie, depuis le traité de Teschen, s'était arrogé les mêmes prétentions ; mais elle se trouvait en ce moment en guerre avec la France. Depuis la paix de Westphalie, l'état de l'Europe était bien changé : la Suède alors exerçait une grande influence en Allemagne, elle était à la tête du parti protestant, elle brillait de tout l'éclat des victoires du grand Gustave. La Russie n'était point encore européenne, et la Prusse existait à peine. Les progrès de ces deux dernières puissances avaient depuis fort reculé la Suède, et l'avaient reléguée au rang d'une puissance du troisième ordre. Ses prétentions n'étaient donc plus de saison. Cette cour avait eu d'ailleurs la démençe de se

faire représenter , à Rastadt , par le baron de Fersen : la faveur dont il avait joui à la cour de Versailles , ses intrigues sous l'assemblée constituante , et la haine qu'il n'avait cessé de témoigner en toute occasion pour la France , le rendaient si peu propre à cette mission , que son choix pouvait être considéré comme une insulte pour la république. Lorsqu'il fut introduit à la visite d'étiquette chez le plénipotentiaire français , il se fit annoncer comme ambassadeur de Suède , médiateur au congrès. Napoléon lui dit qu'il ne pouvait reconnaître aucun médiateur , et que d'ailleurs ses opinions antérieures ne lui permettaient pas de l'être entre la république et l'empereur d'Allemagne ; qu'il ne pouvait plus le recevoir : le baron de Fersen en fut si déconcerté , et cet accueil fit tant de bruit , que le lendemain il quitta Rastadt.

Immédiatement après la remise de Mayence aux troupes françaises , Napoléon réunit en conférence Treilhard et Bonnier. Et après leur avoir démontré que les instructions du directeur étaient insuffisantes , il leur déclara qu'il ne voulait pas prolonger son séjour au congrès , et qu'il partait. Les affaires étaient plus compliquées à Rastadt qu'à Campo-Formio : il fallait trancher pour en finir.

Le directoire ne savait pas prendre un parti ; il nomma de nouveaux plénipotentiaires qu'il adjoignit à Treilhard et à Bonnier. Napoléon, déjà mécontent de la marche de la politique extérieure du gouvernement, se détermina à ne plus se mêler d'une négociation qui nécessairement tournerait mal. D'ailleurs la situation intérieure de la France lui présageait le prochain triomphe des démagogues ; et dès-lors les mêmes motifs qui l'avaient porté à éviter l'accueil de la cour de Sardaigne le déterminèrent à se dérober aux témoignages d'admiration que les princes allemands lui prodiguaient. Il jugea convenable de terminer le premier acte de sa vie politique par la paix de Campo-Formio, et d'aller vivre à Paris comme un simple particulier, aussi long-tems que les circonstances le lui permettraient. Pendant son court séjour à Rastadt, il fit entourer les plénipotentiaires français, qu'on avait fort négligés jusque-là, des égards et des respects auxquels les représentants d'un grand peuple avaient droit de la part des plénipotentiaires étrangers et de cette foule de petits princes allemands qui assiégeaient le congrès. Il obtint du gouvernement de mettre de fortes sommes à la disposition des négociateurs, pour qu'ils fussent en état de soutenir dignement leur rang : le traitement

qui leur avait été assigné était insuffisant, ce qui nuisait à la considération due à la république.

CHAPITRE XII

PARIS



CHAPITRE XII.

PARIS.

.....

Arrivée de Napoléon à Paris. — Affaires de la Suisse. — Affaires de Rome. — Bernadotte, ambassadeur de la république à Vienne, est insulté par le peuple. — Projet de guerre en Orient. — Vingt-un janvier.

§ 1^{er}.

Napoléon partit de Rastadt, traversa la France incognito, arriva à Paris sans s'arrêter, et descendit à sa petite maison, chaussée d'Antin, rue Chantereine. Le corps municipal, l'administration du département, les conseils cherchèrent à l'envi à lui témoigner la reconnaissance nationale. Un comité du conseil des anciens rédigea l'acte pour lui donner la terre de Chambord et un grand hôtel dans la capitale; le directoire, on ne sait pourquoi, s' alarma de cette propo-

sition : ses affidés l'écartèrent. Une délibération de la municipalité de Paris, plus indépendante que les conseils, donnait alors le nom de rue de la Victoire à la rue Chantierine.

Pendant les deux ans que Napoléon venait de commander en Italie, il avait rempli le monde de l'éclat de ses victoires ; la coalition en avait été divisée. L'empereur et les princes de l'empire avaient reconnu la république. L'Italie tout entière était soumise à ses lois. Deux nouvelles républiques y avaient été créées dans le système français. L'Angleterre seule restait armée, mais elle avait manifesté le désir de la paix ; et si le traité n'avait point été signé, il fallait en accuser la folie du directoire après la journée de fructidor. A ces résultats si grands, obtenus sous le rapport des relations extérieures de la république, se joignaient tous les avantages qu'elle avait recueillis dans son administration intérieure et dans sa puissance militaire. A aucune époque de son histoire le soldat français n'avait éprouvé plus vivement le sentiment de sa supériorité sur tous les soldats de l'Europe. C'était à l'influence des victoires d'Italie que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse devaient d'avoir pu reporter les couleurs françaises sur les bords du Lech, où Turanne, le premier, les avait arborées. Au com-

mencement de 1796, l'empereur avait 180 mille hommes sur le Rhin; il voulait porter la guerre en France. Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin n'avaient point de forces suffisantes pour lui résister; leur infériorité numérique était notable, elles manquaient de tout, et si la valeur de tant de braves garantissait à la république une honorable défense, l'espoir de la conquête n'entraînait dans aucune combinaison. Les journées de Montenotte, de Lodi, etc., portèrent l'alarme à Vienne; elles obligèrent le conseil aulique à rappeler successivement, de ses armées d'Allemagne, le maréchal Wurmser, l'archiduc Charles, et plus de 60,000 hommes, ce qui rétablit l'équilibre de ce côté, et permit à Moreau et à Jourdan de prendre l'offensive.

Plus de cent vingt millions de contributions extraordinaires avaient été levés en Italie: soixante millions avaient payé, nourri, réorganisé l'armée d'Italie dans tous les services; soixante millions, envoyés au trésor de Paris, l'avaient aidé à pourvoir aux besoins de l'intérieur et aux services des armées du Rhin; mais le système du ministère des finances d'alors était si vicieux, l'administration si corrompue, la trésorerie si mal gouvernée, que ces armées en éprouvèrent peu de soulagement. Indépendamment de ce secours important de soixante

millions, le trésor devait aux victoires de Napoléon une économie annuelle de soixante-dix millions, somme à laquelle s'élevait, en 1796, l'entretien des armées des Alpes et d'Italie. Des approvisionnements considérables en chanvre, en bois de construction ; des bâtimens conquis à Gênes, à Livourne, à Venise, avaient relevé la marine de Toulon. Le Muséum national s'était enrichi des chefs-d'œuvre des arts qui embellissaient Parme, Florence et Rome, et qu'on évaluait à plus de deux cents millions.

Le commerce de Lyon, de la Provence, du Dauphiné, commençait à renaître, du moment où le grand débouché des Alpes lui était ouvert. Les escadres de Toulon dominaient dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant. De beaux jours paraissaient assurés à la France ; et c'était aux vainqueurs d'Italie qu'elle se plaisait à les devoir.

Dès l'arrivée de Napoléon, les chefs de tous les partis se présentèrent chez lui ; il se refusa à les accueillir. Le public était extrêmement avide de le voir : les rues, les places par où l'on croyait qu'il passerait étaient pleines de monde ; il ne se montra nulle part. L'Institut l'ayant nommé membre de la classe de mécanique, il en adopta le costume. Il n'admit d'habitude chez lui que quelques savants, tels que Monge,

Berthollet, Borda, Laplace, Prony, Lagrange ; quelques généraux, Berthier, Desaix, Lefebvre, Caffarelli-Dufalga, Kléber, et un petit nombre de députés.

Il fut reçu en audience publique par le directeur, qui avait fait élever des échafaudages dans la place du Luxembourg pour cette cérémonie, dont le prétexte était la remise du traité de Campo-Formio. Il évita de parler de fructidor, des affaires du temps et de l'expédition d'Angleterre ; son discours fut simple, il donna cependant beaucoup à penser ; on y remarqua les phrases suivantes : « Le peuple français, pour être libre, avait les rois à combattre ; pour obtenir une constitution fondée sur la raison, il avait dix-huit siècles de préjugés à vaincre. La religion, la féodalité, le despotisme, ont successivement, depuis vingt siècles, gouverné l'Europe ; mais de la paix que vous venez de conclure date l'ère des gouvernements représentatifs : vous êtes parvenus à organiser la grande nation dont le vaste territoire n'est circonscrit que parce que la nature en a posé elle-même les limites. »

« Je vous remets le traité de Campo-Formio, ratifié par l'empereur. Cette paix assure la liberté, la prospérité et la gloire de la république. Lorsque le bonheur du peuple français

sera assis sur les meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. »

Le général Joubert et le chef de brigade Andréossi portèrent, à cette cérémonie, le drapeau que le corps législatif avait donné à l'armée d'Italie ; il était couvert d'inscriptions en lettres d'or. On y lisait : « L'armée d'Italie a fait cent
« cinquante mille prisonniers, elle a pris cent
« soixante-dix drapeaux, cinq cent cinquante
« pièces d'artillerie de siège, six cent pièces de
« campagne, cinq équipages de pont, neuf vais-
« seaux de 64 canons, douze frégates de 32,
« douze corvettes, dix-huit galères.—Armistice
« avec les rois de Sardaigne, de Naples, le pape,
« les ducs de Parme, de Modène.—Preliminaires
« de Léoben.—Convention de Montebello avec
« la république de Gènes.—Traité de paix de
« Tolentino, de Campo-Formio.—Donné la
« liberté aux peuples de Bologne, Ferrare, Mo-
« dène, Massa-Carrara, de la Romagne, de la
« Lombardie, de Brescia, de Bergame, de Man-
« toue, de Crème, d'une partie du Véronais, de
« Chiavenna, de Bormio et de la Valteline ; aux
« peuples de Gènes, aux fiefs impériaux, aux
« peuples des départements de Corcyre, de la
« mer Égée et Ithaque.—Envoyé à Paris les
« chefs-d'œuvre de Michel-Ange, du Guerchin,
« du Titien, de Paul Véronèse, du Corrège, de

« l'Albane, des Carraches, Raphaël, Léonard de Vinci, etc. Elle a triomphé en dix-huit affaires importantes ou batailles rangées et à soixante-sept combats : I, Montenotte ; II, Millesimo ; III, Mondovi ; IV, Lodi ; V, Borghetto ; VI, Lonato ; VII, Castiglione ; VIII, Roveredo ; IX, Bassano ; X, Saint-George ; XI, Fontana-Viva ; XII, Caldiero ; XIII, Arcole ; XIV, Rivoli ; XV, la Favorite ; XVI, le Tagliamento ; XVII, Tarwis ; XVIII, Neumarch. » Ici suivait le nom des soixante-sept combats que l'armée avait livrés pendant les deux campagnes de 1796 et 1797.

Le directoire, le corps législatif et le ministre des relations extérieures donnèrent des fêtes à Napoléon. Il parut à toutes, mais y resta peu de temps. Celle du ministre Talleyrand fut marquée au coin du bon goût. Une femme célèbre, déterminée à lutter avec le vainqueur d'Italie, l'interpella, au milieu d'un grand cercle, lui demandant quelle était, à ses yeux, la première femme du monde, morte ou vivante : « *Celle qui a fait le plus d'enfants* », lui répondit-il en souriant. — On courait aux séances de l'Institut pour le voir, et il y était toujours assis entre Laplace et Lagrange ; ce dernier lui était sincèrement attaché. Il n'allait au spectacle qu'en loge grillée, et rejeta bien

§ II.

Les principes qui devaient régir désormais la politique de la république avaient été posés à Campo-Formio par Napoléon, sans égard aux instructions du directoire; celui-ci, de fait, leur était donc resté étranger; d'ailleurs il ne pouvait maîtriser ses passions; chaque incident le dominait: la Suisse en fut le premier exemple. La France avait eu constamment à se plaindre du canton de Berne et de l'aristocratie suisse; tous les agents étrangers qui avaient agité la France avaient toujours eu à Berne leur point d'appui. Il s'agissait de profiter de la grande influence que venait d'acquérir la république en Europe, pour détruire la prépondérance de cette aristocratie. Napoléon approuvait fort le ressentiment du directoire; il pensait également que le moment était venu d'assurer à la France l'influence politique en Suisse; mais il ne croyait pas nécessaire pour cela de bouleverser ce pays. Il fallait se conformer à la politique consacrée par le traité de Campo-Formio, et arriver à son but avec le moins de changements possible. Il voulait que l'ambassadeur français présentât à la diète helvétique une note appuyée de deux camps, l'un en Sa-

voie, l'autre en Franche-Comté; que par cette note il déclarât : que la France et l'Italie croyaient nécessaire à leur politique, à leur sûreté, à la dignité réciproque des trois nations, que le pays de Vaud, l'Argovie et les bailliages italiens devinssent cantons libres, indépendants, égaux aux autres cantons; qu'elles avaient à se plaindre de l'aristocratie de certaines familles de Berne, de Soleure, de Fribourg, mais qu'elles oublieraient tous leurs griefs si les paysans de ces cantons et des bailliages italiens étaient réintégrés dans leurs droits politiques.

Tous ces changements se seraient opérés sans effort et sans l'emploi des armes; mais Rewbell, entraîné par des démagogues suisses, fit adopter un système différent; et, sans égard aux mœurs, à la religion et aux localités des cantons, le directoire arrêta de soumettre toute la Suisse à une constitution unique et semblable à celle de la France. Les petits cantons s'irritèrent de perdre leur liberté; la Suisse se souleva à l'aspect d'un bouleversement qui froissait tous les intérêts et allumait toutes les passions. Il fallut faire intervenir les troupes françaises et conquérir : le sang coula, l'Europe fut alarmée.

loin la proposition des administrateurs de l'Opéra qui voulaient lui donner une représentation d'apparat : le maréchal de Saxe, Lowendhal, Dumouriez, avaient assisté à de semblables représentations en revenant de Fontenoy, de Berg-op-Zoom, ou de Champagne. Lorsqu'à son retour d'Égypte, au 18 brumaire, Napoléon parut aux Tuileries, il était encore inconnu aux habitants de Paris, qui firent preuve alors d'un grand empressement à satisfaire leur curiosité.

Le directoire lui témoignait les plus grands égards : quand il croyait devoir le consulter, il envoyait un des ministres l'inviter à venir assister au conseil ; il y prenait place entre deux directeurs, et donnait son avis sur les objets du moment.

Les troupes, en rentrant en France, le portaient aux nues dans leurs chansons ; elles proclamaient qu'il fallait chasser les avocats et le faire roi. Les directeurs affectaient la franchise jusqu'à lui montrer les rapports secrets que leur en faisait la police ; mais ils dissimulaient mal la peine qu'ils éprouvaient de tant de popularité. Napoléon appréciait toute la délicatesse et l'embarras de cette situation. L'administration marchait mal, beaucoup d'espérances se tournaient vers le vainqueur d'Italie.

Le directoire désirait le faire retourner à Rastadt, mais il s'y refusa sous le prétexte que sa mission d'Italie avait été terminée à Campo-Formio, et qu'il ne pouvait plus lui convenir de tenir de la même main la plume et l'épée. Peu après il consentit à recevoir le commandement de l'armée d'Angleterre, pour en imposer à l'Europe et couvrir l'intention et les apprêts de l'expédition d'Égypte.

Les troupes qui composaient l'armée d'Angleterre cantonnaient en Normandie, en Picardie, en Belgique. Leur nouveau général fut inspecter tous les points, mais il voulut parcourir les départements incognito. Ces courses mystérieuses inquiétaient d'autant plus à Londres, et masquaient davantage les préparatifs dans le Midi. C'est à cette époque que, visitant Anvers, il conçut les grands projets d'établissements maritimes qu'il y a fait exécuter sous l'empire. C'est aussi dans un de ces voyages qu'il reconnut tous les avantages que Saint-Quentin retirerait du canal qui a été ouvert sous le consulat, et qu'il fixa ses idées sur la supériorité que la marée donnait à Boulogne sur Calais, pour tenter, avec de simples péniches, une entreprise contre l'Angleterre.

guerre avec Naples, il la traita de subtilité. Selon lui, la France avait un parti nombreux à Naples, et ne devait rien craindre d'une puissance du troisième ordre. Berthier reçut l'ordre de marcher sur Rome avec une armée, et de rétablir la république romaine, ce qui fut exécuté. Le Capitole vit de nouveau des consuls, un sénat, un tribunat. Quatorze cardinaux se rendirent à la basilique de Saint-Pierre pour chanter le *Te Deum*, en commémoration du rétablissement de la république romaine et du renversement du trône de Saint-Pierre. Le peuple, enivré par l'idée de l'indépendance, entraîna la plus grande partie du clergé.

La main qui avait jusque-là retenu les officiers et les administrations de l'armée d'Italie, n'y était plus; on se livra dans Rome aux dernières dilapidations; on gaspilla le mobilier du Vatican; on se saisit partout des tableaux et des objets rares; on indisposa les habitants; les soldats même élevèrent la voix contre quelques-uns de leurs généraux qu'ils accusaient de désordre. Ce soulèvement fut du plus grand danger: on eut beaucoup de peine à tout faire rentrer dans l'ordre. On croit, avec raison, qu'il fut l'effet des intrigues des agents napolitains, anglais, autrichiens.

§ IV.

Bernadotte avait été nommé ambassadeur à Vienne ; ce choix était mauvais ; le caractère de ce général était trop exalté, sa tête n'était pas assez calme ; d'ailleurs un général ne pouvait pas être agréable à une nation constamment battue ; c'était un magistrat qu'il fallait envoyer ; mais le directoire en avait peu à sa disposition, ils étaient trop obscurs ou il les avait trop éloignés. Quoi qu'il en soit, Bernadotte se laissa dominer par sa tête, il fit des fautes graves. Un jour, sans qu'on en puisse deviner le motif, il arbora le pavillon tricolore au haut de son hôtel ; il y était insidieusement poussé par des agents qui voulaient compromettre l'Autriche. En effet, la populace se trouva tout à coup insurgée ; elle arracha le drapeau tricolore, et insulta Bernadotte.

Le directoire, dans sa fureur, manda Napoléon, pour s'appuyer de son influence sur l'opinion. Il lui donna communication d'un message aux conseils, pour déclarer la guerre à l'Autriche, et d'un décret qui lui conférait le commandement de l'armée d'Allemagne ; mais ce général ne partagea point l'opinion du gouvernement. « Si vous vouliez la guerre, répondit-il,

§ III.

D'un autre côté, la cour de Rome, par une suite de l'esprit de vertige qui la caractérisait, aigrie plutôt que corrigée par le traité de Tolentino, persistait dans son système d'aversion contre la France. Ce cabinet de faibles vieillards sans sagesse fit fermenter autour de lui l'opinion. Il se mit en querelle avec la république cisalpine; il eut l'imprudence de placer le général autrichien Provera à la tête de ses troupes; il excita son propre parti de toutes les classes : le tumulte éclata. Le jeune Duphot, général de la plus belle espérance, qui se trouvait à Rome comme voyageur, fut massacré à la porte du palais de France, en cherchant à empêcher le désordre. L'ambassadeur se retira à Florence. Napoléon consulté répondit par son adage accoutumé : « *Que ce n'était point à un incident à gouverner la politique, mais bien à la politique à gouverner les incidents ; que quelque tort qu'eût* »
« la cour de Rome, le parti à prendre vis-à-vis »
« d'elle demeurerait toujours une fort grande ques- »
« tion ; qu'il fallait la corriger et non pas la dé- »
« truire ; qu'en renversant le saint-siège et ré- »
« volutionnant Rome, on aurait infailliblement »
« la guerre avec Naples, ce qu'on devait éviter ;

« qu'il fallait ordonner à l'ambassadeur français
« de retourner à Rome, exiger un exemple
« des coupables; recevoir un nonce extraordi-
« naire du pape, qui ferait des excuses; chasser
« Provera; mettre à la tête des affaires les pré-
« lats les plus modérés, et forcer le saint-siège à
« conclure un concordat avec la république cis-
« alpine; que, par toutes ces mesures réunies,
« Rome, tranquille, ne pourrait plus inquiéter;
« que le concordat avec la Cisalpine aurait de
« plus l'avantage de préparer de loin les esprits
« de la France à une pareille mesure. »

Larévèillère, entouré de ses théophilanthropes, fit décider qu'on marcherait contre le pape.
« Le temps était venu, disait-il, de faire dispa-
« raître cette idole. Le mot de république ro-
« maine suffirait pour transporter toutes les
« imaginations ardentes de la révolution. Le gé-
« néral d'Italie avait été trop circonspect dans
« le temps; et si on avait des querelles aujour-
« d'hui avec le pape, c'était uniquement sa faute.
« Mais peut-être avait-il ses vues particulières;
« en effet, ses formes civiles, ses ménagements
« vis-à-vis du pape, sa généreuse compassion
« pour des prêtres déportés, lui avaient donné
« en France bien des partisans qui ne l'étaient
« pas de la révolution. » Quant à la crainte que
l'entrée de l'armée dans Rome n'entraînât la

suites , car l'empereur avait offert des réparations ; le moment était donc plus favorable que jamais d'attaquer l'Angleterre, ainsi qu'on l'avait médité , en Irlande et en Égypte. Napoléon offrit alors de laisser Desaix et Kléber : leurs talents pouvaient devenir utiles à la France. Le directoire les refusa ; il ne les appréciait pas. « La « république, disait-il , n'en était pas à ces deux « généraux près ; il s'en trouverait une foule « pour faire triompher la patrie , si elle était « en danger ; on manquerait plutôt de soldats « que de généraux. »

Le gouvernement était sur un abîme qu'il n'apercevait pas. Ses affaires allaient mal ; il avait abusé de sa victoire de fructidor ; il avait eu le tort de ne pas rallier à la république tout ce qui , ne faisant pas partie de la faction de l'étranger , n'avait été qu'entraîné à sa suite. Il s'était ainsi privé de l'assistance et des talents d'un grand nombre d'individus qui , par ressentiment , se jetaient dans le parti opposé à la république , bien que leurs intérêts et leurs opinions les portassent naturellement vers cette forme de gouvernement. Le directoire se trouvait contraint d'employer des hommes sans moralité : de là le mécontentement de l'opinion publique , et la nécessité de maintenir un grand nombre de troupes au dedans pour s'assurer des

élections et contenir la Vendée. Il était facile de prévoir que les nouvelles élections amèneraient de grandes secousses. Le directoire n'avait pas plus de système d'administration que de politique extérieure : il marchait au jour le jour, entraîné par le caractère individuel des directeurs ou par la nature vicieuse d'un gouvernement de cinq personnes ; il ne prévoyait rien, et n'apercevait de difficultés que quand il était matériellement arrêté. Quand on lui disait : Comment ferez-vous aux élections prochaines ? Nous y pourrions par une loi, répondait Laréveillère. La suite a fait voir de quelle nature était la loi qu'il méditait. Quand on lui disait : Pourquoi ne relevez-vous pas tous les amis de la république, qui n'ont été qu'égarés en fructidor ? Pourquoi ne pas rappeler Carnot, Portalis, Dumolard, Murair, etc., etc., afin de faire un faisceau, contre l'étranger et les émigrés, de tout ce qui a des lumières et des idées libérales ? Il ne répondait pas ; il ne concevait pas ces sollicitudes ; il se croyait populaire et assis sur un terrain solide.

Un parti composé des députés influents dans les deux conseils, les fructidoriens qui cherchaient un protecteur, les généraux les plus marquants et les plus éclairés pressèrent longtemps Napoléon de faire un mouvement, et de

« il fallait vous y préparer indépendamment de
« l'événement de Bernadotte ; il fallait ne pas
« engager vos troupes en Suisse, dans l'Italie
« méridionale, sur les côtes de l'Océan ; il ne
« fallait pas proclamer le projet de réduire l'ar-
« mée à cent mille hommes, projet qui n'est pas
« encore exécuté, il est vrai, mais qui est connu
« et décourage l'armée. Ces mesures indiquent
« que vous aviez compté sur la paix. Bernadotte
« a matériellement tort. En déclarant la guerre,
« c'est le jeu de l'Angleterre que vous jouez.
« C'est peu connaître la politique du cabinet de
« Vienne, que de croire que, s'il eût voulu la
« guerre, il vous eût insulté : il vous aurait au
« contraire caressé, endormi, pendant qu'il
« aurait fait marcher ses troupes ; vous n'auriez
« connu ses véritables intentions que par le
« premier coup de canon. Soyez sûrs que
« l'Autriche vous donnera toute satisfaction.
« Ce n'est point avoir un système politique que
« de se laisser ainsi entraîner par tous les évé-
« nements. » La force de la vérité calma le
gouvernement. L'empereur donna des satisfac-
tions ; les conférences de Seltz eurent lieu ; mais
cet incident retarda de quinze jours l'expédition
d'Égypte.

§ V.

Cependant Napoléon commençait à craindre qu'au milieu des orages que la marche incertaine du gouvernement et la nature des choses accumulaient chaque jour, une entreprise en Orient ne fût devenue contraire aux vrais intérêts de la patrie. « L'Europe, dit-il au directoire, « n'est rien moins que tranquille : le congrès de « Rastadt ne se termine pas ; vous êtes obligés « de garder vos troupes dans l'intérieur pour « assurer les élections ; il vous en faut pour « comprimer les départements de l'ouest. Ne « convient-il pas de contremander l'expédition, « d'attendre des circonstances plus favorables ? »

Le directoire alarmé, craignant qu'il ne voulût se mettre à la tête des affaires, n'en fut que plus ardent à presser l'expédition. Il ne sentait pas toutes les conséquences des changements qu'il avait faits dans le système politique depuis six mois. Selon lui, l'événement de la Suisse, loin d'affaiblir la France, lui donnait d'excellentes positions militaires, et les troupes helvétiques pour auxiliaires ; l'affaire de Rome était terminée, puisque le pontife était déjà à Florence et la république romaine proclamée ; l'affaire de Bernadotte ne devait plus avoir de

« gnait au lieu de rapprocher, aigrissait au lieu
« d'adoucir, ébranlait au lieu d'affermir, qu'elle
« était indigne enfin du gouvernement d'une
« grande nation. » Le négociateur mit en jeu
tous ses moyens ; il essaya de prouver « que
« cette fête était juste, parce qu'elle était po-
« litique ; qu'elle était politique, car tous les
« pays et toutes les républiques avaient célébré
« comme un triomphe la chute du pouvoir ab-
« solu et le meurtre des tyrans ; qu'ainsi Athènes
« avait toujours célébré la mort de Pisistrate, et
« Rome la chute des décemvirs ; que d'ailleurs
« c'était une loi qui régissait le pays, et que dès-
« lors chacun lui devait soumission et obéis-
« sance ; qu'enfin l'influence du général d'Italie
« sur l'opinion était telle, qu'il devait paraître à
« cette cérémonie ; qu'autrement son absence
« pourrait blesser les intérêts de la chose publi-
« que. » Après plusieurs pourparlers, on trouva
un *mezzo termine* : l'Institut se rendait à cette
fête ; il fut convenu que, comme membre de
l'Institut, Napoléon marcherait avec les savants
et suivrait la classe à laquelle il appartenait,
remplissant ainsi un devoir de corps, ce qu'il
ne considérerait pas comme un acte volontaire.
Cette affaire ainsi arrangée fut très agréable au
directoire. Cependant, quand l'Institut entra à
Saint-Sulpice, quelqu'un qui reconnut Napo-

léon l'ayant fait apercevoir, il n'y eut plus, dès cet instant, d'intérêt que pour lui. Ce que le directoire avait craint lui arriva : il se trouva complètement éclipsé. Quand la cérémonie fut terminée, la multitude laissa le directoire sortir tout seul ; elle demeura pour celui qui avait voulu se perdre dans la foule, et fit retentir les airs de *Vive le général de l'armée d'Italie!* De sorte que cet événement ne fit qu'accroître le déplaisir des gouvernants.

Une autre circonstance mit Napoléon dans la nécessité de blâmer hautement la marche du directoire. Au café Garchi, deux jeunes gens, sous prétexte de ralliement politique, dans la manière dont leurs cheveux étaient tressés, furent insultés, attaqués, assassinés. Ce meurtre avait été dirigé d'après les ordres du ministre de la police Sotin, et exécuté par ses agents. Les circonstances étaient déjà telles, que Napoléon, quoique vivant dans une retraite profonde, autant qu'il le pouvait, était obligé néanmoins, pour sa propre sûreté, de porter une attention inquisitive sur des événements de cette nature. Il fit éclater son indignation. Le directoire en fut effrayé, il chargea un de ses ministres de lui expliquer les motifs de sa conduite, et lui fit dire « qu'un pareil « événement était commun en temps de crise ;

se mettre à la tête de la république. Il s'y refusa ; le temps n'était pas arrivé ; il ne se croyait pas assez populaire encore pour marcher seul ; il avait, sur l'art de gouverner et sur ce qu'il fallait à une grande nation, des idées différentes de celles des hommes de la révolution et des assemblées ; il craignait de compromettre son caractère. Il se détermina à partir pour l'Égypte, mais avec la résolution de reparaitre dès que les circonstances viendraient à rendre sa présence nécessaire, comme déjà il l'entrevoyait. Pour qu'il fût maître de la France, il fallait que le directoire éprouvât des revers en son absence, et que son retour rappelât la victoire sous nos drapeaux.

§ VI.

Le gouvernement célébrait l'anniversaire de la mort de Louis XVI, et ce fut un grand objet de discussion, entre le directoire et les ministres, de savoir si Napoléon devait assister à cette cérémonie. On craignait, d'un côté, que, s'il n'y allait pas, cela ne la dépopularisât ; de l'autre, que, s'il y allait, on n'oubliât le directoire pour ne s'occuper que de lui. Néanmoins on conclut que sa présence était exigée par la politique ; un des ministres fut chargé de cette espèce de né-

gociation. Napoléon, qui eût voulu rester étranger à tous actes de ce genre, observa « qu'il n'a-
« vait pas de fonctions publiques; qu'il n'avait
« personnellement rien à faire à cette prétendue
« fête, qui, par sa nature, plaisait à fort peu de
« monde; qu'elle était des plus impolitiques;
« que l'événement qu'elle rappelait était une
« catastrophe et un malheur national; qu'il
« comprenait très bien qu'on célébrât le 14 juillet,
« parce que c'était une époque où le peuple
« avait conquis ses droits; mais qu'il aurait pu
« les conquérir, établir une république, sans se
« souiller du supplice d'un prince déclaré invio-
« lable et non responsable par la constitution
« même; qu'il ne prétendait pas discuter si cela
« avait été utile ou nuisible, mais qu'il soutenait
« que c'était un incident malheureux; qu'on cé-
« lébrerait des fêtes nationales pour des victoires,
« mais qu'on pleurerait sur les victimes restées
« sur le champ de bataille; que célébrer la mort
« d'un homme ne pouvait jamais être l'acte d'un
« gouvernement, mais celui d'une faction, d'un
« club de sang; qu'il ne concevait pas comment
« le directoire, qui avait fermé les jacobins, les
« clubs d'anarchistes, qui aujourd'hui traitait
« avec tant de princes, ne sentait pas qu'une
« telle cérémonie faisait à la république beau-
« coup plus d'ennemis que d'amis, qu'elle éloi-

« que les moments de révolution sortaient de
« la loi commune ; qu'ici il devenait néces-
« saire d'imposer à la haute société et de
« réprimer la hardiesse des salons ; qu'il était
« des genres de fautes que les tribunaux ne sau-
« raient atteindre ; qu'on ne pouvait sans doute
« approuver la lanterne de l'assemblée consti-
« tuante, et que cependant sans elle la révolu-
« tion n'eût jamais marché ; qu'il est des maux
« qu'il faut tolérer, parce qu'il est des maux
« plus grands. » Napoléon répondit « qu'un pa-
« reil langage eût été tout au plus supportable
« avant fructidor, lorsque les partis étaient en
« présence, et que l'on avait mis le directoire
« plutôt dans le cas de se défendre que dans la
« situation d'administrer ; qu'alors, peut-être ,
« cet acte eût pu s'excuser par la nécessité ;
« mais qu'aujourd'hui le directoire se trou-
« vant investi de toute la puissance, la loi ne
« rencontrant d'opposition nulle part, les ci-
« toyens étant tous sinon affectionnés, du
« moins soumis, cette action devenait un crime
« atroce, un véritable outrage à la civilisation ;
« que partout où se prononçaient les mots
« de loi et de liberté, tous les citoyens deve-
« naient solidaires les uns des autres ; qu'ici,
« dans cette expédition de coupe - jarrets, cha-
« cun devait se trouver frappé de terreur, se

« demander où cela s'arrêterait. » Ces raisons étaient trop plausibles pour avoir besoin d'être développées à un homme d'esprit et du caractère du ministre; mais il avait une mission, et cherchait à justifier une administration dont il ambitionnait de conserver la faveur et la confiance.

ARMÉE D'ITALIE.**1^{er} RÉGIMENT DE HUSSARDS.**

Le 1^{er} régiment de hussards, auparavant nommé Berchini, se trouvait à Thionville à l'époque de la déclaration de guerre. Il était alors fort de 500 hommes et commandé par le colonel Georges; il partit le 30 avril 1792 pour le camp de Tiercelet. Dans les premiers jours de mai, il retourna sous les ordres du capitaine Glad à Thionville, d'où il se rendit à Metz. Le colonel Steingel en prit le commandement le 12.

Le 26 mai, il partit pour Valenciennes où l'on formait un camp. Il vint bientôt après aux environs de Maubeuge. Vers le milieu de juin, l'avant-garde commandée par le général Gouvion, fut vivement attaquée en avant de cette place. Le régiment, qui se trouvait alors à la droite, reçut ordre de diriger sa marche de manière à pouvoir couper l'ennemi : il le força à une prompte retraite.

Dans cette affaire fut tué le général Gouvion.

Quelques jours après, le général en chef Lafayette ayant fait porter son armée vers Longwy, le régiment fit partie de la droite qui se prolongeait jusqu'à Tiercelet. A la fin de juin, il y eut un combat d'avant-garde qui dura deux jours : un détachement du régiment, composé de vingt-cinq hommes et commandé par le sous-lieutenant Kaiffer, chargea une cinquantaine de hussards d'Esterhazy, leur fit des prisonniers et ne perdit pas un seul homme.

Dans les premiers jours de juillet il se rendit au camp de Vaux, près de Carignan, en Champagne. Le général Dumouriez vint y prendre le commandement en chef de l'armée.

Vers le milieu de juillet, on se porta à Saint-Jeven. Le colonel Steingel commandait l'avant-garde de l'armée. Dans les premiers jours de septembre, les Prussiens, dont la cavalerie pouvait être forte de dix mille hommes, formèrent une attaque générale. A la gauche le lieutenant-colonel Nordman avait sous ses ordres deux escadrons du régiment. Il en fit charger un aux environs du village de Lacroix, contre la majeure partie du régiment de Zieden-hussards, qui fut forcé de se replier, en laissant des prisonniers. Dans le même moment le colonel Steingel ordonna au lieutenant-colonel Gaintz

d'exécuter une charge avec un autre escadron, à la droite près de Saint-Jeven. L'ennemi, qui de ce côté semblait vouloir déborder notre aile, fut également obligé de se replier et eut des tués et des prisonniers; vis-à-vis la gauche de notre armée fut tué le prince de Ligne. Le lendemain les Prussiens ne firent qu'inquiéter. Il n'y eut aucun engagement.

Le lendemain à deux heures environ après minuit, on se retira. Le régiment faisait l'arrière-garde. Il soutint la retraite avec fermeté.

Vers le milieu de septembre, un escadron, commandé par le capitaine Blessy, fut en reconnaissance. Il était chargé d'amuser l'ennemi pour pouvoir juger de sa force. Il le rencontra près de Varennes. Il y eut un engagement. On se chargea et rechargea très long-temps; l'escadron fit des prisonniers et l'objet de la reconnaissance fut rempli.

Le 21 septembre, près Sainte-Menehould, les Prussiens attaquèrent sur toute la ligne. La droite de notre armée était à peu près au moulin à vent de Valmy. Le colonel Steingel commandait l'avant-garde forte d'environ 12,000 hommes, qui se prolongeait jusque sur la hauteur de Ham. Il envoya un détachement du régiment en tirailleurs, commandé par le sous-lieutenant Popovitsch, qui se comporta avec une telle in-

trépidité et inquiéta tant l'ennemi, que celui-ci fut obligé de faire jouer le canon pour le forcer à se retirer. Ce détachement fit des prisonniers. Le régiment soutint l'artillerie dans cette journée.

Affaire particulière aux environs de Sainte-Menehould : le 23 septembre trois escadrons de hussards prussiens se présentèrent devant la ligne; deux escadrons, commandés par le colonel Steingel, les chargèrent vivement et leur firent des prisonniers.

Le 24 septembre, un escadron commandé par le lieutenant-colonel Gaintz fut en reconnaissance, il se porta derrière l'armée ennemie; ayant trouvé des hussards qui fourrageaient, il les chargea et fit des prisonniers. L'objet de la reconnaissance fut rempli.

On revint au camp de Valenciennes, d'où l'on prit la route de Mons. L'ennemi était retranché à Framerie, village situé sur une hauteur, à une lieue de Mons. Le colonel Nordman, qui avait succédé au colonel Steingel promu au grade de général, fut chargé le 5 novembre de coopérer à une expédition qui tendait à débusquer l'ennemi et à le forcer de se retirer dans ses retranchements près de Mons. Pour cet objet, on lui confia le commandement de 3,000 hommes et de deux pièces d'artillerie. L'ennemi avait

fait toutes ses dispositions pour l'empêcher d'arriver, et avait coupé toutes les communications : mais rien ne fut capable d'arrêter le colonel Nordman. Il chargea l'ennemi et le culbuta. Les tirailleurs du régiment, commandés par le capitaine Bender et par Brandeau, sous-lieutenant, le poursuivirent jusque auprès de Mons. Le colonel Nordman tua et blessa un grand nombre d'Autrichiens et fit beaucoup de prisonniers. Il eut aussi de son côté des tués, blessés et prisonniers. Le sous-lieutenant Colombier reçut dix-huit coups de sabre très dangereux.

Le lendemain 6 novembre, bataille de Jemmapes : La canonnade commença à sept heures du matin. Bientôt le général Dampierre fit battre la charge; le colonel Nordman fit le même mouvement. Le régiment chargea sur trois redoutes, le colonel à la tête. Elles furent emportées. Dans l'une d'elles Nordman entra le premier. On hacha presque tous les canonniers sur leurs pièces, mais l'ennemi, dont les dragons Cobourg faisaient partie, s'étant avancé en force bien supérieure, obligea nos hussards d'abandonner pour un moment les redoutes. Le régiment revint à la charge et s'en réempara. On prit huit pièces de canon et un obusier. Un petit détachement d'infanterie contri-

bua au succès de cette affaire. Le régiment y eut une centaine d'hommes et de chevaux tués ou blessés. Le sous-lieutenant Moltel, qui était entré un des premiers dans une redoute, eut un bras estropié par un boulet. Le sous-lieutenant Didiot eut une jambe emportée, et le sous-lieutenant Roit resta sur le champ de bataille.

Vers la fin de novembre, douze hussards, en tirailleurs aux portes de Bruxelles, battirent une trentaine de houlans dont trois furent faits prisonniers. Dans le même mois, aux environs de Louvain, une patrouille de huit hussards en prit dix de Blankeisten.

Le lendemain de ce dernier événement, bataille à la montagne de Fer. Le régiment y chargea plusieurs fois avec avantage et fit beaucoup de mal à l'ennemi.

On se dirigea du côté de Liége. Il y eut beaucoup de petits combats. Vers le commencement de décembre, à une lieue de cette ville, on livra bataille. Le régiment envoya plusieurs détachements en tirailleurs qui firent un certain nombre de prisonniers. Il soutint l'artillerie. Dans cette journée un général autrichien fut grièvement blessé.

Le régiment vint à Liége. Dans les premiers jours de décembre il y eut un combat d'avant-postes. Un escadron commandé par le capitaine

Bender chargea l'ennemi avec avantage. Un détachement de cet escadron, composé de vingt-cinq hommes et commandé par le lieutenant Muller, prit cinq hussards et vingt hommes d'infanterie.

Le régiment, sur la fin de février, vint à Aix-la-Chapelle. Un escadron, commandé par le lieutenant-colonel Gaintz, passa la Roer avec trois autres escadrons de dragons pour faire une reconnaissance. Le lieutenant-colonel, après avoir rempli l'objet dont il était chargé, voulut se retirer dans sa position : mais deux régiments de cavalerie ennemie se trouvant sur son flanc droit, le menaçaient ou de le couper ou de le culbuter dans la Roer au moment où il tenterait d'effectuer son passage ; il prit donc le parti de gagner devant le front de ces deux régiments de cavalerie, et fit une charge par échelons. L'activité et la précision qu'il mit dans la manœuvre le sauvèrent. Il fit dix prisonniers, blessa une cinquantaine d'hommes et en tua une dizaine. Trois de nos hussards furent blessés, un dragon fut tué.

Le 1^{er} mars, bataille vers Aix-la-Chapelle. Des détachements du régiment, en tirailleurs, firent nombre de prisonniers. Le régiment soutint fermement la retraite.

Le 7 mars, bataille entre Tongres et Saint-

Tron ; les tirailleurs du régiment se battirent en déterminés. Greff, hussard de la 2^e compagnie, jeune homme téméraire, reçut plus de dix-huit coups de sabre dont il fut dangereusement blessé. Le régiment ne cessa d'appuyer l'artillerie.

Les jours suivants, il n'y eut que des affaires particulières, mais néanmoins extrêmement chaudes. Le 18, bataille de Nerwinde, le colonel Nordman, qui commandait plusieurs régiments de cavalerie, occupait la droite de notre armée. A trois heures de l'après-midi, après une vigoureuse canonnade, les cuirassiers autrichiens vinrent en colonne serrée en masse, présentant un front de soixante hommes. Ils chargèrent ; Nordman leur opposa un régiment de grosse cavalerie dont il appuya les ailes par deux régiments de hussards. Le 1^{er} était à la gauche ; tandis qu'au centre on se heurtait avec fureur, Nordman fit mettre en colonne les deux régiments des ailes et tomba sur les flancs des cuirassiers. Ces dispositions eurent l'effet le plus heureux. Les cuirassiers furent mis en désordre, et en voulant se retirer par le village de Nerwinde, ils rencontrèrent l'infanterie française : on les harcela tellement de part et d'autre que leur régiment fut totalement détruit. On coucha sur le champ de bataille.

Vers la fin du mois, combat près de Louvain. L'ennemi ayant fait une attaque et menaçant de tourner notre aile droite, le colonel Nordman, dont les talents égalaient la bravoure, disposa si avantageusement le régiment et l'artillerie qu'il commandait, que pendant toute la journée il fit échouer les projets de l'ennemi. Le régiment eut quelques hussards et chevaux blessés. Après cette affaire, il se retira aux environs du camp de Maulde et de Saint-Amand; vers le milieu d'avril il vint à Givet.

Dans les premiers jours d'octobre, un détachement de cinquante hussards, commandé par le lieutenant Barona, fut envoyé de Rocroi à la division commandée par le général Valence, placé à l'avant-garde. Il surprit vers le milieu du mois, à l'abbaye de Florette, entre Dinant et Namur, une compagnie de chasseurs du Loup, commandée par le comte de Dam, dont une partie fut faite prisonnière et l'autre noyée dans la Sambre; de ce nombre était le comte. Peu de jours après, il surprit de nouveau des avant-postes de ce même corps, et fit des prisonniers à la vue d'un escadron de Cobourg en bataille. Le 4 novembre, à Leuze, village sur la route de Namur, cent des leurs tombèrent encore entre ses mains. De là il se porta aux portes de cette place où se rassemblait l'armée.

Dans la nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre, bataille au-dessus de Namur, contre le général Beaulieu qui fut complètement battu. Le détachement y fit des prisonniers. Le maréchal-des-logis Marter, qui en faisait partie, donna constamment des preuves de courage. Après ces différentes actions, où ce détachement n'eut que dix hommes et autant de chevaux tués ou blessés, il se retira à Givet.

Il est beaucoup d'autres événements sur lesquels on n'a pas de détails précis, mais seulement des notions générales, ce qui donne lieu à peu près au résultat suivant : Batailles, neuf; combats, trente; affaires, cent; prisonniers, trois mille; drapeaux, huit.

Le 18 mai, le régiment partit de Givet et vint à Metz dans le courant de juillet. Le 25, il se dirigea du côté de Châlons-sur-Saône, où il fournit un détachement de deux cents hommes, sous le commandement du chef d'escadron Blessy, pour l'armée des Alpes.

Le chef d'escadron Blessy partit de Châlons dans le courant du mois d'août; arrivé à l'armée des Alpes, son détachement fut divisé en deux parties, dont l'une se trouva à la prise de trois villes, Cluses, Salanche et Bonneville, contribua à celle de sept pièces de canon et de 500 hommes d'infanterie. L'autre, eut différents

combats avec avantage. Dans une bataille livrée par les Français, et où l'ennemi vigoureusement attaqué fut forcé de se retirer sur le sommet du petit Saint-Bernard, elle a pris, soutenue par l'infanterie, une redoute sur les hauteurs de la Roche, avec trois pièces de canon et 200 hommes de cavalerie et infanterie. Le général Kellermann témoigna sa satisfaction à ce détachement.

Il est beaucoup d'autres événements sur lesquels on n'a pas de détails précis, mais seulement des notions, ce qui donne lieu à peu près au résultat suivant : bataille, une ; combats, quatre ; affaires, dix ; prisonniers, trois cents ; drapeaux ; canons, trois.

Le 2^e détachement, sous les ordres du capitaine Lamothe, partit de Carrouge le 1^{er} frimaire, pour se rendre à l'armée des Pyrénées orientales. Il arriva le 27 à Perpignan ; dans la nuit du 28 au 29, il passa de l'infanterie en croupe de l'autre côté du Thet. Vers la pointe du jour, il s'approcha de la redoute de Villelongue.

Il fit une charge vigoureuse à l'affaire de Villelongue, et, secondé de l'infanterie, prit la redoute avec seize pièces de canon, deux obusiers et un mortier. Il tua beaucoup d'ennemis et fit nombre de prisonniers.

Le 1^{er} nivôse, l'ennemi passa le Thet au-dessus du Boulou, et livra bataille. Un régiment de cavalerie espagnole, carabiniers, chargea notre aile droite. Le détachement, qui était à la gauche, se porta avec rapidité à son secours, sous un feu croisé de mousqueterie et d'artillerie. Il chargea vivement les carabiniers, les repoussa avec perte, et dégageda ainsi l'aile droite. De là il se retira sous Perpignan, où il resta jusqu'à l'arrivée du régiment.

Dans le courant du mois d'août, le régiment partit de Châlons-sur-Saône pour Vienne, où il arriva dans le mois de septembre. Alors le chef de brigade à la suite, Bourgon se rendit avec 400 hommes près de Toulon, occupé par les Anglais. Cette place tombée au pouvoir des Français, il passa à l'armée des Pyrénées orientales. Le chef de brigade Glad commandait l'autre partie du régiment, demeurée dans l'intérieur. Il fournit deux détachements, l'un de 50 hommes, commandé par le capitaine Monét, pour l'armée des Pyrénées orientales, et l'autre de 300 hommes, commandé par le capitaine Muller, pour celle des Alpes maritimes. Ces deux détachements rejoignirent l'un à l'armée, l'autre à Marseille; le dernier avait considérablement souffert par la pénurie des subsistances. Le chef de brigade Glad vint à

l'armée des Pyrénées orientales dans le courant de la guerre.

Dans les premiers jours de ventôse an II, le régiment étant à Elme, petite ville près Perpignan, sous le commandement du général Guillot, fournit un détachement de 25 hommes, pour aller égorger le poste d'Ortaffa, de l'autre côté du Thet; il était composé de soixante miquelets. Douze hussards effectuèrent le passage en plein jour; ils reçurent une vive fusillade des miquelets placés dans une position retranchée. Ils parvinrent néanmoins à les tourner, et ces miquelets tombèrent tous entre les mains des hussards, à l'exception de l'officier qui les commandait. Beaucoup d'autres postes espagnols furent égorgés de l'autre côté du Thet, par différents détachements de hussards infiniment inférieurs en nombre.

Le 30 octobre, an II, cent dragons de la Montagne furent incorporés dans le régiment, ainsi que 100 cavaliers du 26^e.

Dans le courant de ventôse, le chef d'escadron Ehret fut en reconnaissance avec un escadron; il le mit en bataille en-deçà du Thet, et passa avec le général Guillaume et le maréchal-des-logis Greff sur l'autre rive. Ce sous-officier,

dans l'intention de faire une découverte utile, se porta trop avant, et fut cerné par la cavalerie. Son intrépidité le sauva. Il traversa deux pelotons espagnols, tua un cavalier et vint rendre bon compte de la position et de la force de l'ennemi.

Le 21 germinal, les Espagnols furent défaits à Monteilla et Urgel; le régiment fit beaucoup de prisonniers.

Les 8 et 10 floréal, expulsion de dix mille ennemis du village d'Olms. Enlèvement des gorges et du pont de Céret; le régiment chargea plusieurs fois avec avantage.

Le 11 et le 12 floréal, bataille aux Alberdes. Les tirailleurs du régiment, soutenus par de l'infanterie, s'emparèrent de la fameuse redoute de Montesquieu, avec tous ses canons. Le régiment exécuta différentes charges heureuses. Un détachement de quinze hommes, commandé par le maréchal-des-logis-chef Weber, fit deux cents hommes d'infanterie prisonniers. Un lieutenant-colonel de cette arme fut pris par le maréchal-des-logis Greff. On poursuivit l'ennemi avec acharnement, et tout ce qu'il possédait dans son camp tomba au pouvoir des Français. Il avait un moment sauvé son artillerie; mais le régiment le harcela de si près et si vivement, qu'au-delà de Céret il

s'empara de 104 pièces de canon, de tous les caissons et attirails de guerre; il tua ou blessa beaucoup d'Espagnols, et fit une quantité considérable de prisonniers.

Dans le courant de floréal, le régiment s'avança du côté de Collioure. Le sous-lieutenant Baganeto, chargé de faire une reconnaissance avec 25 hommes, eut à combattre contre un escadron qu'il mit en déroute complète, et prit quantité d'équipages, de munitions.

Le 27 floréal, partie de la garnison de Collioure tenta une sortie; le régiment tua beaucoup d'ennemis et fit nombre de prisonniers. Dans ce combat, le général en chef Dugommier fut blessé.

Le 30 floréal, déroute des Espagnols près de Figuières; le régiment tua beaucoup de monde et fit nombre de prisonniers. Le 18 prairial, prise de Tirezen et Riden; le régiment harcela vivement les Espagnols dans leur retraite. Le 19, déroute de 4,000 ennemis au-delà de la Jonquièrre; le régiment fit une charge vigoureuse, poursuivit les Espagnols sans leur donner le temps de se rallier, tua beaucoup de monde, et fit nombre de prisonniers; leur camp tomba au pouvoir des Français; Bellegarde fut investi. Le même jour, le régiment contribua à l'enlèvement de différents postes; Campredon fut pris.

Le 23 prairial, prise de vive force et destruction des forges de Ripoll ; le régiment poursuivit l'ennemi et lui fit perdre du monde. Le 1^{er} messidor, reprise de Campredon ; le régiment chargea avec avantage. Le 2, prise des postes de l'Etoile et de Bézalu, de quatre drapeaux et d'un nombre considérable d'effets ; le régiment fit beaucoup de mal à l'ennemi. Le 8, prise de Belver et déroute complète des Espagnols ; le régiment tua et blessa beaucoup d'ennemis ; il fit quantité de prisonniers.

Le 26 thermidor, déroute de 5,000 Espagnols ; le régiment leur tua plus de 200 hommes, et fit beaucoup de prisonniers.

Le même jour, défaite des Espagnols à Rocaseins ; le régiment leur tua beaucoup de monde, il y eut un canon pris. Le dernier jour de l'an, deuxième déroute des Espagnols au Mont-Roch ; le régiment tua et blessa beaucoup de monde, fit des prisonniers, et contribua à la prise de quatre canons.

Du 1^{er} au 2 vendémiaire, enlèvement de la redoute et du camp de Costonge, prise de tous les effets de campement ; le régiment harcela vivement l'ennemi dans sa retraite précipitée, et lui fit éprouver une perte considérable.

Le 5 vendémiaire, défaite des Espagnols à Olia et Monteilla ; le régiment leur tua quelques

hommes. Le 2 brumaire, l'ennemi fut repoussé avec une perte considérable jusqu'à Bagha; le régiment le harcela vivement, faisant nombre de prisonniers. Le même jour, enlèvement de vive force des postes de Dory et de Toras, et des retranchements de Casteillan; prise et destruction de magasins, grand nombre d'ennemis tués; le régiment chargea vigoureusement, tua beaucoup de monde, et fit quantité de prisonniers. Le 11 brumaire, dérouté des Espagnols sur les revers de la montagne Noire; le régiment tua beaucoup d'ennemis: le reste fut harcelé jusques dans ses retranchements.

Le 27 brumaire, bataille, enlèvement de plusieurs camps et redoutes, prise de deux drapeaux, d'un nombre considérable de tentes, de bouches à feu et de fusils; le régiment a chargé vigoureusement et a soutenu fermement l'artillerie. Dans cette bataille, qui eut lieu à Saint-Sébastien de la Mouga, à Montagnes et Chapelle de la Madeleine et de Corbouilhe, le général en chef Dugommier fut tué.

Le 30 brumaire, dérouté complète de 5 mille Espagnols, enlèvement de plusieurs camps et de quatre-vingts redoutes, prise de deux cents bouches à feu, 9,000 ennemis tués; le régiment exécuta différentes charges avec le plus grand succès, et fit éprouver aux Espagnols une perte

considérable. Le général La-Union, qui les commandait, fut tué.

Un détachement de 350 hommes fut envoyé près de Roses; pendant toute la durée du siège, il eut des engagements continuels avec l'ennemi, qui toujours fut battu, et perdit beaucoup des siens. Différents petits détachements commandés par le sous-lieutenant Marter firent preuve dans toutes les occasions de la plus grande intrépidité. Roses fut pris le 25 pluviôse.

Le 16 floréal, les Espagnols attaquèrent le camp de Cistella; ils furent repoussés et complètement battus. Le régiment chargea et fit des prisonniers.

Le 17 floréal, reconnaissance générale faite par les Français sur les hauteurs de Crespia, de Bascara, et sur la Fluvia; le régiment fit des prisonniers.

Le 20 floréal, attaque du camp de la montagne de Musquirachu; l'ennemi, en pleine déroute, avait abandonné son camp et tous ses effets de campement; le régiment chargea vigoureusement et fit des prisonniers. Le 7 prairial, un grand nombre d'Espagnols attaquèrent une reconnaissance faite par les troupes du camp des hauteurs de Pontos; mais ils furent mis en pleine déroute; le régiment les poursuivit avec acharnement, et leur fit beaucoup de mal.

Le 20 prairial, déroute de 20,000 Espagnols qui étaient venus attaquer un grand fourrage fait par les Français dans la plaine de Saint-Père-Pescador ; après dix heures de combat, ils repassèrent la Fluvia en grand désordre ; le régiment chargea vigoureusement l'ennemi, tua, blessa et fit prisonniers un grand nombre d'Espagnols ; trois cents chariots de blé furent amenés au camp de Rimors.

La paix ayant été faite avec les Espagnols, le régiment partit, dans le courant de fructidor, pour Nîmes, Uzès et Avignon, où il demeura quelques mois.

Pendant tout le temps que le régiment fut à l'armée des Pyrénées orientales, il ne cessa de combattre, soit en totalité, soit en partie, et fit infiniment de mal à l'ennemi. Il était la terreur des Espagnols, et ne mérita pas moins leur admiration que celle des Français. Il est un grand nombre d'événements sur lesquels on n'a pas de détails précis, mais seulement des notions générales, ce qui donne lieu à peu près au résultat suivant : batailles, 7 ; combats, 60 ; affaires, 400 ; prisonniers, 10,000 ; drapeaux, 14 ; canons, 200.

ARMÉE D'ITALIE.

Le régiment partit d'Avignon le 7 germinal

an IV, arriva sur la fin de ce mois à l'armée d'Italie, et se porta à l'avant-garde, qu'il ne quitta plus.

Le 3 floréal, bataille de Mondovi; deux détachements du régiment, dont l'un commandé par le lieutenant Tourner, et l'autre par le sous-lieutenant Marter, se sont battus vigoureusement dans la plaine de Mondovi contre un ennemi bien supérieur en nombre, et ont remporté des avantages signalés.

Le 6 floréal prise de Cherasco, le régiment s'y trouva.

Le 19 floréal, le 4^e escadron, commandé par le capitaine Mathis, passa le Pô. Aussitôt à l'autre rive, sans prendre le temps de se mettre en bataille, il tomba sur la cavalerie autrichienne et napolitaine, qu'il repoussa jusqu'à Saint-Rocco. Le régiment effectua presque en même temps son passage.

Le 21 floréal, le régiment passa l'Adda au gué au-dessus du pont de Lodi pour tourner l'ennemi; mais il s'était retiré, abandonnant ses retranchements et canons. Le régiment le poursuivit et fit des prisonniers. Le sous-lieutenant Rodvelche fut tué. Il y eut des hussards tués et d'autres blessés très grièvement. Quelques jours après cette bataille, le chef de brigade Glad se retira.

Le 11 prairial, le régiment passa le pont de

Borghetto, et ayant à sa tête le général Murat, chargea vigoureusement la cavalerie napolitaine, qu'il mit dans une déroute complète. Il fit nombre de prisonniers, parmi lesquels beaucoup d'officiers, dont trois d'un grade supérieur. L'un d'eux fut pris par l'adjudant Greff. Le régiment perdit une cinquantaine d'hommes, en tués et prisonniers. Dans l'ardeur du combat ils s'étaient trop avancés et furent coupés dans leur retraite par les hussards de Toscane. Le lieutenant Saulnier fut prisonnier. Le sous-lieutenant Dagoreau, ayant eu son cheval tué sous lui et ayant été blessé, fut également prisonnier.

Le 12 prairial, le régiment a repoussé l'ennemi jusqu'à l'Adige et a fait une trentaine de prisonniers.

Dans le courant de messidor le régiment fut à Roverbella devant Mantoue, de là se porta sur Livourne, à dessein de chasser les Anglais; mais l'ennemi, à la nouvelle de son approche, avait pris la fuite. Dans les premiers jours de thermidor, il revint à l'armée, laissant à Livourne un escadron sous le commandement du capitaine Mathis.

Le 16 thermidor, le régiment chargea vigoureusement à plusieurs reprises. Il eut à pleurer la mort du chef de brigade Bougon, qui dans

toutes les occasions s'était battu comme un héros. Cette bataille lui coûta beaucoup de monde : mais de même il fit éprouver à l'ennemi une perte considérable. Le maréchal-des-logis-chef Weber s'est particulièrement distingué. Le sous-lieutenant Lehmanne fut blessé.

Le 18 thermidor le régiment poursuivit l'ennemi jusqu'à Borghetto et passa le Mincio.

Le 20 thermidor il entra à Vérone.

Le 15 fructidor il se dirigea dans les gorges du Tyrol, le 16 attaqua l'ennemi qu'il poursuivit jusqu'à Alla. Il eut des tués et blessés. Du nombre de ces derniers était le lieutenant Bourget.

Le 18 fructidor, le régiment commandé par le chef de brigade Carové chargea l'ennemi, ayant à sa tête le général Dubois qui fut tué : cette charge lui coûta près de 80 hommes et autant de chevaux. Le capitaine Marteau et le lieutenant Georges furent blessés.

Le même jour l'affaire de Roveredo eut lieu ; le chef de brigade Carové, chargeant à la tête de 100 hommes, fut tué, après avoir constamment donné des preuves de la plus grande bravoure. Ce détachement, commandé par le lieutenant Bohn, et dont le lieutenant Morin, le sous-lieutenant Boshertz et l'adjudant Greff faisaient partie, voulut venger la

mort du chef de brigade, et chargea avec la résolution de vaincre ou mourir. Il traversa la colonne ennemie avec la rapidité de l'éclair, et l'Autrichien étonné par son audace et son intrépidité laissa tomber en son pouvoir 25 pièces de canon, quantité de caissons d'artillerie et 7 drapeaux; 6,000 hommes furent faits prisonniers. Neiderst, maréchal-des-logis de la 2^e compagnie, et Grasse, hussard de la 1^{re}, prirent chacun un drapeau dans les rangs ennemis. Le chef de brigade des guides, Bessières, chargeant à côté du lieutenant Bohn, s'est couvert de gloire.

Le 19 fructidor le régiment, commandé par le capitaine Apfet, entra à Trente et poursuivit l'ennemi jusqu'à Lavis. Il eut quelques hussards tués et blessés. Le maréchal-des-logis-chef Weber, quoique estropié par un sous-officier ennemi, n'en parvint pas moins à le faire prisonnier.

Le 21 fructidor le régiment marcha vers la source de la Brenta. Un escadron commandé par le capitaine Brandeau chargea l'ennemi avec succès.

Le 22 fructidor le régiment entra à Bassano; en avant de cette ville, il prit plusieurs pièces de canon, environ 1000 chevaux de trait, quantité d'équipages de pont et près de 400 voitures.

Le 23 fructidor il marcha sur Porto-Legnago, passant par Padoue et Montagnana. Le 27, prise de Legnago.

Le 29 fructidor, le régiment attaqua l'ennemi : après un combat très meurtrier, il prit 300 cuirassiers. Les maréchaux-des-logis Hans et Weber, et Jacob, trompette, isolés du régiment et sur le point de tomber entre les mains d'une division de houlans, eurent l'audace de la sommer de se rendre. Trompée sur leur véritable force, elle se rendit. Entrée au régiment du chef de brigade Picard. Le premier jour complémentaire l'adjutant-général Picard fut reçu chef de brigade du régiment par le général Kilmaine, commandant en chef la cavalerie.

Dans les premiers jours de brumaire an V, le régiment attaqua l'ennemi devant Bassano. Plumelin, trompette-major, fit prisonnier le colonel des hussards Berdedy.

Le 25 le régiment se porta à Ronco sur l'Adige.

Les 26, 27, 28 brumaire, bataille d'Arcole; le régiment y perdit beaucoup de monde et chevaux.

Le 29 brumaire, le régiment vint à Vérone. Le 1^{er} frimaire il poursuivit l'ennemi jusque dans les gorges du Tyrol.

Le 25 nivôse an V, vers 10 heures du soir, le

général autrichien Provera passa l'Adige avec 10,000 hommes. Le lendemain matin 26, le général Augereau attaqua l'ennemi, retranché à Anghiari. La 2^e compagnie, commandée par le lieutenant Bohn, et la 5^e par le capitaine Nicolas, firent une charge vigoureuse, et secondées par l'infanterie prirent plusieurs canons et caissons. Elles parvinrent à ouvrir la communication entre la division Augereau et les troupes du général Guyeux qui était aux environs de Ronco.

Le 27 nivôse eut lieu la bataille de la Favorite. Le 4^e escadron, commandé par le chef d'escadron Mesmer, fit prisonnier le bataillon de Colloredo Marchet, hussard de la 8^e compagnie, prit un drapeau. La division Provera mit bas les armes.

Dans le courant de pluviôse, combat en avant de Trévis. Le 4^e escadron commandé par le capitaine Mathis chargea vigoureusement, à la sortie de Trévis, la cavalerie ennemie qu'il poursuivit jusqu'à Lovadina. L'officier autrichien qui commandait fut blessé, un autre fait prisonnier avec 50 hussards Berdedy.

Le lendemain de ce combat, deux escadrons commandés par le chef d'escadron Muller poussèrent une reconnaissance jusqu'à Lovadina. Cet officier, malgré la force bien supérieure de l'ennemi, n'hésita pas à le faire charger par le 1^{er} escadron sous les ordres du capitaine

Nicolas. Le choc fut terrible ; plus de 100 hommes furent tués ou blessés. Schneider, hussard de la 5^e compagnie, fut blessé après avoir mis onze Autrichiens hors de combat.

Le 21 ventôse, le régiment fit et soutint différentes charges de cavalerie. L'adjutant Greff, à la tête de quelques hussards, chargeant dans le village de Lovadina, fut blessé et fait prisonnier, après avoir eu son cheval tué. La 6^e compagnie, commandée par le capitaine Jumac, chargea vigoureusement la cavalerie ennemie, et la poursuivit jusqu'au pont de la Piave, où cet officier fut blessé au bras, d'un coup de biscaïen.

Le 22 ventôse, le 4^e escadron, commandé par le capitaine Mathis, passa la Piave. Il rencontra les houlans en bataille, les chargea vigoureusement et les culbuta jusqu'à Conegliano; il fit vingt-deux prisonniers. Un moment après le régiment effectua son passage.

Le 26 ventôse, bataille du Tagliamento; sur le soir le régiment chargea plusieurs fois; reconnaissance sur Gradisca; affaire. Le 27 ventôse, le général Bernadotte ordonna une reconnaissance sur Gradisca. Le 4^e escadron, commandé par le capitaine Mathis, passa dans le village de Nogardo, où il rencontra la cavalerie et l'infanterie ennemies; il les chargea et les poursuivit jusqu'à leur corps d'armée, au

village de Versa. Le capitaine Nicolas, à la tête de la 4^e compagnie, fut blessé, eut un cheval tué et dix blessés. L'objet de la reconnaissance fut rempli.

Le 29 ventôse, combat de Gradisca. Le régiment chargea la cavalerie ennemie dans la plaine et la poursuivit jusqu'aux portes de la place, où il fit prisonniers une cinquantaine de hussards de Toscane. Le général Bonaparte envoya féliciter le régiment.

Après ce combat le régiment suivit l'ennemi jusqu'à Adelsberg, où il arriva dans le mois de germinal. Alors le chef de brigade distribua plusieurs détachements sur la ligne de Leybach à Trieste, occupée par la division Bernadotte.

Une reconnaissance fut ordonnée par le général Murat; vingt-cinq hussards, commandés par le sous-lieutenant Dagoreau, parvinrent à se porter derrière l'ennemi; ils firent vingt-deux prisonniers et prirent sept voitures chargées d'approvisionnements. L'officier vint rendre bon compte de la position et de la force de l'ennemi. Cinquante hussards, commandés par le capitaine Bohn, firent dans une charge soixante prisonniers. Un détachement commandé par le chef d'escadron Muller, dans le mouvement rétrograde de la division, soutint la retraite par la route de Goritzia, sur le

village de Saint-Crosse. Un second, en avant de Trieste, commandé par le capitaine Bohn, se battit sur la gauche de cette ville et rejoignit celui du chef d'escadron Muller. Un troisième à Frusmer et environs, commandé par le capitaine Chanier, soutint le choc de l'ennemi entre Lippa et Matoria, sur le village de Prevalo. Il eut des hommes tués et faits prisonniers. Un quatrième commandé par le capitaine Deker, sur la route de la Styrie en avant de Chily, soutint la retraite par Klagenfurth. Un cinquième commandé par le capitaine Nicolas, en avant de Leyback et occupant Oberleyback, garda ses positions. Le chef de brigade, occupant la ville et les environs d'Adlesberg, se retira sur Prevalo. Le régiment se réunit à Goritzia, et après l'armistice de Leoben, vint à Crémone d'où il se rendit à Mantoue.

Pendant l'armistice, un détachement du régiment, commandé par le capitaine Mathis, fut envoyé dans la Valteline, sous les ordres du général Murat, pour apaiser des troubles qui y étaient survenus et maintenir le bon ordre.

Le 6 germinal an VII le régiment attaqua vigoureusement l'ennemi dans ses redoutes du Paolo : le capitaine Marteau, commandant la 2^e compagnie, fut blessé. Stein, fourrier, entra au point du jour dans une redoute garnie de quatre pièces de canon. Sa témérité étonna

l'ennemi, il mit quelques hommes hors de combat et fut blessé. Mais dans le même moment l'infanterie française pénétra dans la redoute et s'en empara. La 2^e compagnie, alors commandée par le lieutenant Laharpe, chargea vigoureusement l'ennemi, fuyant d'une redoute prise d'assaut et voulant rentrer dans une autre. Elle le harcela si vivement qu'il fut obligé de passer le pont de l'Adige en toute hâte et n'eut pas le temps de le couper. Cet officier fut blessé. Toutes les redoutes du camp de Paolo tombées au pouvoir des Français, le régiment passa l'Adige, culbuta la cavalerie ennemie et se porta sur la route d'Alla à Vérone. Il fit dans cette journée nombre de prisonniers, tua et blessa beaucoup de monde. L'acharnement était à son comble; les hussards démontés se mêlèrent aux grenadiers et entrèrent avec eux dans les redoutes. Le régiment eut également beaucoup de monde à regretter.

Le 16 germinal, bataille devant Vérone; la 3^e compagnie, commandée par le lieutenant Elichinger, opposa à l'ennemi une si vigoureuse résistance, qu'elle arrêta quelque temps sa marche. Sa conduite fixa l'admiration. Berdellée, maréchal-des-logis, chargea lui seul deux pièces de canon, et parvint après s'en être emparé à en amener une au camp français, l'en-

nemi reprit l'autre. Cette compagnie fut presque détruite. Le lieutenant Elichinger et le sous-lieutenant Haas furent blessés. Le régiment se retira à Isolascala-Marmizollo, Goïto, Marcaria, Bozolo, Saint-Laurent, Crémone Pizzighitone; il retourna sur l'Oglio à Orzinovi, se retira à Crema, Lodi-Saint-Angelo, Pavie; longea le Tucino; vint prendre position à Vigerano; se retira à Mortaza, Vercelli, Crescentino, Chivasso, Turin; se reporta en avant sur Alexandrie et Valence; dans le mouvement rétrograde le lieutenant Georges fut assassiné à Carmagnola par les révoltés.

Le 23 floréal, affaire de Valence; le régiment poursuivit vigoureusement les Russes jusqu'à Bassignano, sur le Pô, et leur fit noyer beaucoup de monde. L'adjutant Armand se distingua dans cette journée: avec cinq hussards seulement il chargea les Russes et leur prit deux canons.

Le 27 floréal, bataille en avant d'Alexandrie. Le régiment souffrit considérablement et perdit tant en tués qu'en prisonniers près de quatre-vingts hommes. Le chef de brigade eut un cheval tué sous lui. Les capitaines Nicolas et Chanier, les sous-lieutenants Dagoreau et Lehmanne et plus de soixante hommes, sous-officiers et hussards, furent blessés. Le capitaine Chanier fut

prisonnier. Le régiment se retira à Asti, Carmagnola, Bavogini, Sovigliana, Fossano, Coni, Mondovi, Bagnasco, au petit Saint-Bernard, Loano; il se reporta en avant par Final, Savone, Voltri, Vollagio, Carozio, Gavi, Seravalle, et vint dans les environs de Novi.

Le 1^{er} messidor, deux détachements, commandés par les capitaines Nicolas et Deker, chargèrent et culbutèrent différents partis de cavalerie et firent nombre de prisonniers.

Le 2 messidor, bataille de Saint-Giuliano. Le régiment eut beaucoup de tués, blessés et prisonniers par la résistance qu'il opposa à l'ennemi. De Saint-Giuliano il se retira à Novi, Voltagio, Gênes, Savone, Carcare, Cairo, se reporta en avant aux environs de Novi. Le général en chef Moreau témoigna sa satisfaction dans un ordre du jour, sur la conduite du régiment dans cette bataille. Les deux détachements réunis des capitaines Nicolas et Deker ont fait tout le jour l'avant-garde de la division du général Lemoine, et poursuivi l'ennemi jusqu'au pont de la Bormida vis-à-vis Alexandrie; ils ont tué et fait prisonniers nombre de Russes et Autrichiens. Parmi les tués était un officier cosaque.

Le 25 messidor, un détachement de soixante hussards, commandé par le capitaine Nicolas, et

dont les sous-lieutenants Hatti et Greff faisaient partie, passa à l'avant-garde de la division du général Lemoine. Pendant près d'un mois il harcela continuellement l'ennemi soutenu par environ trois mille révoltés du pays. Les 23, 24, 25, 26, 27 et 28 thermidor, il exécuta différentes charges avec beaucoup d'audace et d'intrépidité contre l'infanterie et la cavalerie qui furent culbutées sur tous les points. Schérrer, de la première compagnie, jeune homme extrêmement brave, délivra des mains de l'ennemi le sous-lieutenant Greff. Les généraux Serrasse, Lemoine, et le général en chef Joubert, témoins de la conduite de ce détachement, lui donnèrent des éloges.

Le 28 thermidor, bataille de Novi. Deux détachements, dont l'un commandé par le capitaine Tourner, et l'autre par le lieutenant Marter, combattirent séparément contre une force double. Ils montrèrent la plus grande valeur et firent nombre de prisonniers. Le détachement du capitaine Nicolas reçut, d'après la résistance qu'il opposa à la cavalerie, de nouveaux éloges des généraux Serrasse et Lemoine ; le général Moreau le félicita également sur cette bataille, où fut tué le général en chef Joubert ; le régiment souffrit considérablement ; il passa dans l'intérieur pour se refaire.

Il est un grand nombre d'autres événements sur lesquels on n'a pas de détails précis, mais seulement des notions générales, ce qui donne lieu à peu près au résultat suivant : batailles, 19; combats, 70; affaires, 500; prisonniers, 12,000; drapeaux, 18; canons, 80.

Le premier floréal an IX, un escadron, commandé par le capitaine Marteau, partit de Versailles pour l'armée de réserve : placé à l'avant-garde, sous les ordres du général Murat, il chargea vigoureusement l'ennemi jusqu'au-delà de Milan, lui tua du monde et fit nombre de prisonniers. Il se signala à la tête du pont de Plaisance. Dans différentes affaires, les guides commandés par le capitaine Beauharnais et cet escadron, combinant leurs mouvements, firent des charges avec le plus grand succès. Beauharnais montra beaucoup de sang-froid et de valeur.

Le 25 prairial, bataille de Marengo. L'escadron commandé par le capitaine Juniac, formait l'avant-garde de la réserve, conduite par le général Desaix. Il chargea vigoureusement la cavalerie ennemie et obtint sur elle des avantages considérables. Son intrépidité fut d'un grand secours sur tous les points où il se trouva. Il mit nombre d'ennemis hors de combat, et fit quantité de prisonniers. Le général Desaix, ad-

mirant sa valeur, lui en témoigna sa satisfaction et prit le nom du capitaine qui le commandait. Quelques temps après cette bataille, où fut tué le général Desaix, l'escadron partit pour rejoindre le régiment.

On n'a sur les faits que des notions générales, ce qui donne lieu à peu près au résultat suivant : bataille, 1 ; combats, 4 ; affaires, 30 ; prisonniers, 1,000 ; drapeaux, « ; canons, «.

Le 1^{er} thermidor an IX, le régiment partit pour l'armée des Grisons.

Le 11 frimaire, il passa la montagne de Viamalla, le 12, celle du Augen; le 12 nivôse celle de Brica, le 16 celle du Saint-Hénon; les glaces, neiges et précipices, offraient de grands dangers. Le général de cavalerie Laboissière donna l'exemple du courage. Le régiment a considérablement souffert et perdu quantité de chevaux; le 20 nivôse il est arrivé à Trente; le 9 pluviôse, à Bergame, en est parti le 19 ventôse pour Arau en Suisse, où il est arrivé le 22 germinal. Il partit de nouveau le 11 floréal pour rentrer en France et venir à Angers.

RÉSUMÉ.

Le régiment, pendant toute la guerre, n'a cessé de combattre, soit en totalité, soit en

partie ; il a été presque renouvelé cinq à six fois. Les changements trop répétés de chefs ont causé l'omission d'une foule de beaux traits ; mais une vérité digne d'être appréciée par les généraux , c'est qu'officiers , sous-officiers et hussards ont tous fait leur devoir.

RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.

	BAT.	COMB.	APPAIR.	PRISON.	DRAP.	CANONS.	
ARMÉES. {	NORD.	9	30	100	3,000	8	20
	ALPES.	1	4	10	306	»	3
	PYRÉN.	7	60	400	10,000	14	200
	ITALIE.	19	70	500	12,000	18	80
	RÉSER.	1	4	300	1,000	»	»
	GRIS.	»	»	»	»	»	»
		37	168	1,310	26,300	40	303

PRÉCIS HISTORIQUE

DES OPÉRATIONS

DE LA 69^e DEMI-BRIGADE DE BATAILLE.

Les corps qui composent la 69^e demi-brigade de bataille avaient passé leur cantonnement d'hiver dans la vallée qu'arrose le Tanaro, et qui sépare les Alpes des Apennins, où ils avaient été en butte aux rigueurs du climat et aux privations de tout genre. Ces corps furent réunis le 21 germinal an IV, et réorganisés sous le nom de 19^e demi-brigade, devenue depuis 69^e.

L'arrivée du général Bonaparte à l'armée d'Italie, vers la même époque, fut aussitôt le signal de l'ouverture de la campagne. Ses talents militaires, son courage et son infatigable activité, déjà connus, présageaient des heureux succès à une armée pour laquelle, d'ailleurs, vaincre n'était plus une devise républicaine, mais un besoin.

Déjà l'aile droite de l'armée en était venue aux mains avec les troupes austro-sardes; déjà la renommée avait annoncé des succès. La division du général Serrurier, dont cette demi-

brigade a toujours fait partie, reçut ordre de marcher sur Ceva. La 69^e demi-brigade se mit en marche le 25 germinal, sous les ordres du général Guieux; elle enleva facilement tous les postes qui se trouvèrent sur son passage, et parvint à chasser l'ennemi des hauteurs de Batifolo, après quelque résistance : elle eut dans ce petit choc un grenadier tué, et un autre blessé. Le sous-lieutenant Lautier y reçut aussi un coup de feu au bras droit.

La demi-brigade occupa cette position pendant trois jours, et la quitta ensuite pour en perdre une plus rapprochée de Ceva. Une partie de la division entra dans cette dernière ville, le 30 germinal, pendant que la brigade commandée par le général Rusca occupait les hauteurs qui dominant la forteresse.

La division se porta le lendemain vers les hauteurs de Saint-Michel, que l'ennemi avait fortifiées avec soin, et que le passage d'une rivière rendait extrêmement difficiles à enlever. Ce fut le 2 floréal que la 69^e demi-brigade, marchant à la tête de la division traversa la rivière, malgré le feu violent d'une nombreuse artillerie. Elle débusqua l'ennemi de ses positions et enleva à la baïonnette la redoute du briquet, qu'il regardait comme le boulevard de la place de Mondovi; aussi celle-ci a-t-elle demandé à capi-

tuler, ce qui lui fut accordé sur-le-champ. Nous avons perdu dans cette affaire le brave capitaine Raymond qui commandait les éclaireurs ; le capitaine de grenadiers Paly , le capitaine Geoffroi et le lieutenant Tardieu ont été blessés. Nous avons eu en outre soixante hommes blessés, douze tués et cinquante prisonniers, parmi lesquels se trouvaient le chef de bataillon Jeanneaux et huit officiers.

Immédiatement après cette affaire, les 2^e et 3^e bataillons de la 69^e demi-brigade, se portèrent sur Fossano avec la division; le 1^{er} bataillon reçut ordre de se rendre à Ceva, pour y relever la brigade du général Rusca ; deux jours après il fut conclu un armistice entre les troupes du roi de Sardaigne et l'armée française. Cet armistice se changea plus tard en un traité de paix entre les deux puissances. Le 11 floréal, le bataillon qui était à Ceva et les deux qui étaient à Fossano se mirent en marche pour rejoindre l'armée, qui avait déjà fait des progrès rapides. Ils se réunirent le 13 à Alba, et firent ensuite des marches forcées avec la division qui arriva à Plaisance le 20 floréal. Nos trois compagnies de grenadiers furent jointes à l'avant-garde de l'armée à Pizzighittone, et participèrent à la prise de cette forteresse. Le lendemain, la demi-brigade passa le Pô, et bivouaqua pendant un

jour sur les bords de ce fleuve. Elle fut se reposer ensuite quelques jours à Codogne, revint encore à Plaisance, passa derechef, le Pô, et marcha dans les premiers jours de prairial avec la division à la poursuite de l'armée autrichienne. Il ne se passa rien d'intéressant pendant cette marche. Nos grenadiers rentrèrent à la demi-brigade à Vallegio, le 13 prairial, pendant qu'une partie de l'armée marchait sur Peschiera et Vérone : la division *Serrurier* reçut ordre de se porter le 14 sur Mantoue : elle longea le Mincio, passa à Goito, et arriva le même jour à Marmirolo. Le 15 elle fut en reconnaissance jusque auprès de Mantoue, et vint prendre le lendemain ses positions devant cette place. Les 1^{er} et 2^e bataillons eurent leur emplacement au château de la Favorite, et le 3^e au faubourg Saint-George. Ce dernier bataillon fut peu de jours après relevé par le 1^{er} et se porta au camp de Belfiore près Cerese, où il fut mis sous les ordres du général Dallemagne. Ce bataillon a assisté le 30 messidor à l'attaque de *Gisle* où il a eu cinq hommes tués. La demi-brigade a eu part aux travaux de tranchée, soit à la Favorite, soit à Saint-George, soit à Pietolo; ces travaux pénibles n'ont pas peu contribué à l'écraser; elle a été désolée par les maladies qu'occasionaient les exhalaisons fétides du lac.

Dans la nuit du 13 au 14 thermidor, on leva précipitamment le siège de Mantoue : les 1^{er} et 2^e bataillons de la 69^e demi-brigade, faisant partie de la subdivision du général Pelletier, effectuèrent leur retraite sur Goito, où ils se réunirent à une partie de la division du général Augereau ; on se mit en marche après quelques heures de repos, et l'on arriva vers le soir à Castiglione, d'où les colonnes partirent dans la nuit pour se rendre à Monte-Chiaro, où elles arrivèrent le 15 au point du jour. C'est là que le général en chef vint passer la revue de ses troupes ; c'est là qu'il s'assura par lui-même du peu de disposition qu'elles avaient pour la retraite, et du désir dont elles brûlaient de réprimer l'orgueil d'un ennemi qui se croyait pleinement victorieux, parce qu'il avait obtenu quelques légers avantages. Son génie actif sut mettre à profit ces heureuses dispositions. Les ordres sont donnés ; l'armée française, oubliant ses souffrances et les fatigues occasionées par les marches qu'elle vient de faire, se met en mouvement dans la nuit du 15 au 16 thermidor, et arrive au point du jour dans une vaste plaine peu éloignée de Castiglione. Déjà nos tirailleurs sont aux prises avec l'ennemi ; sur-le-champ les colonnes se déploient, se forment en bataille, et marchent au pas de charge. La division du gé-

néral Augereau est à la droite, et la subdivision commandée par le général de brigade Pelletier est à la gauche. Le combat s'engage, l'ennemi est complètement battu sur tous les points ; il est forcé d'abandonner la ville ; il se replie sur les hauteurs, résiste vivement dans la soirée et se retire néanmoins pendant la nuit dans le plus grand désordre. La 69^e demi-brigade a été dans cette journée ce qu'elle avait été à Mondovi ; sa perte a été cependant moins considérable : elle a eu cinq hommes tués et vingt et un blessés ; les capitaines Adrian et Giraud, Lavagne, lieutenant, et Dalidon, sous-lieutenant, ont été en outre blessés ; le premier est mort des suites de sa blessure.

Le 17, la demi-brigade reçut ordre de quitter les hauteurs où elle avait passé la nuit, pour venir se reposer à Castiglione. Le même jour le 3^e bataillon vint la rejoindre.

Le 18, elle marcha avec l'armée et arriva le soir aux environs de Borghetto, où elle bivouaqua. L'ennemi occupait alors les hauteurs de Vallegio ; mais il jugea à propos de les évacuer pendant la nuit. Le 19, elle dirigea sa marche sur Peschiera, se porta ensuite sur Vérone, revint devant Mantoue. Elle resta quelques jours à Marmirolo, se porta de là à Borgo-Forte, puis à Saint-Martin et Marcaria, d'où elle partit

dans les premiers jours de Vendémiaire pour venir occuper près Mantoue les postes de Saint-George, Banconi et Prada.

A cette époque, cette demi-brigade se trouvait considérablement affaiblie par les maladies; elle eut part à l'affaire du 29 fructidor, par un détachement de 400 hommes commandé par le chef de bataillon Vincent. Ce détachement donna à la Favorite, sous les ordres du général Lassalcette. Une partie de la colonne paraissait ébranlée; ce détachement arrive à propos, rallie les fuyards, ranime leur courage, et l'ennemi se voit bientôt obligé de rentrer précipitamment dans la place.

La perte de cette journée consista en cinq hommes blessés et deux tués; le capitaine Raynaud fut aussi blessé.

Le 16 vendémiaire, la garnison de Mantoue fait une sortie d'environ 3,000 hommes, parmi lesquels il y avait beaucoup de cavalerie. Elle se porte sur le château de Prada, qu'occupait le 3^e bataillon, pour y fourrager. Ce bataillon est déjà cerné; mais il se défend vivement, et fait feu de tous côtés. Le chef de bataillon Jeanneaux arrive bientôt de Banconi à la tête du second bataillon, fond avec impétuosité sur l'ennemi, le charge à la baïonnette, parvient à dégager le 3^e bataillon, fait 120 pri-

sonniers, enlève quelques chars, et force l'ennemi à rentrer dans la citadelle. Ces deux bataillons ont eu dans cette affaire deux hommes tués et trois blessés ; le lieutenant André a été aussi blessé.

Le 7 brumaire, l'ennemi opère, dans la nuit, un débarquement entre Saint-George et Valdaro, au nombre d'environ 1,200 hommes d'élite. L'obscurité de la nuit et la crue des eaux du lac lui avaient rendu cette tentative aisée. Il se présente, deux heures avant le jour, sous les retranchements qui sont au-devant de la porte de gauche, et essaie de les escalader. La garde, composée d'environ trente grenadiers, lui oppose une vigoureuse résistance, et le contient avec ses baïonnettes. Aussitôt la garnison prend les armes ; le chef de brigade donne des ordres pour renforcer tous les points susceptibles d'être attaqués, et se porte lui-même avec le gros de sa troupe à l'endroit où le feu était déjà engagé. On se bat vivement ; l'ennemi se déconcerte et prend la fuite. Aussitôt qu'il est jour, une compagnie de grenadiers fait une sortie, et ramène prisonniers 122 Autrichiens qui n'avaient pas eu le temps de s'embarquer. Nous avons perdu dans cette affaire le capitaine de grenadiers Crouet, le sous-lieutenant de grenadiers Millet, et un caporal, qui ont été tués.

L'ennemi a eu, de son côté, vingt blessés et dix morts.

Je touche à cette époque où l'armée d'Italie, attaquée par un ennemi très supérieur en nombre, est obligée de faire des prodiges de valeur pour conserver ses positions. On prend, le 20 brumaire, tous les premiers bataillons du blocus de Mantoue pour former un corps de réserve à Roverbella. Le 1^{er} bataillon de la 69^e demi-brigade est de ce nombre ; il part, et reçoit ordre de se porter partout où besoin sera. En conséquence, il fut pendant quinze jours en mouvement, et eut part à l'affaire de Ronco, où il perdit trois hommes.

Pendant que les deux corps d'armée sont aux prises, la garnison de Mantoue veut se mettre de la partie ; elle fait, le 3 frimaire, une sortie d'environ 5,000 hommes, elle attaque les postes de la Favorite et Saint-Antoine, qui, accablés par le nombre, sont obligés de se replier sur Banconi. Il y avait alors à la Favorite cinq compagnies du second bataillon et cent hommes du troisième. Les lieutenants Argence et Petit-Frère ont été blessés dans cette affaire, ainsi que dix hommes et le citoyen Lambert, capitaine commandant la deuxième compagnie de grenadiers, qui est mort à Crémone des suites de sa blessure. Aussitôt le fau-

bourg Saint-George est bloqué et canonné par l'ennemi, qui n'ose point en tenter l'assaut. Vers le soir, les troupes de Saint-Antoine et la Favorite, renforcées par un bataillon de grenadiers qui arrivait le jour même à l'armée, attaquent vivement les Autrichiens; de son côté, une partie de la garnison de Saint-George fait une sortie. L'ennemi déconcerté prend la fuite, et rentre dans la place; on le poursuit avec ardeur jusque sous les glacis de la citadelle.

Peu de jours après, le premier bataillon vient rejoindre les deux autres.

Le 25 nivôse, le général divisionnaire Dumas, commandant la première division du blocus, écrit au général de brigade Miollis, commandant à Saint-George, pour lui donner avis que l'ennemi a passé l'Adige, et qu'on doit s'attendre à avoir une affaire le lendemain. Sur-le-champ le général Miollis fait ses dispositions; il envoie deux détachements à Castellar et Due-Castelli pour observer l'ennemi.

Le 26, à huit heures du matin, le général Dumas écrit au général Miollis. Il lui annonce que les Autrichiens ont été battus, et qu'ils ont passé précipitamment l'Adige. Chacun se réjouit de cette heureuse nouvelle; mais cette joie n'est pas de longue durée. Vers dix heures du matin, quelques hussards autrichiens, couverts de man-

teaux blancs, se présentent à une portée de fusil de Saint-George, sur la route de Castellar; deux de nos grenadiers, qui étaient le long de la route occupés à faire du bois, leur parlent, les prenant pour des dragons français; les husards autrichiens leur disent tout doucement de se rendre, les assurant qu'ils ne leur feraient point de mal; les grenadiers reconnaissent alors leur erreur, cherchent à s'esquiver, crient aux armes, et s'échappent en se jetant dans les fossés; l'un d'eux évite un coup de sabre qu'on lui porte en passant sous le ventre d'un cheval. Aussitôt le poste voisin prend les armes; les husards se retirent. On bat la générale, la troupe est sur pied en un instant. Le général Miollis dispose tout pour une vigoureuse défense. On découvre bientôt une colonne considérable d'infanterie et de cavalerie; c'était la division du général Provera. Ce général envoie un de ses aides-de-camp en parlementaire pour sommer la place de se rendre dans cinq minutes; le général Miollis lui fait répondre qu'il ne sait que se battre. Aussitôt une grêle de bombes et de boulets tombe sur Saint-George. La ville de Mantoue se met de la partie; nous sommes entre deux feux. Nos soldats restent immobiles sur les remparts. Bientôt les 7^e et 8^e compagnies du second bataillon, détachées à une

ferme à un mille de Saint-George, sur le chemin de Formigosa, sont vivement attaquées; elles résistent quelque temps, et se replient, en se battant, sur le 3^e bataillon, qui est à Valdaro. Ce bataillon, commandé par le capitaine Pascal aîné, et ces deux compagnies, n'hésitent point à effectuer leur retraite sur Saint-George; ils marchent pendant une heure au pas de charge à travers les colonnes ennemies, se fraient un passage avec leurs baïonnettes, font 60 prisonniers, et pénètrent dans Saint-George à l'aide d'une compagnie de grenadiers que le général Miollis leur envoie pour les soutenir. Ils amènent avec eux la pièce de canon qu'ils avaient à Valdaro.

La canonnade ne se ralentit point de toute la journée.

La garnison de Mantoue essaie de lever le pont-levis pour faire une sortie; un coup de canon l'oblige à le baisser bien vite. Nos soldats paraissent indignés de ce que l'ennemi n'ose point tenter un assaut. La nuit vient, le feu cesse. Notre communication avec la Favorite n'était point interceptée. Le général Dommartin arriva sur ces entrefaites à Saint-George, et nous annonça du renfort.

Le lendemain, la fusillade commence au dehors deux heures avant le jour. D'un côté,

une partie de la division Masséna, et la 57^e demi-brigade, étaient aux prises avec la division de Provera; de l'autre, toute la ligne du blocus, depuis Prada jusqu'à Saint-George, était aux mains avec les troupes sorties de Mantoue. Six compagnies du second bataillon étaient à la Favorite; elles se sont battues pendant quelque temps à la baïonnette.

Aussitôt qu'il est jour, le général Miollis ordonne deux sorties, l'une par la porte de la Glacière, et l'autre par celle qui conduit à Formigosa: la première composée de 200 hommes, et la deuxième de 300. Ces cinq cents hommes fondent avec impétuosité sur l'ennemi. Provera ne sait plus que penser; il se voit attaqué par ceux mêmes qu'il assiège; il se voit cerné de toutes parts, et demande à capituler avec le général commandant à Saint-George: on adhère à sa proposition, et la capitulation qui a lieu porte avec elle l'empreinte de la loyauté française.

La 69^e demi-brigade a eu dans les journées des 26 et 27 nivôse, dix hommes tués et vingt-sept blessés. Les citoyens Dubois, Seguin et Marton, sous-lieutenants, ont été en outre blessés. On a repris, lors de la capitulation, le détachement de Castellaro, qui avait été fait prisonnier en entier, ayant été enveloppé par

l'ennemi, ainsi que quelques hommes du 3^e bataillon. Le détachement qui avait été envoyé à Due Castelli s'était replié sur Sainte-Lucie.

Dans les premiers jours de pluviôse, on ouvre de nouveau la tranchée à Saint-George ; la 69^e demi-brigade y est employée. Elle perd un sergent et un caporal.

La place de Mantoue capitule le 13 du même mois.

Le 14, la 69^e demi-brigade est désignée pour y entrer et faire le service sous les ordres du général Miollis. Le plus grand ordre et la plus grande tranquillité règnent dans cette place tout le temps qu'elle y reste.

Cette demi-brigade a reçu ordre de partir de Mantoue le 9 ventôse, pour aller joindre à Vienne la division que devait commander le général Serrurier. Elle est partie le 19 de cette dernière ville, formant la réserve de cette division ; le 23, elle a passé la Piave, et a suivi successivement tous les mouvements de l'armée, sans avoir l'occasion de se trouver à aucune affaire.

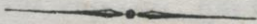
La 1^{re} et la 3^e compagnies de grenadiers ont eu à combattre le 18 germinal, à Lienz, première ville du Tyrol, contre un rassemblement de 7 à 8,000 paysans armés. Elles ont délivré 50 soldats français qui étaient prisonniers ;

elles ont perdu sur le champ de bataille les capitaines Geoffroi et Baillot, qui les commandaient. Elles ont eu en outre 11 hommes tués et 15 blessés, et ont été obligées de battre promptement en retraite. Le 3^e bataillon marcha à leur secours, sous les ordres du général de brigade Zayoncheck; mais il ne put arriver assez à temps.

Je ne dois point passer sous silence le noble dévouement du nommé Huterio, sergent de la 1^{re} compagnie de grenadiers, qui consentit à prendre le costume d'un soldat autrichien, et s'exposa à traverser des pays insurgés, pour porter une dépêche au général divisionnaire Joubert; malgré toute la facilité qu'il pouvait avoir à parler l'allemand, il aura été sans doute reconnu: la dépêche n'étant point parvenue à sa destination, et n'ayant eu de lui aucune nouvelle, il est à présumer qu'il aura été victime de son dévouement.

Tel est le précis historique d'une demi-brigade jalouse du bon ordre et de la discipline, et qui met la subordination au nombre de ses premiers devoirs. Elle espère avoir mérité l'estime des généraux sous lesquels elle a servi; elle mettra désormais sa gloire à conserver cette estime. Si elle a moins perdu dans les combats que les corps qui composaient les divisions ac-

tives de l'armée, elle n'en a pas moins souffert; il sera aisé de s'en convaincre, si l'on considère qu'à son entrée en Piémont elle était composée de 3,400 hommes présents, et qu'elle peut tout au plus compter aujourd'hui dans son effectif 1,800 hommes, y compris les absents et les présents.



La division de bataille commandée par le chef de
bataillon Guiseppe, sous les ordres des généraux
Joseph et Massena, descendit le 23 germinal
de saint-Jacques, montagne des Apennins, et
dirigea sa marche au Capric, où elle rencon-
tra les troupes de l'ennemi, et les battit.
elle divisa ces troupes en plusieurs ma-
sses, et continua sa marche le 24 du côté de
Cairo, où l'ennemi s'étant campé dans plusieurs
intéressantes de Cassina, vint charger toutes
sites entre Cairo et le village de Miliestano. La
division reçut ordre de s'y porter et de

ONZIÈME DEMI-BRIGADE

D'INFANTERIE LÉGÈRE.

Rapport historique des affaires où cette demi-brigade s'est trouvée depuis le 23 germinal, époque de l'ouverture de la campagne de l'an IV, jusqu'à la conclusion des préliminaires de paix avec l'empereur, le 26 prairial an V.

La demi-brigade commandée par le chef de bataillon Guisippi, sous les ordres des généraux Joubert et Masséna, descendit le 23 germinal de Saint-Jacques, montagne des Apennins, et dirigea sa marche sur Carcare, où elle rencontra les avant-postes de l'ennemi, et les culbuta; elle bivouaqua cette nuit sur les hauteurs attenantes, et continua sa marche le 24 du côté de Cairo, où l'ennemi s'était emparé des positions intéressantes de Cossaria, vieux château ruiné situé entre Cairo et le village de Millesimo. La demi-brigade reçoit ordre de s'y porter et d'en

chasser l'ennemi s'il persiste à s'y maintenir : nous formions alors le centre de l'armée ; nous nous emparâmes des positions qui environnent le château, l'ennemi voulut temporiser, l'assaut fut ordonné. Le combat fut vif ; nos chasseurs, malgré les difficultés que la nature, l'art et la force leur opposaient, arrivèrent jusqu'au pied des murailles ; mais là un obstacle qu'on n'avait pas prévu fit connaître que l'entreprise était au-dessus de leurs forces, et rendit leur intrépidité inutile. Les murs étaient d'une hauteur à ne pas pouvoir être escaladés, et les ennemis, faisaient pleuvoir sur les assaillans une grêle de pierres énormes, qui firent plusieurs victimes. Le citoyen Carrère, capitaine, fut atteint d'une pierre à la tête ; le brave général Joubert, en reçut au pied des murailles, une qui le renversa entre le citoyen Carrère, capitaine, et Malerat, lieutenant. Ce dernier, un moment auparavant, disait au général, qui témoignait l'intention de pénétrer dans la redoute par une ouverture étroite pratiquée dans le mur : Ce n'est pas à vous d'y entrer le premier, il y a ici des officiers qui sauront se sacrifier lorsqu'il en sera temps ; en se retirant des derniers, il reçut plusieurs balles dans son chapeau. La plupart de ceux qui tentèrent l'escalade périrent victimes de leurs efforts : on abandonna

l'entreprise dès qu'on vit le général Joubert hors de combat. Ces positions eussent été le tombeau des assaillans si l'ennemi avait su profiter de ses avantages. Il ne le fit pas ; on fut reprendre la ligne du blocus ; les Austro-sardes manquant de tout et sans espoir de secours , se rendirent à discrétion le même jour, au nombre de 1,400 hommes, Croates ou grenadiers royaux.

Cette affaire nous coûta quatre braves officiers restés sur le champ de bataille , Creuston , Girard , Leonardi , sous-lieutenans , et Guillochon , lieutenant ; Liége , sergent-major , en s'élançant avec intrépidité sur la muraille , reçut un coup de pierre qui le renversa. Ce brave homme , sans s'étonner , se relève et reçoit presque au même instant une balle au front qui l'étend mort sur la place ; les talents , le caractère et la valeur de cet estimable jeune homme ont rendu sa perte sensible à tous ses amis , et il a emporté les regrets de tout le corps. Pionelli , sergent , se comporta dans cette affaire , comme dans toutes les autres , avec l'énergie et la bravoure d'un républicain , et fut blessé de quatre coups de sabre au pied des murs ; les citoyens Voisins , Gueffier , sous-lieutenant , et Piont , caporal , furent également blessés en se battant avec distinction. Le nombre de nos morts ou blessés est évalué à 150 hommes ;

parmi ces derniers, on regrette particulièrement le citoyen Monnier, capitaine, atteint d'une balle à la mâchoire, mort à la suite de sa blessure. Cet excellent officier joignait à un courage reconnu beaucoup de talens militaires et une connaissance exacte de la tactique.

Le corps fut, la même nuit, bivouaquer sur les hauteurs de Millesimo ; il en partit le 25, et se dirigea du côté de Montesimo. Le 26, il arriva à la vue des redoutes de Ceva, près Borghetto, et fut commandé pour une reconnaissance aux redoutes sur la ligne de Ceva ; après un combat de quelques heures, nous effectuâmes notre retraite, mouvement qu'avait déjà exécuté la droite ; nous allâmes prendre position sur les hauteurs en face des redoutes. Nous eûmes à cette affaire un officier, le citoyen Caponi, blessé et fait prisonnier avec quelques chasseurs.

Nous nous mîmes en mouvement le 27 pour attaquer les redoutes ; l'ennemi, à notre approche, les évacua et se retira dans la forteresse. Nous prîmes les superbes positions qu'il nous avait abandonnées sans tirer un coup de fusil, et nous y bivouaquâmes jusqu'au 29. Nous en partîmes ce jour-là, et nous portâmes à Lesegno, village situé sur le Tanaro ; l'ennemi occupait la rive gauche, où il avait un camp retranché con-

sidérable ; nous reçûmes ordre de nous étendre le long du Tanaro en tirailleurs , et d'occuper l'ennemi par cette fausse attaque , pour favoriser l'attaque réelle de notre gauche , commandée par le général Serrurier. D'abord notre 1^{er} bataillon seul exécuta le feu , et le tint environ deux heures ; mais l'ennemi portant toujours de nouveaux renforts à ses tirailleurs , qui s'élevaient et couvraient la rive gauche , embusqués derrière une haie épaisse et les arbres qui la bordaient , le général Augereau donna ordre aux deux autres bataillons de se réunir au 1^{er}. Alors l'escarmouche devint réellement un combat ; nous n'étions séparés de l'ennemi que par la largeur de la rivière , le feu était roulant et des plus vifs de part et d'autre , il dura jusqu'à la nuit close. L'ennemi avait eu l'avantage de la position et de deux pièces de canon ; ses tirailleurs , qui se relevaient à chaque instant , étaient entièrement couverts par un taillis épais ; néanmoins il n'obtint aucun avantage : l'intrépidité , le sang-froid et la constance avec lesquels nos braves soutinrent pendant tout un jour un feu terrible , sont au-dessus de tout éloge. Le citoyen Gaurion , lieutenant , fut tué sur le champ de bataille ; Aubert , lieutenant , blessé mortellement , mourut quelques jours après ; le courage et le talent de ces deux braves officiers

ne sont égalés que par le regret de leurs frères d'armes ; ils sont morts en héros et tels qu'ils s'étaient montrés dans toutes les affaires. Le brave carabinier Giraud fut aussi atteint d'un coup mortel ; le citoyen Masson , capitaine , homme aussi distingué par sa valeur , ses connaissances militaires et son caractère énergique que par ses qualités sociales , fut blessé d'une balle à la cuisse qui le mit hors de combat ; Marcellat , sergent , eut une cuisse emportée par un boulet , et tomba en criant vive la république. Galban , caporal-fourrier , et Grennet , carabinier , furent grièvement blessés du même boulet. Ils montrèrent la même constance et la même fermeté. Champagne , caporal des carabiniers , atteint d'une balle à la joue au commencement du feu , répondit à ses camarades , qui lui conseillaient de se retirer , que sa blessure n'était rien , qu'elle ne l'empêcherait pas de coucher ces coquins en joue , et il continua de se battre. Notre perte se monte à deux officiers tués , quatre blessés , et soixante-douze sous-officiers , carabiniers ou chasseurs tués ou blessés. Les officiers , et généralement tout le corps montra le plus grand courage , et mérita les éloges de ses généraux. Le général Joubert , qui nous commandait , faillit encore être ravi à sa patrie , qu'il servait si dignement : il fut atteint , à notre tête ,

d'une balle morte qui lui meurtrit la poitrine. Se croyant dangereusement blessé, il s'écria : C'est mon tour ; mais n'importe, mes camarades, vive la république ! Heureusement le génie français, qui veillait sur cet intrépide chef, le conserva pour des exploits plus mémorables.

Nous partîmes le 1^{er} floréal, et nous retournâmes par une marche rétrograde au blocus de Ceva ; nous y tîmes position pendant deux jours. Dans la nuit du 3 nous passâmes par des chemins presque impraticables sous les canons du fort, et nous marchâmes à la poursuite de l'ennemi. Après plusieurs marches forcées et le passage de plusieurs rivières à gué, nous joignîmes le 6, à Cherasco, l'arrière-garde de l'armée piémontaise : nous formions alors l'avant-garde de la division du centre ; nous prîmes poste à portée de canon de la ville, et nous envoyâmes des reconnaissances sous les remparts. L'ennemi, après avoir lâché quelques coups de canon, évacua la place, et nous y entrâmes ; le même jour, la demi-brigade reçut ordre de se porter en avant de Cherasco, entre la Sture et la ville ; nous essayâmes le feu des tirailleurs ennemis, embusqués sur l'autre rive de la rivière, dont ils avaient coupé le pont.

Le lendemain le pont fut rétabli ; nous pas-

sâmes la rivière, et nous portâmes en avant de Bra, où l'ennemi avait aussi ses premières vedettes. Nous y bivouaquâmes trois jours, et nous partîmes le neuvième jour de la conclusion de l'armistice entre le roi de Sardaigne et la république française.

Nous dirigeâmes notre marche sur Plaisance, en passant par Saluce, en avant duquel nous prîmes position sur la rive droite du Pô.

C'est là que nos carabiniers furent détachés de la demi-brigade, sous la conduite du capitaine Fabre, qui commandait auparavant le 3^e bataillon. Ils se réunirent aux carabiniers de la 1^{re} demi-brigade, pour former le 1^{er} bataillon de l'avant-garde de l'armée, sous les ordres du citoyen Croizier, chef de bataillon.

En partant de Saluce, la demi-brigade alla bivouaquer à Girolla; le lendemain elle bivouaqua en avant de Voghera.

Le 16, elle partit de Voghera, et après une marche forcée de quatorze heures, elle arriva à deux heures de nuit à Castel-Saint-Giovanni.

Elle se mit en marche le 17 avant le jour, et après avoir traversé Plaisance, elle passa le Pô devant cette ville, prit poste sur la rive gauche de ce fleuve, et bivouaqua sur la droite du chemin de Lodi.

Le lendemain 18, nous reçûmes précipitam-

ment l'ordre de partir et de nous porter sur Lodi, où notre avant-garde était engagée dans un combat terrible; un feu roulant d'artillerie et de mousqueterie se faisait entendre; nos chasseurs, conduits, animés par leurs braves chefs, doublerent le pas, ou plutôt couraient pour avoir part à la gloire de cette journée; mais, malgré la célérité de notre marche, nous ne pûmes arriver à Lodi qu'au moment où l'ennemi en déroute abandonnait aux vainqueurs, un champ de bataille mémorable, couvert de ses morts, de son artillerie et de ses armes; nous passâmes le pont sur l'Adda, fameux depuis cette époque par la défaite des Autrichiens, et allâmes occuper le champ de bataille, où nous bivouaquâmes.

Le 19, nous allâmes à la découverte à Malazacio, village situé entre Milan, Lodi et Marignano; le lendemain, nous revînmes par une marche rétrograde reprendre nos mêmes positions devant Lodi, où nous restâmes plusieurs jours.

Le corps se mit en marche le 26, et prit la route de Milan, où il arriva le lendemain. Il entra dans cette ville aux acclamations d'un peuple immense, et au son d'une musique guerrière qui précédait la garde nationale, qui vint nous recevoir; nous sortîmes quelques

jours après de la ville, et allâmes former nos lignes sous les remparts, à gauche de la porte Romaine. Le lendemain, on nous fit changer de position, et nous nous portâmes au blocus du château, où nous restâmes sept jours.

Nous nous mîmes à la poursuite de l'ennemi, et après avoir passé Lodi, Crema et Brescia, nous vîmes bivouaquer en avant du village de Vallegio.

Nos carabiniers s'étaient déjà battus, depuis qu'ils avaient été détachés, au passage du Pô et à l'affaire de Pizzighittone, où ils avaient donné des preuves de la valeur la plus décidée. La demi-brigade partit le lendemain de Vallegio, et prit la route de Mantoue; elle arriva à Borghetto au moment où le combat venait d'être décidé par la valeur de nos braves. Le pont du Mincio, disputé avec tant d'acharnement et si glorieusement enlevé, que le 1^{er} bataillon des carabiniers passa le premier au milieu d'une grêle d'artillerie et de mousqueterie, ayant à sa tête le général Dallemagne, était un trophée récent à la gloire de ses vainqueurs, qui avaient bravé sur ses débris les périls les plus imminents.

Nous le traversâmes, et allâmes prendre position en avant du village. Nos carabiniers avaient pris la plus grande part à cette affaire; chargés par les houlans, ils avaient soutenu

leurs efforts avec cette intrépidité qui déconcerte le nombre et balance l'avantage des armes ; ils reçurent la cavalerie ennemie avec la baïonnette , et l'obligèrent enfin à abandonner le village , après un combat acharné , où ils perdirent le capitaine Porte , blessé de plus de dix coups de sabre , et laissé nu et pour mort sur le champ de bataille ; il mourut quelques jours après de ses blessures. Ce brave homme avait donné des preuves de courage et de talents militaires , il fut unanimement regretté des carabiniers qui savent juger de la valeur. Le citoyen Champagne , caporal des carabiniers , le même qui avait été blessé au Tanaro , se défendit longtemps contre un houlan , et para avec son fusil , qui n'était pas chargé , plusieurs coups de sabre ; mais enfin un combat aussi inégal se termina par la mort de cet intrépide soldat , dont tous les camarades et les chefs sentirent bien vivement la perte. Le citoyen Mercadier , sous-lieutenant , reçut aussi un coup de sabre sur le cou , et fut mis hors de combat. Il y eut quelques autres carabiniers de blessés ; en général ces valeureux soldats se battirent avec une intrépidité qui a peu d'exemples ; le citoyen Ordiony , sous-lieutenant , se distingua particulièrement par une conduite héroïque digne des plus grands éloges : c'est à la suite de cette affaire que ce

brave officier fut promu au grade de lieutenant.

La demi-brigade se remit en marche le 16 prairial; arrivée à Villa-Franca, elle fit une conversion à gauche, vint bivouaquer en avant de Castel-Novo, et se rendit le lendemain 17 sous les murs de Vérone; elle entra dans cette ville le même jour, et fut portée en avant du port Saint-George: ce fut là que les carabiniers la rejoignirent, après s'être battus, depuis l'affaire de Borghetto, dans la gorge du Tyrol, à l'entrée de laquelle ils poursuivirent l'ennemi.

Nous partîmes quelques jours après de Vérone, et allâmes former un camp dans la plaine de Campara, position que nous tîmes quelques jours; de là nous allâmes camper dans les villages de Preabono et de Brentino, situés sur la rive droite de l'Adige, au-dessous de la Madonna de la Corona.

Nos carabiniers furent de nouveau détachés. Ils allèrent occuper sur notre gauche le poste de la Corona, où était le général Joubert. La demi-brigade reçut ordre quelques jours après d'aller à la découverte, de chercher à reconnaître la force et la position de l'ennemi. Dans cette reconnaissance et une excursion que nous fîmes quelques jours après, la demi-brigade montra l'ardeur la plus héroïque; elle passa des défilés affreux, culbuta à la baïonnette les avant-postes

de l'ennemi, et, emportée par son courage, elle le poursuit, dans des rochers inaccessibles, beaucoup plus loin que le chef n'avait ordre de pousser sa reconnaissance. Dans une de ces découvertes, le capitaine Carrère avait été détaché avec sa compagnie pour s'emparer des hauteurs de gauche qui dominant le chemin, dans la gorge sur la rive droite de l'Adige, et empêcher que l'ennemi ne cherchât à nous couper par là. Cet intrépide officier, qui joint à la valeur dont il a si souvent donné des preuves, beaucoup de talents militaires, de lumières et de caractère, dirigea sa petite troupe avec tant d'intelligence qu'il alla tomber sur les derrières des ennemis, embusqués dans des rochers, d'où ils nous faisaient un feu très vif; il n'avait avec lui qu'une poignée de chasseurs, néanmoins il jeta tellement l'épouvante parmi les Autrichiens, qu'ils abandonnèrent leur embuscade et lui laissèrent une soixantaine de prisonniers, avec lesquels il nous rejoignit. Nous fîmes dans ces deux petites affaires environ 150 prisonniers; l'ennemi avait perdu une quinzaine de morts et abandonné une quantité de fusils que nous cassâmes, ne pouvant les emporter à travers les montagnes par où nous fûmes obligés de regagner nos positions. Nous eûmes sept à huit hommes hors de combat. Le lieutenant Mallet fut blessé à la

cuisse, le chirurgien-major Danuin, atteint d'un coup de feu en pansant les blessés, tomba dans les mains des Impériaux. Le lieutenant Robert, officier d'un mérite reconnu, fit une action digne de sa réputation : on avait imprudemment laissé, dans une chapelle exposée à toute la violence du feu de l'infanterie et de l'artillerie de l'ennemi, posté sur la rive opposée de la rivière, une quinzaine de prisonniers autrichiens et quelques-uns de nos blessés ; tandis que l'on avisait aux moyens de les tirer de cette position critique, ce brave officier, suivi de quelques chasseurs déterminés, arrive à la chapelle, distante de l'ennemi de cent pas au plus. Il fait sortir les Autrichiens, au milieu d'une grêle de balles et de boulets, leur fait charger les blessés et rejoint la colonne avec eux.

Nos carabiniers détachés à la Corona firent aux mêmes époques, en avant de leurs positions, des reconnaissances où ils obtinrent toujours l'avantage ; le général Joubert était à leur tête lorsque l'affaire l'exigeait. Ils firent dans ces découvertes 80 prisonniers.

La demi-brigade, après ces reconnaissances, reprit ses positions à Brentino et Preabono ; elle resta quelque temps assez tranquille.

Le 11 thermidor, une division considérable de l'armée de Wurmser vint attaquer Brentino ;

la force de la demi-brigade ne s'élevait pas alors à plus de 750 hommes, non compris les carabiniers, elle se voyait attaquée sur tous les points par 8,000 Autrichiens secondés de quatorze pièces d'artillerie ; mais les soldats de la liberté ne comptent pas les esclaves. Nos chasseurs connaissent et pratiquaient cette maxime. Les ennemis attaquèrent avec fureur, et furent reçus avec intrépidité ; des batteries placées sur la rive gauche de l'Adige prenaient nos redoutes en flanc et favorisaient leur attaque de front ; nos postes sur les hauteurs de gauche avaient été repoussés, toute notre gauche se trouvait dominée, tandis que notre droite essayait le feu de l'artillerie dirigée sur les flancs ; malgré tant de désavantages, l'ennemi ne fit aucun progrès : trois fois il arriva au pied des redoutes, et trois fois il y trouva la mort ou fut obligé de fuir ; mais bientôt nos braves chasseurs manquèrent de munitions : alors ils opposèrent à l'ennemi la seule force du courage ; armés de pierres, ils disputèrent encore leurs retranchements ; au moment où l'ennemi s'en approchait le plus, le citoyen Fabre, capitaine commandant le 3^e bataillon, s'élança sur la redoute pour donner l'exemple de la constance, et fut atteint à la tête, dans cette position périlleuse, d'une balle qui le blessa grièvement et le mit hors de combat ; on

l'emporta, et les chasseurs commencèrent à le suivre. Tout ce que la valeur, l'amour de la patrie et ces sentiments réunis qui caractérisent le militaire français peuvent suggérer fut mis en usage dans cette action, où la demi-brigade fit payer bien cher à l'ennemi ses succès précaires. Cédant enfin au nombre, ou plutôt à l'impossibilité de tenir plus long-temps, sans munitions, contre un feu foudroyant, le 3^e bataillon fit sa retraite sur la Madona de la Corona, et y fut fait prisonnier : l'ennemi avait repoussé nos postes de la montagne, et les occupait depuis huit heures du matin. Les 1^{er} et 2^e bataillons dirigèrent leur retraite sur Preabono en suivant la rive droite de l'Adige. Ils trouvèrent le passage intercepté à la barrière des Vénitiens, à peu de distance de Preabono. L'ennemi avait établi sur la rive opposée une ligne formidable et une batterie de six pièces d'artillerie ; le lit de l'Adige, très resserré en cet endroit, était le seul espace entre l'ennemi et le passage, l'unique débouché ; il était impraticable, impossible même de le tenter. Ce fut là que les restes de la malheureuse demi-brigade tombèrent au pouvoir des ennemis, qui perdirent à cette affaire 300 hommes tués sur le champ de bataille, et un plus grand nombre de blessés.

Le capitaine Carrère, qui commandait ce jour-là une redoute sur le bord de l'Adige, défendue par deux pièces de canon, fit un feu terrible; il vit périr dans la redoute la plus grande partie des braves canonniers qui servaient les pièces, et tous les chevaux attachés à leur service. Lorsque le 1^{er} et le 2^e bataillon effectuèrent leur retraite, il traîna avec le peu de monde qui lui restait les pièces jusqu'à la barrière, où il rencontra les premiers soldats de l'ennemi, qui était déjà maître du village de Preabono. Ils le sommèrent de se rendre. Sa réponse et son premier mouvement furent de courir dessus le sabre à la main; mais, malgré tant d'intrépidité, il se vit accablé par le nombre, et céda au malheureux destin du corps dont il faisait partie. La demi-brigade avait au reste laissé sur le champ de bataille des marques non équivoques de sa valeur et de sa belle défense.

Le brave lieutenant Robert, qui s'était déjà distingué dans les découvertes précédentes et dans toutes les affaires, eut la cuisse emportée d'un boulet. Il mourut une heure après, en criant vive la république.

Le vaillant Guiseppi, chef de bataillon, dont la réputation était faite depuis long-temps à l'armée d'Italie, et que l'ennemi avait si souvent appris à connaître, eut un bras emporté par un

boulet. Il mourut quelques jours après à l'hôpital de Roveredo, après trente-deux ans de service et de gloire.

Le citoyen Loriol, lieutenant, fit aussi à Roveredo une mort de héros : il avait été blessé à la même affaire d'un coup de balle dans le genou ; il rendit le dernier soupir en écartant de lui les prêtres qu'on lui proposait, et en prononçant les noms chéris de *patrie* et de *liberté*. Le citoyen Calvy, sous-lieutenant, fut également blessé au bras : cet officier s'était toujours conduit avec honneur et était digne de commander à d'aussi braves gens. On le croit mort de sa blessure dans les prisons d'Autriche. Vingt hommes restèrent sur le carreau, trente environ furent blessés ; en général, officiers et soldats se conduisirent avec une grande bravoure, et firent tout ce que l'honneur et la patrie pouvaient exiger de leurs plus fideles amis. La demi-brigade prisonnière fut conduite en Allemagne.

Les carabiniers, qui occupaient la Corona, se battaient en même temps que la demi-brigade, et disputaient avec acharnement les retranchements où ils étaient, à un nombre d'ennemis considérablement supérieur. Vivement pressés par les Autrichiens, fiers de leur nombre et ivres d'eau-de-vie, ils repoussèrent à plu-

sieurs reprises leurs efforts ; mais les postes de la gauche de leurs lignes s'étant repliés, ils songèrent à faire une retraite glorieuse, et à abandonner même avec honneur des positions qu'ils ne pouvaient plus tenir. Le brave Joubert, malade depuis quelque temps, avait pris médecine ce jour-là ; il se trouva dans une situation critique, et au moment de tomber entre les mains des ennemis ; les carabiniers, à la vue du péril de leur général, pour lequel chacun d'eux eût donné sa vie, rassemblent toute leur énergie ; ils font volte-face de distance en distance, se battent avec fureur, sauvent leur chef. Ils ne font leur retraite que les derniers. Ils la font en bon ordre, devant un nombre d'ennemis toujours croissant ; il furent les seuls qui sauvèrent leur artillerie.

Après la prise de la demi-brigade, ils continuèrent toujours le service d'avant-garde, et eurent beaucoup d'affaires dont toujours ils retirèrent leur part de gloire. Le lendemain de la retraite de la Corona, ils se battirent sur les hauteurs de Campara, et ralentirent, par un feu terrible et une contenance décidée, les progrès momentanés de l'ennemi. Plusieurs d'entre eux, en protégeant la retraite de la colonne, furent faits prisonniers, et quelques-uns blessés, par la cavalerie ennemie. Ils se trouvèrent le 16 ther-

midor, à la bataille de Lonato, où ils défendirent avec leur valeur ordinaire, une pièce d'artillerie placée sur la hauteur du vieux château en face du lac de Garda ; ils n'effectuèrent leur retraite qu'après celle de toute la division, et reçurent la charge de la cavalerie allemande. Un sergent de leur arrière-garde fut blessé d'un coup de sabre par un houlan, et fait prisonnier avec un caporal et quelques carabiniers. Lorsqu'à la même journée nos troupes reçurent du renfort et se rallièrent pour marcher à l'ennemi, déjà fier d'un premier succès, ils étaient de la colonne, et contribuèrent, autant qu'on pouvait l'attendre de ces braves gens, au gain de la bataille : ils furent les premiers à la poursuite des Autrichiens en déroute. Ils firent un grand nombre de prisonniers.

Le lendemain 17, ils occupaient les mêmes positions sur les hauteurs de Lonato, lorsqu'une colonne autrichienne forte de 4 mille hommes vint sommer les Français, au nombre seulement de 1,200, de se rendre. Le général en chef Bonaparte, arrivait en ce moment. Il répondit avec fierté au parlementaire autrichien, et harangua ses soldats. Les carabiniers furent les premiers à demander la charge, et chantaient des hymnes patriotiques en allant provoquer un ennemi si supérieur en nom-

bre. La colonne ennemie mit bas les armes, nos carabiniers furent désignés pour la conduire à Milan.

De retour de cette ville, ils se trouvèrent à la reprise de la Corona, où il y en eut quelques-uns de blessés et de prisonniers.

Le capitaine Pouli, homme d'un grand courage et excellent militaire, y fut blessé pour la troisième fois.

Ils étaient à la tête de la colonne qui entra à Trente le 19 fructidor; ils vinrent ensuite, par une marche rétrograde, à Saint-George sous Mantoue, où ils prirent part à la bataille qui s'y donna le 29 fructidor, et méritèrent plus que jamais les éloges que leur conduite passée leur avait déjà obtenus; il y en eut beaucoup de blessés de coups de sabre, et davantage de prisonniers qui furent rendus huit jours après.

Le citoyen Arond, lieutenant, reçut un coup de sabre à la tête, et fut fait prisonnier; Ger-teau, capitaine, eut un bras cassé d'une balle; Gauthier, lieutenant, et Dubourg, sous-lieutenant, furent faits prisonniers. Tous ces braves officiers ont toujours mérité, par une conduite sans reproches, l'estime de leurs frères d'armes. Les carabiniers vinrent de là à Vérone, où ils restèrent quelque temps au château pour se reposer de leurs fatigues. Les officiers prison-

niers de guerre furent échangés le 12 frimaire, et envoyés à Peschiera pour s'y armer et équiper; ils reçurent quelque temps après trois compagnies de gendarmes à pied d'encadrement; dès qu'ils furent armés, ces braves officiers, se croyant inutiles à Peschiera, et peu faits pour rester sur les derrières, brûlant d'ailleurs de partager la gloire et les lauriers de la nouvelle campagne, écrivirent au général en chef et au chef de l'état-major général pour solliciter l'ordre d'aller rejoindre les carabinières, qui étaient partis de Vérone depuis quelque temps, et qui se battaient dans le Tyrol. Le général Berthier, en accordant les éloges les plus flatteurs à leur démarche, répondit selon leurs désirs; ils partirent pour Trente avec 120 chasseurs destinés à l'encadrement de la demi-brigade. C'est là qu'ils reçurent le prix le plus honorable de leur conduite: arrivés à Trente, plusieurs généraux témoignèrent le désir de les avoir sous leurs ordres, et le général Joubert, commandant en chef les divisions destinées pour le Tyrol, les désigna pour former l'avant-garde du général Monnier, qui leur en témoigna sa satisfaction en termes bien flatteurs. C'est sous les ordres de ce général qu'ils partirent, dans la nuit du 29 au 30 ventôse,

pour aller attaquer l'armée autrichienne, postée sur les hauteurs de Lavis et de Saint-Michel. Nos braves culbutèrent l'ennemi, lui tuèrent quelques hommes, et en firent un plus grand nombre prisonniers. Le citoyen Pape, lieutenant, et Guillaume, sous-lieutenant, furent blessés à cette affaire, après s'être comportés en braves soldats et en officiers instruits. Nous eûmes aussi huit sous-officiers ou chasseurs blessés. Le citoyen Philippi, adjudant-major, s'étant trop avancé, fut fait prisonnier, et dut la vie à un officier tyrolien qui le mit sous sa sauvegarde. Cet officier, quelques instants après, reçut le prix de sa générosité : il fut pris à son tour avec le citoyen Philippi, qui rendit compte de sa conduite et le traita avec tous les égards que méritait son action, qui nous avait conservé un brave officier.

Dans la matinée du 29 ventôse, nos carabinières, qui étaient détachés, se battirent à la Corona sur Saint-Michel, sur la rive droite de la rivière, et donnèrent de nouvelles preuves du dévouement héroïque qu'ils avaient fait de leur existence à leur patrie : dans ce combat terrible, dont leur bravoure décida le succès, ils emportèrent au pas de charge, sans tirer un coup de fusil, sept redoutes dominées les unes par

les autres. Le citoyen Curnillon, adjoint au général Veaux, se montra dans cette occasion digne d'être à la tête de ces intrépides soldats. Ils perdirent le citoyen Bretonneau, capitaine, qui fut tué sur le champ de bataille ; il dit en mourant au grenadier qui voulait le porter hors du danger : Il n'est plus temps, bats-toi. Le citoyen Labbe, capitaine, grièvement blessé, est mort cinq jours après de sa blessure. Ces deux excellents officiers réunissaient tous les talents qu'exige la carrière dans laquelle leur dévouement civique les avait fixés : brûlants de courage et de patriotisme, pleins d'expérience et de capacité, aussi chéris de leurs subordonnés que redoutables pour les ennemis de leur patrie, les seuls qu'ils connussent, ils réunissaient toutes les qualités militaires et sociales. Ils ont emporté les regrets de leurs frères d'armes et les éloges de leurs généraux.

Le citoyen Rignoux, capitaine, autre officier de mérite, fut aussi blessé, mais légèrement ; il fut cependant mis hors de combat, et sa blessure priva pour l'instant ses braves soldats d'un chef éclairé digne d'eux, et d'autant plus nécessaire que les deux autres capitaines venaient d'être atteints de coups mortels qui les enlevèrent à leur patrie.

Les carabiniers après cette affaire rejoigni-

rent la demi-brigade qui était alors commandée par le citoyen Fabre, capitaine; elle alla bivouaquer la même nuit au-dessus de Saloume, et descendit le lendemain dans le village. Le 3 germinal elle se mit en marche et traversa Bolzano. Le 4 nous allâmes prendre position près de Colman, et le 5 au matin nous marchâmes à l'ennemi qui occupait de superbes positions à Clauzen; nous l'en débusquâmes et lui fîmes une quantité considérable de prisonniers. Nous le poursuivîmes jusqu'à une lieue en avant de Brixen. Le citoyen Berthier, lieutenant, qui ne manque jamais l'occasion de se distinguer, se mêla avec la cavalerie ennemie et renversa un dragon dont il prit le cheval; cette affaire nous coûta trois officiers blessés, les citoyens Mutins, Costa, lieutenants, Beauchet, sous-lieutenant, et trois hommes tués. Le corps retourna à Brixen le lendemain et y bivouaqua jusqu'au 9, qu'il reçut ordre d'aller renforcer l'avant-garde qui avait été attaquée et repoussée par les paysans tyroliens, entre Milbac et Brixen.

Aussitôt arrivés nous attaquâmes le rassemblement des paysans qui occupaient les positions de nos postes avancés qu'ils avaient fait plier; le combat fut terrible. Les paysans se battirent en désespérés; le feu fut peu de chose; on les joi-

gnit, ils nous attendirent avec une fermeté peu ordinaire, armés de haches, de tridents, et de stylets liés au bout de longues perches. Ivres de liqueurs et aussi inébranlables que les rocs sur lesquels ils étaient embusqués, ils reçurent notre charge avec la plus grande intrépidité, et nous chargèrent à leur tour avec leurs armes meurtrières : furieux, acharnés, leur ivresse nourrissait et allumait de plus en plus leur fureur, ils se battaient comme des lions et ne cessaient leurs efforts qu'en cessant de vivre ; aussi aucun d'eux n'échappa à la vengeance de nos braves, qui avaient vu tomber sous les coups de ces forcenés plusieurs de leurs camarades. Ils furent tous exterminés et périrent en zélés défenseurs de la cause de leurs tyrans. Nous perdîmes de notre côté le brave Pianelli, sergent, qui s'était battu si vaillamment à l'affaire de Cossaria ; deux carabiniers qui avaient été long-temps aux prises avec ces furieux, tombèrent sous leurs coups. Le citoyen Grimaldy, adjudant sous-lieutenant, et Berry, sergent, furent grièvement blessés à coups de hache après s'être battus avec intrépidité, et moururent de leurs blessures quelque temps après. Les citoyens Gaudin et Soupé, quartier-mâtres, quoique dispensés par leur état de se trouver aux actions, y marchèrent à l'envi et se battirent avec va-

leur; ce dernier terrassa un ennemi, le même qui avait blessé le citoyen Berry, et l'abattit mort à ses pieds, d'un coup de sabre. Le corps entier se comporta avec la plus grande valeur, il obtint, après l'affaire, de nouveaux éloges des généraux qui le commandaient.

Après avoir poursuivi l'ennemi dans les montagnes nous revînmes prendre la position où nous avons exterminé le premier rassemblement de paysans, et nous y bivouaquâmes jusqu'au lendemain, que nous fûmes relevés. Nous en partîmes le 10 pour nous rendre à Brixen, où le général Joubert promut provisoirement au grade de chef de bataillon le capitaine de la demi-brigade.

Nous fûmes désignés pour former l'arrière-garde de l'armée qui se retirait sur le quartier-général de Bonaparte. Nous traversâmes le Tyrol et une grande partie de la Carinthie. Arrivés à Spital nous reçûmes ordre de nous rendre à Villach, où nous restâmes dix jours. Les préliminaires de paix entre l'empereur et la république française étant signés, notre droite se mit en marche pour les pays vénitiens, et nous arrivâmes à Baparco, où nous prîmes garnison.

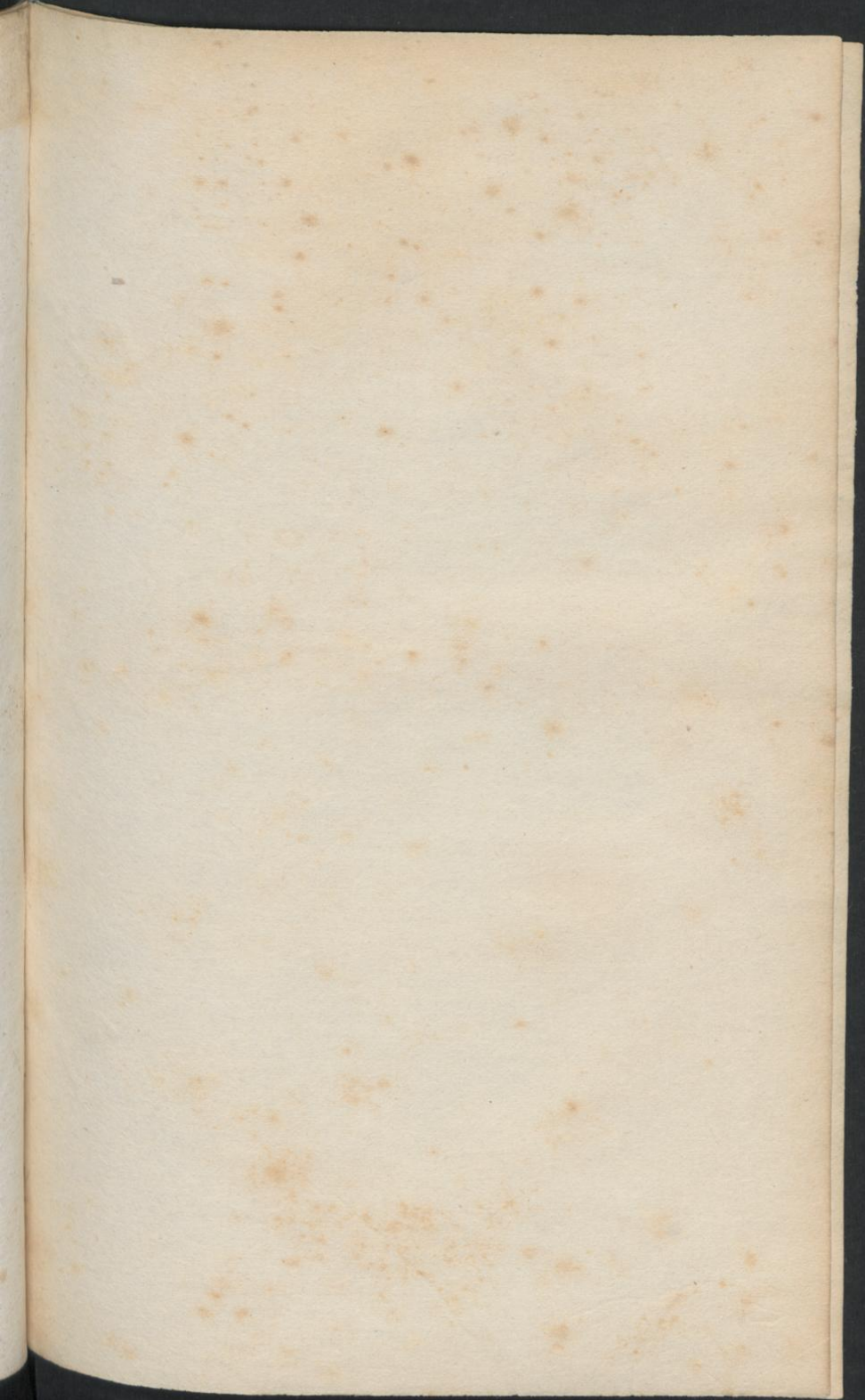
Le citoyen Reno, chef de bataillon, qui commandait la demi-brigade, à l'époque du 11 thermidor, fut fait chef de brigade à sa rentrée des

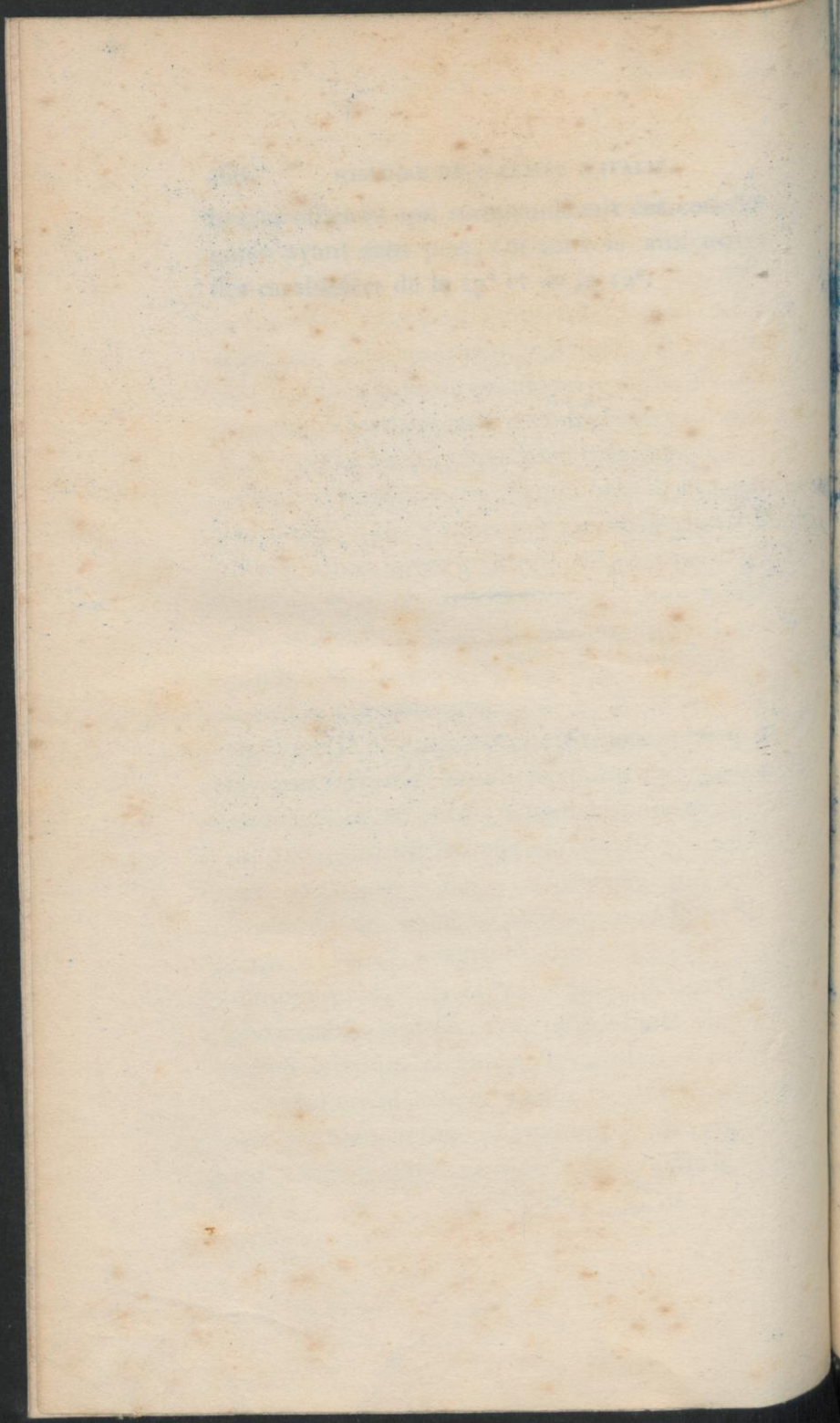
prisons d'Autriche, pour prix de sa conduite et de la belle défense du corps qu'il commandait.

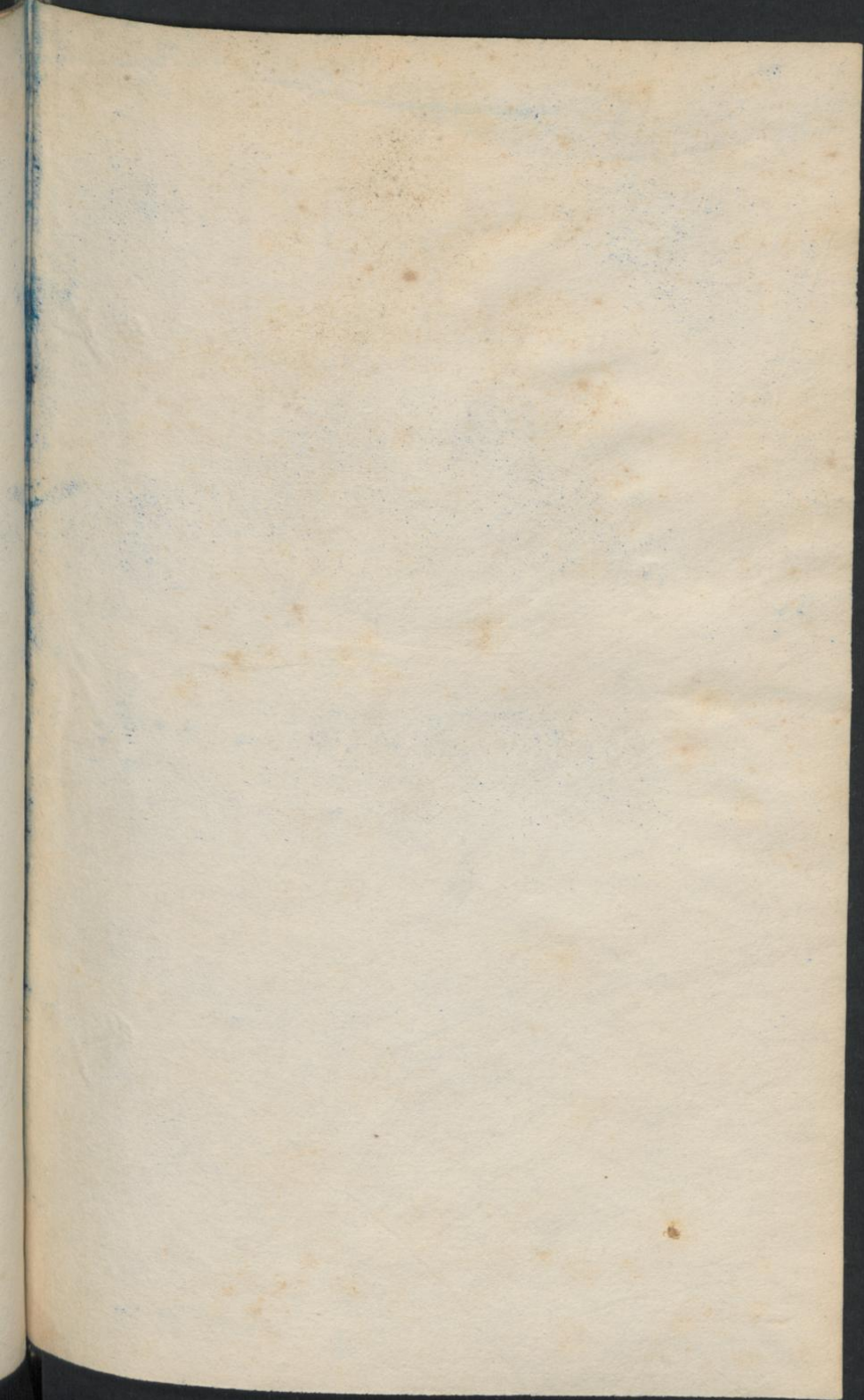
Le citoyen Berthier, lieutenant auxiliaire, faisant fonction d'adjudant-major à la même affaire, officier très brave et qui s'était toujours montré avec avantage dans toutes les actions, se distingua particulièrement dans celle-ci, ainsi que le capitaine Pierre, autre officier de mérite et d'une valeur reconnue.

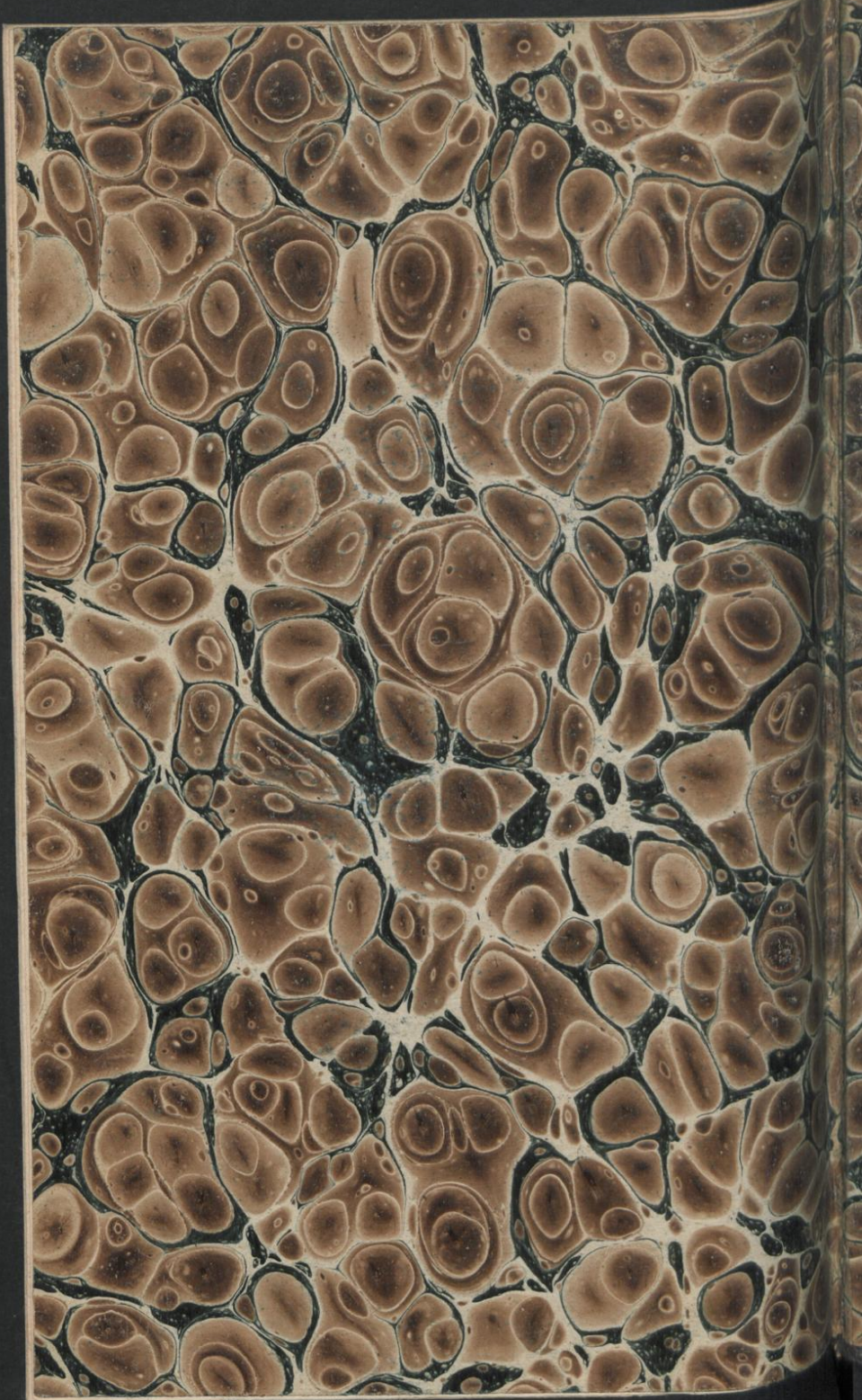
On remarque encore parmi nos braves, qui se sont tous couverts de gloire et qui ont si souvent conduit la demi-brigade à la victoire, le citoyen Poggi, sous-lieutenant des carabiniers, à qui le général Murat avait promis une récompense, et le citoyen Massa, sergent-major, qui avait donné bien des preuves de sa valeur distinguée; lors de la dernière affaire de Rivoli, le général Murat reçut un ordre du général en chef, conçu en ces termes : « Vous partirez de Sabac, village sur le lac de Garda, vous tournerez l'ennemi avec les carabiniers de la 11^e légère, par la montagne de Montebaldo; avec de tels soldats vous devez le battre. » Pendant la captivité de la demi-brigade, et même depuis la rentrée des officiers, les carabiniers se sont trouvés à beaucoup d'affaires dont on n'a pas les époques, les

braves officiers qui commandaient ces compagnies ayant tous péri. On renvoie aux notes des carabiniers de la 17^e et de la 12^e.









ETH zürich
Bibliothek

DO

Abt. T

U
Nummer

312

Band

2

) *

Teil

Aufl.

E S

12/72



BUCHKARTE
Bitte nicht herausnehmen!

34256

